



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 143 • NUMÉRO 011 • 1^{re} SESSION • 40^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 2 décembre 2008

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 2 décembre 2008

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

•(1000)

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

M. Joe Preston (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, conformément aux articles 104 et 114 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui porte sur la composition des comités de la Chambre.

* * *

[Français]

PÉTITIONS

LE PONT INTERPROVINCIAL

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, cela semble devenir une coutume, mais plus j'en présente, plus je reçois de pétitions à déposer de la part des citoyens. Cette fois-ci, j'ai une pétition non seulement de la région d'Ottawa-Vanier et d'Ottawa, mais également de la région de Gatineau, donc de la grande région de la capitale nationale.

Cette pétition a trait à la construction éventuelle de deux ponts, de façon à ce qu'il y ait un périphérique autour de la région de la capitale nationale pour pouvoir faire sortir les camions lourds du centre-ville de la capitale. Ces gens croient qu'il serait peut-être préférable que cette circulation de poids lourds ait lieu un peu plus loin du centre-ville de notre capitale.

Les soussignés demandent au gouvernement d'enjoindre à la Commission de la capitale nationale de faire une étude détaillée de l'alignement qui joindrait le parc industriel Canotek à l'aéroport de Gatineau, soit l'option 7 de la première phase de l'étude environnementale pour l'éventualité de ponts dans la région de la capitale nationale.

•(1005)

[Traduction]

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Mark Warawa (Langley, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par de nombreux résidents de la belle circonscription de Langley.

Les pétitionnaires soulignent qu'un certain nombre de troubles médicaux graves et qui peuvent mettre la vie en danger ne sont pas couverts par les programmes d'invalidité parce qu'ils ne sont pas nécessairement permanents. Des résidents perdent leur maison et leur emploi alors qu'ils combattent ces troubles graves. Les pétitionnaires demandent donc à la Chambre des communes d'adopter une mesure législative pour verser des prestations de maladie en vertu de l'assurance-emploi au moins égales aux prestations de maternité.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

L'ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 1^{er} décembre, de la motion, et de la motion portant que la question soit maintenant mise aux voix.

Le Président: Reprise du débat. Le député d'Oak Ridges—Markham a la parole.

M. Paul Calandra (Oak Ridges—Markham, PCC): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour participer au débat sur l'énoncé économique et financier présenté à la Chambre la semaine dernière, mais, avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais prendre un instant, puisqu'il s'agit de ma première intervention à la Chambre, pour remercier les électeurs d'Oak Ridges—Markham de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir permis de les représenter au Parlement.

Initiatives ministérielles

Je voudrais aussi remercier mon directeur de campagne, Mathew Ellis, et ma directrice de campagne adjointe, Marissa Steiner, du travail acharné qu'ils ont accompli pendant la campagne électorale. Je remercie également ma présidente de campagne, Gayle Climpson-Kennedy, mon directeur financier, Stephen Wilkinson, et le noyau de plus de 200 bénévoles qui m'ont aidé à diffuser mon message et à remporter la circonscription d'Oak Ridges—Markham. Je leur suis vraiment redevable de tout leur travail assidu.

Enfin, mes plus grands remerciements vont à ma femme, Melanie, et à nos deux filles, Natalie et Olivia, dont l'appui a été remarquable. Ma deuxième fille est née le 4 octobre à l'hôpital de Markham Stouffville, pendant la campagne électorale. Je remercie aussi les médecins, le Dr Arnold, de l'hôpital de Markham Stouffville, et l'ensemble du personnel pour les soins extraordinaires qu'ils ont prodigués à ma famille.

Ma femme m'a toujours accompagné en politique à travers toutes les épreuves. Elle a toujours été ma meilleure amie et ma meilleure partisane. Je ne saurais trop la remercier.

La circonscription d'Oak Ridges—Markham est immense. Elle est celle dont la population est la plus nombreuse au Canada. Avant et pendant la dernière campagne électorale, j'ai passé des mois à discuter avec les électeurs d'Oak Ridges—Markham. Nous avons parlé de tout, y compris des soins de santé et de l'environnement, mais surtout de l'économie.

Ma campagne a été axée sur l'économie. J'ai signalé aux habitants de la circonscription certaines des bonnes mesures que nous avons prises pour l'économie. Ils ont écouté mon message et, ayant décidé que le gouvernement était sur la bonne voie, ils m'ont élu. Ils ont compris que, depuis que nous avons été portés au pouvoir, nous avons donné au Canada un gouvernement fort et que nous avons apporté à l'économie des modifications considérables qui ont placé le Canada dans la position la plus enviable parmi tous les pays industrialisés.

Depuis 2006, le gouvernement a réduit la dette fédérale de 37 milliards de dollars. Il a réduit les impôts de près de 200 milliards de dollars et allégé les impôts des nouvelles entreprises. Il a fait et continue de faire des investissements massifs dans les infrastructures, les sciences et la technologie, et il a créé des centaines de milliers d'emplois. Il fournit également à l'économie les outils essentiels dont elle a besoin pour rester vigoureuse et poursuivre sa croissance.

Quand nous avons accordé des réductions d'impôt à titre de gouvernement, comment l'opposition libérale a-t-elle voté? Les libéraux, en fait ceux qui ont daigné se présenter, ont voté contre l'allègement du fardeau fiscal des contribuables. Lorsque nous avons investi dans l'infrastructure à l'échelle du Canada, comment les libéraux ont-ils voté? Ils ont voté contre cette initiative ou ils n'ont pas fait acte de présence. Lorsque nous avons investi dans les forces armées, dans nos concitoyens courageux qui se battent pour défendre la liberté des Canadiens, qui sont des ambassadeurs du Canada à l'étranger, comment les libéraux ont-ils voté? Ils ont encore une fois voté contre notre proposition.

Nous avons investi dans l'environnement, notamment dans ma circonscription. Le premier ministre est venu dans ma circonscription, Oak Ridges—Markham, et il a annoncé que, dans le cadre d'un partenariat avec Canards Illimités, nous allions protéger certaines terres importantes sur le plan environnemental, notamment la forêt Happy Valley dans le comté de King. Comment les libéraux ont-ils voté? Ils ont soit brillé par leur absence, soit voté contre.

Quand nous disions aux Canadiens que nous croyions en eux, que nous allions réduire les impôts pour leur permettre d'investir dans l'avenir, notamment dans celui de leur famille, et également dans des entreprises, les députés d'en face disaient qu'on ne pouvait avoir la certitude que les Canadiens allaient investir dans leur famille. Autrement dit, les libéraux affirmaient que si le gouvernement réduisait les impôts, les Canadiens dépenseraient davantage pour des boissons gazeuses, de la bière et des croustilles, qu'on ne pouvait leur faire confiance pour gérer leurs propres affaires.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons davantage confiance dans les Canadiens. Nous savons qu'ils doivent avoir plus d'argent dans leurs poches pour être en mesure d'investir dans leur avenir. Voilà ce à quoi nous veillons depuis que nous sommes au pouvoir.

Je suis extrêmement fier de faire partie d'un gouvernement qui a pris toutes ces mesures pour les Canadiens. Nous nous sommes employés depuis longtemps et avec détermination, même avant que l'actuelle crise ne fasse la manchette des grands médias, à faire les investissements que j'ai mentionnés et d'autres aussi pour faire en sorte que notre économie demeure forte et continue de progresser.

Au cours des derniers mois, nous avons rencontré nos partenaires du G20. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les premiers ministres provinciaux et nous avons consulté les entreprises, grandes et petites, pour établir un plan afin de protéger l'économie canadienne. Nous avons même consulté les Canadiens le 14 octobre.

● (1010)

Les Canadiens ont massivement conclu que le premier ministre, le ministre des Finances et notre gouvernement sont sur la bonne voie pour ce qui est d'apporter les changements nécessaires à l'économie pour que le Canada demeure fort et se sorte de la crise économique mondiale mieux que tous les autres pays. Ils ont opté pour la stabilité. Ils ont opté pour une approche pondérée renforcera notre pays au lieu d'avoir un effet dévastateur sur lui.

Nous avons agi rapidement et avec assurance et nous avons toujours fait primer les intérêts du pays. Nous nous employons à faire en sorte que notre système bancaire dispose de nouveau de plus grandes liquidités afin de permettre aux Canadiens d'avoir accès au crédit. Nous sommes en train d'examiner toutes les dépenses gouvernementales en vue de réinjecter le plus possible de fonds dans l'économie sans replonger dans les déficits structurels. Nous fournissons un financement stable à nos partenaires provinciaux. Nous finançons les infrastructures à des niveaux sans précédent. Nous prenons des dispositions afin de stabiliser notre régime de pensions et d'accorder aux Canadiens âgés le soutien dont ils auront besoin dans les années à venir.

Au cours des prochaines semaines, nous poursuivrons nos consultations auprès des premiers ministres et de nos partenaires du G20 en vue de définir la marche à suivre afin de soutenir notre économie et d'assurer à tous les Canadiens sécurité et tranquillité d'esprit.

Les Ontariens ne se souviennent que trop bien de ce qu'une alliance démocratique libérale fait à l'économie. L'Ontario se souvient des résultats désastreux d'une telle alliance pendant la période de 1985 à 1995 que les Ontariens ont baptisée la décennie perdue. Les contribuables ontariens ne sont pas près d'oublier les taxes d'affaires et les impôts des particuliers extrêmement élevés ni le nombre record de faillites d'entreprises et l'endettement massif; la province a accumulé une dette de près de 50 milliards de dollars en quatre ans seulement. Ils se souviennent d'un déficit de 11 milliards de dollars.

En fait, sous la gouverne de l'alliance démocratique libérale, l'Ontario dépensait heure après heure 1 million de dollars de plus qu'il n'en percevait. Imaginez un peu, 1 million de dollars de plus toutes les heures. Cette alliance n'avait même pas de plan pour se sortir du pétrin. Elle a réduit les dépenses relatives aux soins de santé et le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux, sans compter que le taux de chômage était plus élevé que jamais. Voilà le bilan d'un parti d'alliance démocratique libérale au pouvoir en Ontario. Les Ontariens s'en souviennent très bien et, le 14 octobre dernier, ils ont rejeté massivement une telle possibilité.

Qu'est-ce que les libéraux ont fait lorsqu'ils étaient au pouvoir dans les années 1990? Ils ont transféré le fardeau aux provinces. Ils ont retranché plus de 25 milliards de dollars du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Ils n'ont pas collaboré avec nos partenaires provinciaux afin de s'assurer que ceux-ci soient en mesure d'absorber de telles coupes. Ils ont sabré de façon unilatérale, contraignant ainsi les provinces à réduire les budgets de la santé et de l'aide sociale. Des compressions ont dû être faites dans la santé et l'éducation. Pourquoi? Parce que les députés de ce côté-là de la Chambre ne voulaient pas réduire les avantages auxquels ils avaient droit. Ils n'étaient pas intéressés à trouver une meilleure façon de faire fonctionner le gouvernement. Leur solution a été de transférer le fardeau à un autre ordre de gouvernement. Les Canadiens ont rejeté en grand nombre cette façon de faire et ils ont élu un gouvernement qui se préoccupait d'eux et qui comprenait le fonctionnement des finances au pays.

À un moment où l'économie mondiale est en crise et où il faut assurer une stabilité, que veulent faire les députés de l'opposition? Ils veulent faire fi du résultat des dernières élections et installer un gouvernement dirigé par une personne que les Canadiens ont rejetée en très grand nombre. Ensuite, ils veulent changer ce gouvernement dans quatre mois, lorsqu'ils auront choisi un autre chef qui, encore une fois, n'aura pas été plébiscité par les Canadiens. Ils veulent augmenter les impôts. Ils veulent mettre en place certaines politiques du NPD et augmenter les impôts des sociétés, à un moment où celles-ci n'ont pas les moyens d'en payer davantage. Ils veulent aussi donner un chèque en blanc aux députés du Bloc québécois pour décider de l'avenir de notre pays.

Les gens dans ma circonscription et dans tout le Canada refusent cette façon de faire. Ils ont été très nombreux à choisir un gouvernement qui trace la bonne voie à suivre. C'est ce que me disent les résidents de ma circonscription.

Que pensent les gens de la nouvelle alliance libérale-démocrate qui est proposée? Je suis absolument submergé de courriels et d'appels téléphoniques de la part de résidents de ma circonscription. J'aimerais donner un exemple de ce que me disent ces personnes. M. John Cocker m'écrit ceci: « Je veux simplement vous dire que je suis révolté par la tentative de l'opposition pour s'approprier le pouvoir. Je crois que [le premier ministre] est sur la bonne voie, et tous ceux à qui j'ai parlé partagent cette opinion. »

● (1015)

Un électeur de Newmarket a déclaré:

Si le NPD et le Parti libéral arrivent à évincer les conservateurs en ce moment, comme des milliers de Canadiens je perdrai toute confiance dans le processus démocratique de ce pays. Qui plus est, le renversement du gouvernement actuel en cette période difficile et trouble nous précipitera dans une catastrophe financière que les partis de l'opposition prétendent [vouloir régler].

Un électeur de Markham a déclaré:

Tout ce que je sais, c'est que toute possibilité de coalition entre les libéraux, les néo-démocrates et les bloquistes est parfaitement ridicule. Les députés ont été élus

Initiatives ministérielles

afin de donner la priorité à leurs électeurs locaux et pour veiller sur eux. Cette coalition n'est pas dans l'intérêt de la population. C'est une affaire de politiciannerie qui ne bénéficie en rien à notre économie et à notre pays.

Un électeur de Stouffville a dit:

Comment puis-je faire comprendre clairement au gouvernement du Canada que si j'avais voulu élire un chef aussi incompetent [que le chef du Parti libéral], j'aurais voté pour lui!

Un électeur de Richmond Hill a écrit:

Nous, LES CANADIENS, les juges ultimes, avons élu [le premier ministre]. Ce qui est plus important encore, nous n'avons PAS élu [le chef du Parti libéral].

Est-ce ainsi que fonctionne la démocratie? Non, pas du tout.

Un autre électeur de Markham a écrit:

J'écris ces lignes pour exprimer mon inquiétude au sujet des manoeuvres de coulisses antidémocratiques qui se déroulent actuellement au Parlement. Compte tenu de l'état actuel de l'économie et de l'environnement mondial, de [cette] forte tension qui règne et de la récession mondiale, il nous faut un gouvernement pour diriger le pays. Nous n'avons PAS besoin de toutes ces manoeuvres de coulisses auxquelles prennent part ceux qui se fichent des résultats des élections [...]

Un citoyen de Schomberg m'a écrit ceci:

Vous êtes mon député et je vous implore, de même que [le premier ministre], de ne pas nous abandonner aux mains [du chef du Parti libéral] et [du chef du Nouveau Parti démocratique].

Un autre électeur de Markham a écrit:

J'estime qu'une telle coalition serait contre-productive, qu'elle nous ferait perdre de vue les vrais problèmes du pays. Ce n'est que politiciannerie de la part du Parti libéral, du NPD et de tout autre parti qui déciderait de se joindre à eux.

Un électeur de Nobleton a écrit:

Je ne veux pas que le NPD s'occupe de mes finances. Je ne veux pas que le Bloc québécois prenne des décisions pour le Canada. Je ne veux pas voir le Canada dirigé par les libéraux, la direction de ce parti rongé par les querelles internes étant un vrai fiasco. En fait, aucun de ces partis n'est prêt, individuellement ou collectivement. JE LE RÉPÈTE: AUCUN D'ENTRE EUX N'A ÉTÉ ÉLU.

Voilà ce que mes électeurs ont à dire. Et ce n'est là qu'un petit échantillon. En effet, j'ai reçu plus de 500 courriels et appels téléphoniques depuis la signature de ce document hier. Qu'ont encore à ajouter mes concitoyens au sujet de la situation?

Je vais reprendre des propos déjà tenus par le député de Markham—Unionville:

Essentiellement, les néo-démocrates ne comprennent rien à l'économie. Ils n'ont jamais rien compris à l'économie et ils n'y comprendront jamais rien. Le NPD vit dans le passé; il est ancré dans les années 1960 [...] Il demeure ancré dans les années 1960. Il n'a aucune vision quant à la création de la richesse et n'aurait aucune idée comment s'y prendre s'il en avait une. C'est pourquoi ce parti demeurera un parti marginal de protestataires.

Puis, il a ajouté:

Au dernier congrès du NPD, l'association de circonscription de son chef a présenté une motion demandant que le Canada se retire de l'ALENA et de l'OMC. En passant, ces députés voudraient aussi que le Canada se retire du NORAD. Depuis 1997, la politique officielle du NPD préconise un retrait du Canada de l'ALENA. C'est une politique illusoire, inconsciente et irresponsable et elle caractérise encore la pensée économique préhistorique du Nouveau Parti démocratique [...] Les néo-démocrates auraient construit un mur autour du Canada pour l'isoler de tout, un mur si haut qu'il aurait été semblable à celui qui isolait naguère l'Albanie communiste.

Cette déclaration a été faite par le député de Markham—Unionville au sujet de ses nouveaux compères. Qu'a-t-il dit d'autre? Il a dit:

[...] le NPD fédéral, qui n'a jamais été au pouvoir et qui ne le sera jamais. Le problème de ce parti, c'est qu'il a un coeur et qu'il sait comment redistribuer les revenus, mais qu'il n'a pas de tête.

Imaginez, le député de Markham—Unionville est maintenant prêt à se joindre à une alliance...

Initiatives ministérielles

● (1020)

L'hon. Joseph Volpe: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais simplement donner au député d'en face la possibilité de comprendre la dynamique de la Chambre et les fluctuations qui s'y produisent. Certains d'entre nous écoutons ce qu'il dit. Nous avons commencé par parler de la mise à jour économique, mais la discussion a rapidement dévié vers les politiques internes de certains partis à la Chambre. Nous aimerions parler de la mise à jour économique et de la réaction du gouvernement à la crise économique parce que, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas encore réussi à le faire.

Est-ce que je respecterais les paramètres établis de la Chambre, et sans doute ceux de la présidence, si je demandais au député de porter son attention sur la crise actuelle, la crise sur laquelle le premier ministre a indiqué que nous devrions porter notre attention? Nous devrions discuter des mesures que le gouvernement du Canada va prendre pour remédier à la crise financière et économique avec laquelle le pays est aux prises, non de la question de déterminer si le NPD est un parti politique cohérent.

M. Mike Lake: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je dirais que ce que le député de Markham—Unionville a dit au sujet de l'incompétence économique et financière du NPD est tout à fait pertinent dans le débat actuel.

Le vice-président: Le député d'Oak Ridges—Markham parle de la mise à jour financière, sur laquelle porte la motion dont la Chambre est saisie. Puisqu'il le fait en commentant ce que les autres partis ont pu dire à ce propos, je considère que ses remarques sont pertinentes. Toutefois, j'aimerais rappeler à tous les députés que leurs interventions doivent demeurer aussi près que possible du sujet de la motion.

Il reste quatre minutes et demie au député d'Oak Ridges—Markham.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, seul un libéral peut croire que la population canadienne n'accorde pas d'importance au fait de former une coalition avec des gens qui semblent ne pas avoir de tête et qui ne comprennent pas l'économie.

Le député ne se souvient peut-être pas de ce qui s'est produit en Ontario la dernière fois que les libéraux et le NPD ont été au pouvoir. Peut-être a-t-il oublié les ravages que cette coalition a causés en Ontario. Peut-être a-t-il oublié le déficit de 11 milliards de dollars et la dette de 50 milliards de dollars. Peut-être a-t-il oublié le taux de chômage sans précédent. Peut-être a-t-il oublié la réduction massive des sommes consacrées aux dépenses en soins de santé, la fermeture de lits d'hôpitaux et la façon dont les provinces ont dû faire face aux énormes compressions budgétaires faites par le gouvernement dirigé par son parti.

La population de l'Ontario ne l'oublie pas et si le député croit que cela n'est pas pertinent dans le débat d'aujourd'hui...

[Français]

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable député de Shefford se lève-t-il pour invoquer le Règlement?

M. Robert Vincent: Monsieur le Président, je voudrais intervenir sur le même point. On débat encore de l'énoncé économique. Si le parti au pouvoir veut parler de l'énoncé économique et de ce qu'il entend faire dans les prochains jours, on est bien prêts à l'entendre. Cependant, dire que les partis d'opposition n'auront pas d'énoncé économique et faire de la politique avec ça, c'est autre chose. Qu'il s'occupe de la politique de son énoncé économique et, par la suite,

on pourra parler de ce que les autres partis pourront faire. Toutefois, il n'est pas ici, à la Chambre, aujourd'hui pour nous dire ce qu'on a à faire et comment on doit le faire. Qu'il s'occupe de ce qu'il a à faire et on l'écouterà.

[Traduction]

M. Mike Lake: Monsieur le Président, au sujet du rappel au Règlement, il est entendu que les partis de l'opposition sont en train de s'associer pour former une coalition en réaction à l'énoncé économique, qui, je suppose, adopterait leur programme en trois points pour l'économie: une lourde taxe sur le carbone, une augmentation massive des impôts des sociétés et, bien sûr, l'éclatement du pays. Je pense que toute discussion relative à ces points est tout à fait pertinente dans le contexte du débat d'aujourd'hui.

● (1025)

[Français]

M. Robert Vincent: Monsieur le Président, j'ai écouté l'intervention du député de l'autre côté de la Chambre. Il faut bien qu'il comprenne qu'il n'est pas là pour analyser l'énoncé économique de la coalition, mais bien l'énoncé économique du parti au pouvoir. Alors, qu'il ne change les termes de l'autre côté. C'est le sien qu'on analyse, pas celui des autres, donc qu'il commence par le sien.

[Traduction]

Le vice-président: Si le secrétaire parlementaire veut intervenir sur le même recours au Règlement, je lui rappelle que j'ai déjà rendu ma décision et que je ne veux pas lancer un long débat.

[Français]

Je me suis déjà prononcé sur cette question. Ce qui est maintenant à l'étude à la Chambre est un sujet qui a une grande portée.

[Traduction]

Je m'en tiens à ma décision. Les députés sont libres de débattre la motion dont la Chambre est actuellement saisie et de parler de qui l'appuie ou ne l'appuie pas.

Le député de Oak Ridges—Markham dispose encore de trois minutes avant que nous passions aux questions et observations.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, le député a raison. Je suis ici pour représenter les gens d'Oak Ridges—Markham, circonscription qui compte plus de 200 000 personnes, dont 136 000 électeurs. Je parle en leur nom. Je ne parle pas au nom du Bloc, ni du NPD, ni des libéraux. Je parle au nom des gens d'Oak Ridges—Markham qui m'ont élu en tant que premier député conservateur à représenter cette circonscription.

Ma circonscription est la plus peuplée de tout le Canada. Après le discours du Trône — que l'opposition a appuyé et adopté, soit dit en passant —, j'ai entendu parler de réforme démocratique. Je représente une circonscription plus peuplée que toute la province de l'Île-du-Prince-Édouard. Les gens d'Oak Ridges—Markham étaient préoccupés par le fait que la proposition de réforme démocratique serait mise de côté si le nouveau parti de l'alliance libérale-néo-démocrate prenait le pouvoir la semaine prochaine.

Initiatives ministérielles

En fin de compte, notre gouvernement a été élu par les Canadiens. C'est notre parti qui a obtenu le plus d'appui. Il est temps de porter notre attention sur l'économie, pas de faire de la politique de bas étage. Je tiens à assurer les gens d'Oak Ridges—Markham que je continuerai de parler en leur nom au Parlement et de défendre leurs intérêts. Je vais me battre pour eux chaque jour et veiller à ce que chacun de leurs votes soit respecté et que le choix qu'ils ont fait lors des dernières élections compte.

L'hon. Gerry Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte, Lib.): Monsieur le Président, le député a passé beaucoup de temps à parler du soi-disant mandat électoral du gouvernement minoritaire conservateur et à dire que le premier ministre avait reçu un mandat précis de la population canadienne le 14 octobre. Nonobstant le fait que 62 p. 100 des Canadiens ont voté pour des partis autres que le Parti conservateur lors des dernières élections, j'aimerais examiner plus attentivement ce soi-disant mandat.

Je voudrais demander au député à quelle page de la plateforme du Parti conservateur, lors de la dernière campagne électorale, dit-on qu'un gouvernement conservateur effectuerait des compressions de 2 milliards de dollars dans les dépenses et les programmes du gouvernement fédéral? À quelle page du document le parti conservateur affirme-t-il qu'il mettrait fin aux droits à la négociation collective des employés du gouvernement fédéral? Autant que je me souviens, le gouvernement conservateur n'a pas proposé de telles mesures en vue du mandat qu'il cherchait à obtenir aux dernières élections.

À quelle page ou dans quelle intervention le premier ministre du Canada a-t-il déclaré, durant sa campagne électorale en vue d'obtenir un mandat précis des Canadiens, que l'on devrait recueillir 10 milliards de dollars de la vente de biens gouvernementaux fédéraux afin d'endiguer le déficit? Pour percevoir 10 milliards de dollars dans un marché en chute libre, il devrait probablement vendre des biens gouvernementaux d'une valeur de 40 milliards de dollars...

• (1030)

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le député pour laisser au député de Oak Ridges—Markham la chance de répondre.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, j'aimerais que le député me dise à quelle page les libéraux, le NPD et le Bloc ont décidé de former un gouvernement de coalition. À quelle page les libéraux ont-ils décidé de remettre un chèque en blanc aux séparatistes? À quelle page ont-ils décidé d'augmenter l'impôt des entreprises de 50 milliards de dollars alors que l'économie traverse une période difficile?

C'est de cela que nous parlons en ce moment. Nous parlons d'économie. Nous parlons d'un Parti libéral qui est obsédé par ses droits. Les libéraux croient que la fête des droits va bientôt commencer à faire sa tournée. Oubliez le Père Noël. Tout cela a trait aux droits. J'étais présent à la Chambre hier alors que tous ces députés, l'un après l'autre, ont parlé de leurs droits. Aucun d'entre eux n'a même mentionné qu'une telle mesure pourrait être profitable pour le Canada. Tout cela n'a trait qu'à ce que les libéraux vont mettre sous leur oreiller pour plaire à la fête des droits et la convaincre de les asperger de cadeaux magnifiques. À quelle page avez-vous décidé de remettre les rênes du pays au parti séparatiste?

Le vice-président: Je rappelle au député de Oak Ridges—Markham qu'il doit adresser ses commentaires à la présidence et non directement à un autre député.

[Français]

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Monsieur le Président, le député demande à quelle page l'opposition a décidé de former un gouvernement de coalition. Je vais le lui dire: c'est à la page à laquelle les conservateurs ont déposé leur énoncé économique.

Les conservateurs disent avoir été élus le 14 octobre dernier avec le mandat précis de faire face à la crise économique. Qu'ont-ils fait dans ce domaine? Ils ont déposé un énoncé économique qui ne contient absolument rien pour aider l'économie.

Le député demande à quelle page il est fait mention de coalition. C'est à la page à laquelle ils n'ont rien fait, celle à laquelle d'autres partis politiques ont à cœur de dénoncer certaines choses et de mentionner que d'autres choses peuvent être faites, et bien faites. À mon avis, ils sont bien capables de rester assis sur leurs mains. Ils peuvent continuer à rester assis là, et j'espère qu'ils y resteront longtemps.

[Traduction]

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, depuis son arrivée au pouvoir en 2006, le gouvernement a fait plus pour stimuler et protéger l'économie que tout autre gouvernement dans toute l'histoire du Canada.

Nous avons réduit la dette fédérale de 37 milliards de dollars. Nous avons réduit les impôts de près de 200 milliards de dollars. Nous avons réduit les impôts des entreprises pour leur permettre de prospérer. Nous faisons des investissements massifs dans le domaine de l'infrastructure. Nous avons créé des centaines de milliers de nouveaux emplois. Nous avons réduit la TPS pour que les Canadiens puissent investir dans leur avenir. Quel nouveau concept: croire que les Canadiens méritent qu'on leur permette de garder plus d'argent dans leurs poches pour qu'ils puissent investir dans leur avenir et celui de leurs enfants et qu'ils puissent investir dans leurs entreprises.

Voilà ce que nous avons réussi à faire et nous ne nous excuserons pas d'avoir réussi à faire toutes ces choses. Nous ne resterons pas les bras croisés et nous ne laisserons pas l'opposition remettre les clefs du pays à un parti qui veut faire éclater le Canada, à un autre parti qui veut augmenter les impôts des entreprises de 50 milliards de dollars et enfin à un parti qui tient si désespérément à ses droits qu'il est prêt à faire n'importe quoi pour reprendre le pouvoir.

Les Canadiens méritent mieux que cela.

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, en réponse à la question du dernier député libéral qui a pris la parole, je signale qu'environ 75 p. 100 de la population canadienne n'a pas donné son appui au Parti libéral et pourtant ce parti propose maintenant de diriger une coalition. Il a également parlé de notre programme électoral. Je lui fais remarquer que l'élément central du programme des libéraux était une nouvelle taxe massive sur le carbone. L'élément central de la campagne du Nouveau Parti démocratique était une augmentation massive de l'impôt des sociétés. L'élément central de la campagne du Bloc québécois, sa seule raison-d'être d'ailleurs, est la destruction du pays.

Selon le député, quelle incidence la stratégie en trois volets de cette nouvelle coalition aura-t-elle sur l'économie nationale?

Initiatives ministérielles

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans mon discours, je sais déjà quel sera le bilan. Nous avons vu ce qui s'est passé en Ontario sous la gouverne d'une nouvelle alliance libéro-démocrate de 1985 à 1995. Le taux de chômage a atteint un niveau record, et la province a encouru une dette énorme et enregistré d'énormes déficits. Les députés de cette coalition dépensaient un milliard de dollars de plus par heure qu'ils n'en généraient.

On peut déjà imaginer l'incidence qu'aura une augmentation de l'impôt des sociétés sur les conditions déjà difficiles avec lesquelles les entreprises doivent composer. Cinquante milliards de dollars en nouveaux impôts, imaginez-vous un peu.

Les dirigeants d'entreprise dans ma circonscription m'ont très clairement indiqué, dans les nombreux courriels qu'ils m'ont envoyés, qu'ils s'opposent à la coalition. Ils nous implorent de faire quelque chose pour empêcher l'accession au pouvoir de la nouvelle alliance libéro-démocrate. Ils aiment les mesures que nous avons prises. Ils aiment les réductions d'impôts. Ils aiment la réduction de la TPS parce qu'elle a encouragé leurs clients à dépenser de l'argent et elle a stimulé l'économie. Ils aiment le fait que nous nous sommes concentrés sur le remboursement de la dette, que nous avons réduit les impôts de 200 milliards de dollars et que nous comptons prendre d'autres mesures du même genre.

• (1035)

M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.): Monsieur le Président, que je sache, le député a remporté la victoire par quelque 400 voix. Je crois que près de 60 p. 100 des électeurs dans sa circonscription ont voté contre lui.

Le député ne croit-il pas, maintenant qu'il est député, qu'il a à tout le moins la responsabilité de formuler quelques-unes des préoccupations des électeurs dans sa circonscription qui n'ont pas voté pour lui, qui sont d'ailleurs en plus grand nombre que ceux qui ont voté pour lui? Sachant cela, le député pourrait peut-être se montrer un peu plus charitable lorsqu'il critique ceux qui tentent de représenter un plus large éventail d'intérêts au Canada de manière à refléter les intérêts de ces personnes et des groupes dans la circonscription du député.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, j'espère que je n'ai pas à rappeler au député que seulement 26 p. 100 des Canadiens ont appuyé son parti, auquel ils n'ont jamais donné le mandat de diriger le pays.

Je ne crains pas de retourner briguer les suffrages dans Oak Ridges—Markham et de demander à mes électeurs de me confier un autre mandat à titre de leur représentant. Pourquoi les députés d'en face craignent-ils autant de retourner briguer les suffrages sous la bannière de leur parti? L'idée les terrifie.

Je crois bien que les quelque 32 000 électeurs qui ont voté pour moi voteraient de nouveau pour moi. J'ai reçu des centaines de courriels et d'appels téléphoniques qui le confirment. Je ne crains pas de briguer de nouveau les suffrages. Vous n'avez peut-être pas non plus à craindre le verdict de vos électeurs.

Le vice-président: Je rappelle de nouveau aux députés de ne pas s'adresser directement à d'autres députés.

Questions et observations. Le député de Louis-Hébert a la parole.

[Français]

M. Pascal-Pierre Paillé (Louis-Hébert, BQ): Monsieur le Président, lors de l'élection du 14 octobre dernier, la population québécoise a clairement refusé les politiques énoncées par le Parti

conservateur. Faut-il rappeler que le gouvernement élu est minoritaire?

J'ai reçu une avalanche de courriels et d'appels téléphoniques qui appuient les démarches actuelles du Bloc québécois et je trouve très important de pouvoir le préciser.

Comme le député d'en face vient de le dire, il est important, en cette période économique difficile, de faire des efforts pour soutenir les travailleurs et les entreprises. Alors, pourquoi n'ont-ils pas pris en considération les propositions du Bloc québécois?

[Traduction]

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, je trouve quelque peu paradoxal de constater que les séparatistes, qui sont encore dans cet endroit, ceux-là mêmes qui veulent détruire le Canada, se disent prêts à travailler au sein d'un gouvernement dirigé par le Parti libéral en vertu d'une Constitution dont ils espèrent désespérément s'affranchir.

Nous avons fait des investissements massifs dans l'économie depuis que nous avons été élus en 2006. Nous avons réduit la TPS, mesure qui a aidé les Québécois et les entreprises québécoises. Nous avons réduit les impôts de 200 milliards de dollars. Nous faisons tout en notre pouvoir pour veiller à...

Le vice-président: Reprise du débat. Le député d'Argenteuil—Papineau—Mirabel a la parole.

[Français]

M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole aujourd'hui en cette Chambre au nom du Bloc québécois. Je vais débiter mon allocution en remerciant les citoyennes et les citoyens d'Argenteuil—Papineau—Mirabel qui, encore une fois, m'ont fait confiance pour les représenter ici à la Chambre des communes avec une majorité légèrement supérieure à 15 000 voix. Je les remercie chaleureusement.

Évidemment, je me considère en droit de parler en leur nom comme tout autre député de n'importe quel parti en cette Chambre. Même si notre parti se veut souverainiste, il a toujours été respectueux de la démocratie et de la représentation dans laquelle on est. On a toujours été respectueux de la façon dont fonctionne le Parlement et de la Constitution qui nous lie encore au Canada, et qui nous liera jusqu'à ce qu'on obtienne notre pays, qu'on obtiendra en toute légalité et en toute démocratie.

Aujourd'hui, on parle d'un énoncé économique qui fait partie de la démocratie canadienne. Il y a eu un discours du Trône, et le ministre des Finances avait à prononcer cet énoncé économique. Le gouvernement en place devait faire des choix. Dans un énoncé économique, on peut tout simplement faire état de la situation, comme on peut en profiter pour annoncer de nouveaux programmes et de nouveaux investissements. C'est un choix qu'a fait le gouvernement conservateur. Or il a choisi, alors qu'on est en pleine crise économique, de ne pas prendre le taureau par les cornes et de ne pas s'attaquer directement à la crise économique.

Initiatives ministérielles

C'est pourquoi le Bloc québécois, et il ne s'en est jamais caché, est le seul parti à avoir déposé un programme d'investissements, de l'ordre de 23 milliards de dollars. Et on l'a fait en respectant ce qui se passait dans la situation économique mondiale. L'Union européenne a déposé un plan de développement et d'investissements de 200 milliards de dollars. Les États-Unis ont déposé un plan de développement et d'investissements de 800 milliards de dollars. Le Bloc québécois, respectueux de la capacité de payer du gouvernement du Canada, a proposé un plan de 23 milliards de dollars. On ne s'est jamais cachés de cela. Ce plan visait à aider les plus démunis, ceux qui subissent des pertes d'emploi, les personnes âgées, les femmes, tous ceux et celles qui en ont besoin, les entreprises. Je vous décrirai ce plan au fil de mon discours.

On avait la volonté de régler l'urgence qui, de toute façon, avait été énoncée par le premier ministre lorsqu'il a déclenché les élections. Pourquoi est-il allé à l'encontre de sa propre loi qui établissait les élections à date fixe, ce qui nous aurait menés à des élections en octobre 2009? Parce qu'il y avait une crise économique mondiale.

Le problème, on l'a vu en campagne électorale, est que l'idéologie conservatrice sera toujours là. On n'a pas réglé le problème de la crise forestière et manufacturière qui a commencé bien avant la crise monétaire qu'on vit aujourd'hui. On a laissé faire le libre-marché. C'est ce que propose encore une fois l'énoncé économique: laisser faire, une fois de plus. L'énoncé économique veut déréglementer les investissements. Une des mesures de cet énoncé économique permettrait à des entreprises étrangères de se porter acquéreur d'entreprises canadiennes. On veut laisser faire le marché en disant que ça va se régler. Or ça n'arrivera pas, et c'est ça le drame.

Les autres pays du monde l'ont compris, et c'est pourquoi l'Europe a investi 200 milliards de dollars, et les Américains, 800 milliards de dollars. C'est la réalité. L'idéologie conservatrice de droite est dépassée.

C'est pourquoi le Bloc québécois ne peut pas soutenir un gouvernement qui n'est pas au fait des problèmes que vivent les citoyens. Les députés du Bloc québécois sont sur le terrain. Mes collègues hommes et femmes qui se sont fait élire à la dernière campagne électorale le savent parce que, tous les jours et toutes les fins de semaine, on est avec la population. On sait le drame qui se vit dans les régions forestières et manufacturières. On est au courant de la crise économique actuelle qui empêche nos citoyens de faire les achats du temps des Fêtes qu'ils voudraient. On est au fait de cela. On est donc plus aptes que beaucoup d'autres à dire en cette Chambre qu'il faut investir dans des mesures concrètes. C'est parce que le gouvernement conservateur a déposé un énoncé idéologique de droite, que le Bloc québécois ne peut pas l'appuyer, simplement. Nous tenons compte des intérêts supérieurs de la nation québécoise. Présentement ce qu'elle veut, c'est qu'on règle la crise économique comme le font les autres pays du monde.

• (1040)

C'est tout simplement cela. C'est pourquoi hier, comme nous, vous avez sûrement constaté que trois partis d'opposition ont signé une entente pour ne plus légitimer ce gouvernement. Le système fédéraliste canadien est soumis à la loi de l'Angleterre. Lorsque le gouvernement n'a plus la confiance de la Chambre, il ne peut plus gouverner. C'est la réalité. Les conservateurs auront beau s'égosiller en cette Chambre, ils ont failli à la tâche dans leur énoncé économique et, hier, d'un trait de plume, les partis d'opposition ont décidé, comme le leur permet la Constitution canadienne, d'essayer de former un gouvernement de coalition. Selon moi, il sera beaucoup

plus efficace pour lutter contre la crise économique que le gouvernement actuel.

Donc, la réalité des choses est simple. La Gouverneure générale aura à trancher car, depuis hier, ce gouvernement conservateur n'a plus la légitimité de gouverner. C'est aussi simple que cela et c'est ainsi. La démocratie, le parlementarisme britannique, se veut ainsi. C'est pourquoi les souverainistes du Bloc québécois, dans l'intérêt supérieur de la nation québécoise, se sont alliés aux fédéralistes libéraux et néo-démocrates. Le Parti conservateur peut bien essayer de nous traiter de tous les noms, mais il reste fédéraste dans sa façon d'opérer. Les conservateurs ont décidé d'agir à leur façon, en allant à l'encontre de tous le système parlementaire britannique.

Aujourd'hui, le premier ministre devrait tout simplement demander à la Gouverneure générale de remettre le gouvernement à la coalition qui a été formée hier. C'est la réalité. Les conservateurs vont encore essayer, par tous les moyens, pendant plusieurs jours, de nous faire comprendre qu'ils ont raison. Ils auraient dû déposer un énoncé économique respectueux de la volonté publique. Le Bloc québécois avait tendu la main. On avait déposé un programme proposant 23 milliards de dollars d'investissements. Le ministre des Finances nous en avait félicité et remercié, mais il n'y avait rien de cela dans l'énoncé économique.

Donc, nous avons travaillé pour essayer de régler la situation, de tendre la main avec un plan proposant 23 milliards de dollars d'investissements pour tenter de contrer cette crise économique, comme le font l'Europe et les États-Unis. Or, le Parti conservateur a décidé d'aller à l'encontre de cette volonté. C'est un choix, mais maintenant, il doit respecter le choix démocratique et, au sein du parlementarisme britannique, un gouvernement qui n'a plus la confiance de la Chambre ne peut plus gouverner, tout simplement. C'est la réalité. Il ne s'agit pas du vote populaire. Le vote populaire élit des représentants en cette Chambre et ces représentants doivent donner leur confiance au gouvernement. Il ne l'a plus depuis hier, tout simplement.

Pourquoi? Parce que l'énoncé économique dont on discute aujourd'hui n'est pas respectueux de ce que souhaite la majorité de la population représentée par nous, les députés en cette Chambre, toutes allégeances politiques confondues. Nous voulons régler rapidement la crise économique, nous voulons nous y attaquer, tout simplement. L'idéologie conservatrice de droite est de laisser faire, de laisser aller l'économie et de ramasser ensuite les pots cassés. Ce n'est pas la solution et ce n'est pas la solution qu'ont choisie les autres pays du monde face à une crise sans précédent. On n'a pas connu cela depuis la Grande Dépression des années 1920. C'est la réalité.

Initiatives ministérielles

La situation est nouvelle. On ne vit jamais une crise économique de la même façon. C'est une nouvelle façon de le faire et c'est la façon dont les gouvernements du monde ont décidé de s'attaquer à cette crise, soit d'injecter des sommes d'argent dans l'économie pour tenter de traverser cette crise. Si on avait fait la même chose dans le secteur forestier, aujourd'hui, on ne parlerait plus d'une crise forestière. Elle serait réglée. Or, les conservateurs ont décidé de ne pas régler la crise forestière et cette dernière s'ajoute donc à la crise bancaire, à la crise du crédit et à tout cela. On va de crise en crise; on grossit le problème et on ne le réglera pas avec ce gouvernement-là. C'est terminé.

Donc, il faut que les conservateurs en cette Chambre prennent conscience de cela et qu'ils laissent la chance à l'opposition. Il n'est pas facile de s'attaquer à une crise économique et de décider, en tant que parti, de s'allier, de créer une coalition à la Chambre des communes afin de traverser la crise et d'essayer de s'attaquer au sort des plus faibles et des plus démunis de notre société. Ce n'est pas une tâche simple ni facile. Les conservateurs ont décidé de ne pas s'y attaquer, c'est parfait. Qu'ils laissent la coalition le faire parce que, avec les moyens qu'a le Canada, nous jugeons être capables de traverser cette crise et d'aider les plus faibles et les plus démunis de notre société.

• (1045)

Ce choix idéologique n'était pas que du laisser-faire économique. Les conservateurs en ont également profité pour s'attaquer aux droits des travailleurs en suspendant le droit de grève et à l'équité salariale. Ils ont profité d'une crise économique pour régler des problèmes idéologiques chers aux militants.

Les députés conservateurs vont sûrement nous brandir des lettres et des courriels. Bien sûr! Il y a un mouvement de droite économique qui voudrait suspendre le droit des travailleurs, ramener les femmes à la maison, suspendre le droit des femmes au travail, etc. C'est un choix idéologique, mais ce n'est pas le choix de la majorité de la population canadienne. Et cela, les députés conservateurs doivent l'accepter. Nous sentons qu'il est très légitime de nous lever en cette Chambre, parce que le Québec paie sa part de taxes et d'impôts à ce gouvernement fédéral.

Pour ma part, je suis issu du milieu municipal. J'ai été président de l'Union des municipalités du Québec de 1997 à 2000, et j'ai passé 17 ans à la mairie d'une municipalité. Dans notre contexte géopolitique, il y a trois paliers de gouvernement, le municipal, le provincial et le fédéral.

C'est toujours désabusant de constater que le gouvernement fédéral — qui a le plus d'argent parce qu'il collecte plus de 50 p. 100 des taxes et des impôts de tout le Canada — ne s'occupe pas de la santé parce que ce sont les provinces qui gèrent le milieu de la santé. Il ne s'occupe pas d'éducation parce que les provinces ont la responsabilité de l'éducation. Il ne s'occupe pas de transport. Il gère quelques ponts, mais ce n'est pas lui qui gère les routes car la plupart des structures et infrastructures sont gérées par les provinces ou par les villes.

Il serait donc normal que le gouvernement fédéral mette sur pied ce programme puisqu'il perçoit la majorité des taxes et des impôts. Il serait également normal qu'il en transfère une partie dans un vaste programme d'aide à la réfection des infrastructures gérées par d'autres paliers de gouvernement. De plus, lorsqu'on voit la façon dont ministère du Patrimoine canadien gère ses propres édifices patrimoniaux, on comprend qu'il n'est pas capable de gérer ses propres édifices.

Il serait normal que le gouvernement fédéral participe à la gestion des édifices gérés par les provinces, parce qu'il perçoit la majorité des taxes et des impôts. C'est le genre de demandes que le Bloc québécois dépose. Il demande de devancer l'investissement dans les infrastructures et que le transfert de la taxe sur l'essence aux infrastructures passe de 3 ¢ à 5 ¢ tout de suite plutôt qu'en 2010. C'est le genre d'aide ponctuelle qui est appuyée par la plupart des économistes. L'investissement dans les infrastructures est une solution aux problèmes de la crise économique. On fait travailler les gens, on rénove les bâtiments et on remet aux chantiers les travailleurs afin d'aider l'économie.

Le Bloc québécois a également demandé l'abolition des deux semaines de carence dans le régime de l'assurance-emploi, régime qui est entièrement payé par les employeurs et les employés depuis 1996. Or il n'y a pas un sou du gouvernement fédéral. Encore une fois, alors qu'une crise économique fait perdre des emplois, les citoyens touchés auraient besoin de leurs sous tout de suite, d'autant plus que le temps des Fêtes arrive. Or on continue d'imposer deux semaines de pénalité. La ministre s'est levée en cette Chambre pour nous dire que c'était normal parce que les assurances privées ont des délais. Mais si on s'y arrête, on constate que l'assurance-emploi est entièrement payée par les employeurs et les employés.

De plus, si on demandait aux employeurs et aux employés s'ils sont intéressés à enlever ce délai de carence, ils y seraient immédiatement favorables. Même les employeurs qui doivent fermer des parties d'entreprises ne peuvent pas être défavorables au fait que leurs employés touchent tout de suite de l'assurance-emploi au lieu d'affronter deux semaines sans revenu. La perte d'un emploi occasionne des problèmes dans les familles. C'est une demande banale qui coûterait peu au gouvernement, mais elle a été refusée.

Il en va de même pour un programme d'aide aux travailleurs âgés, qui permettrait aux travailleurs de 55 ans et plus, qui perdent leur emploi, d'avoir une certaine base de revenu jusqu'à leur pension. Cela permettrait également de couvrir la différence de salaire pour les travailleurs qui se trouvent un emploi moins rémunérateur, et ce, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 65 ans. Cette mesure coûterait 45 millions de dollars, mais elle a été rejetée par le gouvernement conservateur. Le Bloc québécois propose donc beaucoup de choses pour aider les plus démunis de notre société, mais ses propositions sont rejetées par le Parti conservateur, qui a une idéologie de droite.

Les conservateurs s'attaquent aux droits des travailleurs, alors que le taux de chômage de l'Alberta est de 3 p. 100. Cela correspond au plein emploi, et même à une pénurie de travailleurs. En Alberta, si les employeurs veulent des employés, ils doivent augmenter les salaires. C'est normal, mais ce n'est pas le cas du reste du Canada. Il faut arrêter de se regarder le nombril. Il faut que le Parti conservateur arrête de regarder le nombril de l'Alberta. Il faut qu'il soit capable de regarder tout le Canada. C'est avec cette ouverture d'esprit que le Bloc québécois a toujours travaillé ici, au Parlement.

Initiatives ministérielles

•(1050)

Il s'agit d'une ouverture d'esprit envers le sort des hommes et des femmes qui ont payé et qui paient leurs taxes et leurs impôts, envers ceux qui perdent leur emploi et qui ont besoin d'aide, envers les secteurs manufacturier et forestier qui vivent présentement des difficultés et qui ont besoin d'aide pour traverser la crise. Au cours des cinq dernières années, le secteur minier a aussi connu des difficultés, mais cela s'est replacé. L'économie est un cycle. On le sait tous. La façon d'aider un secteur, c'est de l'appuyer en temps de crise jusqu'à ce que le cycle économique se replace. Par la suite, on peut en aider un autre. C'est ça, la réalité. C'est pour cela qu'on élit des gouvernements.

Le gouvernement conservateur a pris le pouvoir. C'est un gouvernement minoritaire et il sait très bien que pour avoir la confiance de la Chambre, il doit s'assurer d'avoir au moins l'appui d'une majorité des députés. Il doit donc s'assurer de l'appui d'un autre parti politique et de proposer des mesures qui plaisent aux adversaires qu'il a eu lors de la dernière campagne électorale. C'est ça, la réalité.

Que les conservateurs n'acceptent pas cela, c'est un choix politique. D'ailleurs, ils vivent aujourd'hui avec le résultat, soit l'entente signée hier par les partis d'opposition. Cette entente a justement pour but d'avoir un nouveau gouvernement qui soit beaucoup plus ouvert — un gouvernement de centre-gauche — afin de compenser pour les dernières années de droite économique qui a prévalu au Canada et qui, soit dit en passant, n'est plus la façon de faire dans les autres pays du monde. L'Europe a décidé d'être de centre-gauche et les Américains ont aussi décidé de l'être. C'est un choix.

Une crise sans précédent se dessine mondialement. On a besoin d'un gouvernement qui est à l'écoute de la population et à l'écoute des entreprises afin d'essayer de régler les problèmes. Il ne faut pas attendre simplement qu'ils se règlent d'eux mêmes. C'est ça, la réalité. C'est un choix démocratique que se doivent de respecter les députés conservateurs en cette Chambre. Le parlementarisme britannique veut que ce soit la Gouverneure générale qui ait à trancher cette question. Selon moi, le plus tôt sera le mieux.

Je le disais au tout début. Depuis hier, depuis l'instant où les trois partis d'opposition ont signé l'entente d'un gouvernement de coalition, ce parti n'a plus la légitimité en cette Chambre. Il doit s'adresser à la Gouverneure générale. Toute autre tentative servirait à gagner du temps pour se maintenir au pouvoir. Selon les règles du parlementarisme britannique, pour qu'un gouvernement gouverne, il doit avoir la confiance de cette Chambre. Il a perdu cette confiance hier lors de la signature de cette entente historique.

Cela me ramène à l'énoncé économique. Toute cette situation découle du fait que le premier ministre et son ministre des Finances ont manqué de jugement. Le grand constat que l'histoire pourra faire, c'est qu'on a eu un premier ministre et un ministre des Finances qui, pour des raisons purement partisans et parce qu'ils pensaient que les libéraux n'étaient non pas à genoux, mais complètement par terre, ont décidé d'essayer de leur passer dessus avec un rouleau compresseur.

Ils ont constaté que le Parti libéral avait encore une colonne vertébrale. De plus, ils savent très bien que le Bloc québécois a toujours eu une colonne vertébrale. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on est si fort ici. Les Québécois et Québécoises ont élu une majorité de députés du Bloc québécois, justement parce que ce parti se tient debout. On n'aura jamais peur de qui que ce soit, n'importe où et n'importe quand. Nous défendrons les droits des Québécoises

et des Québécois en ce Parlement tant et aussi longtemps qu'on enverra nos taxes et nos impôts à Ottawa. On n'est pas gênés de la faire et on ne le sera jamais. On a toujours été respectueux de la démocratie en ce Parlement et on le demeurera tant qu'on sera ici.

Évidemment, nous donnerons notre appui à ce gouvernement de coalition jusqu'en juin 2010. Il y a une crise économique et les intérêts supérieurs de la nation québécoise veulent qu'on s'attaque à régler cette crise économique dans l'intérêt des hommes et des femmes qui perdent leur emploi, qui risquent de perdre leur emploi ou qui risquent d'avoir des problèmes financiers. On se doit de faire comme tous les autres pays du monde. L'Union européenne a investi 200 milliards de dollars et les États-Unis, 800 milliards de dollars. Le Bloc québécois proposait d'injecter 23 milliards de dollars à l'économie. C'est ce qu'il faut faire. Il faut arrêter d'être dogmatique et d'avoir une idéologie de droite. Pourtant, c'est ce que font les conservateurs, qui veulent que le laisser-faire règle tout. Ce n'est pas vrai. Cela ne s'est pas passé ainsi lors de la crise du secteur forestier. Il y a encore une crise. Présentement, le secteur automobile vit une crise sans précédent qui est justement causée par une crise du crédit. J'espère que les collègues conservateurs comprendront qu'il est temps pour eux de respecter la démocratie.

•(1055)

[Traduction]

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé de la coalition. Si je comprends bien, elle aura besoin du soutien du Bloc toutes les fois qu'une mesure fera l'objet d'un vote de confiance.

Je lui demanderais de répondre simplement par un oui ou un non à ma question. Est-ce que le député appuierait un éventuel discours du Trône, une question de confiance, qui se prononcerait fortement en faveur d'un Canada uni qui inclurait le Québec?

[Français]

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, lorsque le chef du Bloc québécois a signé l'entente avec les autres partis, il y avait quand même de grands énoncés.

Le député a tout à fait raison. Un discours du Trône mérite un vote de confiance. Il peut bien prendre le temps de lire l'entente signée hier. Il y a dans celle-ci une bonne partie de ce que pourrait représenter un discours du Trône fait par un gouvernement de coalition avec, comme mesures, un processus de consultations permanent entre tous les partis. Donc, comme on l'a fait parfois pour d'autres discours du Trône, nous donnons notre appui. Le dernier discours conservateur n'a pas reçu cet appui. Nous analyserons cette situation, mais nous ne nous sommes pas lancés tête baissée, aveuglément, comme le font surtout les conservateurs avec leur politique de droite qui les aveugle depuis qu'ils sont ici. Nous sommes capables d'être ouverts, justement parce que nous faisons passer les intérêts supérieurs de la nation québécoise au-dessus de nos intérêts personnels. C'est pourquoi les Québécois et les Québécoises ont toujours fait confiance à une majorité de députés du Bloc en cette Chambre.

Initiatives ministérielles

● (1100)

[Traduction]

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le député sait fort bien que les conservateurs ont attendu jusqu'à la dernière semaine de la campagne électorale avant de présenter leur programme électoral et que même alors leur programme ne contenait aucune des nombreuses mesures qu'ils ont proposées dans le discours du Trône et la mise à jour économique. Je pense par exemple à l'équité salariale des femmes, au droit de grève des travailleurs, au financement démocratique et aux salaires des fonctionnaires. Aucune de ces mesures ne s'attaque aux véritables questions qui confrontent les Canadiens en ce qui concerne la crise économique.

Je rappelle au député le penchant idéologique du gouvernement par le passé. Il a aboli les programmes d'alphabétisation, le programme de contestation judiciaire, le projet de Condition féminine, et il n'a pas réformé le système d'immigration. Combien de fois ai-je entendu certains députés demander pourquoi le gouvernement laissait entrer des criminels au pays? L'attitude des conservateurs vis-à-vis l'immigration et les nouveaux Canadiens est tout simplement lamentable.

Le député croit-il que le gouvernement actuel devrait avoir l'occasion de revenir sur sa position au sujet notamment des mesures de stimulation économique, de l'acquisition de compétences, de la réforme de l'assurance-emploi, des pensions, des dispositions sur la faillite, du recyclage des travailleurs âgés, de la réforme de l'immigration et du développement régional? Je pourrais continuer, mais la liste est trop longue. À mon avis, aucun de ces éléments ne cadre avec la perspective idéologique des conservateurs. S'ils sont incapables de livrer la marchandise, peut-être devrions-nous avoir cette coalition.

[Français]

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, mon collègue a tout à fait raison, d'autant plus qu'on se rappellera que le programme du Parti conservateur est arrivé très tard durant la campagne électorale. Les conservateurs auraient souhaité traverser la campagne sans programme. Par contre, une chose demeure. On s'est aperçu de leur idéologie lorsqu'ils se sont attaqués aux artistes. C'est un bel exemple. Outre les coupes, on s'attaquait directement aux artistes. C'était un choix.

On le voit dans l'énoncé économique. On s'attaque aux travailleurs en s'attaquant à leur droit de grève. On s'attaque aux femmes sur la question de l'équité salariale. C'est cela leur idéologie, cette idéologie conservatrice qui va toujours ressortir. C'est pour cela que le temps des conservateurs est terminé, tout simplement. Plus personne n'y croit, hormis eux-mêmes et leurs militants. S'ils en ont la chance d'ailleurs, ils peuvent regarder les sondages au Québec. Ils verront que la très grande majorité de la population québécoise n'y croit pas. Ils comprendront pourquoi les Québécois ont toujours un longueur d'avance sur eux.

Il reste que c'est la réalité. Il n'y a rien de pire qu'un gouvernement qui a décidé, en pleine crise économique, de régler ses comptes avec les artistes, les travailleurs et les femmes. Il n'y a rien de pire que cela. Encore une fois, une chance que le Bloc était là pour les empêcher d'être majoritaires.

Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son intervention. J'aimerais dire, en cette Chambre, que le gouvernement conservateur ne peut que s'en prendre à lui-même pour la situation qui lui arrive aujourd'hui. Évidemment, cet énoncé économique, qui est plutôt un

énoncé idéologique, ne pouvait certainement passer facilement en ces temps de crise économique très intense. C'est certain qu'on ne peut laisser aller les choses. J'ai été très déçue de voir à quel point cet énoncé économique faisait fi de toutes les revendications que nous avons depuis des années, entre autres concernant la crise dans les secteurs forestier et manufacturier.

René Roy, le secrétaire général de la FTQ, a réagi à la coalition qui a été formée par les partis d'opposition, en disant:

En déposant un énoncé vide de contenu pour la relance de l'économie, les conservateurs ont perdu toute crédibilité. Avec la crise économique à l'horizon, il est important d'avoir un gouvernement qui agit maintenant et avec vigueur. L'urgence d'agir doit primer sur les considérations partisans. En cela nous sommes très satisfaits du déroulement des choses.

Donc, les considérations partisans doivent se tasser pour le bien commun. Qu'en pense mon collègue?

● (1105)

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, d'abord, je remercie l'excellente députée de Trois-Rivières de sa question. Lorsque ma collègue dit que les conservateurs n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, elle a tout à fait raison. On avait déposé, avant l'énoncé économique, des demandes de l'ordre de 23 milliards de dollars, un plan d'aide qui était respectueux.

Souvenez-vous: l'ONU avait dit qu'il faudrait à peu près 2 p. 100 du PIB, le produit intérieur brut, en nouvelles dépenses pour relancer l'économie. Cela correspond à peu près aux demandes que le Bloc québécois a déposées, à quelques centaines de millions près. Les Américains ont fait 800 milliards de dollars; l'Union économique européenne, 200 milliards de dollars. On demandait 23,6 milliards de dollars, et cela respectait de la capacité de payer du Canada dans un contexte de crise économique mondiale qui n'a d'égale que la crise des années 1920, tout simplement.

On a tendu la main au Parti conservateur. Voici tout ce qu'a fait le ministre des Finances: il a beaucoup remercié le Bloc québécois de lui avoir envoyé cela, mais rien il n'a été retenu. On a beau être très ouverts d'esprit, mais on n'est pas des conservateurs. On se tient debout, nous.

[Traduction]

L'hon. Gary Lunn (ministre d'État (Sports), PCC): Monsieur le Président, je suis témoin de ce qui se passe à la Chambre et je trouve cela tout à fait scandaleux.

Des Canadiens d'un bout à l'autre du pays sont dégoûtés du comportement de tous les députés, de chacun d'entre nous. Ils sont dégoûtés par ce qui se passe ici. Le Bloc a pour mission de détruire le Canada. Ce qui se passe ici causera un tort irréparable à notre institution et au Canada. Les autres partis devraient avoir honte. Ils utilisent des mots comme « respect », mais il n'y a aucun respect à la Chambre. Nous sommes de retour depuis à peine quelques semaines et voyez ce qui se passe.

J'ai discuté avec des gens de différentes régions et ils n'en croient pas leurs yeux. C'est la guigne sur nos maisons et sur chacun de nous. Penser que nous allons nous sortir de cette situation sans dommages, c'est de la pure folie. Les gens doivent pouvoir se ressaisir et savoir...

Le vice-président: Le député d'Argenteuil—Papineau—Mirabel a la parole.

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, si un parti a été très respectueux du parlementarisme britannique, c'est bien le Bloc québécois. On a toujours joué à la démocratie canadienne, depuis aussi longtemps qu'on fait partie de ce Parlement.

Je peux comprendre que mon collègue a un problème. Car je vois que ça commence à grogner dans les rangs des conservateurs. J'ai lu un article du journal *La Presse* d'aujourd'hui qui dit que le ministre de l'Environnement commence à avoir son propre fan club: « “[Le nom du ministre de l'Environnement] for Conservative Party of Canada Leader and Prime Minister”, peut-on lire sur le site anglophone. »

On est déjà en train de remplacer le premier ministre par le ministre de l'Environnement. Je peux comprendre la...

Le vice-président: Le député de Lambton—Kent—Middlesex a la parole.

[Traduction]

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président, je tiens à vous dire ainsi qu'à la Chambre que c'est un honneur et un privilège de prendre part au débat sur l'énoncé financier du gouvernement. Cependant, il s'accompagne d'une certaine déception étant donné les événements auxquels nous assistons depuis quelques jours maintenant. Nous apprenons aujourd'hui que ce coup était probablement en préparation pendant la campagne électorale même. Il est incroyable que cela se passe au Canada.

Aujourd'hui, c'est la première fois que je prends la parole depuis mon élection, le 14 octobre dernier. Je tiens à remercier les électeurs de Lambton—Kent—Middlesex, dans la magnifique province de l'Ontario, de m'avoir réélu pour les représenter en cette merveilleuse enceinte, qui est source d'inspiration.

C'est mon deuxième mandat au Parlement, ce qui ne survient pas uniquement par chance. Il faut pour cela beaucoup de soutien. J'ai certainement le soutien de tous les gens qui sont allés voter pour moi le 14 octobre. Je les remercie pour l'incroyable soutien qu'ils m'ont accordé et pour m'avoir donné un mandat encore plus fort que le premier. Je remercie les électeurs de ma circonscription pour tout ce qu'ils ont fait ces trois dernières années pour me guider et m'aider à les servir. Car servir est notre raison d'être ici.

Je veux certes aussi remercier ma famille. Nous faisons beaucoup de choses à la Chambre et nous avons parfois l'impression d'être seuls, mais ce n'est jamais le cas. J'apprécie l'appui de mes proches, en particulier de ma femme, Barb. Je la remercie pour tout l'amour et le soutien qu'elle m'a donnés au cours des trois dernières années.

Je n'oublie jamais que ce n'est pas tout le monde qui a voté pour moi. Mais depuis que je suis en politique, que ce soit au niveau municipal ou autre, j'ai toujours pensé que je devais représenter tous les électeurs au-delà de l'esprit de parti. Je crois que c'est là une responsabilité qui incombe à chacun de nous à la Chambre et je sais que la plupart des députés prennent cela au sérieux. Je vais donc continuer, au mieux de mes capacités, de représenter les gens de ma circonscription qui m'ont élu à ce poste honorable.

Ma circonscription, Lambton—Kent—Middlesex, est située dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Elle est un peu plus grande que l'Île-du-Prince-Édouard. Elle présente une diversité incroyable de petites entreprises, de sociétés, d'exploitations agricoles et d'entreprises familiales. Nombre d'entre elles se tirent bien d'affaire, mais pas toutes. En fait, certaines ne vont pas bien du tout.

On ne trouve jamais les bonnes paroles, du moins c'est mon cas, quand on rencontre quelqu'un qui vient d'être congédié ou de perdre son emploi sur une chaîne de montage, ou encore un administrateur qui vient d'être remercié de ses services par l'entreprise qu'il a contribué à bâtir pendant un certain nombre d'années. Malgré mes antécédents en agriculture, je ne trouve pas les mots qu'il faut dire aux familles agricoles qui, ayant fait faillite, perdent tout. Elles ne perdent pas seulement leur travail, leur maison ou leur auto, elles perdent leur entreprise et leur toit. Je ne trouve pas les mots pour ceux qui vivent cela ou qui sont obligés de fermer boutique.

•(1110)

Nous sommes confrontés à une crise mondiale. D'après les nombreuses centaines de courriels et d'appels téléphoniques reçus à mon bureau de circonscription, les Canadiens sont contents d'être Canadiens et de vivre au Canada. Ils sont contents d'avoir un gouvernement conservateur qui, il y a environ 16 mois, au début de 2006, s'est rendu compte qu'il fallait prendre des mesures pour stimuler l'économie au Canada. Ils nous savent gré de nous être mis à la tâche et de nous avoir permis d'être en bien meilleure position que n'importe quel autre pays pour faire face à cette crise mondiale. Ils sont aussi d'avis que, grâce à cela, nous allons en sortir plus vite et plus forts encore.

De concert avec les banques, nous avons entamé un train de mesures visant à stimuler l'économie, afin de renforcer notre système financier qui était déjà le plus solide au monde. Il y a quelques mois, les journaux regorgeaient d'articles vantant la vigueur de notre pays, disant que nous faisons l'envie du monde entier parce que nous avons pris des mesures énergiques pour garantir qu'un système bancaire solide serait en place pour les particuliers et les entreprises du Canada aujourd'hui et demain.

Nous n'allons pas soutenir ou renflouer les banques à coup de milliards de dollars du contribuable. Nous n'avons pas à le faire. D'autres pays injectent des milliards de dollars dans leur système bancaire. Les simples citoyens qui partent au travail le matin se demandent pourquoi ils doivent payer pour aider les gens qui sont à l'origine de leurs difficultés, qui ont plongé leur pays dans la situation où il se trouve.

Le Parti conservateur a pris cette initiative. Nous avons réduit les taxes que paient tous les Canadiens, les familles, les entreprises, les entreprises familiales et les petites entreprises, les grosses sociétés et les personnes âgées. C'est une initiative sans précédent que nous avons prise parce que nous voulions que les Canadiens stimulent leur économie.

Ce sont les gens qui stimulent l'économie, pas les gouvernements. Ce que nous croyons, c'est que si nous mettons cet argent entre les mains des Canadiens, ils vont stimuler l'économie, et c'est ce qu'ils font.

Les partis d'opposition, eux, se disent qu'ils vont taxer les Canadiens, prendre leur argent et laisser la bureaucratie prendre son pourcentage avant de le redistribuer. Ce sont eux qui décideront de ce qui est bon pour les Canadiens.

Nous ne sommes pas d'accord sur cela. Une fois que les Canadiens auront l'argent dans leurs poches, ils stimuleront l'économie. Pourquoi et comment? Nous avons réduit la dette de 37 milliards de dollars en moins de trois ans et, aussi incroyable que cela soit, nous avons encore un excédent, même s'il n'est pas très gros. Nous avons, je le répète, réduit les taxes de tous les Canadiens et équilibré nos budgets.

Initiatives ministérielles

J'ai parlé de la réduction des taxes et des impôts de 200 milliards de dollars. Aucun autre pays du G7 ne peut en dire autant. En fait, bien des pays du G20 n'ont pas cette chance. Nous sommes devenus l'envie du monde en cette période de crise mondiale. Pourquoi? Parce que notre premier ministre et le ministre des Finances ont fait preuve de vision et d'anticipation avant les autres pays. Tout cela a commencé il y a au moins 16 mois.

Tous ceux de l'autre côté de la Chambre ont voté contre nos mesures, quand ils se sont présentés pour voter évidemment. Nous, nous ne sommes pas d'accord pour taxer les entreprises en difficulté alors que nous voulons au contraire qu'elles soient prospères.

● (1115)

Nous avons donné de l'espoir aux Canadiens et aux entreprises en cette période critique. Mais les députés d'en face ont voté contre toutes les initiatives que nous avons prises pour aider les Canadiens, les familles et les entreprises du Canada.

Ils ont signé hier cette entente de coalition, une coalition qui sera dirigée par quelqu'un dont les propres députés n'ont pas eu le respect de venir voter ici lors de la dernière législature. C'est incroyable.

Nous avons mis en place un système de gestion des dépenses. Quand on parle aux entreprises, on sait que c'est ce qu'il faut faire. Quand la situation devient un peu délicate, ce qui est important, ce n'est pas toujours les recettes, ce sont les dépenses. Le gouvernement comprend l'entreprise. Nous comprenons les difficultés des familles qui sont obligées de restreindre leur budget. Les gens ne regardent pas seulement leurs rentrées, ils cherchent aussi comment réduire leurs dépenses. Nous avons mis en place un outil de gestion des dépenses. Mais tous les paniers percés d'en face ont voté contre.

Nous voulions aider le secteur manufacturier et l'industrie. Qu'avons-nous fait pour cela? Nous avons consulté les entreprises par l'intermédiaire des comités ou à titre individuel. Elles nous ont fait part de ce dont elles avaient besoin pour être concurrentielles. Ce sont elles qui nous l'ont dit, et non le contraire. Elles nous ont dit que, pour les aider à être plus concurrentielles, il nous fallait modifier la structure fiscale, améliorer les modalités d'amortissement de leur matériel, éliminer les formalités administratives, réinvestir, investir davantage dans l'innovation, la recherche et la technologie. C'est ce que nous avons fait, à leur demande.

Après avoir approuvé ces mesures en comité, les députés d'en face s'y sont opposés au moment du vote. Ils ont voté contre l'industrie, contre le secteur manufacturier, contre la baisse des impôts et contre la recherche et le développement. C'est incroyable.

Nous nous sommes engagés à rebâtir nos forces armées. Lors de notre accession au pouvoir en 2006, nos forces armées étaient dans un état lamentable après avoir été décimées par le Parti libéral. Les libéraux ont décidé d'envoyer nos militaires exécuter des missions dangereuses sans investir dans de la formation et du matériel adéquats, sans leur donner le soutien moral qu'ils recevraient normalement d'un gouvernement. Il fallait réinvestir, et c'est ce que nous avons fait. Les partis d'en face ont voté contre ces mesures.

Pendant les quelques dernières années avant mon arrivée ici, j'étais en politique municipale. J'ai eu l'honneur d'être maire de la municipalité de Middlesex Centre. À ce moment-là, le financement des projets ne cessait de s'évaporer à mesure que le gouvernement fédéral se déchargeait de ses responsabilités sur le dos des provinces, forçant ces dernières à alourdir le fardeau des administrations municipales. Pour stimuler notre économie, nous devons réinvestir dans l'infrastructure de notre pays. Nous devons réinvestir dans nos municipalités et nos provinces.

Nous venons d'injecter 33 milliards de dollars dans l'infrastructure. Nous l'avons fait pour renforcer le pays, pour redonner son élan à l'industrie de la construction. En fait, au cours de l'année qui vient, les sommes affectées vont doubler. Nous avons accordé une remise de 5 ¢ le litre d'essence, qui entrera en vigueur en 2009. Nous avons aussi acquiescé à la demande des municipalités relativement au remboursement complet de la TPS.

● (1120)

Les libéraux, je les entends déjà, diront que c'est exactement ce qu'ils allaient faire. Ils prétendent toujours qu'ils vont agir, mais ils ne le font jamais.

Le gouvernement conservateur a dû intervenir et veiller à ce que les actifs et l'argent soient remis aux municipalités, ce dont elles sont reconnaissantes.

Nous discutons d'agriculture. Je suis issu du milieu agricole. Nous avons la grande chance d'avoir un solide secteur agricole. Nous possédons des terres qui sont parmi les meilleures. Nous pouvons nourrir notre population et celle d'autres pays. Nous avons la chance d'avoir des agriculteurs et des familles d'agriculteurs qui consacrent leur temps et leur énergie à leur travail sans jamais compter leurs heures. Ils doivent consentir des investissements considérables et se contenter de faibles marges bénéficiaires. L'agriculture est un mode de vie, et elle l'a toujours été, mais il faut aussi que les agriculteurs aiment leur métier. Il s'agit d'excellents hommes et femmes d'affaires, sans quoi certains d'entre eux ne pourraient pas réussir.

Le gouvernement a doublé le budget de l'agriculture, alors que le gouvernement précédent l'avait réduit. Qu'ont fait les partis de l'opposition? Ils ont voté contre l'agriculture, contre les exploitations agricoles familiales et contre la souveraineté, si importante pour notre pays. Ils se sont aussi prononcés contre la mise en place, pour notre industrie de l'agriculture, des bases et des mesures de protection du revenu dont elle avait besoin.

Le gouvernement a mis en place des systèmes pour les aînés. Il a fait beaucoup plus pour eux que tout autre gouvernement avant lui. Il a accéléré l'application du Programme pour l'autonomie des anciens combattants et de la Déclaration des droits des anciens combattants. Le gouvernement a pris encore d'autres mesures pour aider les aînés qui ont bâti le Canada à mener une vie agréable.

Dans l'énoncé économique, le gouvernement a parlé des FERR et du partage des revenus de pension des aînés. Dans son budget, il a abordé la question du Supplément de revenu garanti. Tous les députés d'en face ont voté contre. Ils ont voté contre les aînés. Ils ont voté contre ceux qui ont aidé à bâtir notre pays pour que tous les Canadiens puissent jouir de nos libertés et de nos richesses.

Le gouvernement a proposé des mesures de stimulation de l'économie. L'opposition a appuyé le discours du Trône à l'unanimité. Deux jours plus tard, le gouvernement a présenté un énoncé économique, à ne pas confondre avec un budget. Je ne crois pas que l'opposition ait encore saisi la différence entre les deux.

Deux jours plus tard, l'opposition annonçait qu'elle allait rejeter l'énoncé économique, avant même qu'un budget ne soit présenté, et former une ridicule coalition non démocratique, ce qui est un coup d'État que les Canadiens devraient accepter.

Initiatives ministérielles

Chose curieuse, la coalition est formée de socialistes et de séparatistes, ces derniers cherchant à disloquer notre pays. Ils auront un droit de veto à tous les votes et pour toutes les mesures législatives. La coalition sera dirigée par un chef qui n'a été accepté par personne, ni la population canadienne, ni son propre parti. Il sera à ce poste pendant quelques mois, puis il sera éjecté et remplacé par quelqu'un d'autre en mai. Cette coalition représentera le Canada sur la scène internationale. Cela dépasse l'entendement.

• (1125)

Je vais conclure en formant le vœu que les Canadiens puissent constater la valeur de l'énoncé économique et juger de la valeur d'un budget conservateur le 27 janvier. Pourquoi? Parce que c'est ce que veut la démocratie et que les Canadiens y ont droit.

M. Brian Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, je respecte beaucoup l'expérience politique municipale de mon collègue. En tant qu'ancien maire, je sais qu'il sait également comment fonctionne la politique à ce niveau. Il devrait donc savoir que 36 p. 100, ce n'est pas une majorité. Dans ma circonscription, il a fallu plus de 32 p. 100 pour l'emporter. Tous les députés de ce Parlement ont été élus avec des pourcentages de suffrages différents.

Le Parti conservateur n'a pas remporté la majorité des sièges à la Chambre, mais il agit comme si c'était le cas. Comme l'a souligné le député de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, le chef là-bas ne comprend pas les gens. Il ne comprend pas qu'il y a des limites à se faire traiter de façon cavalière. Le pire, c'est qu'il n'a proposé aucune mesure pour intervenir dans les secteurs de l'économie qui sont importants pour les Canadiens.

Les gens de ma circonscription qui travaillent pour des concessionnaires automobiles m'écrivent pour me dire qu'ils s'inquiètent pour l'avenir. Ils savent, comme aurait dû le savoir le gouvernement, que des mesures étaient déjà nécessaires en septembre et en octobre. Pendant la campagne électorale, les conservateurs ont nié que des mesures étaient nécessaires. Peu de temps après les élections, ils ont dit qu'ils prendraient des mesures, mais celles-ci ne seront annoncées qu'en janvier, si le gouvernement ne tombe pas avant.

Le gouvernement fait patienter jusqu'en janvier les bonnes gens de ma circonscription qui attendent des mesures pour stimuler l'économie. C'est injuste. Pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas agi plus tôt?

• (1130)

M. Bev Shipley: Monsieur le Président, l'aspect intéressant de la question de mon collègue d'en face, c'est qu'il parle de démocratie et d'une majorité de votes.

Les députés de l'opposition parlent maintenant de constituer une coalition qui dirigerait le pays, une coalition composée des socialistes et des séparatistes, des partis qui n'ont jamais eu l'occasion de diriger, d'autant plus que la population du Canada ne les a jamais invités à diriger quoi que ce soit dans ce pays.

Et celui qui dirigera cette coalition provient du Parti libéral; c'est le chef qui n'a jamais donné à aucun de ses députés le pouvoir de voter à la Chambre pour ceux qu'ils représentaient durant la dernière législature. Nous avons tenu des votes de confiance, et ils restaient assis. Pourquoi? C'est parce qu'ils ne représentaient pas leurs électeurs. C'est pourtant l'essence de la démocratie. Ce n'est pas...

Le vice-président: Le député de Drummond a la parole.

[Français]

M. Roger Pomerleau (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je remarque, par les interventions de mon collègue et de celui qui a parlé avant lui de l'autre côté de la Chambre, qu'on continue en cette Chambre à diaboliser le Bloc québécois. Nous sommes de méchants séparatistes, et certains ont même utilisé le mot « *devils* » à certaines occasions.

J'aimerais vous rappeler que nous sommes diabolisés en cette Chambre depuis que nous sommes arrivés ici. J'étais ici en 1993, et la première chose qui a été publiée dans les journaux locaux, dans le *Ottawa Citizen*, c'est qu'on venait d'élire 54 deux de pique à Ottawa. Nous étions tous nouveaux en Chambre, mais les députés du Bloc québécois étaient des deux de pique différents des autres. Cela a donc commencé à cette époque. Dans la semaine qui a suivi, nous avons fait l'objet d'une poursuite de 500 milliards de dollars, poursuite intentée par un M. Aaron de Toronto. Alors, tout a commencé à cette époque. J'ai même envoyé la poursuite au *Guinness World Records* pour que ce soit publié. Je trouvais cette affaire extraordinaire, mais le *Guinness World Records* a refusé de le publier en disant que c'était trop fou pour être vrai.

Lorsque nous nous sommes adressés à la Cour suprême du Canada pour trancher ce débat — ce sont les libéraux qui l'ont fait, j'en suis heureux —, on nous a dit tout simplement que...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette de devoir interrompre l'honorable député de Drummond.

L'honorable député de Lambton—Kent—Middlesex a la parole.

[Traduction]

M. Bev Shipley: Monsieur le Président, nous allons en voir des belles. J'espère que vous avez entendu ce qu'il a dit: « Ce sont les libéraux qui nous ont entraînés devant les tribunaux. » Est-ce bien ce groupe de collaborateurs qui s'aiment tant qui va diriger le Canada?

Mes bureaux reçoivent des appels téléphoniques et des messages de personnes qui sont, non pas irritées, mais bien fâchées. Nous avons tout simplement décrit la situation et les événements. Un gouvernement séparatiste qui veut démolir le Canada pourra exercer son veto sur chaque mesure législative proposée. Ces mesures seront proposées par des socialistes qui auront la haute main sur l'économie de notre pays. Ces gens seront dirigés par le chef du Parti libéral, un homme dont personne ne veut, franchement, même pas le Parti libéral.

Je ne comprends pas. La population canadienne ne comprend pas, et elle est fâchée.

Mme Niki Ashton (Churchill, NPD): Monsieur le Président, la députée parle des Canadiens comme s'il s'agissait d'une grande masse amorphe. En réalité, les Canadiens sont composés de toute une gamme de groupes, et notamment de groupes qui ne sont pas représentés dans la mise à jour financière, et c'est pour eux que nous nous penchons sur des solutions de rechange pour gouverner le pays.

J'aimerais que la députée nous dise ce que cette mise à jour financière apporte aux femmes. Nous constatons un recul des droits. Nous constatons un recul des droits des travailleurs qui a également une incidence sur les femmes. Que propose-t-on pour les travailleurs de l'ensemble du Canada qui ont perdu leur emploi dans le secteur forestier, comme c'est le cas dans ma circonscription?

Initiatives ministérielles

Que propose-t-on pour les jeunes? Quel financement important propose-t-on en matière de recherche et de développement? C'est par cela que l'on doit soutenir les jeunes, au lieu d'envisager tout simplement de les jeter en prison. Quel financement est prévu pour les peuples autochtones, nos Premières nations? La mise à jour financière les oublie complètement.

Comment peut-on y voir que le gouvernement souhaite représenter les Canadiens de l'ensemble du pays?

• (1135)

M. Bev Shipley: Monsieur le Président, on vient juste d'avoir la preuve que j'avais raison lorsque j'ai dit plus tôt que les gens d'en face ne comprenaient pas qu'il y a une différence entre une mise à jour économique et un budget.

Cependant, j'aimerais parler de la diversité. La population de ma circonscription est on ne peut plus diverse. Qu'avons-nous fait pour les femmes, les familles et les petites entreprises? Nous avons créé plus de 200 000 emplois. Il ne s'agit pas d'une perte. Nous n'avons pas perdu 200 000 emplois. Il y a eu un gain net de 200 000 emplois au Canada. Le pays fait l'envie du monde entier, puisque, ailleurs, on constate des pertes nettes d'emplois. Les États-Unis ont perdu d'un demi-million à un million d'emplois.

La députée d'en face est une nouvelle venue. Alors, je tiens à lui signaler qu'en réponse à nos budgets passés, son parti a voté contre toutes les mesures pour aider les femmes, les familles et les entreprises de toutes les tailles. Les députés de son parti se sont levés pour voter contre les gens âgés, les militaires et les familles.

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce qu'ont dit les députés du Parti libéral, du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique pour essayer de défendre la coalition qu'ils ont formée. Nous vivons une période d'incertitude économique à l'échelle mondiale, et ce n'est pas le temps de commencer à enregistrer d'énormes déficits comme le proposent les partis de l'opposition.

Nous traversons une période très difficile, mais je reçois des appels des gens de ma circonscription, dans une région rurale de la Saskatchewan, et les gens sont sérieusement inquiets de ce qui va se produire si cette coalition est capable de s'emparer illégitimement du pouvoir et des cordons de la bourse du pays. Ils pensent que les régions rurales du Canada vont être laissées pour compte. Ce que nous avons accompli, ce que nous avons établi et les infrastructures que nous sommes en train de construire, tout cela sera mis en péril. Ces gens sont très inquiets.

J'aimerais que le député nous dise s'il pense que ces gens, qui ne sont pas représentatifs des régions rurales du Canada, pourraient vraiment faire quelque chose d'utile pour l'Ouest.

M. Bev Shipley: Monsieur le Président, il faut insister sur le fait que nous devons nous inquiéter de ce que cette coalition semble sans aucun doute destinée à diviser le Canada. Il s'agit d'une coalition centralisée autour de la région du Grand Toronto et de Montréal.

Nos collectivités rurales, particulièrement la mienne en Saskatchewan et celles des autres régions du pays, seront ravagées par les effets de cette coalition. Les régions du pays qui sont à l'extérieur des grandes agglomérations urbaines ne seront pas...

Le vice-président: Reprise du débat. Le député de Brampton-Ouest a la parole.

M. Andrew Kania (Brampton-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais commencer par remercier quelques personnes.

Je remercie ma femme, Susan, et mes deux jeunes fils de six et quatre ans, Drew et James, de me permettre d'être ici et d'essayer de servir les habitants de Brampton-Ouest et tous les Canadiens.

Je remercie aussi mes parents et je leur rends un hommage spécial. Mon père est un immigrant originaire de Pologne. Il est arrivé ici dans la vingtaine, sans un sou en poche et sans connaître la langue du pays. Il travaillait dans une usine le jour et il allait à l'école le soir. Ma mère et sa famille sont arrivées au Canada après la guerre en tant que réfugiés. Mes parents étaient très fiers le jour où leur premier-né a prêté serment comme député et je souhaite leur rendre hommage pour leur contribution.

Je remercie les habitants de Brampton-Ouest. La campagne électorale a été difficile. Pour ceux qui ne le savent pas, l'assemblée d'investiture a eu lieu une semaine après le début de la campagne électorale. Nous avons dix jours de retard. Le candidat conservateur frappait déjà aux portes depuis avril 2007 et malgré cela, les habitants de Brampton-Ouest m'ont fait confiance et m'ont élu. Je leur en suis très reconnaissant et je les en remercie.

Pourquoi suis-je ici? Comme beaucoup d'autres députés, je suis ici, comme il se doit, parce que je veux me rendre utile. Pour que ce soit le cas, étant donné la conjoncture actuelle, nous devons tenter de coopérer le plus possible. À l'occasion de rencontres organisées dans les premières journées que j'ai passées ici, je me suis entretenu avec quelques-uns de mes collègues conservateurs. Certains d'entre eux sont d'ailleurs ici. Ce que je leur ai dit essentiellement, c'est qu'il nous fallait collaborer. Nous traversons une crise économique. Nous devons nous efforcer de travailler ensemble au service des Canadiens.

Sur ce plan, il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. La bonne nouvelle, c'est que nous avons bénéficié de la collaboration du NPD et du Bloc. La mauvaise nouvelle, c'est que nous n'en avons reçu aucune de la part des conservateurs.

Que s'est-il produit dans le cas des conservateurs? Plutôt que d'essayer de proposer un quelconque train de mesures visant à stimuler l'économie, comme l'ont fait tous les gouvernements du G20, les conservateurs nous ont fait goûter à leur idéologie politique, un point c'est tout. Je vais un peu commenter leurs propositions, mais vous les avez tous entendues. Il faut d'ailleurs que la situation soit bien particulière pour que les partis de l'opposition s'applaudissent mutuellement à tout rompre face à un document comme la mise à jour économique des conservateurs. C'est incroyable! Les conservateurs s'en sont pris à la démocratie, aux syndicats et aux femmes. Pas un mot sur la relance de l'économie. Pourquoi? Nous ne le savons toujours pas. Ce n'était certainement pas pour servir les Canadiens.

Il nous faut examiner où nous en étions avant la mise à jour économique et voir ce qu'il convient de faire maintenant. Il nous faut examiner où nous en étions avant la crise économique, parce que les Canadiens ne doivent jamais oublier dans quelle situation ce gouvernement — qui est de fait un gouvernement du Parti réformiste — les avait placés avant même que la crise survienne. C'était une situation de gabegie financière. Cela remonte à tout juste trois ans, c'est-à-dire à très peu de temps.

Initiatives ministérielles

Tout le monde se souvient du bon vieux temps des libéraux, quand l'économie était florissante, que les emplois abondaient et que nous avions des excédents budgétaires. C'était une période merveilleuse. Tout ce chahut ne change pas le fait que les conservateurs nous ont plongés dans un cauchemar budgétaire. En tout juste trois ans, ils ont augmenté les dépenses fédérales de 40 milliards de dollars et ils ont dilapidé un excédent budgétaire de 13 milliards de dollars. Ce serait bien d'en disposer aujourd'hui, n'est-ce pas? N'aimeraient-ils pas l'avoir? En tout cas les Canadiens l'apprécieraient certainement.

Les conservateurs ont complètement éliminé la réserve de sécurité que nous avions constituée pour les temps difficiles. Eh bien, nous y sommes dans des temps difficiles. Il n'y a plus d'argent, à moins de créer d'importants déficits; cela grâce aux conservateurs. Et puis, ils se sont fourvoyés dans leur politique fiscale, bien que la quasi-totalité des économistes n'appartenant pas à la droite aient dit qu'il ne fallait pas agir ainsi et que tous ces changements étaient peu judicieux. Peu importe, c'est ce qu'ils ont fait et nous nous retrouvons dans ce gâchis économique.

Songez à ces quelques indicateurs antérieurs à la crise. Ce sont des données statistiques objectives et pas des positions partisans.

• (1140)

En 2007, avant la crise, les exportations avaient chuté de 1,4 p. 100 et l'on prévoit qu'elles reculeront davantage cette année.

Les prévisionnistes de la Banque du Canada et du secteur privé revoient régulièrement à la baisse les chiffres de croissance économique du Canada et disent que la chute devrait se poursuivre.

Statistique Canada a objectivement déclaré que le Canada est passé de la première à la dernière place des pays du G7 sur le plan économique. C'était avant la crise. Nous étions alors déjà passés derrière les États-Unis en matière de productivité. Cela n'avait rien à voir avec la présente crise. C'était le fait des conservateurs.

D'après une enquête portant sur la main-d'œuvre, Statistique Canada nous apprend que l'économie canadienne a perdu 55 000 emplois en juillet seulement. Nous frisons les 300 000 emplois perdus depuis que ce premier ministre a pris la tête du pays. Pensons-y. Tout cela est arrivé avant la crise.

Les conservateurs se débattaient tellement pour maintenir que tel n'était pas le cas que, pendant la campagne électorale, histoire de faire croire que tout allait bien, ils ont affirmé avoir créé environ 12 000 emplois en septembre. Ce qu'ils ont refusé de nous dire, c'est que ces 12 000 emplois étaient tous liés à la campagne électorale, à des élections qu'ils avaient déclenchées après avoir enfreint leur propre loi sur la tenue d'élections à date fixe, des élections qui ont coûté 300 millions de dollars. Je les félicite d'avoir créé 12 000 emplois en septembre grâce à des promesses non tenues et au prix de 300 millions de dollars. Depuis, ces emplois ont disparu.

L'inflation a augmenté jusqu'à 3,1 p. 100 avant la crise.

Un rapport publié par le Conference Board du Canada en juin 2000 montrait que le Canada était en train de perdre sa position économique dans le monde. Cette information date aussi d'avant la crise. Avant la crise, le Canada est passé au onzième rang parmi les 17 économies les plus développées pour sa situation économique, au quinzième rang pour sa productivité et au treizième pour son innovation.

Le gouvernement conservateur a appliqué des réductions fiscales qui n'ont rien donné, avant la crise.

Au chapitre des dépenses, les conservateurs aiment critiquer les libéraux et prétendent que ce sont les libéraux qui sont dépensiers. Je rappelle aux députés que ce sont les libéraux qui ont réalisé

l'équilibre budgétaire. Lorsque le Parti libéral était au pouvoir, l'économie du Canada était en pleine croissance. Sous les conservateurs, les temps sont difficiles.

En 2005-2006, les dépenses fédérales ont été de 175,2 milliards de dollars. Les conservateurs les ont portées à 218,3 milliards, soit une augmentation de 24,6 p. 100, depuis qu'ils ont accédé au pouvoir. Et quels résultats ces dépenses ont-elles donnés? Une économie florissante? Loin de là.

Passons maintenant à des données objectives. Kevin Page, directeur parlementaire du budget, a présenté un rapport le 20 novembre 2008. Il y est question de la situation avant la crise. Il a clairement indiqué que ce qui se passe en ce moment est largement attribuable aux décisions des conservateurs en matière de politiques fiscales. Il a déclaré: « [La faiblesse des résultats budgétaires jusqu'à maintenant est attribuable] en grande partie aux décisions politiques antérieures » — rien à voir avec la crise — « plutôt qu'à l'affaiblissement de l'économie, puisque le PIB nominal dépasse les prévisions budgétaires de 2008. » Selon cette personne objective, tous ces problèmes et le déficit résultent de politiques des conservateurs et n'ont rien à voir avec la crise. Bref, c'est un déficit qui a son origine au Canada, point à la ligne.

Nous devons tous nous rappeler que, durant la dernière campagne électorale, le premier ministre a promis qu'il n'y aurait jamais de déficit. Selon l'enregistrement du débat en anglais, il a dit que cela ne se produirait jamais, au grand jamais. Il a dit au réseau CTV, le 12 octobre 2008: « Nous ne nous dirigeons pas vers un déficit. Nos prévisions sont réalistes. Nos estimations budgétaires sont prudentes. Nous n'aurons pas de déficit. » Il n'a pas dit qu'il lui manquait de l'information. Ces observations ne sont pas exactes.

Nous nous retrouvons maintenant dans une situation où le gouvernement conservateur pas-si-nouveau-que-cela crée un déficit et une récession tout à fait nouveaux au Canada.

• (1145)

Ce sont les conservateurs qui ont causé ce gâchis. Ils vont tenter d'en attribuer la faute à la crise économique mondiale, mais il faut examiner toutes ces statistiques, et les Canadiens devront toujours se rappeler que le gâchis au Canada est attribuable aux conservateurs et qu'il s'est manifesté avant la crise mondiale. Notre situation n'avait rien à voir avec la crise. Le fait que les conservateurs aient créé ce gâchis au Canada limite leur capacité de réagir à la crise; c'est d'ailleurs précisément pour cela qu'ils ne proposent pas de mesure de stimulation rapide. Il faut se demander quand M. Page peut craindre de perdre son emploi, tout comme ce fut le cas de Linda Keene quand elle a tenu tête aux conservateurs. Mais cela ne se produira peut-être pas maintenant.

Nos bureaux sont inondés de demandes d'aide des Canadiens qui veulent que nous fassions quelque chose maintenant. J'ai retenu une lettre écrite par M. Noel Dimech, un citoyen de ma circonscription. M. Dimech travaille chez John Logan Chevrolet. Dans sa lettre, il parle du secteur de l'automobile. Tout le monde doit se rappeler que, au Canada, 600 000 emplois sont directement liés au secteur de l'automobile et que ces emplois directs entraînent un ensemble de retombées économiques. Voici ce que dit M. Dimech:

Je tiens à souligner que l'inaction n'est pas une option. L'industrie automobile représente un emploi sur sept au Canada, un pourcentage plus élevé qu'aux États-Unis. Nous avons le choix soit d'appuyer le secteur de l'automobile en lui consentant des prêts pour permettre au Canada de traverser la récession, soit de refuser de l'appuyer, ce qui pourrait entraîner une dépression grave qui aurait une incidence sur des centaines de milliers d'emplois et de collectivités au Canada.

Initiatives ministérielles

Je dis à M. Dimech et à l'ensemble des Canadiens que l'aide s'en vient. Elle est vraiment sur le point d'arriver, plus précisément dès que le gouvernement aura été renversé.

Jetons un coup d'oeil sur ce qui se passe dans le monde pour comparer. Toute le monde parle de mesures de stimulation. Les pays membres du G20 se sont entendus là-dessus. Lorsqu'il était au sommet du G20, le premier ministrea déclaré qu'il prendrait les mesures nécessaires. C'était le discours approprié dans les circonstances, mais il n'a pas donné suite à cette déclaration dans la mise à jour économique.

Voici quelques statistiques concernant les engagements pris par divers pays du monde: les États-Unis, 1 859 milliards de dollars; la Chine, 726 milliards de dollars; le Royaume-Uni, 518 milliards de dollars; le Japon, 341 milliards de dollars; l'Allemagne, 264 milliards de dollars; et la France, 93 milliards de dollars. Ce sont là des mesures de stimulation de l'économie pour faire face à la crise économique. Or, dans l'énoncé économique, le Canada prévoit une réduction des dépenses de 4,3 milliards de dollars. On ne peut pas dire que notre gouvernement propose le meilleur plan de stimulation de l'économie qui soit.

Ce qu'il fallait ici, c'est du bon sens. La mise à jour devait contenir deux éléments. Elle devait proposer un train de mesures pour donner un coup de fouet à l'économie. Nous devrions examiner les leçons que nous avons tirées de la Dépression. Selon les économistes qui l'ont étudiée, l'erreur commise a été d'ériger des barrières protectionnistes, d'augmenter les impôts pour équilibrer les budgets et de ne pas prévoir de stimulants pour l'économie — ou, s'il y en a eu, ils n'étaient pas assez importants. Il nous faut un train de mesures substantiel, et c'est urgent. Le gouvernement n'a rien proposé en ce sens. L'autre élément qui aurait dû être inclus dans la mise à jour est un programme de soutien pour les travailleurs qui sont sur le point de perdre leur emploi ou qui l'ont déjà perdu, afin d'éviter qu'ils n'en souffrent. Réduire le délai de carence de l'assurance-emploi est un exemple. Le gouvernement n'a rien dit au sujet de la façon dont il aiderait les personnes touchées. Il a expliqué en revanche comment il entendait abolir le droit de grève et s'attaquer à l'équité salariale ainsi qu'à la démocratie, c'est tout.

Même si nous attendions le dépôt du budget, qu'arriverait-il? Doit-on continuer de laisser les entreprises déclarer faillite? Est-ce cela que l'on attend? Attendons-nous que la situation s'aggrave avant d'agir? C'est maintenant qu'il faut agir.

• (1150)

Six cent mille Canadiens travaillent dans le secteur de l'automobile. Qu'est-ce que nous attendons? Qu'un des trois grands du secteur fasse faillite? Sérieusement, si c'est ce que veulent les députés ministériels, ils devraient l'affirmer haut et fort à la Chambre.

Examinons un peu cette mise à jour économique. Comment pourrions-nous la qualifier? D'irresponsable? Absolument. Qu'est-ce qu'elle fait? Elle réduit les dépenses. Elle veut nous faire croire qu'il n'y aura pas de déficit parce que le gouvernement vendra des biens qu'il n'a même pas encore comptabilisés, des biens qui seront vendus, si jamais ils le sont, dans un marché d'acheteurs. Croyez-vous que le gouvernement obtiendra le meilleur prix pour les biens qu'il entend brader? Mais non. Il n'aurait pu choisir un pire moment pour les vendre, et ils n'ont même pas été comptabilisés.

Bref, ce que nous avons au Canada, c'est le dernier bastion d'une idéologie conservatrice de la droite en matière de politique économique en Occident. Nous sommes ni plus ni moins face à un gouvernement du Parti réformiste pendant quelques jours encore.

Plutôt que de faire de la politique partisane, voyons un peu ce que disent des personnes objectives.

Doug Porter, économiste en chef adjoint chez BMO Nesbitt Burns, a dit: « La mise à jour financière [...] va priver l'économie de 6 milliards de dollars l'an prochain. » Ce n'est pas ce qu'on appelle un train de mesures pour stimuler l'économie. Il a ajouté: « Dans les circonstances actuelles, c'est pour le moins insolite, compte tenu que presque tous les autres grands pays du monde sont en train de mettre en place des stimulants économiques. »

Voyons maintenant ce que dit Steve Murphy, économiste à l'école de gestion Rotman de l'Université de Toronto. En fait, les prévisions du gouvernement se fondent dans une large mesure sur les informations prévisionnelles détaillées de M. Murphy. Je vais citer textuellement ce qu'il a dit relativement aux chiffres utilisés par le gouvernement dans sa mise à jour financière, et je rappelle qu'il s'agit d'une personne sur laquelle les conservateurs se sont fiés. Il a dit, en parlant du gouvernement, qui est somme toute un gouvernement du Parti réformiste: « Mon cynisme a atteint un nouveau sommet. Il n'y a rien d'autre à ajouter. »

Par ailleurs, Don Martin a déclaré: « La ligne est mince entre tenter de présenter sous le meilleur jour possible une situation précaire et nier la réalité financière. Or, avec sa mise à jour financière, le ministre des Finances [...] a franchi cette ligne. »

Nous nous retrouvons avec un gâchis. La solution du gouvernement consiste à prétendre qu'il va vendre des biens, à continuer de nous faire croire à un budget équilibré — ce qui est de la fiction —, à retirer de l'argent de l'économie, à n'offrir aucun stimulant et à s'en prendre aux personnes vulnérables. Mais les jours du gouvernement d'en face sont maintenant comptés.

Il y a 3 milliards de dollars dans le Fonds Chantiers Canada pour les infrastructures. Pourquoi cet argent n'est-il pas utilisé? Le gouvernement dit qu'il faut patienter jusqu'à la présentation du budget, en janvier. Qu'en est-il des infrastructures? Pourquoi ne peut-on pas agir dès maintenant? La plupart des municipalités ont des projets qui attendent. Il suffirait que le gouvernement leur dise qu'il va fournir les fonds pour que ces projets soient mis en oeuvre. C'est cela un stimulant économique immédiat. Qu'attendent les conservateurs? Ils n'ont pas à étudier la question. Tout le monde est depuis longtemps au courant du déficit sur le plan de l'infrastructure. Les travaux dans ce secteur pourraient déjà être en cours. Il n'est pas nécessaire d'attendre jusqu'à la fin de janvier.

En ce qui a trait à l'assurance-emploi, le gouvernement pourrait aider les travailleurs qui perdent leur emploi sans que ce ne soit de leur faute en supprimant la période d'attente de deux semaines. Le gouvernement devrait prendre cette mesure, qui aurait aussi pour effet de stimuler l'économie. Par ailleurs, la mise à jour économique ne prévoit rien pour le secteur forestier, ni pour celui de l'automobile.

En fait, nous nous retrouvons avec un gâchis qui a été créé par le gouvernement conservateur avant même que ne survienne la crise économique. La crise économique est venue s'ajouter, empirant ainsi la situation, mais le gouvernement ne peut rien faire, parce qu'il a déjà trop dépensé et qu'il a mal géré l'économie. Il ne veut pas agir à cause de son idéologie. C'en est trop: cela doit cesser.

Un article publié dans le *Toronto Star* dit:

Malheureusement, s'occuper de la crise économique mondiale semble être la dernière chose que souhaitent faire les conservateurs. L'énoncé présenté hier propose des coupes symboliques dans les avantages et les dépenses des ministres et des mandarins, ainsi que des limites au traitement des députés et des fonctionnaires [...]

Toutefois, aucun nouveau stimulant économique n'est prévu pour contrer le ralentissement. On nous dit que de tels stimulants seront présentés plus tard, dans le budget annuel, soit dans deux mois, sinon plus.

Les députés d'en face font de la provocation et nous disent d'attendre, mais...

• (1155)

Le vice-président: À l'ordre. Le temps de parole du député est écoulé. Nous passons aux questions et observations.

La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a la parole.

• (1200)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, après la grande noirceur dans laquelle elles avaient été plongées par les libéraux pendant plus d'une décennie, les Forces canadiennes étaient complètement rouillées, vidées. Après avoir accédé au pouvoir, les conservateurs ont aussitôt commencé à remplacer l'équipement de nos soldats afin qu'ils puissent mener à bien les missions qui leur sont confiées. Les socialistes et les séparatistes de la coalition des rapaces ne pensent pas que le Canada a besoin d'une armée. Quels achats d'équipement permettant de sauver des vies seraient annulés en premier?

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, je remercie la députée d'avoir lu une question préparée pour elle par le chef de cabinet du premier ministre. N'oublions pas que nous vivons des moments inédits qui seront consignés dans les livres d'histoire. Les partis politiques qui représentent 70 p. 100 des Canadiens en ont assez du gouvernement formé par le Parti réformiste. C'est assez. Nous allons aider les Canadiens à passer à travers cette crise. Ils vont obtenir la stimulation dont ils ont besoin. Attendez un peu.

M. Scott Andrews (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, les députés d'en face ne comprennent rien. Ils forment un gouvernement minoritaire, mais ne donnent pas aux Canadiens ce qu'ils attendent d'un gouvernement minoritaire. Dans leurs discours, les députés d'en face ont parlé de leur plan pour le secteur de l'automobile. Leur plan prévoit que ce secteur fasse faillite et ils soutiennent que c'est une bonne idée. J'aimerais que le député m'explique quel serait l'effet pour sa circonscription de la faillite d'un des fabricants d'automobiles, comme le préconisent les députés d'en face.

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, j'ai été atterré d'entendre les députés d'en face affirmer que la faillite d'une entreprise était une bonne chose. Je n'en croyais pas mes oreilles. Cela montre bien l'irresponsabilité du gouvernement. Les gens de Brampton-Ouest et les Canadiens en général méritent mieux que d'entendre les futurs députés de l'opposition recommander que des entreprises fassent faillite au Canada.

M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, je sais que le député est nouveau à la Chambre et j'aimerais lui souhaiter la bienvenue.

J'entends toutefois des propos incroyables de la part des députés d'en face, qui affirment qu'ils sont sur le point de former le gouvernement. Nous les voyons jubiler à l'idée de cette alliance contre nature qu'ils ont conclue avec les séparatistes. Cela venant de députés du parti de Mackenzie King et de Trudeau, qui ont lutté pour ce pays. Ces gens s'acquièrent maintenant avec ce parti séparatiste simplement parce qu'ils veulent le pouvoir. C'est honteux.

Les élections viennent tout juste d'avoir lieu. Le parti libéral a obtenu 28 p. 100 des voix et ses membres sont là à croire qu'ils ont le droit, que c'est leur prérogative, de faire comme bon leur semble et de diriger le pays. C'est faux.

Il a été question de stimulation et je vais justement prononcer un discours à ce sujet, mais j'aimerais auparavant poser une question au nouveau député. N'a-t-il pas honte de s'allier aux séparatistes pour

diriger ce pays au nom duquel ont lutté ses prédécesseurs? N'a-t-il pas honte d'avoir menti aux Canadiens?

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, j'aimerais d'abord lire une autre citation...

Des voix: Oh oh!

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Je demande aux députés qui assistent à ce débat aujourd'hui d'écouter attentivement les questions et les réponses. La parole est au député de Brampton-Ouest.

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, j'aimerais d'abord lire une autre citation de Chantal Hébert:

La mise à jour financière et les mesures connexes présentées hier par le ministre fédéral des Finances sont un triomphe de la politique sauvage sur les politiques publiques constructives [...] Les conservateurs sont aussi pressés de prendre des mesures pour se distancer des dommages politiques de la crise économique [qu'ils ont causés] qu'ils sont réticents à élaborer des moyens de protéger les Canadiens de cette même crise.

J'aimerais répondre à la question de mon collègue. J'ai écouté M. Duceppe. Il a parlé au nom des Québécois et des Canadiens...

• (1205)

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député devrait s'abstenir de nommer les députés.

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, comme il l'a dit lui-même, il s'est exprimé au nom des Québécois et des Canadiens.

Nous devrions réfléchir au sérieux gâchis économique causé par ce gouvernement, qui est de facto réformiste, et qui a poussé l'opposition à réagir et à dire que les 70 p. 100 des Canadiens qu'elle représente en ont marre.

Mon collègue d'en face se demande qui va prêter main-forte à qui. Il y a quelques années, le premier ministre avait proposé quelque chose de semblable sans aucune autre raison que de prendre le pouvoir. Cette fois, le pays vit une crise économique.

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, hier, pendant la conférence de presse des trois amigos, un journaliste leur a posé la question suivante:

Ma question s'adresse [au chef du NPD] et [au chef du Parti libéral]. Aujourd'hui, le National Bureau of Economic Research des États-Unis a déclaré que les États-Unis étaient entrés en récession en décembre 2007, soit il y a un an. Statistique Canada a publié des données aujourd'hui qui montrent que l'économie canadienne continue de croître, que nous n'avons pas connu de perte nette d'emplois et que nos banques sont toujours solvables. Comment pouvez-vous, vous trois, prétendre que vous avez l'autorité morale nécessaire pour renverser le gouvernement en raison de son bilan économique?

C'est la question qui leur a été posée. J'aimerais signaler que le chef du député a simplement dit au chef du Nouveau parti démocratique, si je ne m'abuse: « Je vous laisse répondre à cette question », parce qu'il ne savait pas quoi répondre lui-même.

Je suis curieux. Peut-être que le nouveau député aimerait répondre à cette question au nom de son chef.

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, premièrement, mes collègues doivent se rappeler une chose. Dans une démocratie parlementaire, le premier ministre et le gouvernement, son équipe, doivent avoir la confiance de la Chambre des communes. Théoriquement, nous pourrions tous être cette personne.

Initiatives ministérielles

Si le premier ministre n'a pas actuellement la confiance de la Chambre des communes, ce qui est évidemment le cas, il devrait agir honorablement et démissionner. Il ne devrait pas retarder les choses pendant une semaine alors que nous pourrions être en train de mettre en place des mesures de relance pour aider l'économie canadienne et arrêter la faillite d'industries qui, d'après les conservateurs, fonctionnent bien.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a transformé un excédent budgétaire de 13 milliards de dollars en déficit budgétaire de 6 milliards de dollars. C'est tout un exploit.

Je veux poser au député une question sur les mesures de stimulation liées à l'infrastructure qui ont été proposées par le Parti libéral il y a de cela au moins un an, peut-être plus. Nous nous sommes engagés à cette époque à consacrer au déficit infrastructurel tout excédent au-delà du fonds de prévoyance de 3 milliards de dollars. Cette initiative a été applaudie partout au pays comme une bonne mesure de relance et, si elle avait été appliquée au budget de cet exercice se terminant en mars 2008, nous aurions déjà disposé de 7 milliards de dollars pour stimuler les travaux d'infrastructure.

Pour toute récompense, le chef de l'opposition a été ridiculisé dans l'ensemble du pays et des millions de dollars ont été dépensés par le gouvernement conservateur pour détruire sa réputation.

M. Andrew Kania: Monsieur le Président, le programme d'amélioration des infrastructures de 7 milliards de dollars que nous avons proposé pendant la campagne électorale a été essentiellement applaudi par les maires de diverses municipalités de l'ensemble du pays. Susan Fennel, la mairesse de ma propre collectivité, une mairesse remarquable, pensait que c'était une excellente idée. Hazel McCallion pensait aussi que c'était une idée excellente. M. Miller, maire de Toronto, pensait que c'était une excellente idée. Si ce plan avait été mis en place, 7 milliards de dollars auraient déjà commencé à stimuler l'économie, s'ajoutant aux 3 milliards de dollars de la réserve pour éventualités que les conservateurs ont supprimée. Bien entendu, nous en aurions besoin pendant la période difficile que nous traversons, mais cette réserve a été supprimée par une mesure financière irresponsable. J'aimerais pouvoir dire à mon ami, ainsi qu'à tous les Canadiens, qu'ils auront bientôt de l'aide.

• (1210)

M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre encore une fois la parole à la Chambre pour parler des événements qui se déroulent actuellement au Canada. Cette semaine est historique. Les jeux politiques ont atteint leur paroxysme. Les Canadiens sont perplexes. Ils se demandent ce qui peut bien se passer ici. Ils se demandent si les députés d'en face n'auraient pas perdu la tête.

L'alliance contre nature qui réunit ces trois partis est tout simplement surréaliste. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'oeil sur les bilans économiques respectifs de ces partis. L'un d'eux préconisait une taxe sur le carbone. Il y a deux mois seulement, il a même déclaré qu'il avait l'intention d'augmenter la TPS. Le chef d'un de ces partis est allé jusqu'à dire que le programme économique d'un autre parti était une catastrophe pour le Canada. Qu'est-ce qui a bien pu se passer? Il y a deux mois seulement, c'est ce que ce parti disait aux Canadiens, au moment de la campagne électorale. Ce parti a-t-il menti aux Canadiens? Les a-t-il induits en erreur?

Si les membres de cette alliance contre nature pensent réellement qu'ils ont un plan, ils devraient le soumettre aux Canadiens pour approbation. Ils devraient demander aux Canadiens s'ils sont

d'accord pour que cette alliance contre nature siège ici même. C'est ce qu'ils devraient faire plutôt que de conclure des ententes de coulisses que les Canadiens réprouvent.

Mais les Canadiens vont s'insurger contre ce qu'ils font parce qu'en fin de compte c'est le public canadien qui se fait rouler avec cette alliance contre nature des trois partis. Ce qu'ils ont dit est incroyable.

Hier, on a vu partout au Canada à la télévision le chef de ce parti, qui va démissionner en mai; on a vu le chef d'un parti séparatiste déclarer que c'était un grand jour pour le mouvement séparatiste au Canada; et on a vu le chef d'un parti qui ne se serait jamais retrouvé au gouvernement s'il s'était présenté séparément manigancer pour présenter ici une politique économique qui, d'après un des autres chefs, est une catastrophe pour le Canada.

Parlons maintenant de ce qui se passe au Canada.

Le monde est en récession. Notre gouvernement a agi avant même qu'on parle de mesures de relance. Nous avons réduit la TPS. Nous avons réduit les impôts des entreprises, alors que l'opposition n'était pas d'accord, pour stimuler l'économie, et cela continue. Le premier ministre est allé au G20 où on lui a dit que la situation budgétaire du Canada était solide. Nous continuons en ce sens.

Quand le premier ministre est revenu du G20, il a conféré avec les premiers ministres du pays et leur a expliqué ce qu'il faisait, et les premiers ministres l'ont approuvé.

D'ailleurs, le ministre de l'Industrie est actuellement en train de discuter avec le gouvernement libéral à Toronto pour aider le secteur de l'automobile. Il y a des gens qui parlent de mettre en place un plan de relance. Nous voulons savoir ce que fait le secteur de l'automobile actuellement. Ses représentants ont déjà présenté des plans au Congrès américain.

Les États-Unis ont demandé au secteur de l'automobile de lui soumettre un plan de relance, ce qui a été fait aujourd'hui. Il faudrait faire la même chose au Canada. Nous devrions avoir un plan de relance. Nous ne pouvons pas agir unilatéralement dans une économie intégrée. Nous devons épauler les États-Unis. Le ministre de l'Industrie est allé aux États-Unis voir comment on pouvait préserver ces emplois. Nous le comprenons tous. Mais finalement, ce sont les trois grands de l'automobile qui doivent expliquer ce qu'ils comptent faire de l'argent qu'ils vont recevoir et comment ils envisagent de s'en sortir. Voilà une façon responsable de gérer le pays.

Dans son énoncé budgétaire, le ministre des Finances a parlé d'aider les personnes âgées. Qu'avons-nous fait pour ces personnes? C'est dans le plan économique. Nous avons instauré le partage du revenu. Le gouvernement a fait énormément de choses.

Ce qu'il faut noter, c'est que le gouvernement actuel traitait déjà de ces questions. L'alliance contre nature veut maintenant s'en charger. Ses députés veulent élaborer un ensemble de mesures de stimulation. Où étaient-ils donc durant la campagne électorale?

• (1215)

Voyez-vous cela, un train de mesures de stimulation formulées par les députés d'un parti séparatiste qui ne cherche qu'à briser le pays.

Initiatives ministérielles

Les libéraux veulent conclure une entente avec ces individus pour que leur chef puisse passer à l'histoire comme étant le seul chef à avoir été battu pour ensuite devenir premier ministre. Même s'ils n'ont obtenu que 26 p. 100 du vote populaire, ils veulent prétendre qu'ils ont le droit de gouverner et que leur chef a le droit d'être le premier ministre du Canada.

Où est donc passée la voix du peuple dans tout cela? Si les partis de l'opposition veulent vraiment former une coalition contre nature, ils devraient s'en remettre aux électeurs. S'ils en ont le courage, ils devraient s'en remettre aux électeurs et non pas concocter des ententes d'arrière-boutique et prétendre à l'encontre du bon sens qu'aucune mesure de stimulation n'a été proposée. Nous avons formulé un ensemble de mesures de stimulation qui auront un effet permanent.

Je tiens à dire aux Canadiens que cette alliance contre nature fera augmenter l'impôt des entreprises ainsi que la TPS. Il se peut même que le chef de l'opposition réhabilite son projet d'une taxe sur le carbone, qui a été rejeté par tous les Canadiens.

Les députés concernés ont-ils bien réfléchi à tout cela? Pour ce qui est des députés libéraux, après avoir été exclus du processus, ils commencent à se rendre compte de la situation. Le grand gagnant dans tout cela sera le parti séparatiste. C'est incroyable. Je suis à la Chambre depuis 10 ans et j'ai vu combattre les séparatistes. Ils piquaient du nez à un moment donné mais, maintenant, ils sont les grands gagnants, grâce au Parti libéral. Le Bloc n'aurait jamais formé le gouvernement et ne le formera jamais, mais il se glisse maintenant par la porte arrière. Nous devrions demander aux Canadiens ce qu'ils en pensent.

Ce député a fait campagne comme candidat du NPD. Et qu'a donc obtenu le NPD? Il n'a pas obtenu le pouvoir. Il a été rejeté. Il rapetisse, mais il a pourtant l'ambition de former un gouvernement par une alliance contre nature avec le parti séparatiste. De quoi parlent donc les députés de l'opposition? Les Canadiens vont leur faire la leçon pour leur avoir menti durant la dernière campagne électorale.

Les députés de l'opposition ont-ils un plan économique? Qu'ils proposent donc aux Canadiens leur taxe sur le carbone. Ils ne devraient pas tenter de présenter aux Canadiens une mesure par la porte arrière. Ils ne devraient pas tenter d'imposer la taxe sur le carbone aux Canadiens. Ils ne devraient pas imposer ce stimulus économique qui serait désastreux pour le Canada. Si les Canadiens avaient souhaité une alliance contre nature, ils auraient élu ces gens et leur auraient accordé un plus grand nombre de sièges.

Je regrette de m'emporter un peu à ce sujet, mais toute cette affaire est sans précédent. Il s'agit d'un coup d'État. Ce n'est pas démocratique. Ils n'ont aucune autorité morale. Ils ne font que manipuler la procédure à la Chambre dans l'espoir de s'emparer du pouvoir. Ils devraient avoir honte. Ils ne représentent pas leurs propres partis. Ils représentent les gens du Canada. Ils ont été élus à la Chambre par les Canadiens et, en ce moment, ils jouent à un jeu contre nature aux yeux de ces derniers. Ils pourront être au pouvoir s'ils le veulent, mais pas longtemps. L'histoire le démontre bien. Lorsqu'on ment aux gens du Canada, ils ne sont pas dupes. Ils n'accepteront pas les jeux auxquels l'opposition s'est livrée en coulisses.

Pendant les dix dernières années, le chef du Parti libéral s'est occupé des affaires intergouvernementales. Il a présenté le projet de loi sur la clarté et a lutté contre les gens assis là-bas pour qu'il soit adopté. Ces gens ne sont pas les amis de ceux-là. Leur seul but est de briser ce pays. Depuis quand sont-ils devenus amis? Les libéraux se

rendent-ils compte que les députés du Bloc n'ont qu'un seul but et que c'est de briser le pays? Pourtant ils seront assis là-bas jusqu'en 2011. C'est incroyable.

Les libéraux vont devoir se mettre à couvert parce que, au bout du compte, les gens du Canada et les gouvernements provinciaux vont tous réagir quand ils verront les répercussions de cette alliance contre nature. C'est la chose la plus angoissante à s'être jamais produite au Canada.

• (1220)

Je parcours le monde pour promouvoir la démocratie et d'autres valeurs et il y a des coups militaires dans d'autres pays. Toutefois, au sens de la procédure, les partis de l'opposition n'ont pas écouté la voix des Canadiens et ils finiront par regretter cette décision.

Je leur souhaite bonne chance, mais les gens du Canada et nous-mêmes nous ferons entendre.

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le député a parlé d'un coup d'État et il a dit que nous devrions avoir honte parce que la situation est sans précédent. Il a maintes fois fait allusion à une alliance contre nature. Compte tenu de cela, je voudrais lui poser une simple question.

Le 9 septembre 2004, son chef, l'actuel premier ministre, de concert avec les deux autres partis, le NPD et le Bloc québécois, a dit: « Nous soulignons respectueusement que les partis de l'opposition, qui ensemble forment la majorité à la Chambre, se sont consultés étroitement. Nous croyons que si une demande de dissolution vous est présentée, vous avez la possibilité, en vertu de la Constitution, de consulter les chefs des partis de l'opposition et d'étudier toutes les solutions avant d'exercer le pouvoir que vous confère la Constitution. »

C'était dans une lettre envoyée à la gouverneure générale de l'époque, Adrienne Clarkson. Pourquoi n'était-ce alors pas considéré comme un coup d'État? C'est le député qui devrait avoir honte, pas nous.

M. Deepak Ohrai: Monsieur le Président, il y a deux mois, nous avons eu des élections et les Canadiens ont fait leur choix. Ces partis ont présenté leur programme économique et voilà maintenant qu'ils tentent de former cette alliance contre nature. Il y a à peine deux mois, les Canadiens ont rejeté ce qu'ils leur proposaient.

L'important, c'est que ces gens-là n'admettent pas que leur alliance est contre nature. Ils se moquent de ce que les Canadiens leur ont dit il y a à peine deux mois. Cela ne leur apportera pas de votes.

L'hon. Gary Lunn (ministre d'État (Sports), PCC): Monsieur le Président, le député libéral qui vient de poser une question a parlé de déshonneur et de honte, et puis il s'est tourné vers ses collègues en demandant s'il avait raison.

Tous les Canadiens ont honte de ce qui se passe ici. Ils en ont marre de nous tous. Ils ne peuvent pas croire que nous en sommes là, alors que les travaux n'ont repris qu'il y a deux semaines.

La situation risque de causer des dommages irréparables à cette institution et à notre pays. Le Bloc jubile. Sa mission est de faire éclater le pays. Comme il n'a pas réussi à faire sortir le Québec du Canada, il cherche maintenant l'aide des néo-démocrates et des libéraux. C'est la vérité. Il n'y a pas de respect. Ils ne pensent pas au bien du pays. J'invite les députés à réfléchir à ce qu'ils sont en train de faire.

Initiatives ministérielles

Le député vient de l'Alberta. Je sais qu'il est à l'écoute de ses électeurs. Les Canadiens sont inquiets. Ils se demandent bien ce que nous sommes en train de faire. Ils pensent qu'un vent de folie souffle ici. Le député pourrait-il nous dire ce que les Albertains disent de toute cette folie?

M. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, le parti d'en face ne pense qu'au Québec et au démembrement du pays. Notre parti, lui, pense à l'ensemble du pays.

Je viens de l'Alberta. Nous comptons également des représentants de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec. Le Canada est un vaste pays, et notre parti pense à tous ses habitants, y compris ceux du Québec. Ce parti-là a choisi de ne servir qu'une seule province, ce qui fait que le Bloc québécois peut se retirer n'importe quand de cette alliance contre nature.

Que pensent non seulement les Albertains mais la population canadienne de la situation? Ils ont peur et ils n'en reviennent pas de voir ce qui se passe ici. Si les Canadiens avaient voulu porter ces partis au pouvoir, ils les auraient élus il y a deux mois, mais ils ne l'ont pas fait. Ce qui se passe actuellement au Parlement fait peur à la population canadienne.

• (1225)

[Français]

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je trouve inconcevable qu'un secrétaire parlementaire puisse se lever à la Chambre et déblatérer sur tous les autres partis. Pourtant, les conservateurs sont les artisans de leur propre malheur. Qui a décidé de faire du vote sur l'énoncé économique un vote de confiance? Ce n'est pas nous, ce sont eux. À partir de ce moment, ils récoltent ce qu'ils ont semé. C'est ce qu'ils ont semé et on en arrive là.

Pendant la dernière législature, tous les jours, on a entendu les conservateurs s'interroger sur la pertinence du Bloc québécois. Aujourd'hui, ils comprennent pourquoi le Bloc québécois est ici à la Chambre. Je vais donner trois bonnes raisons. Premièrement, les conservateurs n'ont pas obtenu la majorité en cette Chambre parce que le Bloc était ici. Deuxièmement, le seul parti politique qui a déposé un plan pour la relance économique, c'est encore le Bloc québécois. Et troisièmement, oui, comme il le disait, le Bloc québécois a appuyé la coalition parce que nous croyons qu'avec un gouvernement conservateur, nous serons mal servis.

[Traduction]

M. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, le Bloc nous a effectivement fourni un plan, plan dont nous avons d'ailleurs tenu compte. Nous avons demandé aux autres partis de nous fournir un plan, mais ils ne l'ont pas fait. Nous leur avons demandé de collaborer avec nous, mais ils ont refusé de le faire. Pourquoi? Parce qu'ils ont préféré tenter ce coup de force parlementaire.

Le chef du parti en question a fait savoir à son groupe parlementaire que cela se préparait déjà bien avant que ne surgisse la question des stimulants économiques. Les Canadiens ne doivent pas être dupes. Le plan existait; il a été concocté bien avant la présentation de la mise à jour économique. Ces députés ne devraient pas mentir aux Canadiens.

M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD): Monsieur le Président, les députés d'en face semblent diriger contre ce côté-ci de la Chambre leur grande colère. Ils devraient plutôt la diriger contre leur chef et son chef de cabinet à qui l'on doit ce plan économique qui fait du tort aux travailleurs canadiens, aux travailleuses surtout, et qui supprime le droit de grève. Les choses n'auraient pas tourné comme

elles l'ont fait s'ils avaient présenté un plan permettant de venir en aide aux Canadiens.

Nous de l'opposition ne faisons plus confiance au gouvernement conservateur, et celui-ci devrait démissionner immédiatement.

M. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, c'est le genre de jeux auxquels se livrent ces partis. Le chef du député a dit aux membres de son caucus qu'il avait déjà conféré avec les séparatistes bien avant que tout cela n'arrive. Je ne sais pas de quoi le député parle.

Je tiens à souligner au député que le gouvernement croit aux réductions d'impôt qu'il a mises en oeuvre. Nous avons déjà réduit la TPS de 2 points de pourcentage et nous avons protégé les revenus de pension. Nous nous sommes penchés sur les problèmes que les aînés nous ont soumis. Nous avons tenté de trouver des solutions aux problèmes. Nous avons travaillé avec l'industrie de l'automobile et avec le gouvernement libéral de l'Ontario pour tenter de trouver des solutions.

Le gouvernement s'est montré proactif, ce qui a dérangé ce parti et c'est la raison pour laquelle il a concocté un plan.

L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais simplement donner au député une autre chance de répondre à la première question qui lui a été posée sur les mesures prises par son chef en septembre 2004, alors qu'il rencontrait des membres du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique. Il a tenu des rencontres et obtenu des ententes. Ils ont tous signé une lettre qu'ils ont transmise à la Gouverneure générale lui demandant d'étudier d'autres options.

J'étais à la Chambre à ce moment-là, tout comme mon collègue d'en face, et je ne me souviens pas d'avoir entendu de manifestations de colère dans ses discours à propos des agissements de son propre chef. Je ne me souviens pas de l'avoir vu se lever à la Chambre pour s'élever contre les mesures prises par son chef. Il est resté assis sans rien dire.

Pourquoi le député n'a-t-il rien dit en septembre 2004?

M. Deepak Obhrai: La réponse est simple, monsieur le Président. À ce moment-là, nous n'avons pas conclu d'entente avec le Bloc québécois. Nous avons seulement demandé à la Gouverneure générale d'étudier les différentes options.

Dans le cas présent, les partis de l'opposition ont conclu leur entente immédiatement après la tenue des élections. Les Canadiens se sont prononcés. Voilà ce qui se passe. Les Canadiens nous ont donné un mandat plus fort. À ce moment-là, ce parti était sur une pente descendante.

• (1230)

M. John Cannis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il y a beaucoup de bavardage au sujet du document dont j'ai cité des passages attribuables au premier ministre. Je souhaite traiter tous les députés avec respect, il me ferait donc plaisir de déposer le document en question.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député a-t-il le consentement unanime pour déposer le document?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Initiatives ministérielles

[Français]

Mme Raymonde Folco (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter. Je l'ai déjà fait de vive voix hier. Je vous félicite d'avoir été nommé vice-président adjoint des comités pléniérs. Je sais que c'est un grand honneur et une grande responsabilité, et je vous en félicite. Je me permets de dire aussi que j'espère que vous continuerez, comme vous avez déjà commencé à le faire, d'essayer de maintenir un minimum de décorum en cette Chambre. Dieu sait qu'on en a bien besoin.

Je saisis aussi cette occasion pour remercier les électeurs de Laval—Les Îles qui m'ont réélue pour la cinquième fois. Je voudrais aussi féliciter tous les autres députés de cette Chambre d'avoir remporté la victoire, quel que soit leur parti, qu'ils soient de l'opposition de ce côté-ci de la Chambre ou du gouvernement d'en face.

Aujourd'hui, je voudrais parler de cette présentation sur l'économie faite par le ministre des Finances jeudi dernier. Deux choses m'ont vraiment choquée dans cette présentation. Tout d'abord, le ministre des Finances a refusé d'accepter qu'il y avait déjà une récession au Canada. Ensuite, le ministre des Finances n'a pas cru bon de présenter dans son aperçu économique une solution venant du gouvernement, et ce, malgré le nombre de compagnies — petites, moyennes et grandes industries — qui commençaient ou qui risquaient de faire faillite et qui remerciaient leurs employés, maintenant chômeurs.

Cela m'a choquée et cela a choqué les gens de mon comté, de même que la population entière du Québec. J'ai organisé un événement dans mon comté de Laval—Les Îles dimanche dernier en après-midi. Nous avons évidemment discuté de politique, et les gens m'ont demandé comment il se faisait que le gouvernement, en la personne du ministre des Finances, n'ait apporté aucune solution au problème qui se présente non seulement à Laval et au Québec, mais partout au Canada.

À Laval—Les Îles, un grand nombre de personnes viennent d'autres pays et sont assez récemment arrivées au Canada. Or beaucoup de ces personnes ont gardé des liens avec leur pays d'origine et font beaucoup de travail dans l'importation et l'exportation. Ces gens ont peur que leur entreprise ne fasse faillite. Monsieur le ministre des Finances n'a pas du tout abordé la question.

Au point de vue économique, nous n'avons pas eu de réponse. Les conservateurs nous disent qu'il n'y a pas de problème au Canada et que nos institutions sont très sécuritaires. Je veux bien, mais il faut toujours prévenir. Lorsque nous, les libéraux, formions le gouvernement, nous nous sommes débarrassés du déficit en essayant de mettre un petit coussin de côté — comme on dit en bon Québécois —, justement pour prévoir une telle catastrophe. Lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, le coussin a presque complètement disparu, et cette aide qu'on avait justement préparée pour nous protéger d'une telle catastrophe n'existe pratiquement pas. Ce qu'on voit ici, c'est un gouvernement conservateur qui, d'une part, a dilapidé le bien public qui aurait pu protéger les industries canadiennes, et qui d'autre part, n'a aucune solution à apporter pour essayer d'aider les gens au chômage, non pas parce qu'ils n'ont pas voulu aller travailler, mais parce que leur industrie ne fonctionne plus. En effet, les propriétaires de ces industries, que ce soit l'industrie forestière ou l'industrie automobile, ne peuvent plus maintenir le budget.

On disait il y a longtemps, et on me permettra une expression anglophone: « *What is good for General Motors is good for the country.* » Cela s'appliquait aux États-Unis. Maintenant, on voit que General Motors est en faillite presque totale, et cela va peut-être nous

toucher de façon très sérieuse dans le pays, non pas aux États-Unis, mais bien au Canada. Du point de vue économique, voilà une présentation tout à fait choquante qui ne répond pas aux besoins des Canadiens.

J'ai également été beaucoup déçue par un autre élément social, soit la question du droit de grève.

• (1235)

Le droit de grève est un élément fondamental de notre société depuis maintenant des décennies. Ce n'est pas socialiste, ce n'est pas communiste, c'est simplement canadien. C'est la protection que les travailleurs, hommes et femmes, Canadiens et Canadiennes, ont pu avoir à travers des batailles importantes menées dans les années 1920 et 1930, et même avant et surtout après. Ce sont des batailles qu'ils ont gagnées. Le gouvernement conservateur avait l'intention, jeudi soir, d'enlever le droit de grève aux fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Ils peuvent revenir sur leur décision, comme le président du Conseil du Trésor nous l'a dit hier pendant la période des questions. Ils reviennent sur cette décision, mais le mal est fait. Ce que le gouvernement conservateur nous a démontré clairement, c'est que s'il avait été élu de façon majoritaire — et non pas de façon minoritaire, comme c'est le cas —, s'il avait été élu avec une majorité à la Chambre des communes, ce droit de faire la grève pour les fonctionnaires du gouvernement fédéral n'existerait plus. Les conservateurs ont été obligés de battre en retraite à cause de la levée de boucliers de l'ensemble des membres de l'opposition qui, eux, ont dit qu'ils ne pouvaient pas laisser passer une telle chose. Parce que le gouvernement conservateur avait peur de perdre la bataille, il a décidé de battre en retraite et de dire qu'il redonnait aux fonctionnaires le droit de faire la grève. J'en suis très contente, mais regardons ce qui se passe derrière et disons-nous que si l'opposition n'avait pas réagi avec la force et la rapidité dont elle a fait preuve, on serait encore aujourd'hui à un niveau où les conservateurs auraient enlevé le droit de faire la grève aux fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Deuxièmement, je parlerai de la question des femmes et de l'équité en emploi. N'oublions pas que l'équité en emploi n'est pas seulement l'équité en emploi pour les femmes, mais c'est l'équité pour l'ensemble de la société. Ce qui veut dire que cela représente les divers types de minorités, que ce soit les personnes qui vivent avec un handicap physique, les minorités visibles ou les autochtones au Canada, qui ont une part importante à jouer dans notre société canadienne.

Le gouvernement conservateur avait décidé, dans sa présentation économique, que ces minorités n'auraient plus le droit désormais de présenter leurs doléances devant la cour. On leur enlève encore une fois un droit pour lequel non seulement les minorités mais l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes se sont battus. Voilà un droit qu'on est en train de leur enlever. Il y a eu une levée de boucliers de l'ensemble de l'opposition, et non seulement de l'opposition officielle. Mes collègues des deux autres partis sont intervenus à cet égard. Le président du Conseil du Trésor se retire et dit vouloir respecter l'égalité en emploi en revenant là-dessus. J'en suis très contente, mais que se serait-il passé si on n'avait pas levé les boucliers? On en serait encore à la première présentation du gouvernement conservateur. Encore une fois, faisons gare, car on voit ce qui se serait passé si le gouvernement conservateur avait la majorité.

Initiatives ministérielles

Cette descente vers une antidémocratie ne date pas de jeudi soir. Je l'ai vue, moi, depuis déjà longtemps, depuis au moins deux ans et demi — presque trois ans —, soit depuis que les conservateurs forment le gouvernement. Permettez-moi de répéter ici une petite anecdote.

Il y a deux ans, j'étais porte-parole en matière de langues officielles pour l'opposition officielle, donc membre du Comité permanent des langues officielles. Nous étions en train de discuter de l'abolition, par le gouvernement conservateur, du Programme de contestation judiciaire. Pour ceux qui ne comprennent pas tout à fait ce que c'est, le Programme de contestation judiciaire donnait les moyens financiers aux minorités linguistiques ou autres de faire prévaloir leurs droits devant la cour, possiblement aussi contre le gouvernement du Canada. On donnait aux minorités les outils pour le faire. Le gouvernement conservateur arrive au pouvoir et abolit le programme de fond en comble. On présente cela au Comité permanent des langues officielles.

● (1240)

Dès lors, on comprend, en appelant des témoins, que les minorités francophones au Canada sont complètement prises au dépourvu parce qu'elles ont très bien compris qu'elles avaient perdu les moyens financiers pour pouvoir protéger leurs droits linguistiques au Canada. Il n'y a pas juste les francophones à l'extérieur du Québec, mais aussi les anglophones qui constituent une minorité au Québec.

Nous nous sommes battus dans ce comité. Pour en finir avec cette anecdote, que s'est-il passé? Le jour où l'on devait mettre la dernière main au rapport par lequel les trois partis de l'opposition demandaient, suggéraient, recommandaient au ministre de revenir sur sa décision relative au Programme de contestation judiciaire, que s'est-il passé lorsqu'on s'est présentés, à 9 heures du matin? On s'est retrouvés devant des portes barrées. En d'autres termes, le président de ce comité de la Chambre des communes n'a pas permis aux membres de ce comité de se réunir. Il nous a fermé la porte au nez.

Selon moi, c'était une insulte non seulement pour les parlementaires, mais pour la population canadienne qui nous avait élus. Le président n'avait pas le droit de faire cela. Il n'avait pas le droit de décider de fermer les portes. Et pourquoi l'a-t-il fait? À mon avis, c'est tout simplement parce que, à ce moment-là, on ne pouvait plus déposer en cette Chambre un document qui aurait recommandé au ministre de revenir sur le Programme de contestation judiciaire.

Pourquoi est-ce que je raconte cette anecdote? Tout simplement pour expliquer à cette Chambre que la marche contre la démocratie a commencé il y a longtemps. Il y a longtemps que le parti d'en face, le parti au gouvernement, fait des pieds et des mains, coupe ici, coupe là. Et plutôt que de dire ouvertement ce qu'il fait, très souvent, il le cache. Néanmoins, il y a toujours moyen de revenir et de trouver ce qui se passe.

Par conséquent, je voudrais dire à cette Chambre que la présentation du ministre des Finances, jeudi soir, était totalement inacceptable. Elle a déçu non seulement les membres de cette opposition, bien entendu, mais les citoyens et les citoyennes que nous représentons. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, j'en ai rencontré au-delà de 200 dimanche dernier, et ils m'en ont beaucoup parlé.

Nous pensons qu'il est important et même absolument fondamental de présenter une autre possibilité de gouvernement à la population canadienne. Pourquoi? Ce n'est non pas pour nous accrocher au pouvoir, mais plutôt parce que nous pensons avoir des solutions pour contrer la crise économique. Nous avons aussi des solutions à apporter à cette anti-démocratie que représente le

gouvernement au pouvoir, un gouvernement conservateur en ce moment.

[Traduction]

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, plus tôt aujourd'hui, j'ai eu la chance de poser une question à un député du Bloc au sujet de l'alliance. Le Bloc devra appuyer toutes les mesures engageant la confiance de la Chambre qui seront présentées par le gouvernement de coalition.

J'ai demandé si le Bloc appuierait un discours du Trône présenté par la coalition qui comprendrait des énoncés explicites au sujet d'un Canada uni qui comprend le Québec. On m'a répondu de ne pas me préoccuper de cela. Aux termes de l'entente, le chef de l'opposition devrait consulter le Bloc, il ne serait donc jamais question d'un Canada uni ni dans le discours du Trône, ni dans les communications gouvernementales.

Que pense la députée du fait de ne pas pouvoir parler d'un Canada uni dans les communications gouvernementales?

● (1245)

Mme Raymonde Folco: Cette question est posée de mauvaise foi, monsieur le Président. Le chef de mon parti n'a pas besoin de l'affirmer. Toute sa vie, il a travaillé pour un Canada uni. Sous l'ancien gouvernement libéral, il a montré combien un Canada uni, incluant le Québec, lui tenait à coeur. Nous savons qu'un Canada qui comprend le Québec est important pour notre parti.

C'est donc une fausse question qu'il a posée.

[Français]

M. Réal Ménard (Hochelaga, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord je tiens à vous féliciter de vos nouvelles responsabilités. Il ne s'agit pas pour moi de me prononcer sur le temps que vous occuperez le fauteuil, mais pendant le temps où vous l'occuperez, je suis certain que vous donnerez le meilleur de vous-même.

Je crois qu'il faut demander quelque chose à notre collègue de Laval—Les Îles. Elle a bien raison de nous rappeler combien l'énoncé économique du ministre des Finances était décevant. Il était décevant parce qu'un certain nombre de propositions avancées par les partis de l'opposition auraient fait l'objet d'un consensus en cette Chambre. Il est incroyable d'entendre les ministériels se fâcher et prendre un ton offusqué face aux événements que nous connaissons et qui, il est vrai, revêtent un caractère historique. Ne faut-il pas admettre que la première responsabilité d'un gouvernement minoritaire est de s'assurer, en toutes circonstances, de maintenir la confiance de la Chambre? En lieu et place, on a eu droit à un gouvernement et à un premier ministre têtus, arrogants, obtus et méprisants qui ont voulu faire fi de l'opposition.

Je demande à ma collègue de Laval—Les Îles de qualifier, toujours en des termes parlementaires car je ne lui connais pas d'excès de ce côté-là, l'attitude du premier ministre face à l'énergie et la bonne foi manifestées par l'opposition depuis le début de nos travaux.

Mme Raymonde Folco: Monsieur le Président, je ne sais pas quoi ajouter aux qualifications que mon honorable collègue a déjà émises. Je suis entièrement d'accord avec ce qu'il a dit.

Je voudrais ajouter que le premier ministre et l'ensemble du caucus conservateur ont fait preuve de manque de respect envers cette Chambre de façon générale. J'ai mentionné une anecdote qui démontre très bien cela. Ils ont démontré un manque de respect envers cette Chambre. De par ce fait même, il s'agit d'un manque de respect envers la population et la démocratie. Pour mes collègues et moi, c'est un élément fondamental. Si on est ici, en cette Chambre, c'est parce que les gens nous ont élus pour dire ce qu'on avait à dire. L'impression que nous donnent les députés d'en face, et particulièrement le premier ministre puisque c'est lui qui doit porter toute la responsabilité, c'est qu'ils ne semblent pas tenir pour acquis et respecter le fait qu'une opposition existe pour faire prévaloir ses idées.

[Traduction]

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, sur le même thème, voici ce qu'écrit Margaret Wenthe dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui:

[Le premier ministre] était censé tenir la barre d'une main ferme. Or, mêmes les loyaux conservateurs de longue date murmurent qu'il ne la tient plus. Ils ont raison. On peut endurer un petit tyran. On peut même endurer un petit tyran paranoïaque et contrôlant. Toutefois, on ne saurait endurer un petit tyran paranoïaque et contrôlant qui n'a pas de jugement.

Leur chef est brillant [...]

Bien que je m'interroge à ce sujet. Bon, elle ajoute ceci:

[...] mais il a l'intelligence émotionnelle d'un garçon de 13 ans. La générosité dans la victoire lui échappe. Cet outsider en veut à tout le monde parce qu'il sait qu'il est le plus brillant dans la salle mais n'arrive pas à inspirer le respect. Seul un homme ayant cette combinaison unique de talents peut précipiter son pays dans une situation aussi étrange.

J'aimerais savoir ce que le député pense de cela.

[Français]

Mme Raymonde Folco: Monsieur le Président, je n'ai pas lu l'article dont il est question. Ce n'est pas mon habitude d'envoyer des invectives à qui que ce soit. J'ai dit ce que j'avais à dire sur la démocratie. Pour moi, c'est important. Selon moi, le premier ministre doit certainement revoir sa façon de faire au sein de son propre caucus, mais cela le regarde. Ce qui nous regarde, du côté de l'opposition, c'est ce que fait ce gouvernement conservateur par rapport à l'ensemble de la communauté canadienne, et en particulier à l'économie canadienne.

• (1250)

[Traduction]

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que la députée d'en face parle des milliers d'électeurs québécois fédéralistes qui ont voté pour les libéraux, et surtout pas pour les séparatistes. Que ressent-elle à l'égard de ces milliers d'électeurs qui se sentent trahis par cette alliance inadmissible avec les séparatistes, qui ont l'impression qu'on remet pour ainsi dire les clés du gouvernement fédéral aux séparatistes?

[Français]

Mme Raymonde Folco: Monsieur le Président, je trouve le langage de mon collègue d'en face énormément exagéré. Cela m'étonne, car ce n'est pas dans ses habitudes.

Cela dit, j'ai rencontré plusieurs centaines de citoyens dans mon comté la fin de semaine dernière, comme je l'ai déjà dit. Personne, réellement personne, n'avait l'impression qu'on avait donné les clés, qu'on avait vendu le Canada ou quoi que ce soit de cette sorte. Les seuls qui ont cette impression, ce sont les gens assis en face, dans ce Parlement.

Initiatives ministérielles

Je voudrais répéter en outre que nous avons un leader qui croit au Canada. Non seulement il y croit, mais il l'a prouvé je ne sais combien de centaines de fois. Lorsque les gens d'en face disent que nous avons vendu le Canada, je prends cela comme une insulte personnelle.

[Traduction]

M. Laurie Hawn (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, je trouve amusantes certaines des interventions des députés d'en face. Les députés disent ne pas tenir de propos diffamatoires, mais ils n'hésitent pas à citer quelqu'un comme Margaret Wenthe.

Qu'à cela ne tienne, permettez-moi de revenir à un sujet un peu plus sérieux, les observations sérieuses de Don Drummond, de la Banque TD. Ce matin, c'était à Radio-Canada, je crois, il a parlé du déficit structurel dans lequel le plan de relance économique de 30 milliards de dollars de la coalition plongerait le Canada et de la façon dont la coalition prévoit nous sortir de cette situation dans les années à venir. C'est à peu près tout ce que la coalition a annoncé jusqu'à maintenant.

[Français]

Mme Raymonde Folco: Monsieur le Président, je ne comprends pas la question de mon collègue. Le chef de l'opposition l'a dit hier, durant sa conférence de presse: les choses ne sont pas si avancées que cela. En ce moment, les trois partis de l'opposition ont décidé de travailler ensemble. On a expliqué quelle serait la relation entre ces trois partis et les chefs de ces trois partis de l'opposition ont été très clairs sur le fait qu'on n'avait pas du tout avancé et qu'on ne pouvait pas avancer tant et aussi longtemps que les choses étaient ainsi à la Chambre des communes.

Alors, d'où ce M. Don Drummond sort-il ces 30 milliards de dollars? C'est un peu une fiction de son imagination. Cela ne vient certainement d'aucun membre de cette opposition.

[Traduction]

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, dans un article consacré aux pays du G8 en juillet, le *Telegraph* de Londres a déploré l'absence de leadership dans le monde pour faire face à la situation actuelle. L'article cite par contre notre Premier ministre en exemple en disant que si le reste du monde s'était comporté de manière aussi modeste et prudente que lui, nous ne nous retrouverions pas dans ce gâchis.

Comment le parti du député et les deux autres partis peuvent-ils alors défendre leur détermination à défaire le gouvernement?

[Français]

Mme Raymonde Folco: Monsieur le Président, je vais être brève. Comme je l'ai expliqué dans mon discours, lorsque les libéraux étaient au pouvoir, ils ont effacé le déficit, ils ont mis de l'argent de côté — ce que j'ai appelé le « petit coussin » — et cet argent a maintenant presque complètement disparu. Aussi, lorsqu'on parle de prudence, je me demande vraiment de quoi on parle!

[Traduction]

M. Peter Stoffer (Sackville—Eastern Shore, NPD): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole depuis le début de la présente législature, j'en profite pour remercier ma charmante épouse et mes deux filles pour le soutien sans faille qu'elles m'ont accordé pendant cinq campagnes électorales. Je remercie également les 91 000 électeurs de la meilleure circonscription au pays, Sackville—Eastern Shore, pour leur appui indéfectible dans l'exercice des fonctions qu'ils m'ont confiées.

Initiatives ministérielles

La population m'a encore une fois fait confiance, la cinquième fois depuis 1997, pour défendre les dossiers de la circonscription et de la Nouvelle-Écosse à Ottawa. Ils m'ont demandé d'exprimer leurs préoccupations à Ottawa et non pas celles d'Ottawa en Nouvelle-Écosse. Je remercie également les nombreuses personnes qui ont fait campagne en tant que bénévoles et qui nous ont aidés aux dernières élections fédérales.

Le monde de la politique est composé d'êtres humains, qu'ils soient de la droite, de la gauche, du centre, conservateurs, libéraux, bloquistes, néo-démocrates, verts, ou autres. Et il y a une personne à la Chambre des communes qui s'élève au-dessus des manoeuvres partisans dont nous sommes aujourd'hui témoins.

On peut lire un article fort intéressant à la page 28 du *Hill Times*, aujourd'hui, au sujet du député de Charleswood—St. James—Assiniboia. À 15 heures, on publiera sa biographie. Chaque fois que j'ai l'occasion de rencontrer ce député de la région de Winnipeg, je suis inspiré par son enthousiasme, sa ténacité et sa volonté de surmonter les obstacles qu'il a rencontrés sur sa route, encore tout jeune. Le fait que ce quadriplégique soit devenu secrétaire parlementaire à la Chambre des communes, peu importe le parti qu'il représente, est non seulement un hommage à l'homme qu'il est et à sa famille, mais un témoignage de sa compassion, de son amour et de sa foi en Dieu. Je félicite cet homme, ainsi que tous ceux et celles qui, comme lui, ont dû surmonter l'adversité afin de devenir de grands citoyens canadiens. Je félicite et salue le député de Charleswood—St. James—Assiniboia.

Pour revenir à la raison pour laquelle nous sommes ici, jeudi dernier nous avons entendu la mise à jour, ou plutôt la prétendue mise à jour économique. L'appeler mise à jour économique ou financière repousse les limites de ce que j'appellerais la vérité. En fait, si la vérité était une île, elle serait inhabitée à l'heure actuelle. De nombreuses possibilités s'offraient au premier ministre et au ministre des Finances.

Je crois sincèrement qu'ils pouvaient très bien montrer qu'ils étaient de vrais hommes d'État et de vrais leaders. On n'a pas beaucoup d'occasions de prendre la parole à la Chambre des communes et d'inviter un autre parti politique, sans esprit partisan, à s'unir à nous pour régler un problème très grave qui touche notre économie. À bien des égards, la situation n'est pas notre fait, quoique le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant de tous les partis politiques, ait déclaré que beaucoup des préoccupations que nous avons en ce moment se rattachent à des décisions politiques prises au cours du mandat précédent, entre 2006 et 2008.

Nous avons posé maintes fois des questions sur l'économie à la Chambre des communes et on nous a dit d'attendre à jeudi pour obtenir les réponses. On nous a dit d'attendre à jeudi pour savoir ce que le gouvernement prévoyait faire pour aider. On nous a amenés à croire que si nous attendions jusqu'à jeudi, nous verrions le beau temps revenir. Jeudi est arrivé et qu'avons-nous obtenu? Nous avons obtenu certaines bonnes choses comme les changements apportés aux FERR afin de protéger les revenus de retraite et les placements des personnes âgées. C'est une très bonne chose et j'en félicite le gouvernement. Cependant, une ou deux bonnes choses dans un discours aussi long que celui de jeudi ne suffisent pas. Les conservateurs s'en sont pris aux femmes et aux fonctionnaires sans aucune raison.

Pendant la campagne électorale, je n'ai jamais entendu dire que les fonctionnaires étaient responsables de notre situation financière. Je n'ai jamais entendu dire que leur retirer le droit de grève réglerait nos problèmes économiques. C'était plutôt étrange pour moi d'être dans

le fauteuil 308, un de mes préférés à la Chambre, et de me demander quelle direction le gouvernement voulait prendre avec son énoncé. Le jour de l'énoncé, il y a eu des mises à pied dans le Sud de l'Ontario. Il y a eu des mises à pied dimanche dans le Nord de l'île de Vancouver. Il y a eu des mises à pied en Nouvelle-Écosse. Partout au Canada, des gens souffrent. Plutôt que de s'occuper des problèmes, le ministre des Finances s'en est pris aux fonctionnaires et au financement des partis politiques.

● (1255)

Pour être bien honnête, d'un point de vue personnel et non du point de vue de mon parti, je me fiche éperdument du financement public que nous obtenons. Si le gouvernement veut l'éliminer, qu'il le fasse. Toutefois, cette annonce n'avait pas sa place dans l'énoncé économique. Un comité formé de représentants de tous les partis aurait pu discuter de la question et faire une recommandation à cet égard, comme cela s'est fait lorsque ce financement a été institué au départ.

Cette mesure visait à empêcher l'influence que les gros donateurs pouvaient avoir sur nous. Si une personne faisait un don de 50 000 \$ à la campagne d'un candidat et qu'une autre ne donnait rien, nous savons bien à qui le candidat répondrait en premier le jour où ces deux personnes lui téléphoneraient. Il répondrait à celle ayant fait le don de 50 000 \$, et ce serait tout à fait compréhensible, parce que l'argent est roi. Le but de cette mesure était d'éliminer l'influence des grandes sociétés et des grands syndicats.

Nous avons eu ce débat en 2004, mais si le gouvernement actuel voulait supprimer ce financement, il avait bien d'autres occasions de le faire. L'énoncé présenté était un énoncé idéologique et politique, et non un énoncé économique. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui à débattre de cette grave question.

Le premier ministre et le ministre des Finances auraient pu et auraient dû reconnaître la gravité de la situation et dire très ouvertement, comme l'a fait le président élu Obama, qu'ils étaient prêts à rencontrer les chefs des autres partis et leurs conseillers économiques, ainsi que d'autres conseillers économiques de partout au pays, représentant notamment les travailleurs, les provinces et les municipalités, et qu'ils allaient organiser un sommet pour régler cette question à l'interne le plus rapidement possible.

Nous n'avons pas vu ce genre de leadership. Si le gouvernement avait agi de cette façon, nous ne parlerions pas de cela aujourd'hui.

La situation est grave. Peu importe qui forme le gouvernement, il aura des choix difficiles à faire. Ce n'est pas si souvent qu'un premier ministre a la chance de vraiment montrer son leadership et son sens politique, et, malheureusement, le premier ministre actuel a échoué lamentablement cette fois-ci.

Il n'y a pas que moi qui dise cela. Les chambres de commerce du Canada, représentant 175 000 entreprises, ont été déçues de ce prétendu énoncé économique. Je viens d'avoir une rencontre avec des représentants de la Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique. Ils se sont dits déçus de ce qui se passe. Ils n'ont pas vu le leadership qu'ils attendaient.

Seuls le premier ministre et un petit groupe de personnes de son entourage peuvent expliquer pourquoi les conservateurs ont agi comme ils l'ont fait. J'ai beaucoup de bons amis en face, non seulement dans le NPD, mais aussi parmi mes collègues conservateurs. Je comprends qu'ils veulent savoir ce qui se passe et pourquoi les choses se passent ainsi.

Initiatives ministérielles

Ils n'ont pas besoin de regarder plus loin que la première banquette pour savoir exactement ce qui s'est passé. Compte tenu du style qu'a adopté le premier ministre, pour des raisons que j'ignore, il privilégie cette approche de la politique. C'est malheureux. Tous les députés qui siègent depuis un certain temps savent que les choses ne devraient pas se passer ainsi, qu'il s'agisse du gouvernement libéral précédent ou du gouvernement conservateur actuel. En réalité, nous aurions pu faire beaucoup mieux.

Dans mon bureau de la Colline du Parlement et dans mon bureau en Nouvelle-Écosse se trouvent des piles de courriels, de télécopies et de lettres. Je vais répondre personnellement à chaque correspondant de ma circonscription et lui expliquer pourquoi nous en sommes arrivés là. La plupart des lettres, y compris celles que je reçois d'ailleurs au pays, maudissent tous les députés.

Que sommes-nous en train de faire, nous les députés? Nous nous levons à la Chambre des communes, l'assemblée du peuple, et nous parlons de nous-mêmes, plutôt que des problèmes auxquels le pays fait face. Nous sommes en train de manquer le bateau. Combien de fois, monsieur le Président, avez-vous entendu depuis votre siège des conversations entre des représentants élus qui ne faisaient que parler d'eux-mêmes?

Je ne dirai jamais assez combien je suis déçu personnellement de ce qui s'est produit. Les choses auraient pu se passer différemment.

Il ne fait aucun doute que les propos tenus jeudi par mon collègue, le ministre de la Défense nationale, dont la circonscription est voisine de la mienne, étaient totalement irresponsables de la part d'un ministre, quel que soit le gouvernement auquel il appartient. Il a dit après sa déclaration que l'opposition agissait comme une bande de poules mouillées et commençait même à avoir l'apparence d'une bande de poules mouillées. À quoi pensait le ministre de la Défense lorsqu'il a dit une chose pareille?

• (1300)

À quelle réaction s'attendait-il de la part de l'opposition? Pensait-il que l'opposition allait tout simplement s'écraser? S'attendait-il d'être remercié pour ses sages conseils et ses avis sur les bonnes manières en démocratie parlementaire?

Nous en avons eu assez de ce ministre de la Défense et de ses blagues désobligeantes. Nous en avons eu assez du premier ministre et de ses habitudes dictatoriales. Nous avons tendu la branche d'olivier à diverses reprises, mais elle a été rejetée.

Les députés de l'opposition, qu'ils soient libéraux, bloquistes ou néo-démocrates ont dit: assez, c'est assez. Nous comprenons que les Canadiens peuvent être inquiets de ce qui se passe et se demander où cela va mener et ce que cela veut dire pour l'avenir.

Je dois dire franchement que je n'ai pas toutes les réponses encore. Je ne crois pas non plus que le gouvernement actuel ait toutes les réponses. Pourtant, ensemble, nous aurions pu réussir. Dans leur ensemble, les députés de la Chambre auraient pu aspirer au dépassement. Tous ensemble, nous aurions pu nous inspirer du député de Charleswood St. James—Assiniboia. Tous ensemble, nous aurions pu nous inspirer de l'audace du grand Bill Blaikie de Winnipeg, du savoir d'un Stanley Knowles, de la prévoyance d'un Tommy Douglas ou même de la compassion d'un Joe Clark.

Cependant, nous n'avons pas su le faire. Nous allons devoir maintenant redoubler d'efforts pour tout reprendre. Je puis donner l'assurance que, advenue que pourra, je ferai l'effort personnel, comme bien d'autres députés, de réparer les dommages causés par le premier ministre et son ministre des Finances.

Pour parler des vraies choses, des Canadiens ont été mis à pied et les travailleurs de Postes Canada sont en grève pour empêcher leur entreprise d'utiliser l'assurance-emploi pour payer des congés de maladie. Dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, des pêcheurs doivent se contenter de 3 \$ la livre pour le homard. J'espère que vous appréciez les fruits de mer, monsieur le Président, mais il faut dire que les pêcheurs ne peuvent gagner leur vie en capturant du homard qu'ils vendent 3 \$ la livre. C'est une question dont la Chambre devrait être saisie.

L'an dernier, Air Canada a versé 43 millions de dollars à un seul homme: Robert Milton. Cette année, cette entreprise a fermé les bases d'agents de bord de Winnipeg et de Halifax. On a donc retiré 200 emplois de la Nouvelle-Écosse parce qu'Air Canada se disait dans une situation financière difficile.

Que doivent donc faire ces travailleurs et leurs familles? Ils ont voté pour nous voir régler ce genre de question ici à la Chambre. Et que faisons-nous donc? Nous nous regardons le nombril.

La réalité c'est que le système de soins de santé canadien est bien loin d'être à la hauteur des besoins. Les Premières nations sont dans une situation désespérée et elles ont besoin d'éléments d'infrastructure substantiels dès maintenant.

Mon collègue du Nord de l'Ontario a répété à maintes reprises qu'il faut une école dans l'une des circonscriptions du Nord. Il en a fait la demande à de nombreuses occasions et il a toujours essuyé un refus. Pourquoi les gens du Nord doivent-ils constamment quémander pour obtenir ce que nous avons déjà dans le Sud? C'est tout simplement inacceptable. Voilà les problèmes sur lesquels nous devrions nous pencher.

Il n'a même pas été question de l'environnement au cours du débat de jeudi. Or, les seuls éléments que nous partageons tous sont l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la nourriture que nous consommons. À cause d'intérêts égoïstes, cette question est maintenant complètement escamotée alors que nous devrions l'aborder.

Qu'en est-il de l'emploi? A-t-on prévu des programmes de recyclage pour les jeunes, des prestations d'assurance-emploi pour les travailleurs mis à pied et des pensions d'appoint pour permettre aux travailleurs âgés du secteur forestier de prendre leur retraite et de vivre dans la dignité, pas uniquement au Québec, mais partout au Canada?

S'il souhaite réduire le nombre de pêcheurs au Canada, le gouvernement du Canada devrait prévoir un mécanisme approprié pour racheter les permis. S'il accepte l'hypothèse selon laquelle il y a trop de pêcheurs et pas assez de poissons, pourquoi le gouvernement n'offre-t-il pas aux pêcheurs une indemnité satisfaisante en retour de leur permis pour leur permettre de se retirer dignement de ce domaine d'activité?

Tout le monde sait que, le 11 novembre, nous avons assisté à la cérémonie du jour du Souvenir à la mémoire des anciens combattants et de ceux qui ont perdu la vie pour protéger la démocratie dont nous jouissons aujourd'hui. Notre démocratie est-elle parfaite? Loin de là, mais il nous faut composer avec elle et nous devons tous respecter certaines règles. S'il faut modifier ces règles, il est possible de le faire dans l'avenir, mais 117 000 anciens combattants enterrés dans 72 pays étrangers n'ont jamais eu la possibilité d'arborer leurs médailles. Ils ont fait le sacrifice de leur vie pour que nous puissions siéger à la Chambre des communes et débattre de ces questions.

Initiatives ministérielles

Les anciens combattants et les veuves d'anciens combattants ont besoin de programmes et de systèmes d'appui. Ils ne devraient pas avoir à faire des pirouettes comme s'ils étaient au Cirque du Soleil pour obtenir les prestations dont ils ont besoin. Voilà quelques-unes des questions que la Chambre devrait aborder. Je sais que nous pouvons collaborer à cet égard.

• (1305)

Il y a bien d'autres questions, qui vont de l'éducation à l'infrastructure en passant par les réseaux d'aqueduc et d'égout. Par exemple, quel sort attend les militaires, hommes et femmes, au retour de leur mission en Afghanistan? Vont-ils avoir l'aide immédiate dont ils ont besoin ainsi que leur famille? Ce sont des questions importantes à aborder.

Comment se fait-il qu'on récupère les prestations d'invalidité sur la pension des hommes et femmes dégagés de leurs obligations militaires pour raison médicale? C'est quelque chose dont nous devrions discuter à la Chambre des communes.

Pourquoi les victimes de l'agent orange, les victimes de Chalk River et d'autres encore en sont-elles réduites à faire appel aux tribunaux pour obtenir une compensation non seulement du gouvernement actuel, mais de n'importe quel gouvernement? Ce sont des anciens combattants qui nous ont servis valeureusement et que nous laissons tomber quand ils ont besoin de nous.

Voilà toutes les questions dont il faudrait parler, mais encore une fois, l'énoncé économique, si tant est qu'on puisse utiliser ce qualificatif, s'en prend surtout aux luttes des femmes de la fonction publique pour la parité salariale. Là encore, après onze ans et demi de présence ici, je suis complètement sidéré, je n'ai aucune idée d'où a pu germer une telle idée.

Et aussi, pourquoi le premier ministre avait-il besoin de provoquer et d'attaquer littéralement le parti de l'opposition officielle qui était déjà dans une situation désastreuse à l'issue des dernières élections?

Les députés du Parti libéral disent qu'ils ne vont pas accepter cela. Le NPD et le Bloc n'accepteront pas non plus ce comportement.

Notre pays a de multiples problèmes. Tous ensemble, de ce côté-ci, nous allons les résoudre. Si par mauvaise volonté, incapacité ou inaptitude les conservateurs renoncent à s'y attaquer, alors c'est nous de ce côté-ci qui allons le faire parce que c'est ce que les Canadiens nous ont demandé de faire. C'est ce que les travailleurs et leur famille nous ont demandé, c'est ce que nous ont demandé les petites entreprises.

Les compagnies de cartes de crédit ont récemment augmenté les frais des cartes de crédit utilisées dans les restaurants et les petites entreprises. Pourquoi? Pourquoi ajouter une pénalité de 5 p. 100 à la personne qui traverse une passe difficile et rate un paiement sur sa carte de crédit? Pourquoi leur infliger une chose pareille?

Voilà quelques-uns des problèmes que nous devrions être en train de régler, mais je reviens encore sur le fait que nous finissons par parler de nous-mêmes. Les yeux des Canadiens, quelle que soit l'allégeance de ces derniers, vont être attentivement fixés sur nous tous.

Nous voulions savoir pourquoi la participation électorale avait chuté à 59 p. 100. C'est parce que les conservateurs ont commencé la campagne électorale précédente en brisant une de leurs promesses. Ils avaient promis des élections à date fixe. Personne n'a fait tomber le gouvernement. Il n'y a pas eu de vote de confiance à la Chambre des communes. Pourtant le premier ministre s'est rendu auprès de la Gouverneure générale et a bu, je suppose, une bonne tasse de thé. Puis il a dit « C'est assez. Mettons-y fin maintenant. » Il n'avait

aucune raison de le faire. Les conservateurs ont tout simplement déclenché des élections de 300 millions de dollars. Il est vrai qu'ils sont revenus au pouvoir avec quelques sièges de plus, mais ils n'ont pas obtenu la majorité du vote populaire.

Cela aurait dû leur faire comprendre qu'ils devaient collaborer avec les chefs de l'opposition et les partis de l'opposition pour améliorer la situation du pays. Nous avons tendu une branche d'olivier et elle a été coupée. La question que je leur pose, c'est pourquoi? Pourquoi ont-ils fait cela?

Un seul homme, ou peut-être deux, peut répondre à cette question. Je ne pense pas que quiconque ici en ce moment pourrait y répondre. Le premier ministre devrait vraiment dire aux Canadiens pourquoi ils ont fait ce qu'ils ont fait jeudi dernier.

Si nous travaillons ensemble, nous pourrions résoudre les problèmes du pays. J'ai siégé longtemps au Comité des pêches et des océans et au Comité des anciens combattants. Ces comités fonctionnent très bien, quelle que soit l'appartenance politique des membres. C'est de cette manière que la Chambre devrait fonctionner, mais il faut que le gouvernement face preuve de leadership. Nous nous attendions à ce qu'il fasse preuve de leadership jeudi dernier, mais cela n'est pas ce qui est arrivé et c'est très malheureux.

• (1310)

M. David Tilson (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, j'ai une question à l'intention du député de Sackville—Eastern Shore. Tout ce qui se passe aujourd'hui semble être le résultat de l'énoncé financier prononcé par le ministre des Finances.

Ma question porte sur la réponse à donner à une électrice de ma circonscription. Cette question est très courante en ce moment. Cette électrice a demandé: « Des élections viennent d'avoir lieu... »

Une voix: C'était il y a quelques semaines.

M. David Tilson: Le député a dit « semaines ». C'était il y a quelques semaines.

Cette dame se demandait comment l'opposition peut soudainement décider qu'elle prend les rênes du pouvoir alors les électeurs canadiens viennent d'accorder aux conservateurs un plus grand nombre de sièges à la Chambre et une proportion des voix dans les 30 p. 100., ce qui constitue un mandat clair.

Je n'ai pas de réponse à cela. Je me demande si le député pourrait m'aider.

• (1315)

M. Peter Stoffer: Monsieur le Président, on dit souvent qu'à la Chambre, il ne faut jamais trop s'avancer le menton, car il y aura toujours quelqu'un pour le cogner solidement.

Je remercie le député pour sa question. Je lui recommande d'aller se promener du côté de la Bibliothèque du Parlement et de se renseigner sur la procédure parlementaire au Canada.

Le député devrait rappeler à ses électeurs pourquoi les dernières élections ont eu lieu. Je lui rappelle aussi qu'il n'a pas obtenu de mandat. Le premier ministre n'a pas été élu premier ministre, mais bien chef du Parti conservateur. C'est parce que les conservateurs ont le plus grand nombre de sièges qu'ils gouvernent.

Initiatives ministérielles

Le premier ministre et le Cabinet doivent avoir la confiance de la Chambre en tout temps. S'ils perdent cette confiance, deux choses peuvent se produire: soit l'opposition remplace le gouvernement, soit des élections sont déclenchées. C'est la règle parlementaire. C'est l'abc du Parlement.

Si le député veut aller faire un tour à la Bibliothèque du Parlement pour obtenir de plus amples renseignements, je suis sûr que des gens formidables qui s'y connaissent pourront lui expliquer le processus.

[Français]

M. Roger Pomerleau (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je suis tout à fait ravi d'avoir entendu mon collègue nous faire une démonstration qui aurait dû être faite depuis longtemps en cette Chambre sur ce qu'est le parlementarisme britannique. Je suis tout à fait abasourdi d'avoir à répéter à nos collègues de l'autre côté l'abc de la politique ou « Politique 101, parlementarisme britannique ».

Quand un gouvernement est élu minoritaire, son premier devoir est d'obtenir l'assentiment de suffisamment de députés de l'opposition pour faire adopter ses projets de loi et ainsi conserver la confiance de la Chambre. S'il ne fait pas cela, il manque à son devoir et il est automatiquement, dans notre système, éventuellement démis de son rôle de gouvernement.

Tout le problème que l'on voit aujourd'hui ne vient pas de l'opposition, il vient du travail d'amateur qu'a fait le premier ministre du Canada. C'est cela le problème.

Je demande à mon collègue ce qu'il en pense.

[Traduction]

M. Peter Stoffer: Monsieur le Président, je crois que cette question découle du fait que nous nous attendions à ce que le premier ministre du Canada et le ministre des Finances fassent preuve de leadership jeudi dernier. Cela n'a tout simplement pas été le cas. Pour reprendre leur propre expression, ils n'ont pas fait le travail.

Cela signifie que, cette semaine, nous parlons de nous-mêmes et non de la situation actuelle. Mon collègue sait qu'un grand nombre de travailleurs du secteur forestier sont au chômage. Il connaît probablement des gens qui aimeraient travailler dans la construction, mais les programmes d'infrastructure n'ont pas été financés. Il connaît probablement des jeunes qui veulent se recycler dans les métiers spécialisés. Il connaît probablement des immigrants qui cherchent des possibilités.

C'est de cela que la Chambre devrait parler. J'aimerais beaucoup être en train de discuter de ma première motion sur les anciens combattants, que la Chambre a adoptée, mais dont le gouvernement ne se préoccupe pas. C'est de cela que la Chambre devrait parler, pas de nous-mêmes.

M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, il a été dit à la Chambre aujourd'hui même que nous devrions écouter les Canadiens. Nous devons donc relayer clairement les opinions que les Canadiens ont bien voulu partager avec nous, les propos que chacun de nous a entendus. D'un bout à l'autre du pays, les Canadiens ont dit fort et clairement qu'ils n'aiment pas du tout cette histoire de coalition illégitime. Voici quelques-uns de leurs commentaires: « Je m'oppose énergiquement à un gouvernement de coalition. Les Canadiens ont voté pour le premier ministre et le gouvernement il y a seulement six semaines. Nous avons donné une chance aux conservateurs. Les libéraux et les néo-démocrates sont simplement assoiffés de pouvoir. Ils ne s'intéressent pas aux Canadiens. Imaginez! Ils ont besoin de l'aide du Bloc québécois,

un parti qui ne veut même pas faire partie du Canada. En fait, le programme du Bloc, c'est de fractionner le Canada. Rien n'est plus favorable aux visées séparatistes que le chaos économique et un gouvernement fédéral dysfonctionnel. Pour arriver à leurs fins, ils ont simplement besoin de partenaires naïfs et assoiffés de pouvoir. Et voilà qu'entrent en scène les bloquistes, les néo-démocrates et les libéraux. »

Le député appuie-t-il cette convoitise illégitime du pouvoir?

• (1320)

M. Peter Stoffer: Monsieur le Président, Langley est une ville exceptionnelle. J'ai visité Fort Langley à maintes reprises. Je félicite le député.

J'aimerais rappeler aux députés de ce parti les propos tenus par David Orchard, candidat à la direction du Parti progressiste conservateur, lorsqu'un certain ministre de la Défense ou quelqu'un de l'époque a rédigé au dos d'une serviette de table une entente entre le Parti progressiste conservateur et le Parti réformiste ou l'Alliance canadienne. Il a dit que ce parti avait été conçu dans la tromperie et qu'il est né dans la trahison. Et c'est ce même parti qui ose aujourd'hui parler d'éthique à la Chambre des communes.

Le député sait pourtant très bien que, comme tous les autres députés, ceux du Bloc font partie des comités et qu'ils ont collaboré avec nous très souvent sur toutes sortes de dossiers, notamment les pêches et l'immigration. J'ai parcouru le pays d'un bout à l'autre avec des députés du Bloc, comme pourront l'attester les députés du Parti conservateur, et je puis affirmer en toute franchise que tous les députés du Bloc avec qui j'ai travaillé sur des dossiers concernant les pêches, l'environnement, les anciens combattants, la défense, notamment, prenaient vraiment la chose à coeur. Les conservateurs le savent également car le hansard regorge de compliments adressés à certains députés du Bloc qui ont travaillé avec diligence sur des dossiers relatifs à l'assurance-emploi, à la formation professionnelle et à l'environnement.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le député vient de soulever certaines questions très intéressantes.

Il est intéressant de voir que d'aucuns critiquent la légitimité d'une coalition quand, en 2004, l'actuel premier ministre avait lui-même tenu des discussions en vue de conclure une coalition avec le Bloc et le NPD afin, pour reprendre les mots utilisés par les partis à l'époque, de s'emparer du pouvoir.

Or, ce n'est pas du tout ce dont il est question ici. Ce dont il est question aujourd'hui, c'est que le gouvernement n'a pas fourni aux Canadiens un aperçu et un énoncé économiques et qu'il ne s'est pas engagé à s'attaquer à la crise économique, à la crise financière. Il n'a pas cherché à savoir comment nous allions atténuer les pertes d'emploi dans les secteurs qui vont, de toute évidence, être touchés. Il n'a pas cherché à créer des emplois par le truchement des projets d'infrastructure et il n'a pas cherché à aider ceux et celles qui ne seront pas en mesure de se trouver un emploi assez tôt et qui sont peut-être trop vieux pour décrocher le genre d'emploi qui leur permettra de payer leurs factures, ou qui en sont incapables.

Je pose la question au député. Les conservateurs ne se sont-ils pas fourvoyés, n'ont-ils pas failli à la tâche et n'auraient-ils pas dû commencer par s'attaquer à la crise économique au Canada, par faire passer les Canadiens avant leurs intérêts politiques?

Initiatives ministérielles

M. Peter Stoffer: Monsieur le Président, mon collègue, qui siège à la Chambre depuis très longtemps, comprend très bien la situation. Les conservateurs ont eu leur chance. Celle-ci ne se présente pas souvent. Et pourtant, pendant la semaine qui a précédé jeudi dernier, en réponse à toutes les questions que nous leur avons posées, ils nous ont répondu: « Nous n'allons pas vous répondre. Attendez jeudi prochain. Nous vous répondrons jeudi. »

Nous n'avions pas songé à leur poser de question au sujet de l'équité salariale pour les femmes dans la fonction publique, parce que nous ne pensions pas que cela serait un problème. Eh bien, il semble que quelqu'un de l'autre côté a pensé que c'était un problème, que quelqu'un s'est dit que c'est à cause des femmes et de l'équité salariale au sein de la fonction publique que notre pays traverse une crise économique. Personne n'avait soulevé la question du financement des partis à la Chambre, parce qu'à ce moment-là, personne n'avait pensé que c'était un problème, pas même les conservateurs. Et puis, soudain, c'est ce qu'ils nous mettent sous le nez.

En quoi tout cela va-t-il permettre de créer des emplois au Canada? En quoi cela permettra-t-il de recycler les travailleurs, de protéger l'environnement ou d'agir sur d'autres plans? Plutôt que de parler de tous ces enjeux, nous avons fini par parler de nous-mêmes. Tout cela a fait ressortir ce qui manque aux conservateurs. Ils ne savent pas comment régler les problèmes de notre pays, ou ils ne s'en soucient pas. De ce côté-ci de la Chambre, nous allons nous en occuper.

M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, comme beaucoup d'autres députés, je voudrais féliciter aussi bien les députés réélus que ceux qui en sont à un premier mandat. Lorsqu'ils sont arrivés à la Chambre, je suis persuadé qu'ils ne s'attendaient pas à ce que le premier point à l'ordre du jour porte sur des questions comme celles-ci.

Je tiens également à remercier les électeurs de Brandon—Souris qui m'ont élu pour la troisième fois. Je dis souvent que, pour moi, Brandon—Souris est le cœur du Canada. De là, nous pouvons nous tourner dans toutes les directions vers le reste du Canada. Nous y avons une certaine affinité avec le reste du pays par notre façon d'envisager et de faire les choses, et je crois que nous nous comportons avec respect envers tout le monde.

Je voudrais aborder un certain nombre de questions, mais je vais commencer par la mise à jour financière.

Il est important que les Canadiens reconnaissent que le ministre des Finances a dit très clairement dès le départ qu'il ne s'agirait pas d'un budget, mais d'une mise à jour financière. Il a dit que l'énoncé ferait le point sur la situation du Canada et dirait ce que l'avenir risque de nous réserver et quelles mesures nous sommes prêts à prendre si ces problèmes se produisent.

Tout ce que j'ai entendu de la bouche des députés d'en face, au cours de ce débat, portait sur la mise à jour financière. Nous parlons de renforcer nos institutions financières. Nous disons comment le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé ont agi pour renforcer ces institutions afin qu'elles puissent résister aux pressions que nous devons maintenant au ralentissement de l'économie mondiale.

Nous avons parlé des impôts, nous avons parlé d'autres pays qui ont réduit les impôts des particuliers et des sociétés. Pourquoi? Parce que les particuliers sont les salariés et que les sociétés sont les créateurs d'emplois.

Il faut en fin de compte que les particuliers et les sociétés puissent continuer à prendre des décisions qui feront progresser notre pays, créeront les débouchés que nous espérons tous pour tous nos

électeurs, mais il faut aussi que notre pays progresse sur le plan financier pour que, en même temps, nous puissions renforcer notre économie.

Devant les pays du G7, du G8 et du G20, le gouvernement s'est engagé à s'abstenir de toute mesure financière ou économique radicale. Nous nous sommes entendus avec eux parce que nous ne voulions pas que chacun agisse indépendamment de son côté, ce qui aurait engendré une autre crise.

Il suffit de regarder chez nos voisins du Sud. Si le gouvernement américain décide d'apporter des changements importants sans nous consulter, cela pourrait nous mettre en danger et nous placer en très mauvaise posture dès maintenant, pas plus tard. Nous connaissons les problèmes auxquels les Américains sont confrontés. Nous connaissons les difficultés qu'ils vivent. Selon moi, nous commençons à en voir et à en ressentir les répercussions.

Bon nombre des mesures prises par notre gouvernement nous ont placés dans une position qui nous permet de dire encore aujourd'hui que le Canada est un chef de file mondial dans la situation économique actuelle.

De nombreux experts du secteur financier disent que le Canada sera le dernier à entrer en récession et le premier à en sortir. Pourquoi? Parce que nous avons des principes solides qui guident nos établissements de crédit et déterminent notre situation monétaire, et qui protègent les Canadiens contre le ralentissement que nous observons en ce moment.

J'aimerais souligner que la mise à jour économique a abordé certaines des questions dont les Canadiens nous ont le plus parlé. Je cite en exemple les difficultés que vivent les personnes âgées.

Les aînés de ma circonscription m'ont dit qu'ils étaient dans une situation délicate. Ils ont un problème car ils doivent prendre une décision concernant leur avenir et leurs placements. Selon eux, ce n'est pas le moment d'encaisser leurs FERR.

Notre gouvernement a pris des mesures à cet égard. Est-ce qu'elles sont suffisantes ou satisfaisantes aux yeux de tous les Canadiens? J'imagine que non. Un gouvernement qui sert tous les citoyens de son pays doit prendre des décisions qui ont des répercussions sur tous les Canadiens, pas seulement sur certains groupes ou certains organismes qui se tournent vers le gouvernement pour régler un problème.

C'est ce que nous avons fait. Nous avons fait le strict nécessaire sachant qu'il faudra sans doute faire plus.

● (1325)

Nos vis-à-vis parlent de stimulants. Nous avons tous vu ce que des stimulants peuvent faire s'ils sont mal pensés. L'argent arrive, les gens semblent satisfaits pendant une courte période, mais lorsque l'argent n'arrive plus, nous sommes confrontés aux mêmes réalités qu'aujourd'hui. Nous devons présenter un plan financier pour répondre à des besoins précis.

Beaucoup de mes collègues et de mes amis sont liés au secteur de l'automobile. J'y ai été moi-même associé. Je comprends ce que traversent les gens dans ce secteur, mais lorsqu'un gouvernement déclare qu'il va tout simplement dépenser des milliards de dollars pour régler un problème, mais sans plan, sans prévoir de résultats mesurables, que doivent comprendre les contribuables canadiens? Ils devraient comprendre que nous estimons que la seule solution à tous nos problèmes consiste à dépenser sans compter pour tenter de les régler.

Initiatives ministérielles

Agir ainsi serait agir par calcul politique, mais ce n'est pas la façon de faire d'un gouvernement sensé. Ce n'est pas une solution que j'encouragerais mon gouvernement à adopter. Je ne le laisserais tout simplement pas faire cela.

Nous devons nous tourner vers l'avenir. Au cours des prochains mois, nous verrons des changements dans la situation économique mondiale et nous pourrions nous en occuper directement plutôt que de jeter l'argent par les fenêtres en espérant qu'une partie tombe au bon endroit.

J'ai écouté les autres députés. J'ai lu leurs documents. J'ai examiné les accords qu'ils ont conclus. Tout ce qu'ils font, c'est répéter ce que nous avons déclaré dans notre énoncé financier. Nous devons consacrer davantage de fonds à l'infrastructure. Nous l'avons prévu.

Le ministre des Finances a clairement déclaré que nous allions doubler les dépenses en infrastructure au cours du prochain exercice financier. Cela crée davantage de possibilités et davantage d'emplois. Cela améliore notre capacité d'expédier des biens et de dispenser des services, pas uniquement au Canada, mais ailleurs dans le monde aussi, ce qui, en retour, crée de nouvelles occasions que nous pouvons saisir pour assurer notre croissance et continuer de lutter contre le ralentissement économique que nous vivons.

Les gens adhèrent à un parti politique pour diverses raisons. Il y a des partis politiques de droite et des partis de gauche. Il y a des partis voués à la cause de l'environnement. Le Canada est un mélange de réflexions et d'idées, mais lorsqu'une personne décide d'adhérer à un parti, elle prend cette décision en fonction de ce que lui propose ce parti, de l'influence qu'il a sur sa vie et de son affinité avec sa vision du monde, du système politique et de nos gouvernements modernes.

J'admets volontiers que j'ai été longtemps conservateur. J'ai grandi dans une famille de conservateurs et je crois que j'adhère aux valeurs conservatrices que j'estime nécessaires, non seulement pour faire avancer ma collectivité, ma province et mon pays, mais aussi pour nous positionner dans le monde comme un pays où nous rendons des comptes à la population. Je soupçonne que, lorsque des députés se sont joints au Parti libéral, au Nouveau Parti démocratique ou au Bloc, ils étaient tous d'accord avec ce parti sur des choses bien précises.

Lorsque nous dialoguons dans cette enceinte, les engagements que nous avons pris et notre fidélité aux principes du parti prennent encore plus d'importance et ont une incidence dans tout le pays. Il doit être si difficile aujourd'hui pour certains députés d'abandonner cette conviction, pas toutes, mais celle qu'ils ont défendue.

J'ai parlé de l'adhésion à un parti politique. L'étape suivante, c'est lorsqu'une personne devient active dans ce parti politique, y endosse un rôle, que ce soit pour le gouverner ou pour faire partie de la direction qui gère toutes les campagnes. Nous comptons tous sur ces personnes. Cependant, lorsqu'une personne franchit cette étape, c'est comme si elle disait: «Je crois vraiment en ce que prônent ces gens. Je crois vraiment ce en quoi mon parti croit et je suis prête à consentir les sacrifices nécessaires pour que cela fonctionne.»

L'étape qui vient ensuite touche tous ceux qui siègent à la Chambre à titre de député élu. Nous avons décidé non seulement de croire en un parti et de participer à ses activités, mais aussi de nous porter candidat. Pour ma part, ce dont je suis le plus fier dans ma vie est l'honneur qui m'a été fait de servir non seulement à l'échelon fédéral, mais aussi aux échelons provincial et municipal. J'ai l'énorme chance de représenter des gens qui m'ont élu en fonction des valeurs que je défends, des idées que j'ai fait valoir et de ce que je leur ai promis de faire en tant que leur représentant.

● (1330)

Aujourd'hui, je suppose qu'il y a beaucoup d'angoisse au sein de tous les partis quand à ce qui se dessine sur la scène politique. Je suppose qu'il y a beaucoup de gens qui se sont engagés auprès d'un parti politique. Je n'exclus pas le Parti conservateur. Je pense que pour nombre de gens qui ont appuyé un parti, que ce soit financièrement ou en donnant de leur temps, par leurs efforts et en tant que bénévoles, tout ce qu'ils ont fait pour appuyer ce parti politique a été remis en question au cours des derniers jours.

Je suis déçu. Je crois certainement que nous décevons énormément les Canadiens. Ensemble, nous devons songer un instant à ce que nous faisons et aux engagements que nous prenons et comprendre comment doivent se sentir les gens que nous représentons et qui nous soutiennent, parfois aveuglément.

Je reçois un grand nombre de courriels, d'appels téléphoniques et de lettres. Dans notre milieu, nous exagérons parfois, mais plus de 100 personnes et moins de 1 000 ont communiqué avec moi et je crois que ce nombre continuera d'augmenter. Les gens sont déçus par nous tous. Ils sont frustrés par la façon dont les choses se déroulent. Ils sont frustrés par ce qui arrive à la démocratie au Canada. Je crains énormément que nous subissions tous les conséquences de ce que nous faisons et de ce qui se passe aujourd'hui au Canada, et particulièrement au Parlement.

Tout le monde convient que le ralentissement économique aura des répercussions sur le Canada. Personne ne le nie. Nous avons été chanceux comme pays d'avoir échappé à cette crise jusqu'à maintenant, mais il est évident que, au cours des prochains mois, nous aurons des décisions difficiles à prendre comme pays et comme gouvernement. Toutefois, nous devons le faire pour une raison, pour servir les intérêts des Canadiens, et non les nôtres ou ceux de nos familles.

Quand une personne est élue, plus particulièrement au Manitoba, pas nécessairement au niveau fédéral, elle est élue sans crainte et en toute impartialité. Cela veut dire qu'elle peut prendre les décisions qui, à son avis, sont les meilleures pour les Canadiens sans craindre de répercussions et sans s'attendre à des faveurs. Si nous prenions tous un peu de recul et que nous examinions la façon dont nous agissons et les mots que nous employons, les choses changeraient peut-être à la Chambre, et j'espère de tout coeur que cela se produira. Les choses changeront peut-être pour les Canadiens s'ils nous voient travailler dans leur intérêt au lieu de songer seulement à nos propres intérêts.

Les députés d'en face ont parlé clairement des règles du Parlement, de la façon dont les gouvernements peuvent changer et de la manière dont les partis qui n'ont pas remporté les élections peuvent tout de même former un gouvernement. C'est ce que prévoit notre système, et je le comprends parfaitement. Je veux raconter à la Chambre une histoire que j'ai vécue quand j'étais un jeune garçon.

Initiatives ministérielles

Nous jouions au baseball dans une équipe pour les enfants de douze ans et moins. Nous venions d'une petite ville, et tous les enfants de celle-ci faisaient partie de l'équipe. Nous aimions battre les équipes des grandes villes. Nous étions heureux lorsque cela se produisait. Nous avons battu une équipe d'une grande ville. Nous avons remporté trois de nos quatre parties contre elle, mais nous avons perdu la série à cause de l'interprétation d'une disposition du règlement. A-t-on jamais oublié le sentiment de dépit que nous avons éprouvé à ce moment-là? Je pourrais retourner dans ma petite collectivité et poser cette question aux gens qui y habitent aujourd'hui, et ils se rappelleront du moment précis où, en tant qu'habitants d'une petite ville, ils ont senti que les gens de la grande ville tentaient de leur imposer leur décision. C'était tout à fait dans les règles du jeu. Les règles permettaient cette conduite, mais cela n'a pas aidé les habitants de ma collectivité à mieux accepter la situation.

Je ne pense pas que les Canadiens acceptent cela. Nous pouvons toujours dire que ce sont les règles et que nous les suivons à la lettre, mais je pense quand même que nous devrions être honnêtes envers nous-mêmes et nous demander si c'est ainsi que nous voulons procéder. Au bout du compte, voulons-nous vraiment nous retrouver dans cette situation? Sommes-nous prêts à expliquer à nos électeurs que c'est ainsi que nous avons formé le gouvernement?

Il faut soigneusement examiner la situation. Les Canadiens ne sont pas en mesure de subir les perturbations que les députés menacent de provoquer. Nous sommes censés faire les lois du pays et créer des possibilités pour les Canadiens. Or, on nous perçoit collectivement comme étant intéressés à défendre nos intérêts propres et rien d'autre.

• (1335)

C'est une période difficile pour le Canada. Tout le monde a des difficultés à surmonter. J'ai écouté les députés d'en face. Nous avons tous des problèmes que nous essayons de régler dans nos collectivités.

Je représente beaucoup d'agriculteurs qui, depuis quelques années, sont aux prises avec des sécheresses, des inondations et bien d'autres problèmes; ils écotent, tout comme les membres des secteurs de la foresterie et de l'automobile. Nous devons trouver des solutions, mais encore faut-il qu'elles fonctionnent au lieu de perpétuer le statu quo, qui ne mène à rien. Si nous ne pouvons voir au-delà de tout cela, nous nous exposons à de sérieuses difficultés et les problèmes que nous avons ne cesseront d'empirer à l'avenir.

Cela fait quatre ans que je siège à la Chambre. J'ai été dans l'opposition et au sein du parti ministériel. Comme je l'ai dit plus tôt, j'ai vu le niveau d'amertume s'intensifier à la Chambre. Je ne rejette pas la faute sur une ou deux personnes. En tant que groupe, nous devons reconnaître que nous avons tous contribué à la situation. En tant que politiciens, nous ferions bien de nous livrer à une introspection approfondie et de déterminer la direction que nous souhaitons prendre.

Il est question ici d'une mise à jour financière. Il est question d'un budget qui sera présenté la dernière semaine de janvier. Cela donnera au gouvernement et aux gens le temps de digérer toutes ces situations qui ont des répercussions sur nous. Cela nous permettra d'écouter ce que les députés de l'opposition ont à nous dire, mais tout cela doit se faire de façon constructive. Nous devons écouter ce que chacun a à dire.

L'économie n'est pas dans un état aussi lamentable qu'on le dit, mais elle pourrait l'être. Nous en sommes tous conscients. Notre défi consiste à gérer la situation telle que nous la voyons aujourd'hui et dans l'avenir.

Je suis perplexe devant certains gestes posés par notre gouvernement par le passé, mais lorsque je constate les résultats, je trouve réconfortant que des gens plus intelligents que moi aient eu des idées et des solutions concernant certains des problèmes économiques auxquels nous sommes confrontés. Nous sommes disposés à soumettre ces idées pour qu'elles soient débattues et que le gouvernement agisse. Je crois que nous avons souvent fait ce qu'il fallait.

J'ai reçu ce matin un appel d'un homme que je connais depuis de nombreuses années et que je respecte beaucoup. Notre attitude à tous le déçoit. Je vais conclure en vous faisant part de ses commentaires. Il m'a dit: « Je constate de l'amertume de part et d'autre. Je constate qu'on fait publiquement étalage d'une colère et d'une haine que je n'aurais jamais cru voir de mon vivant. Mon conseil est le suivant: ne laissez jamais votre haine envers quelqu'un ou quelque chose vous priver de votre amour pour le Canada. »

• (1340)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de mon collègue et j'aimerais lui poser quelques questions. Comme il siège en face, au sein du caucus du Parti conservateur, il sera peut-être capable d'éclairer la Chambre sur les événements des derniers jours.

À quoi pensait le premier ministre lorsqu'il a décidé de présenter cet énoncé économique ou plutôt ces balivernes économiques, que nul autre que Don Martin a qualifiées de document déconnecté de la réalité?

À quoi pensait le premier ministre lorsqu'il a décidé de se servir de ce document pour priver les fonctionnaires de leur droit de grève? S'est-il imaginé que l'un des trois partis d'en face allait être d'accord avec lui?

À quoi pensait le premier ministre lorsqu'il a décidé de s'attaquer à la parité salariale pour les femmes? S'est-il imaginé qu'aucun des partis d'en face ne s'opposerait à cette idée?

Quelles sont les réponses à ces questions?

M. Merv Tweed: Monsieur le Président, bien que je ne puisse pas répondre à la place du premier ministre, je peux donner à la Chambre ma propre interprétation. Le gouvernement a dit aux Canadiens qu'il était prêt à supprimer la subvention versée selon le nombre de votes pour se montrer solidaire de la population dans l'adversité, compte tenu des coûts qu'elle doit supporter. Il a dit aux Canadiens qu'il voulait leur fournir la stabilité que tout le monde souhaite à l'heure actuelle. Était-ce la bonne façon de procéder? Peut-être que non, mais la proposition a été retirée de la table. Les Canadiens attendent du gouvernement qu'il donne l'exemple et qu'il montre qu'il est prêt à assumer son rôle de chef de file dans ce domaine également.

En fin de compte, si c'est cette question qui a provoqué ce qui se produit en face, je dirais que la cause de la provocation a été éliminée.

• (1345)

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les élections, je voudrais d'abord remercier mes concitoyens de Hamilton-Centre qui m'ont réélu et m'ont fait l'honneur de me confier un troisième mandat.

En écoutant le député, j'ai été frappé par son ton respectueux, la teneur de son discours et l'approche qu'il a adoptée pour n'offenser personne. Il a livré un message partisan d'une manière efficace, en évitant de faire des remarques personnelles et d'envenimer les choses à la Chambre. Je le félicite et le remercie de son attitude.

Initiatives ministérielles

Je n'ai pas souvent eu l'occasion de travailler avec le député, mais nous avons des points communs. Nous sommes tous deux arrivés à la Chambre en 2004 et nous avons tous deux servi aux niveaux municipal, provincial et fédéral. De plus, nous avons tous deux siégé parfois dans l'opposition et parfois du côté ministériel où nous avons eu la chance d'être nommés au Cabinet. Je comprends très bien le point de vue du député.

Ma question ressemble à celle que vient de poser le député qui m'a précédé. Dans les remarques qu'il a faites plus tôt, le député a dit que l'énoncé économique n'avait pas pour objet de présenter des détails, mais bien de tracer des grandes lignes, de traiter de généralités, et pourtant cet énoncé s'en est pris directement aux droits des femmes et des travailleurs. Je voudrais savoir comment le député peut accepter l'objectif d'un énoncé général dans lequel le gouvernement n'a pas donné de détails sur les mesures dont nous avons besoin pour stimuler l'économie, mais dans lequel il a expliqué en détail les attaques qu'il entendait mener contre des concitoyens.

M. Merv Tweed: Monsieur le Président, je crois que le gouvernement a fait, dans sa mise à jour, le point sur la situation financière au Canada. Il y était question des forces de notre économie et des possibilités qu'elle offre, ainsi que de ce qui pourrait arriver.

Quant aux deux propositions que le député a mentionnées, le gouvernement a reconnu que le moment n'était peut-être pas propice pour les faire et il les a retirées. Je pense que le message de l'opposition a clairement été entendu.

En tant que parlementaires élus, nous devons montrer aux Canadiens que, nous aussi, nous sommes prêts à prendre des décisions financières difficiles qui ont un impact sur nos vies et, malheureusement, c'est ce que nous avons essayé de faire. J'aimerais que le député me dise si c'est cela qui a donné lieu au projet de coalition dont on entend parler.

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Brandon—Souris à qui ses électeurs ont confié un troisième mandat. Je tiens aussi à remercier mes concitoyens de Kelowna—Lake Country qui m'ont fait l'honneur de m'élire pour une deuxième fois. Je vais continuer à travailler fort et je le ferai en toute humilité.

Je représente la plus grande région métropolitaine de recensement au Canada et dix-neuf pour cent de mes électeurs sont âgés de 65 ans ou plus. La bourse inquiète grandement ces électeurs ainsi que les fluctuations des valeurs de leur portefeuille. D'un bout à l'autre du pays, des retraités sont très préoccupés par les exigences relatives aux REER et aux retraits des fonds enregistrés de revenu de retraite.

Le député aurait-il l'obligeance d'expliquer comment la mise à jour économique et financière aborde ce problème particulier qui inquiète tous les Canadiens?

M. Merv Tweed: Monsieur le Président, si je me souviens bien, et je sais que les députés d'en face en ont parlé, c'est une question qui nous préoccupe tous. Cette crise économique va sérieusement influencer la date de départ à la retraite des gens de notre circonscription qui veulent se retirer de la vie active.

J'ai parlé directement au ministre des Finances comme bien d'autres j'en suis certain, et je lui ai dit qu'il fallait faire tout ce que nous pouvions. Il faut envoyer un message à ces gens-là. Nous avons réduit de 25 p. 100 le montant qu'ils sont obligés de retirer. C'est un bon premier pas. Encore une fois, il y aura peut-être d'autres initiatives à ce sujet dans le budget.

M. Roger Pomerleau (Drummond, BQ): Monsieur le Président, mon collègue de Brandon—Souris vient de dire que les députés reçoivent des quantités de courriels. Tous mes collègues de ce côté-ci en reçoivent aussi, et nous constatons qu'il y a beaucoup de gens qui sont furieux et déçus de cette situation.

D'après ce qu'ils disent, la plupart de ces Canadiens ont trois préjugés concernant le Québec et le Bloc Québécois: premièrement, que nous sommes une bande d'emmerdeurs qui ne sont jamais contents de ce qu'ils ont; deuxièmement, que nous recevons beaucoup plus d'argent du Canada que nous ne lui en versons; et troisièmement, que nous causons toutes sortes de problèmes.

Le ministre des Finances a dit ce matin que les députés s'étaient alliés avec le diable.

Si tous ces préjugés sont vrais, tous mes collègues devraient trouver que la souveraineté du Québec est la solution idéale pour régler une fois pour toutes le problème en récupérant un paquet d'argent. Pourquoi mes collègues insistent-ils autant pour nous garder dans le système?

• (1350)

M. Merv Tweed: Monsieur le Président, je tiens à dire très clairement que je crois en un Canada qui inclut le Québec et que je ferai tout ce que je pourrai pour cela.

M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD): Monsieur le Président, il a beaucoup été question d'aider les gens qui ont des FERR. Les députés d'en face pourraient-ils m'expliquer pourquoi on ne peut pas aider les personnes qui bénéficient du Supplément de revenu pour personnes âgées. On nous a dit l'autre jour qu'avec 100 \$ par mois dans ce supplément on éliminerait 80 à 85 p. 100 de la pauvreté chez les personnes âgées.

Pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas parlé dans la mise à jour économique et s'est-il contenté de parler des gens qui ont une épargne-retraite?

M. Merv Tweed: Monsieur le Président, le gouvernement a fait beaucoup de choses pour les personnes qui sont à l'âge de la retraite. Le partage du revenu a amélioré les perspectives. Nous avons relevé le palier de l'exonération fiscale, et cela va se poursuivre. Nous avons aussi relevé de 69 à 71 ans l'âge auquel les personnes âgées doivent commencer à retirer de l'argent de leurs FERR, pour atténuer certains de ces problèmes.

On ne peut pas tout régler en un jour, mais ce que nous avons proposé aux Canadiens est très positif. Lorsqu'ils verront notre budget en janvier, les gens comprendront, je crois, ce que nous essayons de faire et ils l'appuieront.

[Français]

M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, permettez-moi de vous souligner que je partagerai mon temps avec...

Une voix: Stéphane Dion?

M. Serge Cardin: Je vais partager mon temps avec la députée de Terrebonne—Blainville, et surtout pas avec l'étranger d'en avant.

Nous sortons d'une élection il y a de cela seulement 48 jours. Une élection, c'est non seulement une opportunité, mais c'est aussi une responsabilité pour les députés ou les candidats d'aller dans leur circonscription, de parler avec la population, avec les groupes sociaux, économiques et toutes les institutions de la place. Il faut vraiment aller chercher l'essentiel des besoins de la population, l'essentiel de ses aspirations, mais surtout il faut être capable d'identifier les solutions et poser des gestes pour les appliquer.

Déclarations de députés

Bien sûr, à la lumière du résultat des élections, à la lumière du discours du Trône du gouvernement et aussi de son énoncé économique, il est évident que le travail nécessaire et essentiel d'aller parler à la population n'a pas été fait. Je veux émettre une réserve. Si jamais il l'a été, les conservateurs n'ont pas écouté. Ou bien, s'ils ont été attentifs aux besoins de leur population, si jamais ils l'ont écoutée, leur chef a probablement parlé plus fort que leurs populations respectives. Si aucune de ces choses n'a été faite et qu'ils arrivent avec des solutions, autres que les solutions proposées par le Bloc québécois, il s'avère qu'ils n'ont pas des circonscriptions qui ressemblent à celles du Québec. Ce sont des circonscriptions qui sont un peu « teflon » et la réalité des choses ne les atteint pas. Pourtant les problèmes financiers, économiques et sociaux doivent sûrement s'étendre dans tout le Canada, comme ils s'étendent aussi au Québec.

Donc, pourquoi agir ainsi? Ce que l'on nous a présenté, évidemment, ce n'est pas un énoncé économique, mais vraiment un énoncé idéologique. Cette idéologie prend racine dans les sable bitumineux. On peut s'imaginer ce qui peut y pousser, en ressortir et de quoi les conservateurs ont besoin pour se nourrir. Cela peut vraiment mettre un peu de buée dans leurs lunettes, parce qu'il faut se rendre à l'évidence que la vision de ce gouvernement est très très courte.

On passe d'un gouvernement minoritaire à un autre. Pourtant, lors des dernières élections, les conservateurs ont avoué leur intention d'obtenir un gouvernement majoritaire. Ils ont d'ailleurs déclenché des élections pour cela. Maintenant, frustrés du résultat, frustrés du fait que la grande majorité de la population leur a dit non — quand même, il ne faut pas exagérer, il y a des limites à tout —, ils ont repris un énoncé économique qui reflète vraiment l'aveuglement du gouvernement, à un point tel qu'ils ne voient pas l'urgence d'agir. Alors que tous les gouvernements de la planète agissent pour contrer la crise, le gouvernement réformiste conservateur, ou conservateur réformiste — appelez-le comme vous voulez, cela revient au même —, fait exactement le contraire.

Une voix: Oh, oh!

M. Serge Cardin: Parlons-en peut-être, étant donné que j'ai entendu un écho venant des lointaines Prairies, en passant par le Québec. Prenons l'exemple de cet individu qui n'a pas été dans la population, ou s'il y a été, qui ne l'a pas écoutée. Il n'a pas été sensible aux besoins des gens de sa circonscription. Il répète tout simplement la politique des réformistes conservateurs qu'il vient répandre au Québec et il ne cesse de taper sur la tête de la population du Québec.

Au lieu de présenter un plan de relance économique, de donner de l'oxygène, le premier ministre a choisi d'étouffer l'économie.

● (1355)

Le chef conservateur a décidé de laisser tomber les entreprises, les régions et les gens. On ne peut pas accepter cela. Au lieu de s'attaquer à la crise économique, le gouvernement réformiste conservateur a décidé de créer de toutes pièces une crise démocratique pour des raisons strictement partisans en éliminant le financement des partis politiques. Le premier ministre a décidé de s'attaquer aussi aux travailleurs et travailleuses en suspendant leur droit de grève et de s'attaquer aux femmes en faisant de l'équité salariale un droit négociable. Il est donc facile de conclure que dans l'espoir d'imposer son idéologie plus facilement, le premier ministre souhaite museler les partis politiques, les syndicats, les femmes et toute forme d'opposition et, principalement, la voix de la population.

À plus tard, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Après la période des questions, l'honorable député aura quatre minutes pour compléter ses remarques. Nous passons aux déclarations de députés. L'honorable député d'Edmonton—Leduc a la parole.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

TED ROGERS

M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais rendre hommage à un grand héros canadien, le fondateur et PDG de Rogers Communications, M. Ted Rogers, qui est décédé aujourd'hui.

Ted Rogers était un homme unique en son genre: visionnaire dans le domaine des communications, figure marquante du monde des affaires, chef d'entreprise sans pareil, mécène et fier Canadien respecté de tous.

Notre pays a un relief comportant des obstacles naturels à la communication entre ses habitants. Ted Rogers a contribué, par son travail dans les domaines de la radio, de la câblodistribution et de la téléphonie sans fil, à nous rapprocher. Rappelons également son dévouement envers sa collectivité et les générations à venir, comme en témoigne l'école de gestion de l'Université Ryerson.

Ted Rogers était également un homme dévoué à sa famille. Au nom du Parti conservateur du Canada, j'offre mes plus sincères condoléances à son épouse, Loretta, et à ses enfants, Edward, Lisa, Melinda et Martha.

Le cri de ralliement de Ted — « le meilleur reste à venir » — trouve tout particulièrement sa place dans des circonstances difficiles comme celles-ci.

* * *

● (1400)

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

M. Francis Valeriotte (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens assistent au spectacle que donne le Parti conservateur, qui fait tout ce qu'il peut pour s'accrocher au pouvoir.

Jeudi dernier, les conservateurs ont présenté un énoncé économique. Depuis, ils se débattent, paniquent et se dissocient de leur énoncé, les ministres venant tour à tour désavouer, éliminer et abandonner les propositions qu'ils prétendaient cruciales pour l'intérêt du Canada.

Les Canadiens voient le Parti conservateur sous son vrai jour alors qu'il essaie désespérément de s'accrocher au pouvoir, si désespérément d'ailleurs qu'il a eu recours à l'enregistrement en secret des réunions d'autres partis. Pour les conservateurs, aucune politique n'est importante, aucun principe n'est sacré, aucune loi n'est si rigide qu'elle ne peut pas être mise aux rebus pendant que le premier ministre se débat bec et ongles pour demeurer au 24, promenade Sussex, même s'il est clair qu'il ne peut plus gouverner.

Lorsqu'il était le chef de l'opposition, il avait l'habitude d'affirmer qu'un gouvernement devait être capable de résister à un vote de confiance à la Chambre des communes à n'importe quel moment. Les conservateurs demanderont-ils la confiance de la Chambre dès aujourd'hui?

[Français]

LE SECTEUR MANUFACTURIER

M. Christian Ouellet (Brome—Missisquoi, BQ): Monsieur le Président, à la lumière du récent énoncé économique, force est d'admettre que le gouvernement conservateur demeure totalement indifférent aux demandes du Bloc québécois, qui réclame des mesures concrètes pour venir en aide au secteur manufacturier.

Le secteur de l'automobile est l'un de ceux qui sont durement touchés par la crise économique. Plusieurs entreprises n'auront d'autre choix que de fermer leurs portes, ce qui est le cas de la compagnie Dana, située dans mon comté. Ce fabricant de pièces automobiles de Magog, l'un des seuls qui soit encore en opération au Québec, devra mettre un terme à ses activités, entraînant la mise à pied de 130 personnes.

Le gouvernement s'entête à ne pas vouloir intervenir de façon à aider les travailleuses et les travailleurs victimes de la crise dans le secteur manufacturier. Or il aurait dû élargir l'accès à l'assurance-emploi et abolir le délai de carence. Et pour l'entreprise, il aurait été impératif d'offrir, entre autres, des incitatifs pour l'achat d'équipement.

Cette Chambre et la population ont toutes les raisons d'avoir perdu confiance en ce gouvernement.

* * *

[Traduction]

LA PROPOSITION DE COALITION DE L'OPPOSITION

M. Jeff Watson (Essex, PCC): Monsieur le Président, le 14 octobre dernier, les Canadiens se sont prononcés en votant. Notre gouvernement, sous la direction du premier ministre, a été réélu et a obtenu des Canadiens un mandat clair et renforcé pour aider le pays à traverser la crise économique mondiale.

Les Canadiens ont rejeté les libéraux qui ont obtenu leur pire pourcentage des votes depuis la Confédération. Les Canadiens ont rejeté les néo-démocrates et leurs politiques économiques qui nuisent à l'emploi. Les libéraux et les néo-démocrates avaient rejeté l'idée d'une coalition au cours de la campagne électorale.

Mais maintenant, ils veulent se liquer, avec l'aide et la bénédiction du Bloc séparatiste, pour renverser les résultats des élections tenues il y a sept semaines seulement. Ils veulent imposer un premier ministre qui a été rejeté par 80 p. 100 de la population et une coalition que personne n'a entérinée. Pire encore, les libéraux et le NPD donneront au Bloc séparatiste un droit de veto séparatiste sur toutes les dépenses et les décisions nationales.

Nous utiliserons tous les moyens légaux possibles pour écarter les séparatistes du pouvoir et permettre au Canada d'aller de l'avant. Notre gouvernement conservateur défend les intérêts du Canada.

* * *

ROBERT JONES

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, le dimanche 9 novembre, l'agent Robert Jones, aimé de la population de Windsor, a perdu la bataille difficile qu'il livrait contre le cancer du foie.

Il a été policier pendant plus de 20 ans, mais il était surtout connu pour son travail comme agent des services communautaires. Il a dirigé le Programme VIP offert par le Service de police de Windsor, programme dans le cadre duquel des policiers éducateurs se rendent dans les écoles locales pour parler aux élèves de 6^e année et

Déclarations de députés

organiser des semaines de la police. Les enseignants et les jeunes des quatre coins de la ville l'aimaient beaucoup.

Sous sa direction et sur son initiative, le programme, d'abord offert uniquement dans les écoles traditionnelles publiques et séparées, a été offert pour la première fois dans des établissements privés. Il a aussi été entraîneur de basket-ball au sein de l'Association francophone de basket-ball du Sud-Ouest de l'Ontario et de l'équipe de basket-ball de l'école secondaire L'Essor, l'équipe au sein de laquelle joue son fils Xavier. Sa fille, Bienka, a obtenu une bourse d'études pour son excellence en basket-ball et poursuit ses études au Collège militaire royal.

Robert Jones laisse dans le deuil son épouse, Nathalie, ses enfants, ses frères et soeurs et tous les membres de la collectivité. C'était un vrai leader, un policier qui a inspiré bon nombre d'enfants et qui en a aidé d'autres à faire de meilleurs choix. Nous déplorons sa perte, mais il restera pour nous un modèle à imiter.

* * *

● (1405)

[Français]

LE PARTI CONSERVATEUR

M. Massimo Pacetti (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens sont témoins d'un spectacle dans lequel le Parti conservateur tente de s'accrocher au pouvoir.

Le gouvernement a eu sa chance. Tous les partis à la Chambre ont promis de collaborer pour le bien de l'économie canadienne. Le premier ministre a eu la chance unique, dans l'histoire de notre pays, d'aller de l'avant avec des mesures qui auraient été appuyées par tous les partis de cette Chambre. Au lieu de cela, le premier ministre s'est servi de la crise économique comme d'un prétexte pour imposer des politiques de droite, des politiques qu'il n'a pas eu le courage de présenter pendant la dernière campagne électorale.

Partout au pays, des travailleurs perdent leur emploi, particulièrement dans les secteurs manufacturier et forestier. Or la grande préoccupation du premier ministre a été de se demander comment il pouvait se servir de la situation à l'avantage du Parti conservateur et de son idéologie. C'était sa grande préoccupation.

Le pays avait besoin qu'on s'occupe de l'économie, mais le premier ministre se préoccupe de politique. C'est pourquoi il a perdu l'autorité morale de gouverner et c'est aussi pourquoi il a perdu la confiance des Canadiens.

* * *

[Traduction]

LA PROPOSITION DE COALITION DE L'OPPOSITION

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Lennox and Addington, PCC): Monsieur le Président, le 9 septembre 2004, les trois chefs des partis de l'opposition ont écrit à Son Excellence pour lui dire que, si la Chambre n'appuyait pas le gouvernement, elle devrait consulter l'opposition avant de dissoudre le Parlement. C'est toutefois là que s'arrête le parallèle avec la situation actuelle.

La lettre du 9 septembre a été envoyée presque un mois avant le rappel de la Chambre et a fini par forcer Paul Martin à modifier l'Adresse en réponse au discours du Trône plutôt que de se faire chasser du pouvoir par une coalition. Toute cette idée de coalition a disparu d'un seul coup dès que l'Adresse en réponse a été approuvée.

Déclarations de députés

Au début de 2005, lorsque l'opposition a de nouveau menacé de faire tomber le gouvernement, tout le monde a compris que la seule conséquence possible aurait été la dissolution du Parlement.

La période durant laquelle ce scénario s'est déroulé en 2004-2005 est à peine plus longue que ce qui est envisagé ici. Ainsi, selon moi, si la Chambre retire sa confiance au gouvernement lors d'un vote, ce sera aller à l'encontre des précédents que de confier le pouvoir à la coalition de l'opposition et, par conséquent, de nouvelles élections seront la seule solution permise sur le plan constitutionnel.

* * *

[Français]

L'ÉCOLE SECONDAIRE SOPHIE-BARAT

Mme Maria Mourani (Ahuntsic, BQ): Monsieur le Président, il y a 150 ans, dans Ahuntsic, était fondée par les soeurs du Sacré-Coeur une institution scolaire d'importance qui se nomme aujourd'hui l'école Sophie-Barat. Merci à toutes les femmes qui, en 1858, sous l'inspiration de Madeleine Sophie Barat, ont créé ce lieu d'éducation qui rayonne encore aujourd'hui. Merci au dévouement exceptionnel de toutes les religieuses qui s'y sont succédé au fil du temps.

D'abord école de filles, cette école secondaire est devenue mixte, ouverte et laïque. Fièrè témoin de l'évolution de la société québécoise, elle est, de par son équipe d'enseignants, sa direction, ses parents bénévoles et ses élèves, une source de fierté et un fleuron de l'enseignement public montréalais.

Je souhaite à cette institution remarquable de chez nous de continuer à s'adapter aux besoins du temps, et ce, pour ce qui nous est le plus précieux: nos enfants.

Longue vie à l'école publique ouverte à toutes et à tous! Longue vie à l'école Sophie-Barat!

* * *

[Traduction]

LA PROPOSITION DE COALITION DE L'OPPOSITION

M. Andrew Saxton (North Vancouver, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais remercier les gens de North Vancouver d'avoir exercé leur droit démocratique et de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter.

Cette semaine, les Canadiens assistent à une charge sans précédent contre nos institutions démocratiques. On a porté atteinte au principe le plus fondamental de notre démocratie, celui selon lequel il revient aux électeurs de se choisir un gouvernement.

Le 14 octobre était journée d'élections. Ce jour-là, partout au pays, les Canadiens sont rentrés chez eux, après être allés travailler et voter, pour souper en famille et suivre les résultats du scrutin à la télévision. Voilà comment fonctionne la démocratie.

Les résultats étaient clairs. Le chef de l'opposition a subi un rejet, son parti recueillant le plus faible pourcentage de votes pour ce parti depuis la Confédération. Il a perdu plus que la confiance de la population; il a perdu la confiance de son propre parti et il a démissionné. Il s'est ensuite trouvé deux nouveaux partis. Il aura suffi de quelques réunions tenues en secret pour lui faire croire qu'il devrait devenir premier ministre avec l'aide des séparatistes et des socialistes.

Cela n'est pas démocratique. Il est temps que la population se fasse entendre.

L'ÉCONOMIE

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, depuis que les conservateurs sont au pouvoir, le Canada a vu disparaître des emplois dans les secteurs manufacturier et forestier. Il s'agit de pertes réelles et on s'attend à ce que l'hémorragie se poursuive.

Comme les grands pays industrialisés ont pris des mesures pour soutenir leur économie, leur infrastructure et leurs travailleurs, les Canadiens s'attendaient à ce que les conservateurs fassent de même. Au lieu de cela, le gouvernement s'est livré à des manœuvres politiques. Plutôt que de venir en aide aux travailleurs et à leur famille, le premier ministre s'est attaqué à l'équité salariale et aux droits des travailleurs et il a trouvé le meilleur moyen de soutenir le Parti conservateur.

Curieusement, les conservateurs ont soudainement le temps et le goût d'organiser des manifestations et de faire signer des pétitions pour défendre leurs postes. Que faisaient-ils pendant les semaines qui se sont écoulées entre les élections et la mise à jour économique, alors qu'ils auraient dû protéger les emplois des Canadiens avec autant d'énergie et d'enthousiasme qu'ils défendent maintenant leur cause?

Les conservateurs se rendent maintenant compte que l'énoncé économique était une erreur. Malheureusement, quand on gère une économie de 1,5 billion de dollars, il faut viser juste tout de suite.

* * *

● (1410)

LA PROPOSITION DE COALITION DE L'OPPOSITION

Mme Kelly Block (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à remercier les électeurs de Saskatoon—Rosetown—Biggar de m'avoir choisie démocratiquement comme députée.

Nous savons tous que les élections sont importantes. Pendant une campagne, les chefs et les partis rédigent des programmes, débattent d'idées et cherchent à obtenir un mandat concret des électeurs.

Il y a quelques semaines seulement, le chef de l'opposition a fait campagne en proposant un programme qui a été rejeté par les Canadiens. Pendant la campagne, il a rejeté la notion de gouvernement de coalition. En fait, il a même dit que le NPD causerait des dommages à l'économie, ce qu'il l'invite pourtant à faire en ce moment pour acheter le pouvoir.

À la même époque, il luttait contre les séparatistes. Aujourd'hui, il veut donner au Bloc québécois un droit de veto sur toutes les mesures législatives fédérales.

Il ne doit absolument pas imposer un gouvernement radical sans le consentement de la population. Cela ne peut se produire, surtout pas au beau milieu d'une crise mondiale. En fait, cela ne devrait jamais se produire. Seuls les électeurs peuvent décider. Seuls...

Le Président: Le député de Windsor—Tecumseh a la parole.

* * *

ANDREW GRENON

M. Joe Comartin (Windsor—Tecumseh, NPD): Monsieur le Président, je rends aujourd'hui hommage à un de mes regrettés électeurs, le caporal Andrew Grenon, qui a été tué le 3 septembre dernier en Afghanistan. Je salue son sacrifice extraordinaire et sa bravoure peu commune.

Le caporal Grenon a grandi dans Windsor—Tecumseh et s'est joint à la Princess Patricia's Light Infantry il y a cinq ans. De l'avis de tous, il adorait servir au sein des Forces canadiennes et croyait profondément aux missions qu'on lui demandait d'accomplir.

Le dévouement dont Andrew — ou « Drew », comme ses compagnons d'armes l'appelaient — a fait preuve en se portant à nouveau volontaire après avoir été blessé au combat est une vraie source d'inspiration. Il est mort moins de deux semaines après avoir reçu une citation pour avoir sauvé la vie de deux de ses camarades.

Ceux qui ont servi à ses côtés ont dit qu'il était un soldat exemplaire qui a fait preuve d'un leadership et d'une bravoure hors pair et qui a inspiré ses camarades par son courage, son dévouement et son grand sens de l'humour.

Son départ est une grande perte pour son unité, pour les Forces canadiennes et pour le Canada.

* * *

[Français]

LE CHEF DU BLOC QUÉBÉCOIS

M. Jacques Gourde (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, PCC): Monsieur le Président, pensez-vous que le Québec aura plus d'argent? Le Bloc laisse entendre au Parti québécois que le chef libéral donnera un milliard de dollars au Québec. La chef du Parti québécois, Pauline Marois, l'a dit: « Ont-ils perdu la mémoire? » Ont-ils déjà oublié que le gouvernement libéral a coupé dans les transferts aux provinces, que ce sont les libéraux qui ont été au cœur du scandale des commandites, que le chef libéral était ministre dans le gouvernement qui a le plus bafoué le Québec? Comment un chef souverainiste en vient-il à signer un pacte avec les libéraux centralisateurs?

Si le chef du Bloc veut être au pouvoir, c'est à Québec qu'il doit se présenter. Mais j'oubliais, les péquistes n'en veulent même pas. Les libéraux et les néo-démocrates en veulent, eux, mais à quel prix et pour quel profit? Les chefs du NPD et des libéraux n'ont pas les intérêts du Québec à cœur. Ils veulent un gouvernement central fort, mais pas un Québec fort. Où est rendue l'indépendance du chef du Bloc?

* * *

LOUISE ARBOUR

M. Serge Ménard (Marc-Aurèle-Fortin, BQ): Monsieur le Président, Louise Arbour vient d'être choisie comme lauréate du Prix des Nations Unies pour les droits de l'homme édition de 2008.

Ce prix, décerné seulement tous les cinq ans, reconnaît une contribution exceptionnelle à la promotion et à la protection des droits humains et des libertés fondamentales. Nelson Mandela, Eleanor Roosevelt et Martin Luther King en ont déjà été les récipiendaires.

Née à Montréal, où elle a fait toutes ses études, elle a brillé comme juge à la Cour supérieure et à la Cour d'appel de l'Ontario, ainsi qu'à la Cour suprême du Canada. Sa remarquable intelligence et ses jugements équilibrés en ont fait l'une des plus grandes juristes du pays.

Mais c'est dans ses fonctions de procureur général du Tribunal pénal international et de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme qu'elle a démontré son courage, sa détermination et ses qualités de cœur au service de la justice. Ce prix constitue un immense honneur qui rejaillit sur le Québec et sur tout le Canada.

Bravo, Mme Arbour, mille fois bravo.

Déclarations de députés

● (1415)

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, la réaction des conservateurs à la crise économique est le parfait exemple du type de leadership du premier ministre. Sa façon de diriger son gouvernement et son parti, c'est « ou vous me suivez ou vous déguerpissez ». Le premier ministre ne tolère pas la dissidence.

Il suffit de demander au député de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, fidèle progressiste-conservateur depuis toujours, qui a été expulsé de ce parti lorsqu'il a osé dire au premier ministre de tenir ses promesses. Les conservateurs le savent et ils diront que le premier ministre ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

C'est l'actuel premier ministre qui a choisi de s'attaquer aux femmes et aux fonctionnaires plutôt que de s'attaquer à la crise économique et qui refuse d'agir comme d'autres leaders du monde responsables le font en faisant passer leur peuple en premier.

Il y a peu, les conservateurs ont demandé aux Canadiens de défendre le Canada, mais le premier ministre n'en fait rien.

Les Canadiens veulent un gouvernement qui va les défendre, surtout en période difficile, et qui fera passer les Canadiens en premier. Ce n'est pas ce gouvernement ni ce premier ministre qui feront cela.

* * *

[Français]

LE BLOC QUÉBÉCOIS

M. Daniel Petit (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, nous assistons à une alliance entre le chef du Bloc et le chef libéral. Le chef du Bloc a cédé son parti au chef libéral. Qui aurait pu imaginer que le père de la loi sur la clarté, ennemi juré des souverainistes, serait le nouveau chef des bloquistes à Ottawa?

Le chef du Bloc a trompé les membres de son parti en s'alliant à l'ennemi qui, j'ose lui rafraîchir la mémoire, a toujours voulu mettre le Québec à sa place. Le chef du Bloc a dit dans le passé du chef libéral: « Nos visions quant à l'avenir du Québec diffèrent totalement ». Eh bien, plus maintenant, et les Québécois doivent le savoir!

Ou est-ce encore une astuce pour faire monter l'option séparatiste que ni les libéraux ni les néo-démocrates ne veulent voir, aveuglés qu'ils sont par le pouvoir?

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, je vais lire la déclaration suivante:

Tout le principe de la démocratie repose sur le fait que le gouvernement est supposé être capable de faire face à la Chambre des communes n'importe quand à l'occasion d'un vote.

Le gouvernement actuel suit maintenant délibérément une politique visant à éviter un vote [...]

La déclaration se poursuit en disant qu'il s'agit d'une violation des principes constitutionnels fondamentaux de notre démocratie.

Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre qui a prononcé ces paroles?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, le plus grand principe de la démocratie canadienne est que quiconque veut devenir premier ministre doit recevoir un mandat de la population canadienne et non des séparatistes du Québec.

En concluant une entente avec les séparatistes, le chef du Parti libéral a trahi les électeurs du Canada, les intérêts supérieurs de notre économie et ceux de notre pays, et nous emploierons tous les moyens à notre disposition pour empêcher cela.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas répondu à ma question. Je vais l'aider. C'est lui-même qui a prononcé ces paroles le 3 mai 2005 lorsqu'il était chef de l'opposition.

[Français]

Permettez-moi de répéter en français les paroles du premier ministre: « Le gouvernement actuel suit maintenant délibérément une politique visant à éviter un vote. Il s'agit d'une violation des principes constitutionnels fondamentaux de notre démocratie ».

Le premier ministre est-il en accord avec lui-même?

• (1420)

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, comme je viens de le dire, si on veut être premier ministre, on doit recevoir un mandat de la population canadienne et pas un mandat des souverainistes du Québec.

[Traduction]

De Macdonald et Laurier à Diefenbaker et Trudeau, les libéraux et les conservateurs ont souvent été en désaccord, mais il y a une chose sur laquelle nous ne devrions jamais être en désaccord. Le chef du Parti libéral trahit les intérêts supérieurs et les traditions de son propre parti s'il croit qu'il peut conclure une entente pour gouverner.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, chaque député a reçu de la population canadienne le mandat de lui donner un gouvernement qui fera face à la crise économique. Le premier ministre a échoué. Il n'a plus l'appui de la Chambre. Permettra-t-il la tenue d'un vote pour voir s'il a la confiance de la Chambre, comme cela doit se faire dans une démocratie parlementaire?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, il n'y a pas un seul député à la Chambre, pas même un député bloquiste, qui a reçu le mandat de donner aux Canadiens un gouvernement dirigé par une coalition dont les séparatistes feraient partie.

Si le chef de l'opposition croit qu'il a l'appui nécessaire, il ne devrait pas avoir peur de soumettre son plan aux Canadiens, qui le rejetteront.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, il est dommage que le bruit que font les conservateurs à la Chambre soit beaucoup plus grand que le nombre de voix sur lesquelles ils peuvent compter.

[Français]

Hier, le directeur parlementaire du budget a détruit l'argument des conservateurs voulant qu'ils faisaient tout en leur pouvoir pour stimuler l'économie. Cette personne, nommée par le premier ministre, a dit que toute la stimulation économique est épuisée.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté de plan de relance pour protéger les emplois des Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Nous avons agi, monsieur le Président, et nous agissons. Nous avons présenté à la Chambre une modification visant les FERR à l'avantage des aînés. Nous avons une proposition visant les retraités, qui aura beaucoup d'importance pour eux cette année, si le Parlement choisit de l'approuver. Nous avons une proposition visant le crédit aux entreprises par le truchement d'Exportation et développement Canada, à hauteur d'environ 3 milliards de dollars, ce qui est très important pour les fabricants canadiens.

Toutes ces mesures stimuleraient l'économie, mais, si j'ai bien compris, les libéraux s'y opposent.

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, le ministre n'a toujours pas compris. Selon les déclarations du directeur parlementaire du budget, nommé par le premier ministre, les réductions d'impôt antérieures n'ont plus d'effet. Cela veut dire qu'il n'en reste plus rien, ni pour les milliers de travailleurs du secteur de l'automobile et du secteur forestier qui perdent des emplois à l'heure actuelle, ni pour les 250 000 autres travailleurs canadiens qui risquent de devenir chômeurs d'ici 2010, selon ce qu'on prévoit.

Pourquoi le ministre ne comprend-il pas qu'il n'a rien fait pour l'économie et que c'est pour cette raison que les conservateurs ont perdu la confiance de la Chambre? C'est fort simple.

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, le député de la coalition séparatiste d'en face pose une question, laquelle, d'après ce que j'ai pu comprendre, avait trait à des plans économiques. Le seul plan économique dont nous a fait par la coalition séparatiste est un programme de dépenses de 30 milliards de dollars.

• (1425)

L'hon. Carolyn Bennett: Et vous trouvez cela très drôle.

L'hon. Jim Flaherty: Calmez-vous, Carolyn, vous allez vous faire mal.

Voici ce qu'a déclaré Don Drummond au sujet de...

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Il semble que le ministre des Finances désigne des députés par leur nom et il sait fort bien que cela est contraire au Règlement.

Dois-je rappeler aux députés que nous avons convenu de la nécessité d'avoir plus d'ordre à la Chambre, il y a deux semaines de cela? Pourtant, l'ordre n'est pas au rendez-vous aujourd'hui et j'invite les députés à faire preuve de retenue afin que nous puissions entendre les questions et les réponses.

Le ministre des Finances a la parole pour quelques secondes encore.

L'hon. Jim Flaherty: Monsieur le Président, la coalition séparatiste propose un programme de dépenses de 30 milliards de dollars. Voilà qui mènerait le pays à un déficit structurel qui durerait fort longtemps. Comme l'a déclaré Don Drummond de la Banque TD, ce serait un désastre qui nous plongerait dans un déficit structurel.

* * *

[Français]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre, qui en 2004 suggérait à la Gouverneure générale de considérer d'autres options à des élections, prétend maintenant que la formation d'une coalition est antidémocratique. C'est faux et il le sait. Le premier ministre a également affirmé que l'entente de 2004 portait sur un amendement au discours du Trône. Ça aussi, c'est faux, et il le sait.

Au lieu de chercher des faux-fuyants, le premier ministre va-t-il admettre que si une coalition s'est formée, c'est qu'il n'a pas fait les compromis nécessaires en situation de gouvernement minoritaire, bref qu'il est le seul responsable de la crise politique et qu'il a perdu la confiance de la Chambre?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, la chef du Parti québécois a dit aujourd'hui: « On voit bien que ce pays-là, il ne fonctionne pas. La seule solution, c'est de sortir de là, c'est de choisir notre souveraineté. »

Ces applaudissements du Bloc démontrent pourquoi ce pays a besoin d'un gouvernement qui appuie ce pays, le Canada, le meilleur pays du monde.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, au fil de mes années d'expérience en cette Chambre, j'ai appris que lorsque les députés se lèvent toutes les deux minutes pour applaudir, c'est que ça va mal.

Le Bloc a mis des propositions réalistes sur la table pour stimuler l'économie dans l'intérêt du Québec, des propositions qui en grande partie ont été reprises par la coalition, mais qui ont été ignorées dans l'énoncé idéologique de ce gouvernement.

Le premier ministre réalise-t-il que son étroit corridor idéologique l'a mené dans un cul-de-sac et qu'il a perdu la confiance de la Chambre?

L'hon. Christian Paradis (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, PCC): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour répondre à mon vis-à-vis, le nouveau lieutenant québécois du chef libéral. Permettez-moi de le citer, à même *Le Devoir* du 7 octobre dernier: « Il est évident pour nous, en fonction même de ce que nous sommes, [un parti souverainiste], nous ne ferons que des alliances ponctuelles. C'est cela qui détermine si un projet passe ou pas. »

Voici ce qu'il vient de faire: il vient de signer un chèque en blanc; il vient de donner ses sièges au profit du chef libéral; il vient de trahir ses électeurs.

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, ce serait intéressant que le lieutenant politique du Québec lise l'entente avant de la commenter.

Au cours de la campagne électorale qu'il a déclenchée sous prétexte de faire face à la crise économique, le premier ministre n'a jamais proposé de solution. C'est ce qui explique que son gouvernement soit resté minoritaire. Le discours du Trône tout comme l'énoncé économique contenaient, à leur tour, moins que rien pour soutenir l'économie et venir en aide aux victimes de la crise.

Le premier ministre comprend-il qu'il a totalement échoué, qu'il n'a plus la confiance de la population et qu'il n'a plus la confiance de cette Chambre?

● (1430)

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, le membre de la coalition séparatiste d'en face a sûrement déjà lu quelque chose sur les réductions d'impôts et il doit savoir qu'elles ont pour effet de stimuler l'économie. C'est le cas des trois réductions d'impôts qui entreront en vigueur dans 30 jours.

En janvier, le stimulant économique équivaudra à 2 p. 100 du PIB. L'aide accordée aux aînés, aux retraités et aux petites entreprises, particulièrement en ce qui touche le crédit de la Banque de développement du Canada, sont autant de mesures essentielles en cette période de bouleversements économiques.

[Français]

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, notre responsabilité en tant que parlementaires, c'est que les inquiétudes et les difficultés de la population et des entreprises dans la crise actuelle trouvent des réponses. Le gouvernement s'est totalement discrédité en faisant exactement le contraire, en créant plus d'incertitudes et d'insécurité.

Le premier ministre est-il conscient que l'initiative des partis d'opposition a l'appui de la société civile et que les syndicats, les environnementalistes, les regroupements de femmes et d'artistes se retrouvent dans l'entente tripartite qui constitue enfin une réponse à leurs préoccupations?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, sauf votre respect, ces questions posées sur un ton aussi véhément ne font rien pour aider l'économie. Ce qui pourrait aider l'économie, ce serait que les petites, moyennes et grandes entreprises du pays aient accès à davantage de crédit à taux abordables, que l'on investisse davantage dans l'infrastructure, que l'on réduise le fardeau fiscal pour favoriser les dépenses au chapitre de l'économie et que l'on vienne en aide aux aînés et aux retraités.

Je suis persuadé que le député d'en face serait prêt à appuyer de telles mesures pour les gens du Québec et du reste du Canada.

[Français]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, 62 p. 100 des gens ont voté contre un mandat de ce premier ministre; ils ont voté pour les partis de l'opposition. Et les partis de ce côté de la Chambre ont mis de côté leurs différences pour travailler ensemble. La priorité du prochain gouvernement de coalition est de mettre en avant des solutions importantes pour l'économie. C'est ce que les gens recherchent maintenant.

Questions orales

Puisque les conservateurs ont refusé de le faire, comment les Canadiens peuvent-ils avoir confiance en ce gouvernement?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, les électeurs et électrices se sont fait dire par les trois partis de l'opposition qu'ils n'avaient pas l'intention de former une coalition. C'était là leur engagement, leur promesse envers la population canadienne.

[Traduction]

C'est ce qu'ils ont dit aux Canadiens. Au lieu d'accepter de collaborer, le chef du NPD a admis que depuis le début de la présente législature, son seul objectif était de former une coalition avec les séparatistes. Ce n'est pas ce que les électeurs fédéralistes conservateurs, libéraux et néo-démocrates avaient en tête lorsqu'ils sont allés voter.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, ce que j'ai dit au cours de la campagne électorale et ce que je dis depuis des années, c'est que je suis prêt à travailler avec les autres partis à la Chambre. C'est ce que j'ai fait, et nous l'avons fait avec tous les partis.

Il est clair que le premier ministre ne comprend pas cela. Il ne veut pas travailler avec les autres partis. C'est pour cela qu'il a perdu la confiance de la Chambre. C'est ce qui se produit ici. Dans le passé, il disait que le premier ministre avait l'obligation morale de respecter la volonté de la Chambre. Or, il refuse de permettre la tenue d'un vote. Il sait pertinemment qu'il a perdu la confiance de la Chambre.

Quand va-t-il se rendre à l'évidence et céder le pouvoir à ceux qui ont...

Le Président: Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, hier, lorsque les machinations du chef du NPD ont atteint leur point culminant, nous avons pu voir les chefs des trois partis d'en face confirmer cette entente en signant un document, sans même avoir le drapeau canadien derrière eux. Ces messieurs ont dû se faire photographier sans notre drapeau.

Il en a été ainsi parce qu'un membre de leur coalition ne croit même pas en notre pays. À titre de premier ministre, il ne m'appartient pas de remettre les clés du pouvoir à un tel groupe. Cette responsabilité incombe aux Canadiens.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, il y a quelques années, lorsque lui, moi-même et M. Duceppe avons signé un document qui a été transmis à la Gouverneure générale, le premier ministre n'a pas eu le verbe aussi haut et fort, et il n'a pas manifesté la même indignation.

On ne peut tout simplement pas lui faire confiance. Ses propos ne reflètent pas la réalité. La réalité, c'est qu'il a négligé de proposer un plan pour l'économie et qu'il n'a pas répondu aux attentes des familles canadiennes. C'est cela qui est un échec. Le premier ministre n'a pas voulu collaborer avec les autres partis afin de mettre en place un plan pour les familles qui souffrent à cause de la situation économique qui prévaut actuellement.

Comment les Canadiens pourraient-ils faire confiance au gouvernement conservateur?

● (1435)

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, dans une note interne diffusée aujourd'hui, le chef du Bloc québécois dit: « La coalition formée par le Parti libéral et le NPD, appuyée par le Bloc, va prendre le contrôle de l'administration de l'État fédéral. Nous allons créer un mécanisme de consultation permanente qui confèrera au Bloc québécois des

pouvoirs relativement à toute question d'importance, notamment en ce qui a trait à l'adoption du budget ».

Ni mon gouvernement, ni mon parti, ni moi-même en tant que premier ministre n'avons jamais signé un tel document et nous ne le ferons jamais.

[Français]

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, j'ai donné ma vie pour l'unité de ce pays, par amour pour le Canada. Avec cette entente, le Bloc a accepté d'avoir 18 mois de stabilité politique au Canada. Voilà ce qu'obtient le Canada par cette entente.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, la chef du Parti québécois a dit que cet arrangement démontrait la nécessité de la souveraineté. Les députés du Bloc québécois ont applaudi lorsque je l'ai citée.

[Traduction]

Si le chef du Parti libéral croit en notre pays, il va se dissocier de ce document et reconnaître que c'est la pire erreur commise dans l'histoire de son parti.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, celui qui, plus que quiconque, divise les Canadiens, c'est le premier ministre, et je vais le lui prouver encore une fois.

Il dit que les libéraux sont en train de vendre le Canada aux séparatistes. Ses députés du Québec, quant à eux, disent que les séparatistes sont en train de vendre leur âme aux libéraux. Le premier ministre doit choisir entre ces deux mensonges. Les Canadiens en ont ras le bol de ces mensonges.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je ne sais pas trop à quelles remarques le chef de l'opposition faisait allusion, mais je suis certain qu'il ne s'agissait pas de la déclaration du premier ministre. Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, il existe deux choix très clairs. Les Canadiens ont décidé d'élire le Parti conservateur pour gouverner le pays, sans l'appui des séparatistes.

Si le chef du Parti libéral veut devenir le premier ministre avec l'appui des séparatistes, il doit soumettre cette option à l'approbation des Canadiens.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, à titre de démocrate, je sais que lorsqu'un gouvernement est élu en tant que gouvernement minoritaire, il a la responsabilité de se comporter comme tel.

Le premier ministre n'a rien fait pour endiguer la crise économique. Il a échoué. S'il était un démocrate, il permettrait à la Chambre de montrer à quel point il a échoué.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le premier ministre a la parole.

● (1440)

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, le chef du Parti libéral...

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je demande un peu d'ordre. Je sais que les députés aiment avoir un débat animé au cours de la période des questions orales, mais nous devons pouvoir entendre les questions et les réponses. Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Stephen Harper: Monsieur le Président, le chef du Parti libéral n'a pas été capable de convaincre les Canadiens du bien-fondé de son programme, ou de sa capacité d'exercer les fonctions de premier ministre du pays.

S'il veut prendre la mesure sans précédent qui consiste à faire fi du résultat d'une campagne électorale et à former, pour la première fois de l'histoire du Canada, un gouvernement qui serait complètement dépendant de l'appui de séparatistes pour diriger le pays, il a la responsabilité de ne pas le faire en se cachant derrière des subtilités ou des ententes parlementaires, mais en allant plutôt consulter les Canadiens.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, quand le premier ministre se battait pour mettre un mur autour d'une province que nous aimons tous, je me battais pour l'unité de notre pays.

Des voix: Bravo!

[Français]

Le Président: À l'ordre s'il vous plaît. L'honorable chef de l'opposition a la parole maintenant.

L'hon. Stéphane Dion: Monsieur le Président, quand le premier ministre se battait pour mettre un mur autour d'une province que nous aimons tous, moi je me battais pour l'unité du Canada. Tout ce que je ferai pour mon pays, ce sera pour le renforcer, jamais pour l'affaiblir, jamais pour le diviser, jamais pour autoriser des députés du Québec de son parti de dire l'inverse de lui, aujourd'hui même, en cette Chambre.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, le Parti conservateur défend les pouvoirs du fédéral et les pouvoirs des provinces. C'est l'histoire de notre fédération que le Parti conservateur a créée.

[Traduction]

Tout cela n'a rien à voir avec les pouvoirs du fédéral et des provinces. Le chef du Parti libéral refuse les résultats des dernières élections. Il refuse de respecter les traditions de son propre parti pour former une coalition avec les séparatistes du Québec. Il devrait renoncer à cette idée ou la soumettre à la population...

Des voix: Bravo!

Le Président: La députée de Saint-Lambert a la parole. À l'ordre s'il vous plaît.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

Mme Josée Beaudin (Saint-Lambert, BQ): Monsieur le Président, l'entente signée par les trois chefs modifie l'assurance-emploi en éliminant le délai de carence de deux semaines. Le premier ministre doit se rendre compte que ceux qui perdent leur emploi se retrouvent bien plus dans cette entente que dans l'énoncé économique de son ministre des Finances.

Le premier ministre peut-il comprendre que c'est là une autre raison pour laquelle il a perdu la confiance de la Chambre?

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, le Bloc québécois dit qu'il n'en coûterait rien pour faire ce changement.

En fait, cela coûterait au moins 900 millions de dollars. Pour lui, 900 millions de dollars, ce n'est rien. Avec une comptabilité comme celle-là, il faut reconnaître que le coup du Bloc est insupportable, le coût du Bloc est trop cher.

* * *

LES TRAVAILLEURS ÂGÉS

M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ): Monsieur le Président, les affirmations de la ministre montrent pourquoi la Chambre n'a plus confiance en ce gouvernement.

L'entente tripartite prévoit un programme de soutien au revenu pour les travailleurs âgés victimes de licenciement pour faire le pont vers leur retraite. Ce gouvernement conservateur a toujours démontré une insensibilité totale face à ces travailleurs qui ne peuvent être reclassés, préférant les abandonner à leur sort.

Le premier ministre se rend-il compte que s'il y a perte de confiance, il n'a que lui-même à blâmer, parce qu'aujourd'hui ces travailleurs se retrouvent bien plus dans cette entente tripartite que dans l'énoncé économique.

● (1445)

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, comme je viens de le dire, nous avons essayé d'élargir ce programme. Nous l'avons étendu jusqu'en 2012, mais le coût du Bloc est trop cher, le coup du Bloc est insupportable.

* * *

LA CONDITION FÉMININE

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, depuis que ce gouvernement est au pouvoir, les femmes ont été muselées à plusieurs égards. Le dernier outrage à leur endroit est le retrait du droit de recourir aux tribunaux pour des litiges liés à l'équité salariale.

Aujourd'hui, le premier ministre se rend-il compte que les femmes réalisent un gain avec la création imminente d'un nouveau gouvernement, dont les partis ont su mettre de côté leur partisanerie pour assurer aux femmes leurs droits économiques?

[Traduction]

L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, sous le précédent gouvernement libéral, les femmes ont attendu pendant 15 ans le règlement des plaintes en matière de parité salariale. J'ai bien dit 15 ans. Nous pourrions régler d'ici quelques mois un autre dossier de parité salariale. Nous présenterons un projet de loi visant à garantir la parité salariale aux femmes qui travaillent au sein de la fonction publique fédérale. Nous sommes fiers de faire progresser ce dossier, alors que les libéraux n'ont rien fait d'autre que d'en parler pendant des années.

[Français]

Mme Johanne Deschamps (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, en sabrant l'aide financière aux groupes de femmes, le premier ministre fait preuve d'un entêtement idéologique révélateur.

Voici quelques exemples: fermeture de 12 des 16 bureaux régionaux de Condition féminine Canada, coupes en recherche, coupes aux groupes de défense des droits, abolition du Programme de contestation judiciaire. Tout cela dans le but de s'assurer qu'aucune contestation de son idéologie ultra-conservatrice ne pourra être exprimée.

Questions orales

Le premier ministre se rend-il compte qu'une fois de plus, son entêtement à vouloir museler tout groupe qui pourrait le contester nuit tout particulièrement aux droits des femmes?

[Traduction]

L'hon. Helena Guergis (ministre d'État (Condition féminine), PCC): Monsieur le Président, le député reconnaît-il que le gouvernement et le premier ministre ont, de façon soutenue, montré l'importance qu'ils accordent aux femmes? Nous voulons que les femmes participent à part entière à la vie socio-économique, culturelle et démocratique du Canada. À preuve, nous avons le taux le plus élevé de femmes détenant des portefeuilles ministériels dans l'histoire du Canada.

Je signale que les femmes aux quatre coins du Canada n'ont pas élu une coalition séparatiste.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, en coupant les subventions aux organismes de développement économique régional à but non lucratif, les conservateurs ont démontré très clairement qu'ils ne comprennent rien à la création d'emplois. Des milliers de gens perdent leur emploi dans toutes les régions du Québec. Il est impératif que ces organismes puissent attirer les investissements et créer des emplois au plus vite.

Les conservateurs comprennent-ils qu'ils ont perdu toute crédibilité en matière de développement régional et qu'ils ne méritent donc plus la confiance des Québécois?

L'hon. Denis Lebel (ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), PCC): Monsieur le Président, je remercie mon confrère de sa question. Il a fallu plus de 10 périodes de questions orales pour qu'un député du Parti libéral s'aperçoive qu'il y avait du développement économique dans les régions du Québec.

Nous continuerons à faire notre travail de développement économique dans les régions du Québec. Oui, le défi est immense à cause des pertes d'emplois, mais nous continuerons à faire notre travail.

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, au lieu de pratiquer une saine gestion du développement pour les régions du Québec, les conservateurs en ont fait une caisse de patronage destinée à assurer la réélection de l'ancien ministre et de son voisin, l'actuel ministre.

Le ministre du développement régional niera-t-il que son prédécesseur se vantait d'avoir fait pleuvoir les millions de dollars dans sa propre cour au détriment des autres régions?

Le ministre comprend-il que de tels agissements méritent que la population, comme cette Chambre, lui retire sa confiance?

L'hon. Denis Lebel (ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), PCC): Monsieur le Président, peut-être que mon confrère, qui est allé souvent dans les airs, n'a pas les pieds sur terre dans nos régions. Nous, nous avons fait notre travail. Nous avons 14 bureaux de développement dans les différentes régions du Québec. Tous les dossiers transitent par les bureaux régionaux. Ils sont analysés par une formidable équipe de professionnels qui nous font leurs recommandations et jamais il n'y a eu de patronage là-dedans, du moins pas sous notre gouvernement; peut-être avant.

● (1450)

LES ARTS ET LA CULTURE

Mme Raymonde Folco (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens n'ont plus confiance en ce gouvernement. Pendant la dernière campagne électorale, l'ancienne ministre conservateur du Patrimoine canadien avait déclaré que les conservateurs remplaceraient leurs coupes à la culture par de nouveaux programmes. Or, il n'a fallu que quelques semaines au nouveau ministre conservateur pour renier ces promesses et rendre les coupes permanentes.

Comment les Canadiens peuvent-ils encore avoir confiance en ce gouvernement?

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, voici ce qu'on a fait dans le passé. On a augmenté de 8 p. 100 nos dépenses pour les arts et la culture dans ce pays. On dépense 2,3 milliards de dollars pour les arts et la programmation pour les arts et la culture dans notre pays. Quand le Parti libéral était au gouvernement, il a fait des coupes. Nous avons augmenté le budget parce que, pour nous, une programmation pour les arts et la culture, c'est très important pour la culture dans notre pays et pour notre économie. Le Parti libéral a voté contre nos augmentations. Nous avons voté en leur faveur parce que pour nous, il est important d'être du côté du Canada.

Mme Raymonde Folco (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, cela ne semble pas coller à la réalité.

Les conservateurs ne se rendent pas compte de l'immense impact qu'a la culture sur la création d'emplois et la croissance économique. Hier, le ministre conservateur du Patrimoine canadien a décidé de ne lancer que quelques miettes au comité organisateur du 375^e anniversaire de Trois-Rivières. Le président des fêtes est d'avis que la population de Trois-Rivières mérite beaucoup mieux.

Comment les Québécois peuvent-ils faire confiance à ce gouvernement conservateur?

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, premièrement, en ce qui concerne le 375^e anniversaire de la ville de Trois-Rivières, nous sommes fiers d'être partenaires de cette grande fête. Nous avons donné 2 millions de dollars sur le programme du capital culturel pour cette grande fête et nous en sommes fiers.

Du côté des arts et de la culture dans notre pays, c'est le Parti conservateur qui met encore davantage d'argent à ce chapitre, avec 2,3 milliards de dollars. Cette année, nous avons augmenté les sommes de 8 p. 100. Le Parti libéral a voté contre. Il a voté contre les sommes pour les célébrations de la ville de Trois-Rivières. Nous sommes pour le Canada et pour ces programmes qui vont unifier notre pays.

* * *

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, la chef du Parti québécois a dit aujourd'hui, et je cite: « On voit bien que ce pays-là, il ne fonctionne pas [...] La seule solution, c'est de sortir de là, c'est de choisir notre souveraineté. »

Questions orales

N'est-ce pas exactement ce que les chefs du NPD, du Bloc et du Parti libéral tentent de faire? Ne travaillent-ils pas à l'éclatement du pays seulement pour obtenir le pouvoir? Le gouvernement doit-il avoir des inquiétudes pour l'unité nationale compte tenu des récentes annonces faites par les trois partis de l'opposition?

[Français]

L'hon. Christian Paradis (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas surprenant. Hier, le chef du Bloc québécois admettait encore que son projet était de séparer le Québec du reste du Canada. Concernant la souveraineté, il a admis, et je le cite: « Je n'y renonce pas ». Alors, loin de vouloir aider le Canada, le chef du Bloc veut le détruire avec son coup d'État. Les libéraux et les néo-démocrates, avec respect, en bons dindons de la farce, seront partie prenante de cet accord. Ils peuvent se faire accroire que la coalition est légitime, mais elle ne l'est pas parce que non démocratique. Les gens n'en veulent pas. Ils ont voté contre.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): Monsieur le Président, les réputés instituts Wellesley et Caledon ont publié aujourd'hui des rapports disant que les dépenses pour les programmes sociaux constituent un moyen efficace et abordable de stimuler l'économie. Les pauvres et les gens à faible revenu dépensent leur argent dans leur milieu. Les programmes qui viennent en aide aux collectivités sont bons pour les économies locales. C'est une façon de stimuler l'économie.

Les experts comprennent, mais pas les conservateurs. Comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au gouvernement?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, tel qu'indiqué dans la mise à jour économique de l'automne, nous maintenons le Transfert canadien en matière de santé, avec une solide augmentation de 6 p. 100 par année. Nous maintenons le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, avec une augmentation de 3 p. 100 par année. Nous n'allons pas équilibrer le budget sur le dos des provinces comme le gouvernement libéral l'a fait dans les années 1990, ce qui a entraîné des fermetures d'hôpitaux, le sous-financement des universités et une panne de l'innovation. Tout cela parce que les libéraux ont décidé d'équilibrer le budget fédéral sur le dos des provinces.

• (1455)

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): Monsieur le Président, c'est trop peu, trop tard. L'énoncé économique ne fera pas redémarrer l'économie. Il ne s'y trouve aucune mesure pour lutter contre la pauvreté. L'institut Wellesley affirme que la pauvreté rend les Canadiens malades et freine l'économie.

De ce côté de la Chambre, les députés ont un plan. Ils comptent améliorer le programme d'assurance-emploi, mettre en oeuvre une stratégie nationale sur le logement abordable et fournir de vrais services de garde d'enfants.

Il est temps de changer de gouvernement. Je pose encore la question: comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au gouvernement conservateur?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, la coalition séparatiste d'en face a certainement un plan. Pour mieux le connaître, j'ai trouvé une autorité en la matière. Si les députés veulent jeter un coup d'oeil à ce plan, ils n'ont qu'à se rendre

dans le site Web des libéraux, où ils trouveront un jugement sur le plan du NPD. On y indique que le plan du NPD aura pour effet d'augmenter le fardeau fiscal de centaines de milliers de PME au Canada, ce qui nuira à divers secteurs, y compris la fabrication, la construction, l'agriculture, la pêche, les arts et la haute technologie. Ce plan va être néfaste pour les Canadiens qui peuvent faire croître l'économie et faire prospérer le pays.

Voilà le plan du NPD, qui est appuyé par les séparatistes et les libéraux.

* * *

[Français]

LES ARTS ET LA CULTURE

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, ce gouvernement a décidé de s'attaquer à la culture, aux artistes et au milieu culturel, et de les mépriser. Il augmente son budget du patrimoine de 8 p. 100, mais c'est pour en donner davantage au relais de la flamme olympique.

Le premier ministre se rend-il compte que s'il avait mis de côté son approche idéologique et montré un peu plus de pragmatisme, il aurait pu trouver, comme les trois autres chefs de l'opposition, des solutions qui lui auraient épargné la perte de confiance dont il est l'objet aujourd'hui?

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, je vais le dire chaque fois, jusqu'à ce que ma collègue comprenne les faits. Voici ces faits: on a augmenté les dépenses dans les arts et la culture. Par exemple, pour ce qui est du Conseil des Arts du Canada, on a augmenté les dépenses dans une proportion de 17 p. 100, jusqu'à 181 millions de dollars. Voilà un programme qui s'adresse aux artistes, pour des artistes. Il peut donner aux artistes de l'argent pour répondre à leurs besoins. On a augmenté leurs dépenses. Le Bloc a voté contre cela. Il est contre les arts, contre la culture, contre le Canada, mais pour le Parti libéral.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, si ce gouvernement avait été à l'écoute de ceux qui voient dans l'environnement une opportunité économique plutôt qu'un fardeau, il n'aurait pas perdu la confiance de la société civile et des industries. Il aurait pris le leadership en collaborant à l'établissement d'un système d'échange de droits d'émissions avec des cibles absolues, en prenant 1990 pour année de référence.

Le gouvernement admettra-t-il qu'il aura été l'artisan de son propre malheur dans cette perte de confiance?

L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, hier, le député me demandait de changer mon attitude en particulier vis-à-vis de Kyoto. Je lui demande pourquoi il a soudainement changé sa position. Hier, le nouveau chef de la coalition libéraux-souverainistes a abandonné Kyoto et a choisi un système de plafonnement et d'échange.

Je suis surpris que le Bloc laisse tomber ses principes si facilement.

Questions orales

[Traduction]

LA THAÏLANDE

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Après n'avoir rien fait pour venir en aide aux Canadiens en rade en Thaïlande alors que d'autres pays se sont empressés de rapatrier leurs ressortissants, le gouvernement a finalement annoncé hier qu'il allait nolisier un avion pour ramener au pays quelques-uns de nos citoyens.

Le ministre des Affaires étrangères peut-il nous expliquer pourquoi son gouvernement a tant tardé à présenter son plan d'évacuation? Pourquoi n'estime-t-il pas qu'il est nécessaire de rapatrier tous nos ressortissants en rade en même temps? Le ministre aurait-il recours à un plan d'évacuation échelonné qui a été élaboré à la dernière minute et qui, en plus, arrive trop tard?

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, pendant que mon collègue s'occupait à monter une coalition avec les séparatistes, nous travaillions.

Je tiens à assurer à la Chambre que les 34 premiers Canadiens à avoir été évacués ont atterri à Hong Kong ce matin. L'ambassade continue de travailler jour et nuit. Des avions décollent, des gens quittent la Thaïlande. L'ambassade a réservé des places, 70 aujourd'hui et 100 autres demain, sur les vols de Bangkok Airways à destination de Hong Kong, et elle a contacté tous les groupes de voyageurs pour s'assurer que des places sont disponibles.

● (1500)

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Monsieur le Président, à cause des retards imputables au ministre, beaucoup de personnes âgées sont trop malades pour même monter à bord d'un avion. Des Canadiens se font escroquer en payant 5 000 \$ pour rentrer chez eux. Plus grave encore, deux Canadiens ont perdu la vie. Cette tragédie et d'autres actes désespérés auraient pu être évités si le gouvernement avait prévu un plan d'évacuation et s'il avait demandé aux employés de l'ambassade de communiquer avec les citoyens en rade.

Je demande une fois de plus au ministre s'il prendra les mesures nécessaires pour faire sortir tous nos citoyens de la Thaïlande immédiatement au lieu d'avoir recours à un plan d'évacuation décousu qui laisse certaines personnes derrière.

[Français]

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, pendant que mon collègue était en train de s'affairer à faire des liaisons stratégiques avec le Bloc québécois, avec les souverainistes, nous agissions. Aujourd'hui, nous avons fait en sorte que des Canadiens quittent Bangkok. Déjà, des vols nolisés permettront à ces gens de quitter la Thaïlande pour se rendre à Hong-Kong. De là, évidemment, ils vont rentrer au pays. Les efforts sont déjà faits. L'ambassade travaille très fort à rassurer les gens et nous nous occupons du dossier.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, le Nord de l'Ontario ne peut attendre plus longtemps des stimulants économiques. Cent trente travailleurs de Greenstone ont perdu leur emploi ces derniers jours, juste avant la période des Fêtes. Depuis des années, les entreprises comme Longlac Woods Industries sonnent l'alarme auprès du gouvernement, mais sans succès.

Les familles du Nord de l'Ontario veulent un gouvernement qui agira pour protéger leurs emplois, leurs économies et leur maison, mais le gouvernement a refusé d'agir. Pourquoi les habitants du Nord de l'Ontario feraient-ils confiance au gouvernement conservateur?

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, le fait est que le gouvernement a reconnu l'an dernier qu'il fallait injecter de l'argent dans la Fiducie pour le développement des collectivités et y a versé 1 milliard de dollars pour aider les collectivités touchées.

Je dois dire que les préoccupations exprimées aujourd'hui par la coalition socialo-séparatiste sont égocentriques et ne font rien de plus que de faire ressortir qu'il y a une attaque contre le Canada et contre la démocratie. Il est temps que quelqu'un prenne la défense du Canada et c'est ce que nous ferons.

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Monsieur le Président, le choc des fermetures a été ressenti chez moi aujourd'hui, avec l'annonce provenant d'Abitibi Bowater en Nouvelle-Écosse. Des familles se sont réveillées ce matin pour apprendre qu'elles seraient sans emploi pendant cinq semaines. Les habitants de Brooklyn sont les derniers en date des millions de Canadiens qui paient le prix du refus du gouvernement de stimuler l'économie.

Comment les habitants de la Nouvelle-Écosse pourraient-ils faire confiance au gouvernement conservateur?

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le gouvernement a mis 1 milliard de dollars dans la Fiducie pour le développement des collectivités. En fait, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a déclaré qu'il se réjouissait des fonds injectés et qu'il croyait que c'était un bon premier pas pour aider les collectivités et les entreprises à faire face aux bouleversements économiques récents. C'était le 11 janvier 2008. Nous avons agi rapidement. Nous avons pris une mesure décisive. Nous continuons de prendre la défense des Canadiens.

* * *

LA PROPOSITION DE COALITION DE L'OPPOSITION

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens sont outrés, et avec raison, par la coalition secrète entre les libéraux, les bloquistes et les néo-démocrates en vue de prendre le pouvoir dans un coup d'État digne d'une république bananière. Cela nuit à notre économie et place l'avenir de notre pays entre les mains des séparatistes du Québec.

La ministre du Travail pourrait-elle faire part à la Chambre des conseils du premier ministre de l'Alberta à l'endroit de l'opposition?

L'hon. Rona Ambrose (ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre Stelmach a dit hier que les partis de l'opposition devraient placer les intérêts du Canada avant les leurs et cesser ces absurdités.

Lorsque les électeurs de ma circonscription m'ont élue, j'aurais pu appartenir à n'importe quel parti représenté à la Chambre, mais je peux affirmer que je n'aurais jamais été élue pour siéger au sein d'un gouvernement de coalition appuyé par des séparatistes.

Ce gouvernement continuera de défendre les Canadiens et de soutenir l'économie.

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de trois ministres de la Nouvelle-Écosse: l'honorable Chris D'Entremont, ministre de la Santé; l'honorable Cecil Clarke, ministre de la Justice et l'honorable Mark Parent, ministre de l'Environnement et du Travail.

Des voix: Bravo!

* * *

• (1505)

[Français]

RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

L'hon. Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, Lib.): Monsieur le Président, pendant la période des questions orales, le premier ministre a déclaré en cette Chambre que lors de la conférence de presse et la signature de l'entente entre le chef du Parti libéral du Canada, le chef du Nouveau Parti démocratique et le chef du Bloc québécois, les drapeaux canadiens n'étaient pas dans la salle.

Le premier ministre sait très bien qu'il y avait deux drapeaux canadiens, de même que les drapeaux de chaque province et de chaque territoire. À mon avis, il a induit cette Chambre et les Canadiens en erreur, et je lui demande de retirer ses propos.

Le Président: Je crois que ce n'est pas un recours au Règlement parce que cela ne concerne pas le Règlement de la Chambre. À mon avis, il y a certainement des questions qui contiennent des déclarations incorrectes de temps en temps, et c'est exactement la même chose pour les réponses.

Ce n'est pas au Président de décider ce qui est correct et ce qui ne l'est pas. À mon avis, ce n'est pas un recours au Règlement.

On veut faire un autre recours au Règlement. L'honorable député d'Outremont a maintenant la parole.

[Traduction]

M. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, durant la période des questions, le premier ministre a affirmé qu'il n'y avait pas de drapeaux canadiens présents lors de la signature de l'entente tripartite hier. C'est faux.

On devrait forcer le premier ministre à s'excuser puisqu'il y avait deux drapeaux canadiens.

Le Président: J'ai déjà traité de cette question. Je ne crois pas qu'affirmer qu'une déclaration peut contenir une erreur constitue un recours au Règlement. Ce n'est pas à la présidence de déterminer quelles déclarations sont correctes ou non. Les députés ont fait valoir leur argument, mais je crois qu'il s'agit d'une question de débat, et non d'une question qui touche le Règlement de la Chambre.

[Français]

À l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable député de Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour veut faire un autre recours au Règlement.

M. Louis Plamondon (Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour, BQ): Monsieur le Président, lorsque nous avons posé une question à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, elle a répondu à trois reprises que le Bloc québécois coûtait trop cher.

Mes droits et privilèges de député membre de ce parti ont ainsi été attaqués. Je lui demande donc de retirer ses paroles. Tous les députés ont le droit de siéger en cette Chambre et tous les députés coûtent le même prix. Il n'y a pas un parti qui coûte plus cher qu'un autre,

Initiatives ministérielles

proportionnellement aux élus. C'est une insulte pour tous les députés du Bloc québécois, et je lui demande de retirer ses paroles.

Le Président: Je regarderai les remarques de la ministre et ce qu'a dit l'honorable député, et je reviendrai à la Chambre, si c'est nécessaire, pour obtenir une rétractation. Je n'ai pas entendu ces mots pendant la période de questions.

• (1510)

[Traduction]

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, Ind.): Monsieur le Président, j'invoque moi aussi le Règlement. Hier, à la période des questions, j'ai demandé au ministre des Finances si la Nouvelle-Écosse serait exemptée du plafonnement des augmentations de la péréquation décrit dans l'énoncé économique. Le ministre n'a pas répondu à ma question à la Chambre mais, plus tard dans la journée, le *Chronicle-Herald* de Halifax a signalé que, lorsqu'il a interrogé le gouvernement à propos de ma question, les fonctionnaires du ministère des Finances lui ont fourni la réponse par écrit.

Le ministre pourrait-il déposer à la Chambre le document qui a été fourni au *Chronicle-Herald* de Halifax?

Le Président: Je suis certain que le ministre examinera le point soulevé par le député et répondra à la question quand il sera présent à la Chambre. Toutefois, comme le ministre n'est pas là, il est un peu difficile d'organiser le dépôt du document en son absence. Ce sera à lui de fournir la réponse.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

L'ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La Chambre reprend l'étude de la motion, et de la motion voulant que cette question soit maintenant mise aux voix.

Le Président: Avant la période des questions orales, le député de Sherbrooke a eu la parole. Il lui reste quatre minutes pour terminer ses remarques.

Le député de Sherbrooke a donc maintenant la parole.

M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ): Monsieur le Président, je vous aurais cru un peu plus généreux. Je ne dispose que de quatre minutes pour exprimer ce que je ressens face au gouvernement conservateur, particulièrement aujourd'hui, surtout après les propos que ses députés ont tenus lors de la période des déclarations de députés et lors de la période des questions orales. C'était pathétique à voir, surtout et principalement les députés conservateurs du Québec qui, selon moi, sont très loin des besoins et des aspirations de la population du Québec.

Je n'aurai probablement pas le temps de dire tout ce que j'avais à vous dire, et surtout d'essayer d'inspirer les conservateurs. Étant donné le comportement des conservateurs de cet après-midi pendant la période des questions, je vais illustrer mes propos à l'aide d'un exemple.

Initiatives ministérielles

Étant jeune, j'avais un petit chat. Vous savez, un chat, c'est un animal domestique tout de même chaleureux, souvent apaisant, qu'on approche et qui aime se faire flatter bien sûr. Un jour, il s'est blessé, et je me suis aperçu que ses instincts refaisaient surface, et il pouvait être un peu méchant envers les personnes qui l'approchaient. Or, je vois là non pas un animal domestique, mais un monstre sauvage, qui est fortement blessé parce qu'il s'aperçoit qu'il perd la confiance.

Parallèlement, le Parti conservateur a perdu la confiance non seulement des parlementaires et des gens de l'opposition, mais il est en train de perdre toute confiance et toute crédibilité aux yeux de la population canadienne et québécoise. Vous savez ce que fait un animal blessé, surtout quand il est sauvage, c'est foudroyant. Toutes les tentatives de sauver ses acquis sont possibles. On peut donc s'attendre à tout avec ce gouvernement. C'est pour cela que je réitère que les partis d'opposition ont perdu toute confiance envers lui. Et peu importe ce qu'il essaiera, le chat est justement sorti du sac lors du discours du Trône et de l'énoncé économique. On sait maintenant ce que veulent les conservateurs: le pouvoir pour le pouvoir, tout simplement. Ils veulent le contrôle total. On a vu les actions commises envers la démocratie, et cela, c'est impardonnable. Il n'y aura pas de retour en arrière, peu importe ce qu'ils font, peu importe ce qu'ils feront et diront. La confiance est rompue, elle s'est brisée. C'est un point de non-retour.

Le Bloc québécois s'est alors associé dans une certaine mesure avec les autres partis d'opposition et, en ce sens, cette association est au-dessus des partisaneries, mais contre tout ce que peut faire le gouvernement conservateur à l'encontre de la population québécoise et canadienne. La majorité du temps, tout ce qui est présenté par le Bloc québécois est bon pour le Québec, protège les intérêts du Québec et, à 99,9 p. 100, est également bon pour les gens du Canada et pour ceux du Canada qui ont des problèmes avec l'assurance-emploi, notamment.

D'autre part, mon collègue parlait du délai de carence. On l'éliminera. Il y a des chômeurs au Canada aussi, et il devrait y penser. Il y a d'autres éléments importants. Il y a aussi des gens qui perdent leur emploi, qui sont à l'âge de la retraite et qui ne peuvent pas retourner sur le marché du travail. Un programme d'aide aux personnes âgées, c'est possible aussi pour les Canadiens, mais c'est également très bon pour le Québec.

En ce qui concerne les investissements, tous les éléments que le Bloc québécois avait justement présentés au ministre des Finances n'ont même pas été lus par ce dernier. On le sait puisque hier, après la question de mon collègue de Saint-Maurice—Champlain, le ministre des Finances a avoué ne même pas avoir pris connaissance des propositions du Bloc québécois. Il aurait eu intérêt à le faire, parce que la confiance de l'opposition envers ce gouvernement est perdue à jamais. Il faut changer les choses, et cela presse!

• (1515)

[Traduction]

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, comme la Chambre le sait, la totalité des mesures entraînant un vote de confiance dans le cadre de la nouvelle coalition envisagée devront obtenir l'appui du Bloc. Nous savons aussi que le discours du Trône, qui expose la vision du gouvernement pour notre pays, entraîne un vote de confiance.

Si ce nouveau gouvernement de coalition présentait un discours du Trône prônant un Canada uni, qui inclut le Québec, le député appuierait-il ce discours du Trône?

[Français]

M. Serge Cardin: Monsieur le Président, je ne me nourris pas d'hypothèses comme le fait le député que je ne reconnaissais malheureusement pas et qui est probablement un nouvel élu. Malgré toute la bonne foi dont il a pu faire preuve devant sa population afin de se faire élire, il s'aperçoit probablement qu'il se basait aussi sur des hypothèses conservatrices pour défendre son parti.

Aujourd'hui, comme je le mentionnais plus tôt, les conservateurs sont très loin des intérêts de la population, de ses besoins, de ses aspirations et surtout des solutions.

J'imagine que la population de la circonscription du député vit les mêmes choses. Il doit être conscient que son premier ministre, peu importe ce qu'il a pu lui dire auparavant, veut à tout prix un parti majoritaire. Peu importe la façon ou les moyens d'y parvenir, il veut devenir majoritaire afin d'avoir un contrôle absolu.

Vouloir enlever le financement des partis politiques, il faut le faire! Où cela mène-t-il normalement? On pourrait relire l'histoire, mais je n'ose pas penser qu'elle pourrait se répéter au Canada. On a déjà vu des gouvernements qui ont enlevé tout financement aux partis politiques, et ce, dans le but de les faire disparaître.

Les conservateurs font cela à un moment où ils pensent qu'on croit qu'ils sont passablement riches. Par contre, le gros de cet argent a été amassé sous l'ancienne loi. Ils n'ont même pas voulu dire qui les avait financés. Le fait de s'attaquer à la démocratie et à la libre expression des différents partis dans une société démocratique est un élément fondamental. Le seul fait de s'être attaqué à cela constitue un point de non-retour. Jamais je ne croirai que le député qui vient de me poser la question n'était pas conscient du fait qu'il n'y avait aucun élément important permettant de faire face à la crise.

Le Bloc québécois a soumis des propositions que le ministre des Finances n'a même pas lues. Après cela, les conservateurs demandent la collaboration des partis d'opposition. Les partis de l'opposition ont décidé de se prendre en main et de collaborer pour répondre aux besoins de la population, à leurs aspirations et surtout pour présenter des solutions que les gens pourront comprendre, des solutions pratiques et à court terme. Présentement, ce qui manque au Parti conservateur, c'est une vision.

Depuis janvier 2006, tous ceux qui connaissent un tant soit peu les finances et l'économie savaient que cela s'en venait. Ça ne sort pas d'une boule de cristal, les faits le démontraient. On pouvait voir les soubresauts et la direction que cela prenait. Les conservateurs ne sont pas capables de répondre aux besoins de la population. Ils l'ont démontré clairement. Le Bloc québécois a présenté ses mesures pour aider la population du Québec, et par le fait même les chômeurs de toutes les autres provinces du Canada et les gens aux prises avec des problèmes comme la pénurie de logements sociaux. Nous répondons aux besoins du Québec. Oui, nous défendons ses intérêts, et en plus, cela protège automatiquement le Canada des conservateurs.

Initiatives ministérielles

● (1520)

Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je veux remercier mon collègue de Sherbrooke de me donner l'occasion de m'exprimer et de prendre dix minutes pour donner mon avis sur cet énoncé économique. Mais auparavant, comme c'est la première fois que je prends officiellement la parole ici en cette Chambre lors de cette session, je voudrais remercier mes électeurs de Terrebonne—Blainville qui, pour la quatrième fois, m'ont accordé leur confiance. Je remercie donc mes électeurs, mes bénévoles et également tout mon personnel qui a su m'amener à une si brillante victoire. Je ne vous cacherai pas que tout ce beau monde est prêt à recommencer demain s'il le faut.

On aurait pu s'attendre, après une élection qui a été basée sur l'économie, à ce que l'énoncé budgétaire présenté soit rempli de chiffres. À l'époque, on se souviendra que nous avions été projetés en campagne électorale parce que ce premier ministre et ce gouvernement disaient qu'il fallait parler d'économie. Malheureusement, on a assisté à un énoncé qui ressemble beaucoup plus à du laisser-faire, un énoncé idéologique qui ne laisse pas place à la compassion envers nos citoyens et envers nos entreprises qui ont de la difficulté à traverser cette crise, parce que nous sommes en pleine crise économique mondiale.

On sait que tous les pays autour de nous — même les pays européens — ont injecté des milliards de dollars afin de soutenir leur économie et d'aider les gens autour d'eux à pouvoir mieux respirer pendant cette crise. On sait que l'Union européenne a injecté 200 milliards de dollars et que les États-Unis ont injecté 800 milliards de dollars. Ici, nous calculons que si ce gouvernement avait été un peu allumé, s'il avait eu cette compassion qu'on doit avoir envers nos concitoyens qui ne font pas le même salaire que nous et qui ne vivent pas dans les mêmes conditions que nous, possiblement que ce gouvernement aurait pu injecter un montant d'argent et mettre en place des mesures économiques pour aider nos concitoyens.

Comme le disait le responsable de la Banque du Canada, on pourrait aller jusqu'à un déficit temporaire question de le résorber dans un certain nombre d'années. Mais ce gouvernement ne veut pas entendre parler de déficit. C'est sa bête noire. On sait qu'au plan économique, lorsqu'on fait face à une crise, il faut s'attendre à créer un petit déficit qui est résorbable par la suite.

Au lieu de relancer l'économie et de donner de l'oxygène à nos concitoyens, ce gouvernement a choisi de l'étouffer. Chose vraiment épouvantable, on devait s'attendre dans un énoncé économique à des mesures économiques, mais on a plutôt reçu une grosse claque en pleine face, un gros soufflet. C'est comme si c'était seulement quelques secteurs qu'il fallait abattre et non pas aider nos concitoyens en général.

Ces soufflets, ces claques, ont donné naissance à la coalition actuelle. Le chef conservateur, ce gouvernement, a décidé de laisser tomber nos entreprises et nos gens. Tous les pays le disent: quand on est en pleine crise budgétaire, en principe, on devrait faire des corvées habitation. On devrait permettre aux gens de travailler en bâtissant des logements pour les autres. On pourrait peut-être leur permettre de travailler en développant le transport et les infrastructures en transport. Malheureusement, ce n'est pas ce qui s'est passé et rien n'a été annoncé.

Le Bloc québécois a déjà proposé des mesures. Il avait proposé une foule de mesures, mais jamais ces mesures n'ont été entendues et jamais elles n'ont été prises en compte. On aurait pu reporter d'un an le remboursement obligatoire du régime d'accès à la propriété.

● (1525)

On connaît de ces jeunes ménages qui sont mal pris. On leur a fait miroiter des REER virtuels comme premier paiement à l'achat d'une maison. Non seulement doivent-ils payer leur hypothèque, mais ils paient aussi leurs REER virtuels — qui n'existent pas et qu'on leur a prêtés — et leurs taxes. Les deux conjoints doivent travailler, et ils sont étouffés économiquement et dans leur vie sociale. C'est difficile aussi. On n'a jamais pensé à permettre à ces gens-là d'avoir un petit peu d'air, on n'a jamais pensé à leur donner de l'oxygène.

On aurait pu donner un peu d'oxygène en faisant travailler les gens, en mettant sur pied un fonds destiné aux rénovations résidentielles qui améliorent l'efficacité des coûts énergétiques. Dans ma circonscription, des gens se chauffent au mazout. Moi, j'ai une vieille maison et je chauffe au mazout. Pourquoi? Je ne pourrais pas chauffer à l'électricité car cela me coûterait plus cher. La maison n'est pas isolée pour l'électricité. J'aurais donc aimé qu'on mette sur pied un programme d'éco-énergie.

On aurait pu respecter intégralement la formule de péréquation. Cela a été un brutal soufflet au visage des Québécois quand on a dit qu'ils n'auraient pas droit à leur surplus de péréquation. On aurait pu tout simplement hausser graduellement le Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées. Elles ont vu leur pension de vieillesse augmenter d'à peu près 2 \$ par mois, parfois de 1,09 \$. C'est à peine si on peut prendre un café avec cela. On aurait pu aussi, progressivement, rembourser les personnes âgées qui étaient admissibles au Supplément de revenu garanti et qui ont été flouées.

On aurait pu permettre un accès élargi au régime d'assurance-emploi et éliminer le délai de carence. On aurait pu mieux soutenir nos gens qui travaillent en agriculture. On aurait aussi pu prolonger le Programme de remise écoAUTO qui a disparu subitement. Il s'agissait de bons programmes. Malheureusement, on n'en tient pas compte. Ces programmes auraient pu aider M. et Mme Tout-le-Monde. Mais M. et Mme Tout-le-Monde ne sont pas importants pour ces gens-là. Ce qui est important pour le gouvernement d'en face, c'est l'industrie. Mais encore là, on ne l'a pas aidée. On n'a pas mis sur pied des programmes qui garantiraient des prêts, qui permettraient d'avoir, par exemple, des liquidités pour investir. La semaine dernière, deux entreprises de ma circonscription ont fermé leurs portes par manque de liquidités. On aurait pu arrêter les coupes imposées au programme Partenariat technologique. On aurait pu les faire bénéficier d'un programme de partage de risques.

On aurait pu tout simplement moderniser les lois antidumping canadiennes qui sont désuètes pour les mettre au même niveau que celles des autres pays de l'Union européenne. J'avais d'ailleurs présenté un projet de loi à cet effet, le projet de loi C-411. On ne l'a pas fait. On peut aussi, à la limite, comme le disait le Bloc, utiliser les achats gouvernementaux comme leviers de développement économique. Combien de nos entreprises seraient heureuses de contribuer à aider Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, mais elles n'y ont pas droit puisque ce sont à des filiales américaines que TPSGC achète. On aurait pu mettre en place des politiques spécifiques pour les secteurs industriels qui vivent des défis particuliers comme, par exemple, les industries traditionnelles.

Initiatives ministérielles

On aurait pu faire beaucoup de choses, mais non, on a reçu une grosse gifle donnée par ce gouvernement. Ce n'est pas cela, un énoncé budgétaire, un énoncé économique. Malheureusement, le gouvernement actuel est l'artisan de son propre malheur. Nous qui, à l'époque, croyions à l'action, aux compromis, à l'ouverture, on s'est fait avoir, en un sens. La population s'est fait avoir parce qu'elle ne s'attendait pas, mais pas du tout, à un tel énoncé économique. On reçoit courriel après courriel de gens déçus, même d'anglophones des provinces de l'Ouest.

Cet énoncé va clairement à l'encontre des intérêts de compassion envers le peuple du Québec. On votera donc contre, c'est bien évident.

• (1530)

[Traduction]

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, ce que nous constatons notamment avec l'effondrement actuel des mécanismes classiques d'apport de capitaux, c'est qu'il faut considérablement améliorer le régime de prestations dont les gens bénéficiaient jusqu'ici.

Nous avons constaté que le délai d'attente pour toucher l'assurance-emploi crée de graves difficultés pour les gens qui perdent leur emploi, notamment dans le secteur des ressources et dans le secteur manufacturier. Imaginez ce que c'est que de perdre son emploi et de devoir attendre quelques semaines sans aucun financement pour faire le pont.

C'est particulièrement sur le problème de ces familles que j'attire l'attention de la députée. Un enseignant de l'Université Carleton a dit qu'une des meilleures solutions pour relancer l'économie serait de réformer l'assurance-emploi, et j'aimerais savoir ce qu'elle pense de cette suggestion.

[Français]

Mme Diane Bourgeois: Monsieur le Président, je remercie mon collègue néo-démocrate de sa question puisque cela me permet de revenir sur cette idée de compassion envers nos concitoyens.

Dans ma circonscription, il y a actuellement beaucoup de gens qui perdent leur emploi et le fameux délai de carence est un problème. Je vais expliquer pourquoi. D'une part, il y a des entreprises qui offre du travail à temps partagé. Lorsque des employés sont mis à pied, ils ne peuvent plus se servir du délai de carence.

Deuxièmement, il faut le dire, la caisse de l'assurance-emploi est une caisse payée en partie par l'employeur et en partie par l'employé. Cette caisse n'appartient pas au gouvernement fédéral, mais plutôt à l'employé.

Les employeurs qui sont mal pris et qui doivent procéder à la mise à pied d'un employé sont heureux de ne pas faire vivre ce délai de carence à l'employé. De leur côté, les employés sont heureux de pouvoir compter rapidement sur une aide immédiate. Personnellement, je ne vois pas pourquoi le gouvernement actuel vient se foutre le nez dans quelque chose qui appartient aux employeurs et aux employés et vient gérer cela alors que, d'un côté comme de l'autre, les gens y ont droit sans aucune considération. Ils y ont droit, c'est à eux, ils l'ont payé.

[Traduction]

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée d'en face de nous donner l'occasion de connaître son point de vue sur la mise à jour économique et financière, car il s'agissait bien d'une mise à jour. Ce n'était pas un midi-budget. Je sais qu'il y a des gens dans le public et dans les médias qui ont dit que c'était un budget. Le ministre des Finances et

le premier ministre ont clairement dit qu'il s'agirait strictement d'une mise à jour économique et financière pour faire le point de la situation actuelle. Le budget sera présenté le 27 janvier à condition que cette coalition ne se matérialise pas.

Je sais qu'on se préoccupe beaucoup d'aider les personnes âgées qui ont des portefeuilles d'actions, en particulier dans les collectivités de retraités. Je représente Kelowna—Lake Country, dont environ 19 p. 100 des électeurs ont plus de 65 ans et s'inquiètent beaucoup de leurs REER et des limites de retrait s'appliquant à leurs FERR. Je me demande si la députée est d'accord sur cette initiative et pense que c'est une bonne chose pour les Canadiens.

• (1535)

[Français]

Mme Diane Bourgeois: Monsieur le Président, tout d'abord, je dois avouer que le visage du député ne m'est pas familier. J'imagine que c'est un nouveau député ou que je ne l'ai pas reconnu. Il ne m'est peut-être jamais tombé dans l'oeil.

Je tiens à lui dire que, depuis deux ans, on attend de ce gouvernement un budget qui apporte de l'aide pour le monde ordinaire, soit un budget de compassion. On nous a dit qu'on aura un autre budget à la fin du mois de janvier ou au début du mois de février, mais ce sera beaucoup trop tard. Cela étant dit, la mesure de 25 p. 100 actuellement préconisée par le gouvernement n'est pas suffisante. On dit même qu'il faudrait l'augmenter à 50 p. 100.

Monsieur le Président, vous m'indiquez qu'il ne me reste plus de temps, ce qui est dommage. Il y en a qui ont la peau plus foncée, et ceux là, ils tombent dans l'oeil.

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, le psychodrame constitutionnel manigancé par les trois partis d'opposition pour déjouer la volonté populaire et faire avancer leurs intérêts partisans n'est pas un jeu politique innocent. Il comporte des conséquences sérieuses sur l'unité nationale, sur notre prospérité économique et sur la sécurité financière de nos concitoyens et concitoyennes.

Je laisserai à d'autres le soin d'exposer l'incroyable légèreté, l'irresponsabilité même des arguments avancés par l'opposition pour tenter de justifier leurs manœuvres antidémocratiques. D'autres voudront sans doute aussi souligner les dangers que ferait courir l'utopique coalition imaginée par l'opposition à notre économie.

Néanmoins, comme ministres des Affaires étrangères du Canada, je veux attirer l'attention de cette Chambre sur certaines conséquences internationales que la présente crise politique peut aussi entraîner pour notre pays. Car nous ne sommes pas ici, dans cette enceinte, isolés du monde qui nous entoure et qui continue d'avancer à toute vitesse pendant que notre gouvernement risque d'être paralysé par trois chefs qui viennent tout juste d'être répudiés par l'électorat canadien.

Le monde n'arrêtera pas de tourner pendant que le chef de l'opposition joue à qui perd gagne. Car, il ne faut pas l'oublier: la junte des libéraux et des néo-démocrates, avec l'appui de son complice bloquiste — le Survivant, le Socialiste et le Souverainiste — dit ne pas avoir confiance en notre gouvernement.

Cependant, la population canadienne, elle, a signifié très clairement et très récemment qu'elle n'avait pas confiance en ces partis pour diriger le pays. Et les trois putschistes d'opérette ne pourront jamais, d'un coup de plume, biffer le suffrage des millions de Canadiens et Canadiennes qui n'ont pas voté pour eux. Il convient de le rappeler: près de 38 p. 100 des électeurs canadiens ont appuyé notre parti le 14 octobre dernier.

À peine plus de 26 p. 100 ont voté pour le parti libéral — le pire résultat électoral pour ce parti dans son histoire —, un peu plus de 18 p. 100 pour le Nouveau Parti démocratique et 10 p. 100 pour le Bloc québécois — car il faut bien compter les votes bloquistes sur une base nationale maintenant que le chef du Bloc se prend pour un chef national capable de dicter la politique du Canada, en attendant de s'en séparer.

Aucun subterfuge, aucune mise en scène ne peut changer cette réalité: les Canadiens et Canadiennes ont accordé au Parti conservateur du Canada la pluralité des suffrages et la pluralité des sièges en cette Chambre des communes.

[Traduction]

Comme mon collègue le ministre des Finances nous l'a rappelé à maintes reprises au cours des dernières semaines, le Canada n'est pas une île. J'ajouterais même que les députés de l'opposition ne devraient pas s'imaginer qu'ils peuvent faire fi de la volonté que la population a démocratiquement exprimée simplement parce qu'ils siègent sur la Colline du Parlement.

Pourquoi les votes qui les ont fait élire députés, autrement dit représentants des électeurs, auraient-ils plus de poids que ceux qui ont donné à notre parti une forte pluralité à la Chambre? Comment un homme qui a mené son parti à la pire défaite, peut-il même songer à se proclamer premier ministre avec l'appui d'un chef dont le parti n'a jamais été au pouvoir et d'un autre parti dont le seul objectif est l'anéantissement du Canada?

Voilà un scénario difficile à expliquer à nos alliés et partenaires qui recherchent vigoureusement la prospérité économique que procure la stabilité politique.

• (1540)

[Français]

Quand notre parti a été reporté au pouvoir, le 14 octobre dernier, les Canadiens et les Canadiennes ont choisi un gouvernement en qui ils ont confiance pour gérer la crise économique qui touche le monde entier.

Il y a des limites au « vote stratégique » qu'affectionnent certains commentateurs: personne au Canada n'a voté pour le Parti conservateur dans l'espoir que le chef de l'opposition devienne premier ministre, que les néo-démocrates entrent au gouvernement et que les souverainistes détiennent les clés du pouvoir.

Les Canadiens et les Canadiennes savent que des temps difficiles exigent des actions énergiques et des choix courageux. Ils savent aussi que l'incertitude et l'instabilité font fuir les capitaux, augmentent le loyer de l'argent, réduisent le crédit et tuent les emplois. Mettons-nous un instant à la place d'un investisseur étranger qui hésite entre plusieurs pays pour obtenir un rendement intéressant. Serait-il tenté par un pays dont le gouvernement est tenu en otage par des partis de l'opposition qui veulent s'accaparer le pouvoir sans l'appui des électeurs? Aurait-il confiance en un premier ministre en sursis dont la seule ambition possible est de céder le pouvoir à un autre ministre libéral non élu? Serait-il rassuré par la présence dans les coulisses d'un parti dont la raison d'être est de

saboter le Canada et qui plongerait le Québec dans les pires difficultés économiques de son histoire?

Et personne ici ne se fait d'illusions: le chef du Bloc n'est pas devenu fédéraliste et il ne renonce nullement à son idéologie souverainiste. Voici, à ce sujet, ce qu'il a déclaré hier, après avoir remis son stylo magique dans sa poche: « On peut en arriver à des objectifs communs sans renoncer à ce que nous sommes, je n'y renonce pas et je pense qu'en agissant ainsi, je fais avancer la lutte pour laquelle je suis en politique. »

Notre plan, par contre, correspond aux exigences de notre situation économique et de la situation internationale. Nous voulons contribuer à réformer le secteur financier mondial, garantir une saine gestion des finances publiques, sécuriser les emplois des familles et des collectivités canadiennes, promouvoir l'investissement et le commerce, et augmenter l'efficacité de l'action gouvernementale. Pour y arriver, nous collaborerons avec nos partenaires internationaux afin de trouver des façons de stimuler l'emploi.

C'est pourquoi le ministre des Finances et le premier ministre ont récemment uni leurs efforts à ceux de leurs homologues du G20, réunis à Washington. J'ai moi-même eu le privilège de représenter notre pays au sommet de l'APEC au Pérou, où j'ai pu rencontrer privément des représentants d'une vingtaine de pays. Tous ont exprimé respect et admiration pour la façon dont notre économie, et en particulier notre système bancaire, servent notre pays en cette époque très difficile.

Dès notre élection, nous avons aussi pris le moyens qui s'imposaient pour assurer la croissance et la stabilité de notre économie. Depuis 2006, ai-je besoin de le rappeler, nous avons réduit la dette fédérale de 37 milliards de dollars; coupé les taxes et les impôts de 200 milliards de dollars pour 2007-2008 et les cinq exercices suivants; abaissé le taux d'imposition sur les nouveaux investissements des entreprises, ce qui nous donnera le plus bas niveau parmi les pays du G7 d'ici à 2010; fait des investissements sans précédent dans l'infrastructure et investi dans la science et la technologie, l'éducation et la formation.

Plus récemment, pour aider à maintenir la force et la stabilité de notre système financier, notre gouvernement a pris des mesures pour fournir des liquidités afin que les institutions financières puissent continuer à consentir des prêts aux consommateurs, aux acheteurs de maisons et aux entreprises à un coût abordable. Nous avons créé un filet de sécurité afin de veiller à ce que nos institutions financières ne soient pas désavantagées sur le plan de la concurrence dans le monde.

• (1545)

Nous avons notamment mis en place de nouvelles règles s'appliquant aux hypothèques garanties par le gouvernement, afin d'éviter que le Canada connaisse une bulle hypothécaire comme celle observée aux États-Unis.

Nous avons déjà pris des mesures importantes pour stimuler notre économie et nous les avons prises avant que nombre de pays commencent à agir. Mesurées en fonction de notre économie, elles sont d'ailleurs beaucoup plus importantes que celles prises par les autres économies avancées.

Initiatives ministérielles

L'an prochain, les Canadiens paieront 31 milliards de dollars de moins en taxes et en impôts, ce qui correspond à presque 2 p. 100 du PIB, et ce, grâce aux allègements fiscaux que nous avons accordés en 2006. Parce que nous avons pris des mesures en premier, nous sommes plus en mesure d'affronter aujourd'hui la tempête que les autres pays industrialisés. Les experts s'attendent d'ailleurs à ce que le Canada ait la meilleure performance économique de tous les pays du G7.

Bien sûr, nous pouvons nous réjouir de cette performance économique en cette période de turbulence financière mondiale. Cependant, le Canada n'est pas à l'abri du ralentissement économique, et personne ne peut dire avec certitude ce que l'avenir nous réserve. Au cours des derniers mois, les prévisions ont énormément fluctué partout dans le monde entier, surtout en raison de l'effondrement des institutions financières et du gel du crédit. À la lumière de ce qui est arrivé aux institutions financières dans le monde et en particulier aux États-Unis, nous devons nous préparer à faire face à tous les risques.

En cette période trouble, il existe au moins une certitude: l'instabilité politique est particulièrement néfaste, dangereuse même, pour une économie comme la nôtre qui est largement ouverte sur le monde, donc en forte concurrence.

Je ne peux passer sous silence, par ailleurs, certaines situations que notre politique étrangère doit subir de façon immédiate et directe à cause de la crise fomentée par l'opposition. Par exemple, parce que tous nos ministres étaient retenus à Ottawa, le Canada, cette semaine, n'était représenté par aucun élu au Sommet des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, où l'on discute pourtant de questions aussi fondamentales que les opérations militaires en Afghanistan et l'accession de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN.

[Traduction]

Demain, à Oslo, en Norvège, plus de 100 États signeront une interdiction historique sur les armes à sous-munitions, mais aucun ministre ne représentera le Canada à cette occasion. Les partis de l'opposition sont tellement captivés par leur manœuvres politiques qu'ils n'ont pas voulu conclure d'entente de pairage pour permettre au Canada d'être représenté à ces importantes réunions internationales.

[Français]

Aujourd'hui ou demain, je parlerai à la nouvelle secrétaire d'État des États-Unis, Mme Clinton.

Y a-t-il quelqu'un dans cette Chambre qui s'imagine que notre plus important partenaire commercial et notre plus fidèle allié ne s'inquiète pas de ce qui se passe ici?

Que pense la communauté internationale quand on y voit, comme principale photo provenant du Canada, l'image d'un chef souverainiste souriant à belles dents en pactisant avec le chef du parti des commandites, le parti du déséquilibre fiscal, le parti de la centralisation à outrance, qu'il a toujours dénoncé avec véhémence?

Les libéraux et les néo-démocrates tentent de minimiser le pacte qu'ils ont signé avec le seul parti dans cette Chambre qui est un adversaire avoué et zélé de l'unité nationale. Ont-ils seulement pensé au message que cette situation aberrante lance à nos partenaires?

Même le président Sarkozy, qui disait récemment que les Canadiens étaient les amis de la France et les Québécois des membres de la famille, doit se perdre en conjectures.

Comment le père de la clarté, l'héritier de Laurier et de Trudeau, l'élève de Chrétien et de Martin, va-t-il expliquer à nos partenaires sa nouvelles amitié pour les souverainistes? Comment pourrait-il convaincre les membres du Forum des fédérations, dont il a

fortement appuyé la création, que la meilleure façon de faire prospérer une fédération est d'inviter des anti-fédéralistes à en partager le gouvernement?

En terminant, j'invite les députés d'opposition à lever un peu les yeux de leurs scénarios fantaisistes, à s'élever quelques instants au-dessus de leurs préoccupations partisans, à regarder un peu plus loin que les fauteuils de ministres qu'ils reluquent.

Ils verront alors, chez nos voisins du Sud, un nouveau président qui ne demande pas mieux que de fortifier les relations de son pays avec le nôtre. Ils verront un président de la république française et de la Communauté européenne qui se dépense sans compter pour réformer les institutions internationales. Ils verront aussi que les vieilles haines et les nouveaux terrorismes sont toujours aussi virulents dans plusieurs régions du monde.

Peut-être verront-ils aussi un grand pays, respecté, admiré, envié même sur tous les continents, qui a besoin de toutes les bonnes volontés, de toutes ses forces vives pour continuer à rayonner dans le monde et assurer la prospérité et la sécurité de ses concitoyens et concitoyennes.

Ce pays, c'est le Canada, que nous avons — presque tous et toutes — juré de servir au meilleur de nos connaissances et de nos aptitudes.

• (1550)

[Traduction]

L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il m'a semblé, en écoutant le ministre prononcer son discours, qu'il avait oublié certains événements survenus ces dernières années. Il a oublié que son propre parti était disposé à conclure une entente avec le Bloc québécois et à compter sur l'appui de ce parti pour gouverner. Je ne m'explique pas qu'il trouve maintenant si terrible une chose que son propre parti était disposé à faire. À mon avis, c'est le comble de l'hypocrisie.

Il y a quelques années, son parti a reproché au gouvernement précédent de se comporter comme s'il était majoritaire, alors qu'il était minoritaire. Or, lors des dernières élections, son parti n'a pas remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Compte tenu de son expérience de la vie politique tant au fédéral qu'au provincial, le ministre devrait pourtant savoir que, dans le système parlementaire canadien qui s'inspire du modèle britannique, il faut que le gouvernement ait la confiance de la Chambre pour exister. Le gouvernement actuel a perdu la confiance de la Chambre. Pourquoi ne le reconnaît-il pas?

L'hon. Lawrence Cannon: Monsieur le Président, le député a parlé du comble de l'hypocrisie. Cela est intéressant quand on songe que, s'il prenait le nombre total de sièges libéraux et y ajoutait le nombre total de sièges néo-démocrates, il se rendrait vite compte qu'il fait partie d'une minorité et qu'il aura malheureusement besoin de l'appui du parti séparatiste à la Chambre.

Autrement dit, ce qu'il me dit, c'est qu'il trouve justifiable sa participation à ce coup d'État en vue de prendre le pouvoir, même si son parti et le NPD n'ont pas la majorité des sièges et auront besoin de l'appui du parti séparatiste. Ça, c'est le comble de l'hypocrisie.

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Raynald Blais (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, BQ): Monsieur le Président, beaucoup de mes collègues aimeraient bien poser des questions au ministre des Affaires étrangères. D'une part, des énormités viennent d'être dites. La première était en parlant des fauteuils des ministres, que je ne vise pas et que nous ne visons pas. J'ai l'impression qu'il avait surtout intérêt à protéger son fauteuil de ministre. C'est ce que j'entendais. J'entendais quelqu'un en état de panique qui veut conserver son fauteuil de ministre.

La question que j'aimerais lui poser est la suivante. Peut-il m'énumérer une action énergique pour faire face à la crise actuelle relativement aux chômeurs et aux chômeuses des régions comme les nôtres? Peut-il me nommer une seule action énergique que le gouvernement entend prendre ou a prise au cours des derniers mois pour faire face à la crise par rapport aux chômeurs et aux chômeuses des régions?

• (1555)

L'hon. Lawrence Cannon: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et je le renvoie à ce que nous avons fait à partir du budget de 2006, soit *Avantage Canada*. Le Bloc québécois avait jugé opportun à ce moment-là d'appuyer le discours du budget et on était bien heureux de cela. On n'a pas eu besoin de faire des coalitions avec le Bloc québécois pour pouvoir le faire.

Néanmoins, on doit se rappeler qu'à l'occasion du dernier budget, lorsque nous avons proposé la réduction des impôts personnels et lorsque nous avons proposé la baisse de la TPS pour donner aux Québécois et aux Québécoises plus de marge de manœuvre, plus de possibilités et plus de pouvoir d'achat, le Bloc québécois s'y est opposé.

La véritable question qui se pose aujourd'hui est de savoir à quelles conditions vous, les sépulcres blanchis du Bloc québécois, avez vendu votre droit de veto, parce que vous avez décidé d'appuyer aveuglément le budget que le nouveau gouvernement voudrait présenter à deux reprises? Alors, ou bien ils l'ont fait aveuglément, ou bien ils l'ont fait parce qu'ils le savaient.

Le chef du Bloc québécois nous dira-t-il la vérité? Dira-t-il toute la vérité? Va-t-il déposer ses ententes secrètes?

[Traduction]

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, à la Chambre, nous devons veiller à nous adresser à nos collègues députés par votre intermédiaire. C'est ainsi que nous faisons les choses. Je sais que le député est habitué aux usages de l'assemblée nationale du Québec.

J'aimerais poser une question au ministre des Affaires étrangères. Lorsqu'il y a un problème, pourquoi le gouvernement semble-t-il toujours jeter le blâme sur quelqu'un d'autre. Il ne se demande jamais s'il pourrait avoir eu quelque chose à faire avec le problème.

Je donne un exemple. De ce côté-ci, on nous accuse de travailler ensemble et, en quelque sorte, de bouleverser le pays et de le rendre vulnérable. Je demanderais au ministre des Affaires étrangères, en me basant sur ce qu'il a laissé entendre il y a quelques instants, comment les conservateurs ont fait adopter leurs deux premiers budgets. Je pense que la réponse est très évidente et c'est exactement ce dont nous parlons ici.

Pourquoi doivent-ils toujours blâmer les autres au lieu de se remettre eux-mêmes en question? Pourquoi blâment-ils toujours les autres?

L'hon. Lawrence Cannon: Monsieur le Président, le seul point que je veux faire valoir, c'est que quelque chose d'important s'est

produit le 14 octobre. Les Canadiens ont examiné le programme du NPD ainsi que celui des libéraux, qui proposaient une taxe sur le carbone, et ils les ont rejetés tous les deux.

Par conséquent, quand mon collègue me dit que son parti a changé tout cela, qu'il n'a plus de programme et qu'il a fait un pacte avec les séparatistes pour diriger l'économie canadienne, les députés pensent-ils que c'est du sérieux? Pensent-ils vraiment que la population canadienne va l'accepter?

M. Rick Casson (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, ceci étant la première occasion que j'ai de prendre la parole à la Chambre depuis les élections, j'aimerais remercier les électeurs du Sud de l'Alberta de m'avoir choisi de nouveau pour venir défendre notre pays ici, ce que nous faisons depuis une semaine environ.

Permettez-moi de modifier quelque peu la perspective. Le ministre des Affaires étrangères a eu l'occasion d'accompagner le premier ministre lorsque celui-ci devait assister à des réunions internationales à l'étranger. Je crois savoir que certains dirigeants d'autres pays comptent sur le premier ministre pour indiquer la voie à suivre. Je sais que le ministre a assisté à la conférence de l'APEC. Pourrait-il nous dire quelques mots sur la présence qu'a le premier ministre dans ses rapports avec d'autres dirigeants de partout dans le monde?

• (1600)

L'hon. Lawrence Cannon: Monsieur le Président, on dirait bien que le parti de l'opposition ne trouve pas cela important. Il y a quelques semaines, le premier ministre et le ministre des Finances se sont rendus à Washington pour y signer la déclaration de Washington, comme l'on fait les 20 autres chefs d'État ou de gouvernement présents.

Il s'agit d'une initiative importante comportant trois grands volets: premièrement, mettre de l'ordre dans nos affaires, chez nous; deuxièmement, intensifier nos échanges commerciaux, car c'est manifestement la voie à suivre; troisièmement, respecter toutes les obligations que le Canada a contractées en vertu de ses engagements relatifs aux objectifs du millénaire.

Mon collègue, le ministre du Commerce international, et moi avons présenté ce document aux participants à la conférence de l'APEC, faisant ainsi augmenter le nombre de pays signataires. Ils ont écouté notre premier ministre, qui a très bien représenté le Canada. Plus de pays étaient en faveur de la déclaration de Washington à notre départ qu'à notre arrivée à la conférence.

Il est important de nous engager dans cette voie. Il est important d'appuyer cette orientation. Ce qui importe le plus, c'est que les dirigeants d'autres pays nous ont dit que notre système bancaire est formidable et que nous avons fait de l'excellent travail. Cela, on le doit à l'homme assis ici, à côté de moi, l'honorable premier ministre.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, il va sans dire que nous sommes en quelque sorte face à une impasse. Il est plutôt paradoxal que le premier ministre ne veuille pas que cette question fasse l'objet d'un vote. Comme il craint apparemment l'opinion de la Chambre, le premier ministre fait des pieds et des mains pour éviter de lui faire face et de tenter d'obtenir sa confiance à l'égard des mesures qu'il a proposées dans la mise à jour économique.

Nous venons tout juste d'avoir des élections. Monsieur le Président, je vous félicite de votre réélection ainsi que l'ensemble des députés. C'est effectivement un honneur de siéger dans cette enceinte.

Initiatives ministérielles

Au cours de la campagne électorale, j'ai entendu dire à maintes reprises que les Canadiens s'attendent à ce que nous collaborions et ; à ce que nous nous comportions en adultes pour leur montrer que nous sommes disposés à améliorer le Canada et à nous attaquer aux problèmes. Je sais que d'autres députés ont entendu le même son de cloche.

Tout le monde se rappelle qu'il y a eu cinq tours de scrutin lors de l'élection du Président de la Chambre. La question centrale de cette élection portait sur le décorum à la Chambre. Nous en avons tous parlé. Nous avons exprimé notre embarras à l'égard du manque de décorum à la Chambre lorsqu'il y avait des visiteurs à la tribune, particulièrement des écoliers. Le principal message de mes électeurs concerne précisément le décorum.

J'ai donné une conférence vendredi dernier et une personne de l'auditoire m'a demandé si le décorum à la Chambre pourrait s'améliorer et si, entre autres, nous manifesterions davantage de respect les uns envers les autres. J'ai hésité et, de ce fait, j'ai probablement donné ma réponse avant même de parler. Je ne croyais vraiment pas que cela arriverait. Je siège à la Chambre depuis 11 ans et notre institution a ses propres caractéristiques. Il arrive parfois que ce que les téléspectateurs voient à la télévision soit source d'embarras.

Lors du discours du Trône, nous avons vu un certain respect et nous avons entendu des échanges de points de vue. En fait, le Parti libéral a apporté une modification au discours du Trône avant de l'appuyer. La convivialité et le respect ont apparemment duré peut-être trois, quatre ou cinq jours, tout au plus. L'énoncé économique a ensuite été présenté.

La mise à jour financière est censée être un énoncé économique. Elle est censée refléter les projections et les données économiques futures d'après le ministère des Finances. Elle est censée tenir compte de l'inflation, du PIB, de la croissance du PIB nominal et des recettes prévues, entre autres. C'est simplement un énoncé économique.

Quand j'étais au ministère des Finances et que je travaillais sur ces statistiques, nous pensions que si la discussion sur l'énoncé financier durait plus qu'une journée, cela signifiait qu'il était un échec.

On a inséré plusieurs choses dans la mise à jour financière qui n'auraient pas dû s'y trouver. Le premier ministre signalait que c'était le moment de passer à l'attaque. C'était le moment d'attaquer la démocratie. Il n'y a rien de tel que d'utiliser une crise pour avancer sa cause politique. Le premier ministre a décidé de s'attaquer aux femmes, aux syndicats et au financement des partis politiques. Je ne comprends pas ce que ces choses ont à voir avec la mise à jour financière.

Tous les conservateurs se sont lancés dans ces attaques inutiles et, malheureusement, il y avait un énoncé politique fait pour des raisons idéologiques dans la mise à jour financière, ce qui a mis fin à l'atmosphère de civilité qui régnait à la Chambre. Les trois partis de l'opposition ont eu une réaction immédiate à cette attaque contre la démocratie.

J'observe les actions du premier ministre depuis de nombreuses années maintenant. Je voulais croire qu'il avait compris le message, qu'il voulait améliorer l'atmosphère qui régnait à la Chambre et qu'il instaurerait un climat propice à la stabilité qui nous empêcherait de nous sentir embarrassés dès que nous quittons la Chambre.

• (1605)

Malheureusement, le premier ministre ne peut pas s'empêcher d'agir de la sorte. Ce n'est pas dans sa nature. C'est comme si tous les

moments de sa carrière politique étaient consacrés à trouver de nouveaux moyens d'éliminer toute opposition à ses opinions.

Je ne crois pas qu'il sera satisfait tant qu'il ne nous verra pas tous, marchant au pas de l'oie, en train de chanter ses louanges dans les couloirs du Parlement...

M. James Bezan: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député sait très bien qu'on ne doit pas nommer les députés.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député de Scarborough—Guildwood connaît le Règlement.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, il n'y a pas de doute sur ce que nous pensons. Le premier ministre veut écraser toute opposition alors qu'il a un gouvernement minoritaire et qu'il n'a pas encore compris qu'il a eu moins de 40 p. 100 des voix. Après avoir dépensé des millions de dollars en publicité, il n'a réussi à gagner que 2 p. 100 de voix et quelques sièges supplémentaires. Les Canadiens ont tout de même eu le bon sens de le priver d'une majorité, et c'est la deuxième fois qu'ils le font.

Les députés de l'opposition représentent plus de 60 p. 100 des suffrages exprimés et 55 p. 100 des députés à la Chambre.

Une personne et une seule décide de tout au Parti conservateur, et c'est le premier ministre. Les autres ministres et les membres du caucus sont là uniquement pour faire tapisserie. Donc c'est le premier ministre, et lui seul, qui a décidé d'inclure ces déclarations dans l'énoncé économique.

Je n'ai pas beaucoup d'estime pour le ministre des Finances, mais même moi je ne crois pas que ce soit lui l'auteur de ces attaques en règle contre la démocratie qui ont suscité toute une controverse, et j'aimerais à ce sujet vous lire un passage de l'article de Margaret Wente dans le *Globe and Mail* de ce matin.

Je sais que certains députés l'ont déjà entendu, mais cela mérite d'être répété. Comme mes collègues le savent, Margaret Wente n'est pas précisément entichée du Parti libéral ou des autres partis de l'opposition. Elle écrit: « [le premier ministre] était censé tenir la barre d'une main ferme. » C'est un peu absurde en soi. Il n'a jamais dit aux Canadiens que nous étions en déficit depuis des mois. Elle poursuit en ces termes:

Or, mêmes les loyaux conservateurs de longue date murmurent qu'il ne la tient plus. Ils ont raison. On peut endurer un petit tyran. On peut même endurer un petit tyran paranoïaque et contrôlant. Toutefois, on ne saurait endurer un petit tyran paranoïaque et contrôlant qui n'a pas de jugement.

Elle écrit que cette atteinte à la démocratie dans la mise à jour budgétaire a été une erreur de jugement « catastrophique ». Et elle ajoute:

Leur chef est brillant, mais il a l'intelligence émotionnelle d'un garçon de 13 ans. La générosité dans la victoire lui échappe. Cet outsider en veut à tout le monde parce qu'il sait qu'il est le plus brillant dans la salle, mais n'arrive pas à inspirer le respect.

Voilà ce que disent les amis des conservateurs.

Toujours dans le *Globe and Mail* de ce matin, Gordon Gibson, autre journaliste qui lui aussi ne porte pas exactement le Parti libéral du Canada dans son coeur, écrit ceci:

— il faut descendre un filin de secours avant de trancher l'autre [...] Quoi qu'il en soit, cette tentative de sabrer le financement était vile, vulgaire, excessive, méprisante, mesquine, méchante, retorse, ignoble et sordide, en tout cas indigne d'un grand parti politique. Tout électeur est en mesure de le comprendre.

Voilà ce que les amis des conservateurs disent.

Comme tous les autres députés, j'ai reçu des tonnes de courriels, certains en faveur de la coalition proposée, certains tout à fait contre.

Lorsqu'un gouvernement est dirigé par un tyran paranoïaque qui commet une erreur de jugement catastrophique, la démocratie du Parlement de Westminster a une procédure pour régler le compte de ce genre de personne. C'est le vote de confiance. C'est une procédure très simple.

De temps en temps, dans les démocraties parlementaires s'inspirant de Westminster, il y a des tyrans paranoïaques qui commettent des erreurs de jugement catastrophiques, et le système est conçu pour régler ces problèmes. Cependant, dans le cas qui nous préoccupe, le tyran paranoïaque ayant commis des erreurs de jugement catastrophiques craint la Chambre. Je présume que c'est son côté paranoïaque en action. Il a peur de demander le vote.

• (1610)

Aujourd'hui, une simple déclaration du chef du Parti conservateur, le premier ministre du Canada, aurait suffi pour mettre fin à la période des questions. Il aurait pu dire qu'à 18 heures ce soir, nous voterions et qu'il n'y aurait soudainement plus de problème. D'une façon ou d'une autre, le problème aurait été réglé. Comme ce ne fut pas le cas, le Parti conservateur compte lancer une initiative de bombardement en tapis entre vendredi et la reprise des travaux de la Chambre. Le premier ministre va proroger le Parlement.

Tout le butin de la tirelire conservatrice sera dépensé pour financer des campagnes publicitaires visant à convaincre les Canadiens que la démocratie parlementaire devrait être mise sens dessus dessous pour que le premier ministre puisse poursuivre son mandat.

C'est un concept très simple. Lorsqu'un premier ministre perd la confiance de la Chambre et qu'il est à la tête d'un gouvernement minoritaire, il doit comprendre. D'une façon ou d'une autre, une coalition se forme.

Au cours de la journée, j'ai entendu des députés se plaindre des séparatistes. Quelle ironie quand on pense que pour les deux premiers budgets du gouvernement conservateur, durant la 39^e législature, ils étaient apparemment de bons séparatistes. Ils étaient de gentils séparatistes. Les conservateurs adoraient ces séparatistes là parce que c'est grâce à eux que leur gouvernement avait pu survivre à la présentation de ces deux budgets. Nous en sommes à la 40^e législature et ceux qui, jadis, étaient de très bons séparatistes, sont devenus de vilains séparatistes, de méchantes personnes. Ces vilains séparatistes disent maintenant qu'après avoir étudié la mise à jour financière, et pour des raisons qui leur appartiennent, ils estiment qu'un gouvernement de coalition serait en fait mieux en mesure que le gouvernement conservateur de servir les intérêts du Québec et de notre nation.

Il est à la fois intéressant et un peu ironique, mais aussi totalement hypocrite, que, pour une raison quelconque, il y a tout juste un an ou deux, ces séparatistes étaient de bons séparatistes et qu'ils sont aujourd'hui devenus de vilains séparatistes.

Monsieur le Président, vous êtes un passionné d'histoire. Vous savez que le Parti libéral est le parti de Paul Martin, de Jean Chrétien, de Frank McKenna et de John Manley. Nous sommes porteurs d'un riche héritage. Notre partenaire au sein de la coalition est le parti de Roy Romanow et de Tommy Douglas, deux anciens premiers

Initiatives ministérielles

ministres de la Saskatchewan qui, à leur époque, avaient fait preuve de prudence financière.

Il n'y a donc rien d'extraordinaire dans une entente où deux partis, porteurs d'un tel héritage, déclarent: « Nous baignons en pleine gabegie budgétaire et nous sommes au bord du gouffre. Pendant que le premier ministre accorde son violon, Rome est en train de brûler; nous allons faire front commun pour proposer à l'ensemble du pays une façon de sortir de ce fouillis ». La première chose pour y parvenir consistera à faire preuve d'honnêteté, à commencer par les chiffres.

La mise à jour financière prévoit un déficit de 6 milliards de dollars. Le ministre des Finances a déclaré que jamais il ne plongerait le pays dans le déficit. Voilà qu'il parle maintenant de déficit structurel. J'ai entendu un commentateur dire que les déficits, c'est un peu comme les croustilles: il suffit d'en manger une et l'on ne peut plus s'arrêter.

Avant même de nous pencher sur cette mise à jour économique farfelue, nous devons composer avec un déficit de 5,9 milliards de dollars. En deux ans, l'excédent budgétaire s'est volatilisé. C'est difficile à faire et je m'étonne que les conservateurs y soient parvenus. En deux ans, nous sommes passés d'un excédent budgétaire de 13 milliards de dollars à un déficit de 5,9 milliards de dollars, mais les conservateurs ne veulent rien dire à personne.

C'est ensuite qu'interviennent tous les chiffres farfelus. Ces chiffres farfelus viennent après le déficit de 5,9 milliards de dollars et les conservateurs parlent de gestion efficace des dépenses gouvernementales. Il semblerait que, jusqu'à présent, les dépenses gouvernementales n'aient pas été gérées efficacement, mais voilà que les conservateurs ont vu la lumière et qu'ils vont administrer efficacement les dépenses du gouvernement. C'est de la belle formulation et j'admire la créativité des gens du ministère des Finances qui sont, pourrait-on dire, parvenus à nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

• (1615)

Le problème, c'est qu'on va brader de gros éléments d'actif pour combler le déficit. On va se défaire d'environ 4,3 milliards de dollars d'éléments d'actif.

Monsieur le Président, je sais que vous venez de Haliburton. C'est un beau coin. J'aime bien Haliburton. Cependant, la plupart des habitants de Haliburton n'engageraient pas l'argent devant provenir de la vente de leur maison avant même d'avoir posé l'affiche « À vendre ». C'est fondamental. Aucun principe comptable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, ne permet d'inscrire aux livres la vente d'un élément d'actif avant de mettre vraiment une affiche « À vendre » sur cet élément d'actif, ni même d'indiquer la vente de cet actif. En termes simples, cela revient à dépenser le produit de la vente de la maison bien avant d'avoir vendu la maison.

La situation ne serait pas si compliquée si le ministre des Finances admettait simplement qu'il y a un déficit. Pourquoi ne peut-il pas accepter ce qu'a dit le directeur parlementaire du budget: le déficit que nous accusons maintenant résulte des décisions stratégiques du gouvernement conservateur.

Initiatives ministérielles

Nous vivons dans une économie internationale, mais le directeur parlementaire du budget a dit que nous accusons un déficit qui n'est pas causé par des difficultés dans notre économie locale et dans l'économie internationale, mais que nous éprouvons des difficultés qui font suite aux décisions stratégiques prises par le gouvernement conservateur. Le Parti libéral a maintes fois averti le gouvernement qu'il ne pouvait pas continuer de dépenser sans compter et réduire ainsi sa capacité financière sans qu'il y ait des conséquences. Le résultat direct, comme nous l'avons dit au gouvernement, c'est que ces dépenses aboutissent à un déficit financier. Surprise, surprise! Nous nous retrouvons face à un déficit. Le ministre des Finances refuse de dire la vérité aux Canadiens et voilà le résultat.

L'économie tourne au ralenti et il nous faut des mesures de relance budgétaire. Tous les autres pays adoptent de telles mesures. Les Américains stimulent leur économie à hauteur de 1 859 milliards de dollars, soit 1,8 billion de dollars. C'est beaucoup d'argent. Même la Chine stimule son économie à hauteur de 726 milliards de dollars et le Japon y va de 341 milliards de dollars. Au Canada, la relance financière se chiffre comme suit: -4,3 milliards de dollars.

Le ministre des Finances conservateur prévoit un déficit zéro d'ici à trois ans. La réalité est que nous aurons un déficit nettement plus élevé que cela.

Le Parti libéral du Canada a averti le gouvernement à maintes reprises et nous n'en avons récolté que des moqueries, une imposante campagne publicitaire visant à détruire la réputation du chef du Parti libéral. Mais, ô surprise! Le Parti libéral a raison, le Parti conservateur a tort et c'est tout le pays qui va en pâtir.

• (1620)

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, c'est avec joie que je prends la parole pour établir quelques faits réels, parce que le député n'est pas très bon en mathématiques. Je suppose que cela ne surprend personne venant d'en face. C'est en partie pour cette raison que les libéraux sont là-bas. Ils pensent que les 40 millions de dollars qu'ils n'ont pas remboursés dans le cadre du scandale des commandites ne sont pas pertinents. Enfin, nous ne sommes pas ici pour parler de cela. Nous sommes ici pour parler des mesures que le gouvernement a déjà mises en place pour stimuler l'économie.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt lorsque le député a refusé de reconnaître la vérité. L'année dernière seulement, elles équivalaient à 1,4 p. 100 du produit intérieur brut et ces mesures sont permanentes. Pour cette année, elles représenteront 2 p. 100 du produit intérieur brut prévu.

Le député a mentionné les États-Unis. Le gros chiffre qu'il a eu de la difficulté à prononcer correspond à 1,2 p. 100 de leur PIB de l'année dernière et il s'agit de mesures temporaires. Au Japon, elles sont équivalentes à 0,7 p. 100 du PIB et sont temporaires. En Australie, elles représentent 1,1 p. 100 du PIB de 2009 et sont aussi temporaires.

Ce que le député ne comprend pas, c'est que l'argent que nous avons déjà injecté dans l'économie nous a maintenus dans une excellente situation financière. Il refuse d'accepter que nous ayons compris cela avant même que les libéraux ne voient venir les choses.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, ceci est plus amusant que n'importe quoi d'autre, tristement amusant, en fait.

Ce gouvernement a hérité de ce qui était probablement l'économie la plus solide de tous les pays du G7 et, en deux ans, il a réussi à transformer un surplus de 13 milliards de dollars et en un déficit de 6 milliards de dollars. Ça prend du talent pour accomplir un tel

exploit, mais quel talent. Je doute qu'à l'extérieur de cette enceinte, on qualifie cela de talent. Non seulement les conservateurs ont accumulé un déficit de 6 milliards de dollars, mais ils refusent d'admettre qu'ils sont en déficit.

Pendant la campagne électorale, ils ont fait comme s'ils n'entendaient rien, ne voyaient rien et ne sentaient rien venir. Ils disaient: « Évidemment que nous ne sommes pas en déficit, un déficit est impensable et, en passant, n'investissez pas en Ontario. » Malheureusement, certains les ont écoutés et n'ont pas investi en Ontario ni dans l'économie.

Nous avons enregistré trois trimestres de croissance économique négative et notre économie est chancelante, mais cela aurait pu être évité. Si les conservateurs avaient écouté les conseils du Parti libéral du Canada, ils ne seraient pas dans ce marasme. Les conservateurs sont dans une situation fâcheuse et c'est de leur faute. S'ils ne veulent pas me croire, ils peuvent toujours croire le directeur parlementaire du budget.

• (1625)

[Français]

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, je suis le député de Jeanne-Le Ber et c'est avec plaisir que je poserai une question à notre collègue du Parti libéral.

Aujourd'hui, à la période des questions orales, on a entendu en cette Chambre quelque chose d'un peu étrange. Les conservateurs tenaient un double discours qui changeait selon qu'on parle en français ou en anglais, et qui tentait d'établir lequel des trois partis de l'opposition se serait le plus vendu.

On a entendu le premier ministre dire en anglais que les libéraux avaient vendu leur âme au Bloc québécois, et on a entendu son lieutenant politique au Québec dire en français que c'était l'inverse. J'ai l'impression qu'on essaie de duper une des deux populations, ou peut-être les deux, qui se font avoir par ce double discours.

J'aimerais avoir l'avis de mon collègue sur la crédibilité d'un gouvernement qui tient ce double discours, dont la version anglaise est complètement à l'opposé de la versions française.

[Traduction]

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, le gouvernement n'a pour ainsi dire plus de crédibilité. Dans les pages financières des journaux de ce matin, j'ai pu lire que divers commentateurs conservateurs jugent que le gouvernement nous a précipités au bas de la falaise. C'est extrêmement contrariant, car il n'était pas nécessaire que les choses se passent ainsi.

Nous nous retrouvons maintenant devant une situation délicate. Le pays a besoin d'un stimulant économique bien élaboré. L'industrie automobile, présente dans ma circonscription, a besoin d'un stimulant économique bien ficelé, intelligent et approprié, tout comme l'industrie forestière d'ailleurs. Rien dans la mise à jour économique ne permet à une personne raisonnable de croire un seul instant que le gouvernement sait ce qu'il fait.

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, le député de Scarborough a très bien démontré que les conservateurs et le premier ministre dirigent le pays comme s'ils étaient majoritaires, alors que ce n'est pas le cas.

Initiatives ministérielles

J'ajouterais que si nous avons un système de représentation proportionnelle, comme c'est le cas dans 97 p. 100 des démocraties de la planète, les conservateurs ne détiendraient que 117 sièges, les libéraux en auraient 81 et les néo-démocrates, 57. Il y aurait 23 députés du Parti vert à la Chambre. En vertu d'un tel système, les séparatistes, dont le premier ministre et les conservateurs ont si peur, détiendraient 19 ou 20 sièges.

Le député de Scarborough pourrait-il nous dire si les libéraux ont atteint le point où ils appuieraient la notion de représentation proportionnelle alors que nous progressons vers une véritable démocratie?

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, c'est une question de débat pertinente et une réponse intéressante. Je me suis d'ailleurs entretenu avec le premier ministre de la Nouvelle-Zélande sur ce sujet. La Nouvelle-Zélande a adopté le système de la représentation proportionnelle. Elle avait aussi d'autres problèmes et nous pourrions en parler une autre fois.

Je voudrais toutefois souligner que la coalition fait partie de l'histoire du Canada. Les députés se souviendront que le premier ministre Macdonald a été à la tête d'une coalition. La coalition Macdonald-Cartier est une coalition bien connue qui a gouverné ce pays avant et après la Confédération. La coalition Macdonald-Taché a bien fonctionné.

Les députés d'en face ne veulent pas reconnaître qu'une coalition peut en fait apporter de la stabilité à une démocratie parlementaire. Grâce à cette entente, nous avons créé une période de stabilité de 30 mois, contrairement au premier ministre, qui semble vouloir se dérober à chaque vote.

Tout ce problème pourrait se régler rapidement. Le premier ministre n'aurait qu'à se lever et dire que le vote sur cette question se tiendra dès ce soir et ce serait terminé.

• (1630)

M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.): Monsieur le Président, le député de Scarborough, qui était secrétaire parlementaire du ministre des Finances, a démontré qu'il avait une grande connaissance des principes fondamentaux de notre situation budgétaire et financière.

Ma question porte sur le sentiment d'urgence qui entoure l'énoncé économique. Nous savons que des jeunes familles sont réduites à retirer leurs REER pour payer leur hypothèque. Il y avait un article dans le *Financial Post* d'hier sur la question des prestations désignées et de l'importance de l'assurance-pension. Nous parlons d'une responsabilité de centaines de milliards de dollars.

Le député est-il d'avis que, compte tenu de l'existence d'un directeur du budget indépendant et des propos du ministre des Finances, il serait possible de présenter une contre-proposition dans le cadre d'un budget qui tiendrait compte de l'urgence de ces questions? N'est-il pas d'avis que c'est ce que les Canadiens veulent?

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Une réponse très courte du député de Scarborough—Guildwood.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, je répondrai en un rien de temps. Sans l'ombre d'un doute, s'il y avait eu un train de mesures de stimulation économique intelligentes, réfléchies et ciblées telles que, par exemple, la stratégie en matière d'infrastructures que le chef de l'opposition a proposée il y a environ un an, nous éviterions quelques-uns des pires effets de cette crise sur notre économie.

Si le gouvernement avait donné suite à la proposition du chef de l'opposition, nous bénéficierions déjà des retombées d'un investisse-

ment de 7 milliards de dollars dans les infrastructures dans une foule de secteurs.

Sous le gouvernement actuel, nous sommes passés de « Liberté 55 » à « Liberté 85 ». Les Canadiens travailleront beaucoup plus fort et beaucoup plus longtemps, parce que le...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, La péréquation; le député de Sudbury, Les finances.

Reprise du débat. La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a la parole.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureuse de prendre la parole pour appuyer ce que propose notre gouvernement en réponse à la situation économique mondiale.

Je commencerai par remercier très sincèrement les résidents de Renfrew—Nipissing—Pembroke qui m'ont élue à la Chambre pour la quatrième fois de suite. Ils se sont exprimés clairement en me donnant l'honneur et le privilège de les représenter et d'être leur voix dans le cadre de cette 40^e législature. Je les remercie pour ce privilège.

Mes remerciements seraient incomplets si je ne mentionnais pas les membres de ma famille. Leur appui, leur amour et leur aide m'ont été indispensables durant cette campagne électorale, tout comme lors des campagnes précédentes, d'ailleurs. Je les remercie d'avoir été là pour moi.

Le fait d'avoir été élue députée est une responsabilité que j'accepte en sachant pertinemment que les décisions quotidiennes prises à la Chambre ont une incidence, voulue ou non, sur la vie de tous les Canadiens. C'est là une lourde responsabilité. C'est une fonction qui repose sur une confiance absolue. La confiance que la population a placée dans notre premier ministre et dans le Parti conservateur est une marque de reconnaissance que nous apprécions et respectons, et nous sommes conscients que, de son côté, la population a confiance dans notre capacité de gouverner le Canada de manière équitable et judicieuse et qu'elle nous respecte pour cela.

À titre de parlementaires, nous avons à la Chambre la responsabilité de travailler ensemble et de faire en sorte que le Parlement fonctionne. Il nous incombe à nous tous, à tous les partis et à tous les chefs de parti de faire fi du sectarisme politique et de faire en sorte que le Parlement fonctionne dans l'intérêt supérieur de tous les Canadiens, surtout en période de difficultés économiques. Il est tout aussi important que le gouvernement et le ministre des Finances aient la souplesse voulue pour réagir à la situation financière mondiale qui évolue et qu'ils puissent le faire avec toute l'attention et la compassion que les Canadiens en sont venus à attendre des conservateurs.

Les milliers de Canadiens de ma circonscription et de partout ailleurs au Canada jugent inacceptable de ne pas avoir de médecin de famille aujourd'hui à cause de l'ancien régime Chrétien-Martin qui a réalisé l'équilibre budgétaire sur le dos des personnes âgées et des malades. Personnellement, je ne peux appuyer que des mesures équitables, équilibrées et responsables sur le plan financier. Je suis donc heureuse de constater que le premier ministre est d'accord avec moi.

Initiatives ministérielles

Grâce à la solide gestion financière du gouvernement conservateur, le Canada fait l'envie du monde. Nous avons réduit l'impôt sur le revenu, créé des emplois et remboursé une partie de la dette dont nous avons héritée des gouvernements précédents. Cela a permis à notre gouvernement d'adopter une approche équilibrée et disciplinée face à la situation économique actuelle.

Bien que notre gouvernement soit disposé à donner un coup de pouce à des secteurs qui éprouvent peut-être des difficultés, nous ne sommes pas prêts à verser de l'argent des contribuables à des entreprises qui n'ont pas élaboré de plans garantissant que les emplois seront protégés ou que d'autres seront créés et assurant que la prospérité à long terme de leur entreprise ne dépendra pas de l'argent des contribuables.

Les conservateurs reconnaissent qu'un gouvernement peut et doit se préparer à des turbulences économiques. Nous adopterons la même approche face aux prochaines secousses économiques que celle que nous avons adoptée face aux bouleversements politiques qu'a subis notre pays.

Il y a à peine trois ans, le gouvernement conservateur a hérité d'un déficit démocratique qui, selon certains observateurs, nous vaut malheureusement encore aujourd'hui la présence des séparatistes à la Chambre. Aujourd'hui, la fédération canadienne est plus forte qu'elle ne l'a jamais été depuis l'époque où les querelles constitutionnelles ont presque provoqué l'éclatement du Canada en 1995. Grâce aux mesures prises par le gouvernement actuel, le Canada est fort.

Il faudra plusieurs gouvernements conservateurs successifs et d'autres initiatives, comme la démocratisation du Sénat, pour que la menace d'éclatement du Canada disparaisse complètement.

Les Canadiens se sentent vulnérables à cause de la récession imminente et de la situation économique mondiale.

Lors de la dernière campagne électorale, dans ma circonscription, Renfrew—Nipissing—Pembroke, c'est parce qu'elle menaçait de nous imposer une nouvelle taxe élevée applicable à tout — la taxe sur le carbone ou, comme on l'avait baptisée dans ma circonscription, la taxe sur les cheminées — que l'opposition officielle a connu ses pires résultats électoraux depuis la Confédération.

● (1635)

La population de ma circonscription et son gouvernement conservateur sont assez intelligents pour savoir qu'en période d'incertitude économique, le pire serait d'imposer une nouvelle taxe lourde et inconnue sur tout. Ce n'est pas le temps de rêver à une quelconque expérience sociale que l'on imposerait aux Canadiens. Les théories ne paient pas les factures.

Les Canadiens veulent des politiques sensées et pratiques qui leur permettront de payer leur épicerie.

En tant que conservateurs remplis de compassion, nous rejetons l'idée des hausses d'impôt et des dépenses préconisées par l'opposition. Les Canadiens veulent un gouvernement qui planifie, qui se prépare aux chocs externes inévitables et qui s'assure qu'en période de perturbations internationales sur lesquelles nous n'avons aucune influence, le gouvernement est non seulement prêt à investir dans les Canadiens et à les aider à traverser la période difficile, mais est aussi capable de le faire.

Je me réjouis qu'au cours de son premier mandat, le gouvernement conservateur ait investi dans la population de Renfrew—Nipissing—Pembroke en injectant 300 millions de dollars d'argent frais dans l'énergie atomique du Canada. Grâce à ce soutien financier direct, le plus important en plus de 30 ans, le gouvernement a permis à EACL, qui est un gros employeur dans ma circonscription, d'offrir des

centaines, sinon davantage, de bons emplois bien rémunérés. Ces emplois ont été maintenus ou créés dans les laboratoires d'EACL à Chalk River, en Ontario.

Au nom des milliers de Canadiens de tout le Canada, dont l'Ontario, qui travaillent dans le secteur nucléaire à la conception et à la construction de systèmes qui produisent une électricité propre et sont parmi les plus techniquement avancés du monde, je dirais à la population de l'Ontario d'acheter au Canada. Une source d'électricité fiable, économique et propre est le secret du succès de l'Ontario comme centre manufacturier et industriel du Canada. Je dirais à tous les Ontariens de faire confiance aux hommes et aux femmes qui travaillent et paient des impôts dans leur province.

Le gouvernement fédéral s'unit à l'Ontario en s'engageant à réduire la pollution atmosphérique de 20 p. 100 d'ici 2020. Cela s'ajoute à l'engagement de la province de réduire la pollution causée par les centrales au charbon. Lorsque nous achetons du nucléaire canadien, tout le monde y gagne.

Je voudrais maintenant saluer les hommes et les femmes courageux qui servent actuellement en Afghanistan, surtout ceux qui ont la BFC Petawawa comme base d'attache. Je les remercie pour leur appui. Je tiens à ce qu'ils sachent qu'ils ont tout mon soutien. Aux familles et aux proches de nos soldats, je tiens à dire que mes pensées les accompagnent constamment, particulièrement à l'approche de la période des Fêtes.

Je suis très fière de faire partie d'un gouvernement qui s'est engagé à fournir le meilleur matériel possible et le meilleur soutien possible à nos forces armées afin qu'elles puissent faire leur travail.

Depuis que j'ai été élue pour la première fois, en 2000, la BFC Petawawa a connu une croissance exceptionnelle, après des années de compressions budgétaires et d'équipement laissé à l'abandon par l'ancien régime libéral. Cette négligence a nuit à notre capacité d'agir comme un pays souverain.

Plus de 1 000 emplois civils et militaires ont été créés à la base de Petawawa, dans Renfrew—Nipissing—Pembroke. Cette croissance a été bénéfique pour les Forces armées et pour la vallée supérieure de l'Outaouais.

Comme bien d'autres régions du Canada, ma circonscription, Renfrew—Nipissing—Pembroke, a connu sa part de difficultés et de réussites. La situation de nos industries traditionnelles demeure précaire. Les exploitations agricoles familiales, noyau vital de la vallée de l'Outaouais depuis des générations, subissent des pressions constantes. Depuis que je suis députée, je me suis employée à travailler au nom des agriculteurs de ma région pour mettre en oeuvre des programmes et des politiques qui leur viennent en aide. Je suis impatiente de collaborer avec le ministre de l'Agriculture et les représentants des organisations agricoles locales pour chercher des solutions aux problèmes actuels, comme nous l'avons fait par le passé.

Notre gouvernement a prouvé qu'il est à l'écoute des agriculteurs, et les agriculteurs ont réagi en élisant des députés conservateurs. Aux agriculteurs de ma région, je dis que je serai toujours à leurs côtés.

Initiatives ministérielles

•(1640)

La fermeture de l'usine de Portage-du-Fort a eu un effet dévastateur sur le secteur forestier, qui ne s'est jamais vraiment remis de l'incapacité de l'ancien gouvernement à régler le différend entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'oeuvre. Il est clair que nous avons besoin de nouveaux marchés et d'une nouvelle stratégie pour le secteur forestier, surtout si on tient compte du marché mondial et de l'émergence de concurrents à faibles coûts dans des pays où la saison de croissance est plus longue. Cela présente des possibilités autant que des obstacles.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement a confirmé qu'il continuerait d'aider le secteur forestier en mettant en oeuvre des mesures de promotion de l'innovation et de la vente de marchandises à l'étranger. Dans ma circonscription, les producteurs privés sont majoritaires. Les producteurs forestiers sont dans une situation difficile où les coûts de production continuent d'augmenter et où les profits sont inexistantes. La survie de bon nombre d'entreprises familiales qui exploitent des terres à bois est menacée.

Les propriétaires d'entreprises et les producteurs du secteur forestier ont besoin d'aide. Il faut aussi fournir de l'aide sur le plan de la recherche et de l'innovation dans le secteur forestier, surtout en ce qui concerne les deuxième et troisième transformations.

L'avenir du secteur forestier dans la vallée de l'Outaouais dépendra de notre capacité de profiter du marché de l'énergie dite verte. Un exemple de ce marché serait l'industrie du granulé de bois qui utilise notamment des résidus provenant de scieries pour créer un combustible propre qui se présente sous forme de granulés. Ces granulés de bois peuvent servir pour chauffer des maisons. Des résidus forestiers peuvent également être utilisés dans les centrales de cogénération.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à explorer ces utilisations et d'autres de la forêt dans le cadre du programme écoÉNERGIE. Ce programme traduit notre engagement à aider les Canadiens avec des moyens pratiques permettant par exemple de réduire le coût du chauffage domestique, de planifier l'avenir et d'assurer un environnement propre en réduisant notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles à des fins énergétiques.

Je voudrais remercier les électeurs qui ont communiqué avec moi et qui ont appuyé mes efforts visant à fournir à un prix abordable le service à large bande d'Internet haute vitesse dans les coins de Renfrew—Nipissing—Pembroke où il y avait peu ou pas de service. J'ai le plaisir de confirmer que, grâce à mes efforts conjugués à ceux de mes collègues conservateurs, la connectivité des régions rurales au service à large bande a été incluse comme catégorie de projet pouvant être subventionné dans le cadre de Chantiers Canada, notre programme de 33 milliards de dollars visant à reconstruire l'infrastructure qui tombe en ruine au Canada.

Nous reconnaissons l'importance des communications modernes et le besoin de bâtir l'infrastructure dans les régions rurales du Canada, comme dans le comté de Renfrew et dans tout l'Est de l'Ontario. J'ai hâte de poursuivre mon travail avec les municipalités qui ont fait des communications modernes une priorité. Notre gouvernement s'est engagé à répondre aux besoins des Canadiens et j'ai hâte de travailler avec tous les députés à la poursuite de buts communs.

Les événements des derniers jours ont beaucoup inquiété les électeurs de ma circonscription. Je me permets de citer plusieurs conversations téléphoniques, courriels et fax que j'ai reçus dernièrement.

Tout d'abord, un électeur, Larry Black, écrit: « Le Canada est-il encore une démocratie? Est-il encore pertinent de demander au

Canadien moyen qui ne vote pas pourquoi il ne se prononce pas? Qu'est-il arrivé à notre droit démocratique? Les élections en valent-elles encore la peine ou devrais-je demander si elles sont encore démocratiquement viables? Le Canada va-t-il être contrôlé par un parti séparatiste, le Bloc, qui s'amusera à montrer au monde entier comment fonctionne la nouvelle marionnette qu'est le chef libéral? Ce sont des questions très légitimes auxquelles vous devez répondre. Je ne sais comment y répondre et les réponses possibles me font peur. Depuis plusieurs jours maintenant, j'observe la politique canadienne en craignant de plus en plus que l'on soit en train de me voler mes droits et libertés démocratiques. Le 14 octobre 2008, les Canadiens sont allés aux urnes. Nous avons accordé une minorité plus forte à un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper; nous avons donné au Parti conservateur...

•(1645)

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. La députée est une parlementaire aguerrie et elle sait qu'elle n'a pas le droit de désigner les députés par leur nom à la Chambre.

Mme Cheryl Gallant: Je suis désolée monsieur le Président. Je m'excuse.

Nous devons mentionner que les libéraux ne détiennent que 76 sièges alors que nous en détenons 143, le NDP, 37 et le Bloc québécois, 50, auxquels s'ajoutent ceux des deux députés indépendants. Cela, comme tout le monde le sait, fait au total 308 sièges. Les conservateurs ont recueilli 37,6 p. 100 des votes, les libéraux, 26,2 p. 100, le NPD, 18,2 p. 100 et le Bloc québécois, 10 p. 100. Avec la possibilité d'un gouvernement de coalition dirigé par les libéraux, avec le soutien actif du NPD et le Bloc en réserve, ces chiffres et d'autres seront très importants.

J'ai ici une lettre de Mme Boretski. Elle conclut en disant: « Ce nouveau gouvernement a été élu il y a moins de deux mois. Il est donc épouvantable que l'opposition se ligue à ce stade pour renverser le gouvernement sur une question de restreinte financière. »

Mme Cesar dit: « Il est probablement préférable d'avoir des élections qu'une coalition. L'opposition est assoiffée de pouvoir. »

M. et Mme Cahill demandent: « Que pouvons-nous faire? Nous n'avons pas besoin du Bloc à la tête du pays. »

M. Bradley dit: « S'ils sont défaits, on devrait leur permettre de se présenter de nouveau au peuple et de recommencer. Je pense qu'une coalition serait une catastrophe. »

M. Edwards veut savoir ce que nous pouvons faire pour éviter cette catastrophe. Des autobus descendront-ils à Ottawa pour un ralliement?

M. et Mme Diverge disent: « Même si toute forme de gouvernement de coalition proposé par les chefs des partis libéral, néo-démocrate ou bloquiste est permise par la présente Constitution, c'est dégoûtant et révoltant de prendre le pouvoir ainsi, de façon détournée. »

M. et Mme Whodida demandent: « Quand le premier ministre verra-t-il les séparatistes tels qu'ils sont, à savoir une bande de pleurnicheurs qui ne pensent qu'à saigner le Canada à blanc dans leur seul intérêt. »

M. et Mme Jackson veulent que nous sachions qu'ils appuient le gouvernement conservateur. « Les autres se comportent comme une bande de babouins et sont idiots. »

M. Faught est très fâché. Il a dit: « Le premier ministre ne doit pas hésiter. Il doit déclencher des élections. »

Initiatives ministérielles

M. Kroeger dit qu'il s'oppose à cette coalition: « C'est ridicule. Nous vivons dans une démocratie, que je sache. »

M. Kulack n'arrive pas à comprendre pourquoi ils feraient une chose pareille. Il dit que, si ce projet se concrétise, il ne votera jamais plus. Il a voté toute sa vie et il connaît des centaines de gens qui disent comme lui. Il entend rallier des gens à son point de vue.

M. et Mme Caleo ont dit: « Les gens devraient s'organiser et faire quelque chose avant que cette bande de bons à rien prennent le contrôle du pays. »

Mme Cavanaugh a dit: « C'est épouvantable ce qui arrive à notre pays. Le Parti libéral ne voulait même pas de cet homme pour le diriger et, maintenant, ils veulent qu'il dirige le Canada? »

Rita évoque les faits relatés aux nouvelles. En gros, elle voit trois types du Québec qui tentent de renverser le gouvernement pour s'approprier le pouvoir.

M. et Mme Kernoff ont dit: « Le premier ministre a été élu par scrutin et nous devrions laisser les choses ainsi. »

M. Mandan dit: « Je suis simplement dégoûté par cette histoire de coalition et j'aimerais exprimer rapidement mon mécontentement et savoir quel est le meilleur moyen pour le faire. »

M. et Mme Grisson ont lancé une pétition pour empêcher la coalition de prendre les rôles de notre gouvernement.

M. MacDonald veut savoir si le serment que prêtent tous les parlementaires lorsqu'ils sont élus - lorsqu'ils jurent ou affirment croire au gouvernement - est également prêté par les députés séparatistes?

• (1650)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de la députée. J'ai cependant quelques questions à lui poser.

Dans de nombreuses démocraties plus anciennes que la nôtre, il y a régulièrement des gouvernements de coalition. J'aimerais savoir si la députée considère que les convictions démocratiques des pays où cela se produit et des gens qui y vivent sont inférieures aux nôtres. C'est ma première question.

Deuxièmement, le système démocratique de notre pays n'est pas parfait. Aucun pays n'a un système démocratique parfait. À vrai dire, dans notre pays, un gouvernement peut être élu en obtenant moins de 50 p. 100 des suffrages exprimés. Dans certains pays, il y a des scrutins de ballottage jusqu'à ce que l'un des partis obtienne 50 p. 100 des suffrages. Cela signifie-t-il que son gouvernement n'est pas aussi légitime qu'un gouvernement qui est élu avec une majorité claire?

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, les pays plus anciens dont parle le député concluent rarement, pour ne pas dire jamais, des pactes avec des séparatistes. Les autres pays industrialisés observent le Canada et imitent ce que nous avons fait il y a plus d'un an pour stimuler l'économie. Nous avons réduit la détestable TPS. Nous sommes prêts à continuer de réduire l'impôt des sociétés. Nous continuerons à prendre des mesures qui protégeront nos aînés.

[Français]

Mme Ève-Mary Thāi Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, je vais commencer par remercier la population de Saint-Hyacinthe—Bagot qui m'a réitéré son appui lors de la dernière élection. Je remercie également mon conjoint Réal, nos enfants Megan et Malte, mes collaborateurs ainsi que mon organisation pour cette réélection.

Je rappelle à la députée d'en face que les Québécois ont voté majoritairement, soit dans une proportion de 78 p. 100, contre le gouvernement conservateur. Notre mandat, nous l'avons obtenu de notre nation qui, de façon majoritaire, a élu 75 p. 100 de députés qui se présentaient sous la bannière du Bloc québécois, des élus souverainistes. Voilà notre légitimité.

Le Québec a bloqué votre majorité en cette Chambre. Respectez-le. Le Bloc québécois a fait des propositions relatif à cet énoncé économique. Plutôt que d'agir de façon responsable, le gouvernement a présenté un énoncé idéologique. Il a décidé de suspendre le droit de grève et de bafouer les droits des femmes.

Ma question s'adresse à la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke. Pourquoi ne pas avoir repris aucune des mesures que ma formation politique a proposées au gouvernement afin d'éviter de perdre la confiance de la Chambre?

• (1655)

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, 90 p. 100 des Canadiens n'ont pas voté pour le Bloc québécois et 0 p. 100 des Canadiens ont voté pour cette coalition contre nature.

[Français]

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais demandé ceci à la députée d'en face. Elle a parlé de l'industrie forestière et des mesures d'innovation qui ont été prises. Ma question est la suivante. Pourquoi les villages de mon comté d'Algoma—Manitoulin—Kapusking, dans le nord de l'Ontario, comme ceux de Hearst, de Smooth Rock Falls, d'Opatatika, de White River et de Wawa ont vu leur moulin fermer? Il n'y a pas eu de mesures d'innovation pour les garder ouverts. Ces communautés éprouvent beaucoup de difficultés en ce moment.

J'aimerais lui rappeler que son parti a perdu la confiance de la Chambre. La meilleure chose à faire, c'est de laisser la coalition s'avancer et de faire le travail requis pour protéger les Canadiens, les Canadiennes et notre économie.

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, j'aimerais rappeler aux députés d'en face que nous avons créé la Fiducie pour le développement des collectivités en réaction aux moments difficiles que connaît le secteur forestier. Si les électeurs de la députée n'y ont pas accès, peut-être qu'il est temps qu'ils élisent un député du Parti conservateur, parce que les députés conservateurs travaillent pour leurs électeurs.

Initiatives ministérielles

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, j'ai été occupé aujourd'hui à lire les nombreux courriels envoyés par les électeurs de ma circonscription. La députée a prononcé un merveilleux discours qu'elle a conclu en faisant référence à certains des courriels qu'elle avait reçus. Les députés de la Chambre doivent savoir à quel point les Canadiens sont contrariés et fâchés par le fait que les néo-démocrates aient formé une coalition avec les séparatistes et les libéraux. J'aimerais, si je le peux, lire rapidement un courriel. Il provient de la famille Bruneau: « Au nom de ma femme et de mes enfants, je tiens à vous encourager, ainsi que le Parti conservateur, à prendre toutes les mesures nécessaires pour contrer cette coalition de gauche qui se prépare à prendre le pouvoir dans notre pays. Il est évident que ce coup d'État se tramait depuis un certain temps. La possibilité que les libéraux, peu importe leur chef, et les séparatistes prennent le contrôle du gouvernement de façon antidémocratique me répugne profondément. »

Comme vous pouvez le voir, ce n'est là qu'un des nombreux courriels que j'ai reçus. Je me demande si la députée aimerait partager d'autres courriels avec la Chambre.

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, M. Barry Evans a écrit ceci: « Y a-t-il quelque chose que je puisse faire pour vous aider au sujet de ces trois bouffons? » Quant à M. et Mme Greensleigh, ils sont très préoccupés par les événements qui se déroulent à Ottawa et veulent savoir ce qu'ils peuvent faire. Mme Brown a pour sa part écrit ceci: « Bon Dieu, quelqu'un va-t-il faire quelque chose au sujet de ce foutu gouvernement de coalition? » M. Code a écrit ceci: « Prorogez et déclenchez de nouvelles élections. » Mme Leedum est totalement opposée à toute forme de coalition. Elle a voté pour le premier ministre. Elle dit que ce chef francophone n'a rien à faire ici. Elle est une aînée à faible revenu et souhaite être entendue. Mme Gilchrist souhaite pour sa part qu'on « proroge ce gâchis et qu'on déclenche des élections. » Mme Hopper a écrit: « Je préférerais de nouvelles élections plutôt que de voir ces égopathes diriger le Canada. » M. et Mme Jessop ont écrit: « Il faut mettre un terme à cette affaire des trois bouffons. »

• (1700)

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais soulever une question qui devrait préoccuper tous les députés.

Les membres de l'opposition ont une attitude très suffisante en ce moment. Ils se moquent de nous. Je ne crois pas qu'ils réalisent à quel point leur démarche divise le pays.

J'aimerais que la députée commente notamment ce qui se passe dans les régions rurales du Canada.

Sauf exception, les habitants des régions rurales du Canada ne sont pas représentés de l'autre côté de la Chambre. Ils sont bouleversés à l'idée, entre autres, d'être dirigés par des élus des grandes villes.

Il y a une chose que le NPD va devoir expliquer aux citoyens. Dix députés ont fait campagne promettant d'éliminer le registre des armes à feu. Maintenant, ils rejoignent les rangs de ceux qui soutiennent le registre et ils vont s'en prendre aux habitants des régions rurales. Cela cause des dissensions.

Les citoyens de la circonscription de la députée lui ont-ils dit qu'ils s'inquiétaient de ce qui allait advenir de ce programme?

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, tous les jours je reçois des appels de gens qui veulent savoir quand ce registre va finalement être éliminé.

C'est un programme coûteux qui ne contribue pas à sauver des vies. Retirer leurs armes à feu aux chasseurs et aux fermiers des régions rurales du Canada ne fera rien pour éliminer la violence liée aux gangs de rue dans les centres urbains.

[Français]

M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole sur l'énoncé économique du gouvernement, parce que c'est au cœur de la crise de la démocratie qui existe actuellement dans ce Parlement.

Souvenons-nous pourquoi on a déclenché une élection au Canada. Le premier ministre avait fait adopter une loi prévoyant des élections à date fixe. La prochaine élection était prévue pour 2009. Le premier ministre a dit qu'il y avait une telle urgence économique importante qu'il fallait tenir des élections. Il est revenu sur sa propre parole et a décidé de déclencher des élections à cause de la situation économique.

Il y a donc eu une élection, et un gouvernement minoritaire a été élu — un gouvernement qui n'a pas la majorité en cette Chambre. Le message envoyé par la population signifiait que le parti qui allait former le gouvernement devait tenir compte, dans ses propositions, de l'avis des partis d'opposition afin d'obtenir cette majorité. On se serait donc attendus, au moins, à une attitude neutre de la part du gouvernement conservateur par rapport aux partis d'opposition, afin que ce gouvernement puisse obtenir leur appui concernant les questions économiques ou les questions présentant un aspect moins partisan. On pouvait débattre de la pertinence des projets, les mettre sur la table et aller de l'avant.

Contrairement à cela, dans l'énoncé économique, on a mis de la provocation, on a jeté de l'huile sur le feu. Par exemple, on a dit qu'on allait faire disparaître le financement populaire. Savez-vous ce que cela veut dire? Au Québec, cela fait 30 ans qu'on a un système de financement populaire des partis politiques. Ce système qui n'existait pas au Canada a été créé il y a de cela quelques années. Or le Parti conservateur a décidé de mettre cela de côté.

Ensuite, il a décidé d'enlever le droit de grève aux fonctionnaires. C'est une autre mesure qui ne correspond pas à ce qu'une majorité souhaite ici, au Parlement. Les conservateurs pensaient pouvoir passer le bulldozer sur l'opposition, notamment parce que le Parti libéral avait perdu les élections. On s'est trompé. On a mis de l'huile sur le feu alors qu'il aurait fallu, plus simplement, faire vraiment un énoncé économique portant sur des mesures économiques.

On a même touché à la question de l'équité salariale. Cela veut dire qu'on touche à trois catégories de gens. Il y a ceux qui veulent une démocratie saine, qui veulent que ce soit les citoyens qui décident. Or on a décidé que non, qu'il fallait retourner au système où ce sont les entreprises qui décident. C'était une première erreur. Après cela, on a touché à l'équité salariale en mettant de côté tout le combat mené par les femmes pour obtenir l'égalité. On leur enlève leur outil d'intervention et on les met de côté.

C'est bien vrai. Or, quand le gouvernement a vu que l'opposition se tenait debout, soudainement, il est revenu sur ses positions, l'une après l'autre. Celle du financement populaire n'était plus essentielle, tout comme la question du droit de grève. Le pire, c'est que dans cet énoncé économique, il n'y a pas de plan de relance de l'économie. Cette réalité est vraiment hallucinante parce qu'on a déclenché des élections sur cette base.

Initiatives ministérielles

On a soumis des propositions par suite de l'invitation du gouvernement. Le Bloc québécois en a déposé et plusieurs ministres ici, en cette Chambre, ont dit que c'était un bon geste, que c'était constructif qu'on aille de l'avant avec ces choses. Or, il n'y a rien dans l'énoncé économique. Partout, dans le monde, en Europe, en Angleterre, en France, en Asie, en Chine, il y a des plans de redressement économique. Encore hier, l'ONU disait qu'il fallait des investissements massifs au niveau de la répartition et de la création en matière de développement sur la planète. Le gouvernement conservateur, lui, a décidé d'adopter exactement le même comportement que les Républicains avaient adopté juste avant la crise de 1929. Il a fallu Franklin D. Roosevelt pour les sortir de là. Le comportement des conservateurs et du premier ministre actuel est le même que celui des Républicains que les Américains ont alors dû mettre dehors pour pouvoir se sortir de la grande crise. On est exactement devant la même situation.

Donc, soudainement, le gouvernement est très surpris que les partis d'opposition se tiennent debout, alors que c'est la population elle-même qui a donné le mandat d'avoir un plan de relance économique. Le gouvernement conservateur est tellement pris dans son approche idéologique qu'il est incapable de s'ajuster et de proposer des façons de faire différentes. Dès lors, tous les partis d'opposition ont dit au gouvernement qu'il n'aurait pas la confiance de la Chambre sur la base de cet énoncé économique.

• (1705)

Nous avons commencé à discuter de ce que ça prendrait collectivement et de ce qu'on était capable de faire ensemble. Le Bloc québécois, qui avait pris une longueur d'avance parce qu'il avait fait des propositions au gouvernement, les a soumises aux partis qui vont former le gouvernement, le Parti libéral et le NPD. Ce sont des choses que nous demandions depuis très longtemps, et je vais vous donner des exemples très concrets.

Nous avons demandé la mise en place d'un programme d'aide aux travailleurs âgés ayant perdu leur emploi. On se souviendra qu'il y a quelques années, à Montmagny dans ma circonscription, Whirlpool a fermé une usine de 600 emplois. Nous avons commencé à demander le rétablissement du Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés (PATA). On a obtenu des amendements dans le discours du Trône à ce sujet, mais jamais les conservateurs n'ont tenu leur promesse.

Les conservateurs ont toujours considéré les travailleurs âgés ayant perdu leur emploi tout simplement comme des travailleurs, et non pas comme des citoyens. On n'a jamais considéré que ces gens qui, bien souvent, ont travaillé pendant 25 ans en cotisant à l'assurance-emploi, qui ont fait vivre leur famille pendant 30 ans, qui ont 57 et 58 ans, méritaient un programme qui leur permettrait de se rendre à leur retraite.

Quand nous avons demandé que ce projet soit inscrit dans le programme de la coalition, les autres partis ont accepté. C'est une victoire en profondeur pour le Québec. C'est une victoire pour tout le Canada aussi, parce que c'est une façon de répartir la richesse. Et c'est cette approche que les conservateurs ne sont pas capables d'adopter.

Ensuite, nous avons demandé l'abolition du délai de carence de deux semaines dans le régime de l'assurance-emploi. En période de ralentissement économique, y a-t-il meilleure sécurité qu'on puisse donner à des travailleurs et à des travailleuses? Lorsqu'ils auront perdu leur emploi, désormais ils pourront toucher des prestations même au cours des deux premières semaines. N'y a-t-il pas un geste de compassion naturel auquel on aurait pu s'attendre du gouverne-

ment conservateur en ce sens? Nous ne le demandons pas que depuis hier matin, nous avons un projet de loi à cet effet depuis des années.

Dans le programme mis sur pied pour la coalition, cette possibilité existe. Des milliers de travailleurs ont fait la lutte au déficit plus que n'importe qui dans cette société. Les députés de cette Chambre ont eu des baisses d'impôt. Les gens qui ont des emplois ont eu des baisses d'impôt. Mais les chômeurs, qui ont fourni 54 milliards de dollars en surplus à la caisse d'assurance-emploi, n'ont eu aucun avantage, aucun retour sur l'investissement. Était-ce si difficile de leur donner le droit d'avoir des prestations dès la première heure puisqu'ils paient les cotisations dès la première heure de travail? C'est à ce genre de mesure qu'on se serait attendu du gouvernement conservateur et qu'on ne retrouvait pas dans son énoncé économique.

Ensuite, nous avons proposé un plan de soutien pour les secteurs manufacturier et forestier. Tout le monde dit qu'il faut investir dans l'innovation. Il faut investir pour soutenir les secteurs manufacturier et forestier. Je vis dans une région où l'industrie forestière est très importante. Il y a une crise terrible du fait qu'il n'y a presque plus de marché aux États-Unis. Était-ce si difficile d'avoir un plan d'action pour permettre d'augmenter les exportations vers l'Europe? Était-ce si difficile d'aller de l'avant pour que les travailleurs touchés puissent avoir des meilleures conditions et se recycler de façon adéquate? Non, on a décidé de laisser ce secteur à sa propre faiblesse. C'est l'idéologie du premier ministre. On n'intervient pas dans l'économie, on laisse l'économie s'ajuster d'elle-même. Le fait que cela affecte des humains n'a aucune importance. C'est cela, l'approche du premier ministre actuel, et c'est cela qui est mis de côté par la majorité des députés et de la population.

Nous avons aussi demandé le rétablissement de l'aide au développement économique régional. Au Québec, alors que la tempête économique s'en venait, le bon ministre du moment a décidé de couper le soutien aux organismes à but non lucratif qui s'occupent de développement économique. C'est ajouter l'insulte à l'injure! C'est dire aux gens que, non seulement on n'interviendra pas pour les aider, mais qu'on va leur retirer les moyens qui existent déjà. On comprendra qu'il y ait eu une telle colère contre le gouvernement conservateur, que près de 80 p. 100 de la population du Québec ait voté pour d'autres partis et que la vaste majorité d'entre elle ait voté pour les 49 députés du Bloc qui sont ici aujourd'hui.

Puis, il y avait aussi la restauration des programmes d'aide à la culture. On peut tirer une leçon des coupes dans ces programmes, sauf si on fait partie de la dizaine de députés conservateurs du Québec. La culture au Québec n'est pas seulement un commerce ou un marché, c'est une expression de ce qu'est notre nation, de ce que sont les Québécois. Lorsqu'on touche à cela, on touche à l'ensemble de la population. Était-ce si difficile, pour le gouvernement conservateur, de dire qu'il avait compris le message de l'élection et de redonner cet argent? Cela aurait permis de continuer de faire la promotion de la culture à l'extérieur du Québec et du Canada, de telle sorte que nos auteurs, nos créateurs et nos artistes puissent s'exprimer et qu'ils aient la chance de se faire connaître. Il n'y a pas meilleurs ambassadeurs.

Je me rappelle que pendant la campagne électorale, un humoriste au Québec a dit que bientôt, il n'y aurait plus que les soldats qui représenteraient le Canada à l'étranger. C'était dans un message publicitaire. Les humoristes font souvent de meilleurs messages que n'importe qui.

Initiatives ministérielles

● (1710)

Que les soldats fassent leur travail à l'étranger, c'est très bien, mais il n'y a pas de raison pour couper les subventions aux représentants de la culture.

On voit donc cinq situations à corriger qui ne l'ont pas été par le gouvernement conservateur, incluant le respect de l'accord de Kyoto. Au Québec, depuis longtemps, des personnes, des entreprises, des alumineries souhaitent qu'on respecte le Protocole de Kyoto, parce que c'est la meilleure façon de faire du développement durable. Ces gens trouvent que l'approche des conservateurs est inacceptable.

On ne demandait pas aux conservateurs de faire une genuflection et d'accepter l'ensemble du Protocole de Kyoto du jour au lendemain, mais on aurait pu faire des progrès en ce sens et manifester une intention de rejoindre le consensus mondial parce que, sur cette question, avec l'élection du nouveau président américain, il n'y a plus que le Canada qui a le bon pas et le reste du monde a le mauvais pas. Le reste du monde, qui veut améliorer la question environnementale et faire face à la question des changements climatiques, n'a pas raison. Il n'y a que le premier ministre du Canada, qui vient de l'Alberta, qui a raison, parce qu'il faut protéger l'industrie pétrolière.

L'année passée, le gouvernement a dit qu'on diminuerait les impôts de toutes les compagnies en vertu d'un plan étalé sur plusieurs années. Le problème, c'est que les compagnies des secteurs manufacturier et forestier ne font pas de profit. Elles ne peuvent donc pas profiter des diminutions d'impôt.

En conséquence, certains programmes auraient été nécessaires, comme des programmes de garanties de prêts, des programmes d'aide à l'innovation et des programmes d'achats de nouveaux équipements. C'est ce type d'attitude qu'on aurait attendu du gouvernement.

On est donc devant une situation très spéciale. On a déclenché une élection pour qu'il y ait une sécurité sur un plan d'action en matière économique et, après l'élection, le gouvernement élu, au lieu de se lancer pour implanter des choses pertinentes pour faire face au ralentissement économique, décide de faire une attaque contre les partis politiques, une attaque contre les femmes et une attaque contre les droits des travailleurs.

À mon avis, il ne peut pas y avoir plus mauvaise attitude dans le Parlement que d'avoir mis cela sur la table au moment où l'on coulait. C'est un énoncé économique qui aurait dû aborder que les questions économiques. On aurait dû essayer de donner une chance à nos travailleurs et à nos travailleuses, à nos régions, à notre population de s'en tirer le mieux possible, mais ce n'est pas ce qu'on a retrouvé dans l'énoncé économique du gouvernement.

L'énoncé économique a donc soulevé un tollé d'opposition. Le gouvernement a commencé à reculer sur un certain nombre de points, mais d'aucune façon il ne cherche à régler la question principale qui est celle du plan de développement économique. C'est la question sur laquelle le gouvernement conservateur est jugé le plus sévèrement. Il a décidé d'être encore le seul à avoir le pas dans ce dossier, alors que tous les autres pays membres du G7 et du G20 ont tous mis de l'avant des idées, des projets et des investissements concrets. On parle de centaines de milliards de dollars. Ici, le gouvernement conservateur se cache derrière le fait qu'il aurait fait ce qu'il fallait dans le passé. Mais la crise économique n'est pas dans le passé, elle se déroule maintenant et dans l'avenir. Il faut donc des mesures qui permettront de faire face à cette situation, et on ne les retrouve pas.

Pour ce qui est des propositions que le Bloc québécois a faites au ministre des Finances et qui ont été saluées par celui-ci comme étant

constructives, il aurait été normal qu'on en retrouve une partie dans l'énoncé économique. On ne demandait pas que 100 p. 100 de ces propositions soient retenues. On pouvait accepter qu'un certain nombre ne soient pas mises de l'avant, mais on aurait souhaité qu'il y ait une reconnaissance de la gravité de cette situation. Or, il n'y a pas cette reconnaissance. Il y a l'approche conservatrice réformiste — pas progressiste conservatrice — qui dit qu'il faut intervenir le moins possible dans l'économie et, de cette façon, on va bien s'en tirer en bout de ligne.

Je me suis également demandé si ce n'était pas une façon pour le gouvernement d'un peu cacher l'état des finances publiques actuelles. Quel est l'ordre réel de ce qu'on va avoir à la fin de l'année? En effet, le directeur budgétaire a annoncé que les décisions des conservateurs créaient le déficit prévu cette année, soit la baisse de la TPS d'un et deux points. Or, cela prive le gouvernement de beaucoup de moyens.

La diminution de la TPS a peut-être permis de vendre plus de produits fabriqués en Chine, mais cela a donné moins d'outils à nos industries manufacturières pour faire face à la compétition et offrir des produits concurrentiels. On voit donc pourquoi, devant l'énoncé économique, l'opposition considère que c'est inacceptable. Particulièrement au Québec, ce gouvernement a été jugé très sévèrement.

● (1715)

Je remercie les Québécois d'avoir écouté le message du Bloc et de ne pas avoir fait des conservateurs un gouvernement majoritaire. On imagine ce que ce serait si on avait eu un gouvernement majoritaire conservateur. Dans l'énoncé économique, il y aurait eu encore moins de mesures pour l'économie et plus de mesures visant à restreindre les libertés.

À mon avis, les Québécois ont rendu service non seulement au Québec, mais à l'ensemble du Canada en refusant de donner cette majorité aux conservateurs. Aujourd'hui, si le gouvernement n'était pas minoritaire, l'opposition serait dans la rue. Il aurait fallu que les femmes et les travailleurs sortent dans la rue pour faire respecter leurs droits. Maintenant, en cette Chambre, une opposition se manifeste et a exprimé qu'elle ne donnerait pas sa confiance au gouvernement en ce qui a trait à l'énoncé économique qui a été présenté. L'ensemble de la population canadienne ne veut pas d'une élection demain matin, mais un gouvernement qui gère les finances et qui va de l'avant avec des changements économiques. C'est ce que nous proposons, et c'est respectueux de la procédure parlementaire.

Je conclus en disant ceci: que ce soit pour la défense des intérêts du Québec ou la promotion de la souveraineté du Québec, le Bloc québécois est fidèle à ses engagements. Nous avons toujours dit que si un projet de loi ou une mesure était à l'avantage du Québec, nous voterions en faveur de cette mesure, et que si elle était désavantageuse, nous voterions contre. C'est encore cette politique que nous pratiquons dans la situation actuelle. Nous ne serons pas membres du gouvernement parce que nous pensons que ce n'est pas la meilleure solution. Toutefois, nous avons accepté de signer l'entente parce que nous pensons que c'est la meilleure solution pour le Québec et pour l'ensemble du Canada. Cette idée est partagée par les deux autres partis, qui eux, formeront le gouvernement.

Initiatives ministérielles

Nous avons été respectueux de l'ensemble du Canada en n'exigeant pas de faire partie du gouvernement. Cette réalité se traduit dans la solidité de ce qui est présenté. J'espère qu'on pourra, le plus tôt possible, aller de l'avant avec un programme gouvernemental qui comprendra réellement un plan de changement, un plan de développement et un plan d'intervention économique. Le gouvernement conservateur ne sera jamais capable de produire cela tant et aussi longtemps que le premier ministre actuel sera à sa tête, puisqu'il est un non interventionniste, et ce, non seulement parce qu'il y croit, mais aussi par idéologie et par obstination. C'est de cette obstination que les Québécois et les Québécoises ne veulent plus. Le reste du Canada n'en veut pas non plus. Cela n'empêchera jamais le Bloc québécois de continuer à faire la promotion de la souveraineté.

Nous croyons que la meilleure solution pour le Québec serait d'être un État souverain, un pays, et de pouvoir prendre lui-même ses décisions dans un Parlement qu'il contrôlerait entièrement, un Parlement à Québec. Ce contrôle total par la population du Québec ne nous obligerait pas à l'ensemble des mesures qu'on doit prendre ici et à toutes les façons de s'organiser pour essayer d'avoir une voix pour le Québec dans le Parlement fédéral et dans l'ensemble canadien. C'est pour cela que nous continuons à dire que la meilleure façon dont les Québécois peuvent être représentés au Parlement fédéral, c'est de l'être par des députés du Bloc. Nous ne sommes d'aucune façon coincés dans une dynamique pancanadienne. Nous respectons les gens qui veulent aller en ce sens, mais quand la défense des intérêts du Québec le justifie, nous allons de l'avant. Ainsi, nous sommes sûrs d'être sur la bonne voie et de respecter le mandat que nous avons reçu des Québécois et des Québécoises.

• (1720)

[Traduction]

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, j'ai posé la question suivante à des députés du Bloc à plusieurs reprises aujourd'hui, et j'aimerais que ce député me donne son opinion.

Comme nous le savons, avec cette nouvelle coalition, toutes les mesures qui demandent un vote de confiance devront avoir l'appui du Bloc. Cela inclut le discours du Trône, qui présente une vision pour le Canada. On s'attendrait à ce que le discours du Trône apporte un soutien non équivoque envers un Canada uni qui inclut le Québec.

Lorsqu'une telle déclaration non équivoque sera émise en faveur d'un Canada uni qui inclut le Québec, quelle sera la position du député à ce sujet?

[Français]

M. Paul Crête: Monsieur le Président, on aura la même attitude qu'on a eue avec les conservateurs. C'est nous qui avons permis que leurs deux premiers budgets soient adoptés parce qu'il y avait de l'argent pour le déséquilibre fiscal dans le budget. C'est grâce à l'appui du Bloc québécois, grâce aux souverainistes du Québec, que les conservateurs sont restés au pouvoir à ce moment-là. Nous considérons que cela donnait assez d'argent au Québec pour aller de l'avant.

C'est la même chose au niveau des discours du Trône précédents. Il faudra que le député relise la courte histoire des dernières années. Ce qui se passe actuellement s'est passé aussi avec les conservateurs depuis 2006. C'est la même situation. Nous sommes capables d'assumer nos responsabilités. On l'a fait dans le passé et on continuera de le faire. À chaque élection, on va chercher le mandat de la population en disant aux gens que s'ils votent pour le Bloc québécois, ils votent pour un parti qui sera dans l'opposition, mais

dont ils pourront être certains qu'il défendra les intérêts du Québec et qu'il fera la promotion de la souveraineté du Québec. Cela a toujours été clair.

C'est comme cela que les conservateurs ont accepté de travailler avec nous quand cela faisait leur affaire. C'est ce qu'on aurait souhaité ici, avec ce gouvernement minoritaire, s'il avait accepté d'aller de l'avant avec le jugement de la population sur la nécessité d'un plan de changement économique.

[Traduction]

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Monsieur le Président, j'ai été étonné d'apprendre que le premier ministre actuel, ainsi que les chefs du Bloc et du NDP, avaient signé une lettre, datée du 9 septembre 2004, qui demandait à la Gouverneure générale de l'époque de leur permettre de remplacer le gouvernement de Paul Martin.

Pourquoi était-ce acceptable d'essayer de remplacer le gouvernement de Paul Martin, alors que l'idée de faire essentiellement la même chose en ce moment est inacceptable? Le député pourrait-il parler de l'hypocrisie du premier ministre?

[Français]

M. Paul Crête: Monsieur le Président, j'ai cru voir que le Président n'était pas très heureux qu'on utilise le mot « hypocrisie », mais je sais qu'il est acceptable au plan parlementaire. Il a déjà été utilisé par les conservateurs eux-mêmes dans le passé et il doit être encore acceptable. Toutefois, ce n'est pas à moi d'en juger, c'est au Président.

Il est important de refroidir l'atmosphère du débat actuel. Tout ce qui se fait actuellement, avec le projet de l'opposition, est conforme à la procédure parlementaire et à la tradition parlementaire. C'est tellement conforme, comme mon collègue l'a dit, que le premier ministre a fait la même chose il y a quelques années.

Je ne dirai peut-être pas que c'est de l'hypocrisie. L'hypocrisie, c'est de faire comme s'il ne l'avait pas fait il y a deux ans. Ce n'est pas le fait de l'avoir fait il y a deux ans qui est hypocrite, c'est le fait, aujourd'hui, de faire comme s'il ne l'avait pas fait. Dans la réalité, c'est le geste qu'il a posé.

Moi, j'ai une confiance profonde en nos concitoyens et nos concitoyennes. Je trouve toujours que la population a raison et qu'elle est capable de démêler tout cela, malgré la complexité qu'on peut avoir ici. En bout de ligne, en choisissant un gouvernement minoritaire, la population savait très bien ce qu'elle faisait. Elle l'a fait parce qu'elle considère qu'on ne peut pas laisser toute la marge de manoeuvre à ce gouvernement, à ce parti — même si le parti concerné aurait voulu l'avoir —, parce qu'on n'est pas assez certain de ce qu'il fera avec ce pouvoir.

Aujourd'hui, on a une leçon extraordinaire. Effectivement, c'est le peuple du Québec qui a été le plus sage dans tout cela. Il a décidé de ne pas élire assez de députés conservateurs — moins d'ailleurs que la dernière fois, avec moins de pourcentage de votes — parce qu'on n'était pas capable de faire confiance à quelqu'un, surtout le premier ministre, dans le cas présent. Il annonçait des coupes en culture et une attitude punitive inacceptable à l'égard des jeunes délinquants. Il revenait sur la question de l'avortement avec un projet de loi que son ministre est toujours censé nous ramener. Il n'a jamais été question du fait qu'il ne le ramènerait pas. Pour l'ensemble de ces mesures, les Québécois et les Québécoises se sont levés et ont dit non au Parti conservateur.

Aujourd'hui, au niveau de l'énoncé économique, il y a toujours une insatisfaction des Québécois et des Québécoises.

Initiatives ministérielles

•(1725)

M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais effectivement souligner l'attitude de respect et de coopération qui existe maintenant dans cette Chambre des communes. Le gouvernement conservateur a promis une nouvelle ère de coopération et de respect et a échoué à cet égard.

On a vécu un moment historique alors qu'une coalition s'est formée. Le Bloc québécois a accepté, dans l'intérêt de l'économie, dans l'intérêt des Québécois et des Canadiens, de mettre de côté la question de la souveraineté pour s'occuper de l'économie, comme nous d'ailleurs, soit les libéraux et les néo-démocrates, allons mettre de côté, d'une certaine façon, la question nationale pour nous concentrer sur l'économie. C'est ce qui est important. C'est une entente historique.

[Traduction]

L'entente convenue entre les libéraux et les néo-démocrates, qui est appuyée par le Bloc, met de côté les questions d'unité nationale afin de mettre l'accent sur l'unité et la force de l'économie. C'est un grand jour de respect et de coopération dont nous pouvons tous être fiers. Je félicite les députés du Bloc de faire partie de l'entente.

[Français]

M. Paul Crête: Monsieur le Président, mon collègue prend ses souhaits pour des réalités. En ce qui a trait à la question nationale, d'aucune façon le Bloc a dit qu'il renonçait à sa volonté de contribuer à la réalisation de la souveraineté du Québec. Nous allons continuer à le faire. Nous continuerons à défendre ce projet, qui est le meilleur projet d'avenir pour les Québécois et les Québécoises. Dans l'entente que nous avons signée, d'aucune façon nous avons renoncé à ce droit.

Selon moi, le Québec est une société qui mérite d'avoir un pays, d'avoir 100 p. 100 des pouvoirs pour prendre des décisions, d'avoir le droit de voter 100 p. 100 des lois et de signer des traités. Cela m'apparaît essentiel, à la source.

Cependant, à court terme, dans le cadre de l'entente, on est prêts au niveau économique. Si le nouveau gouvernement prend finalement le pouvoir, on trouvera un ensemble d'intérêts propres à la défense des intérêts du Québec, qui ont été refusés par les conservateurs, qui sont acceptés par la coalition et qui nous apparaissent être de meilleure foi dans la réalité actuelle, celle avec laquelle nous devons composer.

Toutefois, d'aucune façon cela ne fait en sorte que le Bloc québécois ne pourra pas poser des questions dans l'avenir, et ce, à propos de tout autre sujet et notamment de l'avenir de la nation et de la perception du gouvernement que nous aurons ici, quel qu'il soit. De cette façon, le Bloc québécois continue d'assumer ses deux mandats obtenus de la population.

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, on a vu aujourd'hui ressortir le vieux fond réformiste du Parti conservateur. Plus tôt aujourd'hui, on a entendu en cette Chambre des propos franchement offensants envers les représentants légitimes et démocratiquement élus de la nation québécoise. On a entendu, entre autres, la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke citer des courriels et des lettres franchement peu impressionnantes et peu reluisantes de militants et de supporters réformistes hostiles envers le Québec. C'est désolant de voir ce *Quebec bashing* revenir à la Chambre des communes. Cela prouve que les conservateurs sont prêts à faire n'importe quoi pour garder le pouvoir, y compris s'attaquer aux représentants légitimes et démocratiquement élus de la nation québécoise.

Mon collègue partage-t-il cette tristesse quand on nous traite carrément de babouins?

•(1730)

M. Paul Crête: Monsieur le Président, ce qui transpire le plus, c'est que l'approche réformiste domine le Parti conservateur à tous les niveaux. Dans l'énoncé économique du premier ministre, c'est intégralement l'approche qu'il a poussée et mise en avant. On dirait qu'il a mis un glaçage conservateur autour de cela. C'est l'approche réformiste. On se rend compte qu'à tous les niveaux — que ce soit au niveau des principes ou au niveau de la technique —, c'est la même chose. Aujourd'hui, j'ai eu une réminiscence, des souvenirs. On pratiquait cela de 1993 à 1997, c'était la même chose...

Le vice-président: Le député n'a plus de temps pour continuer. Reprise du débat.

Le député d'Edmonton—St. Albert a la parole.

[Traduction]

M. Brent Rathgeber (Edmonton—St. Albert, PCC): Monsieur le Président, puisque je prends la parole pour prononcer mon premier discours à la Chambre à titre de député d'Edmonton—St. Albert, je prie les députés de me permettre de faire quelques remerciements.

Premièrement, j'aimerais remercier les merveilleux gens de St. Albert et du Nord-Ouest d'Edmonton de m'avoir fait l'honneur de me confier la responsabilité de les représenter à la Chambre.

Malgré tout le respect que j'ai pour les autres députés, j'ai l'honneur tout à fait distinct de représenter la meilleure grande ville et la meilleure petite ville du Canada, et ce, en même temps. Je m'engage à travailler au mieux de ma compétence en leur faveur.

Depuis des décennies, en plus d'être la capitale de l'Alberta, Edmonton compte parmi les villes du Canada les plus dynamiques sur le plan culturel. L'Université de l'Alberta est au nombre des universités les plus prestigieuses du pays. Notre vallée est un véritable bijou. Il s'agit du plus long parc urbain du monde.

Edmonton est véritablement la ville des champions. Je me procure des billets de saison pour les Eskimos d'Edmonton depuis de nombreuses années. Les Eskimos d'Edmonton ont remporté 13 coupes Grey depuis 1954, plus que n'importe quelle autre équipe. Les Oilers d'Edmonton sont également des champions. Ils ont remporté 5 coupes Stanley, soit davantage que toute autre concession en-dehors des six équipes d'origine. Nous sommes également fiers d'avoir le stade extérieur le mieux coté au Canada pour le soccer. Le Commonwealth Stadium attire régulièrement autant de spectateurs pour les matchs internationaux que tout autre endroit en Amérique du Nord.

Monsieur le Président, vous en savez probablement beaucoup moins au sujet de St. Albert, une merveilleuse ville de presque 60 000 habitants située juste aux abords de la limite nord-ouest d'Edmonton. Dans une province à peine centenaire, St. Albert a l'aspect d'une ville charmante et bien établie. Elle est située dans une pittoresque vallée sur les rives de la rivière Sturgeon. La ville accueille aussi une collectivité artistique dynamique et elle est d'une grande richesse sur le plan culturel. St. Albert est le plus ancien établissement non fortifié en Alberta. En 2011, St. Albert célébrera son 150^e anniversaire.

St. Albert accueille un grand nombre de petites entreprises et, comme celle d'Edmonton, sa zone industrielle est façonnée par la forte expansion du secteur énergétique du Nord de l'Alberta, qui a été le moteur de l'économie canadienne au cours des dernières années alors que tant de pays ont connu des revers économiques importants.

Initiatives ministérielles

J'ai l'intention de défendre les intérêts des petites et moyennes entreprises que je représente. Je vais également veiller à ce que notre secteur énergétique reste dynamique puisque, en effet, les programmes gouvernementaux ne soutiendront jamais notre économie comme peut le faire la réussite de l'industrie et de l'entreprise privée.

La garnison d'Edmonton est située à la limite de la circonscription et l'ancienne base de Griesbach est située dans le secteur sud-est de ma circonscription. Je serais surpris que beaucoup de circonscriptions au Canada aient l'honneur d'héberger un aussi grand nombre d'hommes et de femmes qui sont des militaires ou d'anciens militaires que Edmonton—St. Albert. Cet aspect a pour moi une grande importance.

Je prends très au sérieux le devoir que nous avons à la Chambre de veiller à ce que les personnes qui ont consacré leur vie à assurer la sécurité de notre pays et à le faire respecter soient bien traitées. Et j'ajouterai que, contrairement à la plupart des députés de l'opposition, je suis très fier non seulement de nos soldats, mais de la mission en Afghanistan.

Il ne sera pas facile de répondre aux attentes des citoyens d'Edmonton—St. Albert, puisque mon prédécesseur s'est tant distingué et a été tant respecté comme parlementaire. John Williams a siégé comme député à la Chambre durant 15 ans. Il faisait partie du premier groupe de députés réformistes des jours exaltants de 1993. Parmi ses réalisations, sa présidence du Comité des comptes publics a été d'une durée exceptionnelle, du fait qu'il avait mérité le respect de ses pairs comme chien de garde du gaspillage des fonds publics.

L'apogée de sa carrière a été le moment où il a braqué les feux sur le scandale des commandites et vu à ce que les Canadiens soient mis au courant de la corruption et des pots-de-vin auxquels les libéraux se livraient avec l'argent de leurs impôts qu'ils avaient si durement gagné. On se souviendra de son Rapport sur le gaspillage qu'il publiait de façon périodique et qui surveillait de près toute mauvaise gestion des fonds publics.

Chaque fois que je parle à mes électeurs, on me rappelle combien John Williams était un homme correct. Notre principale responsabilité à titre de parlementaires est de voir à ce que le gouvernement ne fasse pas une mauvaise utilisation de l'argent des contribuables. Que nous fassions partie du gouvernement ou de l'opposition, nous devons défendre non seulement les Canadiens qui demandent l'aide du gouvernement, mais aussi ceux qui paient nos factures. Nous devons penser à la fois aux besoins des Canadiens et à la réalité des gens qui sont des employeurs et des contribuables. C'est ce que j'ai entendu de tous les électeurs que j'ai visités cet automne pendant la campagne électorale.

Il ne sera pas facile de remplacer un grand homme comme John Williams, mais comme je suis l'un des plus grands de cette Chambre, j'espère que mes collègues feront preuve d'un peu d'indulgence à mon égard et qu'ils en viendront à m'accepter comme ils l'ont accepté.

Je suis fier d'être originaire de Elbow, cette ville des Prairies, située dans l'Est de la Saskatchewan, d'où vous venez aussi, monsieur le Président. Comme un grand premier ministre conservateur qui a été au pouvoir ici, je suis avocat de formation et je suis fier d'avoir obtenu mon diplôme de l'Université de la Saskatchewan.

• (1735)

John George Diefenbaker...

M. Maurice Vellacott: Il venait de ma circonscription.

M. Brent Rathgeber: ...qui venait de la circonscription du député de Saskatoon—Wanuskewin, sera honoré par le gouvernement, qui

donnera son nom à un nouveau brise-glace. C'était un de mes héros lorsque j'étais gamin, dans un patelin des Prairies, en Saskatchewan. J'aimerais parler longuement de la circonscription d'Edmonton—St. Albert, mais la Chambre et la nation sont menacées de grands dangers.

Cet automne, les Canadiens ont donné au gouvernement conservateur un mandat clair pour qu'il continue d'agir sur l'économie. La dernière chose dont notre pays ait besoin en période de crise mondiale, c'est que les politiciens de l'opposition réclament le droit aux deniers publics et, ultimement, prennent le pouvoir sans avoir obtenu le mandat des électeurs pour le faire.

L'indice boursier TSX a subi une chute presque sans précédent lundi, perdant 864 points, ou 9,3 p. 100 de sa valeur. Il a continué de reculer aujourd'hui. Cela indique clairement le type d'incitatifs économiques que ce gouvernement de coalition en gestation pourrait engendrer. Les investisseurs canadiens ont eu l'occasion de se prononcer plus tôt sur cette proposition, et ils l'ont rejetée.

Sous le leadership du premier ministre actuel, le gouvernement avait une longueur d'avance pour ce qui est d'anticiper le ralentissement économique mondial. Nous avons investi et nous investissons des milliards de dollars dans des mesures de relance par le truchement de réductions d'impôts, d'investissements dans les ponts et chaussées et de la mise en place de mécanismes de protection du système bancaire.

Nous nous concentrons sur l'économie, alors que les partis de l'opposition ont leurs propres priorités. Pendant que les Canadiens se serrent la ceinture, les partis de l'opposition croient qu'ils ont le droit d'utiliser les fonds publics pour rémunérer leur personnel politique et payer leurs sondages et leurs publicités. Ils veulent remplacer le gouvernement élu uniquement pour protéger les 17 millions de dollars qu'ils estiment leur être dus. C'est inacceptable dans une démocratie moderne.

La période difficile que nous traversons nous fournit l'occasion d'investir dans des initiatives qui auront des retombées à long terme, particulièrement sur le front de l'arrière en matière d'infrastructures d'un bout à l'autre du Canada. Toutefois, nous ne pouvons pas agir trop hâtivement dans ce sens. Les Canadiens nous ont élus parce qu'ils savent que nous sommes prudents, que nous ne sommes pas désespérés.

Outre les investissements dans les infrastructures, cette période difficile nous fournit l'occasion d'investir dans des secteurs industriels clés au Canada. Je crois fermement, et je pense que les Canadiens sont d'accord avec moi, qu'il serait irresponsable d'injecter tout simplement des fonds dans les coffres de toutes les entreprises en difficulté tout comme il serait irresponsable de commencer à construire des ponts et des chaussées partout au nom de la création d'emplois temporaires.

La gestion économique prudente, cela veut dire mesurer deux fois et couper une seule fois. Voilà pourquoi je félicite le ministre de l'Industrie d'avoir soigneusement étudié les dossiers et demandé au secteur de l'automobile de lui soumettre des plans de restructuration détaillés. Grâce à de tels plans, les Canadiens pourront avoir l'assurance que leur argent qui sera versé au secteur de l'automobile servira à réaliser des investissements durables et à renforcer le Canada pour l'avenir, et non à renflouer temporairement certaines entreprises en attendant de rejouer le même scénario quelques années et quelques milliards de dollars plus tard.

Initiatives ministérielles

Il faut creuser un peu plus en profondeur. Les Canadiens ont élu le gouvernement actuel parce qu'ils nous font confiance pour agir de façon réfléchie en nous souciant du bien-être à long terme de notre pays quand nous prenons des décisions aussi importantes. Ils n'ont pas envie de voir le gouvernement dilapider des milliards de dollars si cela ne doit rien rapporter.

L'opposition nous accuse de ne pas agir aussi vite que d'autres pays industrialisés. À cela je réponds que le Canada a deux excellentes raisons de faire preuve de plus de réflexion et de prudence que certains autres pays.

Premièrement, notre économie et notre secteur bancaire sont plus solides que ceux des autres pays industrialisés. Les gouvernements de ces pays ont injecté précipitamment des fonds dans divers secteurs parce qu'ils étaient déjà en pleine crise, alors que nous avons eu une croissance si robuste ces trois dernières années qu'à de rares exceptions près nous ne sommes pas affectés par ce repli, sauf peut-être sur le marché boursier. J'estime que nous pouvons facilement attendre la fin janvier pour nous engager à faire de très gros investissements et agir ainsi en fonction d'un plan mûrement réfléchi et non sur un coup de tête.

La deuxième différence entre le Canada et les autres pays auxquels on nous compare, c'est qu'une grande partie de notre économie est indissociable de celle de nos voisins du Sud. Donc, nous ne devons pas agir seuls si nous voulons être efficaces. Les Américains sortent comme nous d'élections nationales et sont en train d'élaborer leur plan de relance. Il serait irresponsable de risquer d'aller à contre-courant de ce qu'ils décideront.

Une de leurs grandes décisions va être de savoir ce qu'ils vont faire pour les trois grands constructeurs d'automobiles. Le Canada devrait-il faire cavalier seul dans ce domaine? Bien sûr que non.

• (1740)

Il est évident que les États-Unis sont l'un des principaux acteurs dans notre marché économique. Il est également évident que nous devrions tenir compte de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière et que nous devrions collaborer avec la nouvelle administration américaine.

C'est seulement l'un des exemples des nombreux aspects interliés de notre économie, ce qui montre bien que, tant que les États-Unis n'ont pas pris de décisions concernant des dépenses de billions de dollars, nous ne pouvons pas prendre des décisions efficaces concernant nos dépenses de milliards de dollars.

Je suis ici pour parler de la mise à jour financière, et je reviendrai sur le sujet de l'économie, car la crise est sur le point de s'aggraver.

Ces jours-ci, l'opposition, menée par ses ambitions flagrantes, est en train de démolir tout le bon travail que nous avons fait sur le plan économique.

Mes bureaux d'Ottawa et de St. Albert ont été inondés de lettres de Canadiens qui sont indignés par la coalition du chef de l'opposition, qui s'est laissé influencer par un parti voulant faire du Canada un pays socialiste et par un parti qui veut détruire le Canada. Je partage l'indignation d'un grand nombre de Canadiens.

C'est une chose de dire qu'un gouvernement de coalition est meilleur pour le Canada quand aucun parti n'a obtenu de mandat clair de la part des Canadiens. Toutefois, ce n'est pas le cas. Il y a seulement six semaines, les Canadiens se sont exprimés très clairement. Ils ont dit sans ambiguïté qu'ils ne désiraient pas que le chef de l'opposition soit leur premier ministre, pas maintenant et certainement pas en temps de crise économique comme celle que nous sommes sur le point de vivre.

Nous avons appris peu de temps après la naissance de cette coalition que le chef du plus petit parti de la Chambre, un homme qui sait qu'il ne sera jamais élu par les Canadiens pour diriger le pays parce que les positions du NPD sont si déconnectées de la réalité, avait planifié depuis quelque temps de prendre le pouvoir, avec les séparatistes comme complices.

Dans la mise à jour financière, le ministre des Finances a annoncé notre intention de donner l'exemple au cours de cette période, où tous les Canadiens doivent être prêts à se serrer la ceinture. Il a proposé que tous les partis renoncent au montant de 1,95 \$ par vote qu'ils reçoivent en vertu d'une mesure adoptée il y a cinq ans. C'est alors que les partis de l'opposition, le Parti libéral en particulier, ont paniqué. Pourquoi? Parce qu'ils ne peuvent recueillir assez d'argent auprès de leurs donateurs. Comme pour la plupart des choses de la vie, les membres de ces partis s'imaginent que le gouvernement devrait dépenser les fonds publics pour eux sous prétexte que le gouvernement est mieux placé pour le faire.

De la part des libéraux, la panique traduisait justement le désespoir qu'attendaient les députés du NPD. Ils ont vite profité de la rage et de l'insécurité des partis de l'opposition et la fin de semaine n'était pas terminée qu'ils avaient engagé le chef de l'opposition dans cette intrigue antidémocratique.

Un grand nombre de Canadiens et de membres plus réfléchis des caucus de l'opposition se demandent pourquoi au juste il a été attiré dans ce pacte contre nature avec des socialistes et des séparatistes. Cela ne devrait pas trop nous étonner, puisque deux anciens premiers ministres provinciaux néo-démocrates occupent les premières banquettes aux côtés du chef de l'opposition.

Voyons un peu quelles sont ses motivations. Son impopularité a conduit le Parti libéral aux pires résultats de son histoire. Depuis la Confédération, aucun chef libéral n'a été rejeté aussi fermement dans tout le pays que cet homme qui a réduit la représentation du Parti libéral à 77 sièges, le 14 octobre dernier. Il a été humilié et la plupart des membres de son caucus se sont pincé le nez quand il a annoncé qu'il resterait chef intérimaire jusqu'à qu'ils trouvent quelqu'un pour diriger le parti, en mai. De toute évidence, à ce moment-ci, il n'a rien à perdre et il cherche désespérément à faire quelque chose pour sauver sa réputation.

Les Canadiens ont vu clairement ce qui se passait et ils ne peuvent pas laisser faire cela. Ils ont dit en octobre qu'ils ne voulaient pas de lui comme premier ministre et quand ils l'ont dit, ils le pensaient. Il veut sauver sa réputation à tout prix, mais il vend son âme et celle de son parti ainsi que, malheureusement, celle du gouvernement du Canada à des gens qui précipiteront notre économie dans un abîme dont il faudra des décennies pour sortir, à des gens qui feront reculer de plusieurs décennies la cause de l'unité nationale. Certains pourront parler de démons. Pour ma part, je préfère les qualifier de socialistes et de séparatistes.

Contrairement à notre gouvernement, cette coalition n'a jamais dit aux Canadiens ce qu'elle ferait si elle avait le pouvoir; il est donc possible de faire des hypothèses. Faisons donc cela.

Initiatives ministérielles

Le chef de la bande entretient des projets extravagants concernant la manière dont il peut sauver le monde grâce à des plans environnementaux draconiens. Nous avons entendu aujourd'hui son amie, la chef du Parti vert, dire fièrement au cours d'une conférence de presse qu'un siège au Sénat, ou quelque chose de mieux encore, l'attendrait si jamais cette coalition de la gauche fonctionnait. Son tournant vert n'est pas quelque chose qu'il a pu renier, même si tant de candidats libéraux l'ont fait pendant la dernière campagne électorale.

Le NPD et le Bloc ont aussi des vues extrêmes sur la manière dont nous devrions agir pour sauver le monde, peu importe les coûts que cela supposerait pour notre économie ou pour nos contribuables. Ce n'est pas cela que les Canadiens ont choisi, surtout en temps de crise économique.

• (1745)

Non seulement ce n'est pas l'orientation que le Canada a choisie, mais ce n'est pas non plus celle que souhaitent les Canadiens de l'Ouest. Les Canadiens de tous les coins du pays sont outrés de cette situation, particulièrement ceux de l'Ouest. En s'acquinant avec des gens qui veulent dissocier le Québec du reste du Canada, la coalition proposée a redonné des arguments à tous ceux qui ont déjà envisagé l'idée de diviser le Canada.

Nous savons fort bien que les néo-démocrates pensent que l'exploitation des sables bitumineux, qui ne fait pas qu'assurer l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord, mais qui fait également tourner l'économie canadienne, doit être interrompue. Nous savons également qu'ils estiment que Greenpeace constitue une source d'information plus fiable que tout gouvernement provincial ou toute étude indépendante.

Nous savons au départ que le tournant vert que les libéraux ont présenté dans leur zèle uniformisateur nuit à l'économie canadienne, particulièrement aux économies de l'Alberta et de la Saskatchewan. Les Canadiens n'ont pas voté en faveur de ce plan vert et ils n'y souscriraient pas plus demain si on leur demandait de se prononcer à cet égard.

Normalement, je me réjouirais de tout incident qui rendrait les libéraux vraiment impopulaires. Toutefois, les enjeux sont trop élevés pour mettre en péril ce pays que j'aime en laissant les libéraux poursuivre ce complot dangereux, antidémocratique, contraire aux principes établis et à l'intérêt des Canadiens.

Voici ce que Jeffrey Simpson du *Globe and Mail* avait à dire au sujet du projet de ces trois chefs de partis qui n'ont pas réussi leur pari:

Par conséquent, si cette coalition prend le pouvoir, le Canada sera dirigé par un premier ministre intérimaire que presque tous les députés libéraux souhaiteraient ne pas avoir comme chef. Il sera fascinant de voir comment il mènera un gouvernement de coalition alors qu'il n'a même pas réussi à diriger son propre parti [...] Il va sans dire que les 74 p. 100 de Canadiens qui n'ont pas voté pour les libéraux et que la vaste majorité qui a classé M. Dion comme le chef le moins populaire auront un choc en découvrant qu'il a réussi à devenir premier ministre.

Don Martin du quotidien *National Post* a écrit aujourd'hui que le plus grand perdant libéral dans...

Le vice-président: Le député d'Edmonton—St. Albert est nouveau, mais je l'informe que même lorsque nous citons des articles, nous ne pouvons pas désigner les députés par leur nom. S'il cite un article qui contient le nom d'un député, je lui demande de désigner le député par son titre ou par le nom de sa circonscription.

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, je vous remercie de cette mise en garde. Dans le *National Post*, on a écrit que:

Le plus grand perdant de l'histoire électorale du Parti libéral, qui a lui-même admis avoir mené une mauvaise campagne, qui préconisait une taxe sur le carbone dont il disait qu'elle constituait une saine politique économique et qui n'a que quelques députés de l'Ouest semble en voie de devenir premier ministre la semaine prochaine. [...] Cela signifie que le tiers de l'électorat, qui a voté pour les conservateurs, verra ses représentants remplacés par des députés qui proposent un fatras de politiques fondées sur le plus petit dénominateur commun et élaborées presque du jour au lendemain par des partis qui penchent vers la gauche et vers la sortie. [...] Même si la discipline du pouvoir peut faire tenir la coalition, qui volerait en formation plus ou moins serrée pendant un an ou même davantage, il ne s'agit pas autant d'un système de gouvernement durable que d'un coup de force sans raison valable.

Je prie pour la démocratie et pour le Canada que cette alliance contre nature ne soit pas autorisée. Gouverner est un privilège et non un droit. Un chef qui a été massivement rejeté par l'électorat, entouré de deux anciens premiers ministres néo-démocrates et de six autres socialistes, et l'inconcevable, soutenu par un parti dont la raison d'être est de mettre le Canada en pièces, c'est vraiment le pire cauchemar pour le pays. C'est anti-démocratique, anti-canadien et inadmissible. Je prie pour le Canada que cela ne soit pas autorisé.

Aujourd'hui, je prie pour l'avenir du Canada.

• (1750)

[Français]

M. Jean-Claude D'Amours (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, chez nous, on appelle cela des discours de visages à deux faces. J'ai écouté le député parler. Il trouve aberrant ce qui se passe quant à un possible gouvernement de coalition. Qu'est-ce qui était mal, quelques semaines après l'élection de 2004, lorsque son parti, le Parti conservateur, s'est associé avec le Bloc québécois? Pour faire quoi? Pour faire un gouvernement de coalition. Pourquoi, alors, c'était bon de s'associer à un parti séparatiste et qu'aujourd'hui, c'est une honte que le Parti libéral et le NPD veuillent s'associer pour s'assurer de faire avancer l'économie adéquatement?

C'est un double message. Je répète: c'est un discours de visages à deux faces, comme on dit chez nous.

Sur le plan économique, le député pourrait-il me dire s'il est favorable ou défavorable à l'élimination du délai de carence des deux semaines en ce qui concerne l'assurance-emploi?

Arrêtez de tenir des doubles discours, arrêtez de dire en face des gens que vous ferez telle chose, alors que derrière, vous direz autre chose. En réalité, vous vouliez défaire le gouvernement libéral de Paul Martin, et c'était aussi ce que vous vouliez faire du Bloc québécois. Aujourd'hui, quelle est la différence?

Le vice-président: À l'ordre. C'est contre le Règlement de s'adresser directement à un autre député.

Je donne la parole au député d'Edmonton—St. Albert.

[Traduction]

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, le député siège ici depuis plus longtemps que moi; il sait bien que la situation cette semaine sur la Colline et celle de 2004 ne sont pas comparables.

On a rapporté dans les médias que la lettre de 2004 visait simplement à demander à la Gouverneure générale la tenue de consultations. Il ne s'agissait pas d'un pacte, signé par le chef de l'opposition, le chef d'un parti socialiste et celui d'un parti ayant pour objectif de démanteler notre pays, en vue de former un gouvernement. On y demandait simplement la tenue de consultations.

Je suis certain que le député et tous nos collègues sont à même de saisir la différence.

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, ce qu'on vient d'entendre est vraiment pathétique. C'est un peu comme le voleur qui se fait prendre avant d'entrer dans une maison et qui dit que ce n'est pas grave, puisqu'il s'est fait attraper avant de commettre le vol. Voyons donc! Cela n'est pas sérieux. La réalité, c'est que tout ce qui préoccupe les conservateurs, leur seule crainte, c'est de perdre le pouvoir, et ce n'est que cela.

J'aimerais faire remarquer au collègue...

Une voix: Oh, oh!

M. Thierry St-Cyr: Ce ne sera pas long, j'ai presque fini.

J'aimerais faire remarquer au collègue qu'il n'y a pas si longtemps, au cours de la dernière législature, les conservateurs ont demandé à plusieurs reprises en cette Chambre qu'on leur accorde la confiance et ils l'ont demandé au Bloc québécois. C'est tellement vrai qu'au cours des deux premiers budgets de la 39^e législature, les conservateurs ont pu se maintenir au pouvoir lors d'un vote de confiance relatif au budget grâce à l'appui du Bloc québécois.

À cette époque, c'était évidemment une bonne chose. C'était correct que la survie du gouvernement dépende du Bloc québécois. Mais, dans une autre situation, quand ce n'est pas de leur survie dont on parle mais de la survie d'un gouvernement de coalition, par exemple, là, soudainement, cela deviendrait une mauvaise chose.

Si mon collègue avait été député lors de la 39^e législature et qu'il avait eu à s'unir au Bloc québécois dans le cadre d'un vote de confiance sur le budget, aurait-il démissionné? Aaurait-il quitté le Parti conservateur? Qu'aurait-il fait s'il avait dû voter avec le Bloc québécois?

[Traduction]

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, lui qui était député lors de la 39^e législature doit savoir que l'appui que le Bloc québécois prêtait au gouvernement actuel était ponctuel. On n'avait ni carte blanche ni contrat en bonne en due forme.

Selon le député, tout ce qui intéresse les conservateurs, c'est de rester au pouvoir. Je soutiens quant à moi que jamais dans l'histoire du Canada on n'a assisté à plus flagrant coup de force qu'hier, lorsque les trois chefs de parti ont conclu leur pacte.

Si les députés de l'opposition se préoccupent tant de s'accrocher au pouvoir, pourquoi ne soumettent-ils pas leur pacte aux électeurs canadiens et ne les laissent-ils pas décider?

• (1755)

M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais poursuivre dans la même ligne de pensée que le dernier intervenant de ce côté-ci de la Chambre. Je vais lire la fameuse lettre dont il est question. Elle a été envoyée à la Gouverneure générale le 9 septembre 2004.

« Votre Excellence,

En tant que chefs des partis de l'opposition, nous savons très bien qu'en raison de la situation minoritaire du gouvernement libéral, le premier ministre pourrait vous demander à tout moment de dissoudre la 38^e législature, si la Chambre des communes n'appuie par certaines parties du programme du gouvernement.

Nous soulignons respectueusement que les partis de l'opposition, qui ensemble forment la majorité à la Chambre, se sont consultés étroitement. Nous croyons que si une demande de dissolution vous est présentée, vous avez la possibilité, en vertu de la Constitution, de consulter les chefs des partis de l'opposition et d'étudier toutes les

solutions avant d'exercer le pouvoir que vous confère la Constitution. »

Cette lettre est signée par l'actuel premier ministre, par l'actuel chef du Bloc québécois et par l'actuel chef du NPD.

Pourquoi était-il acceptable à l'époque de tenter de remplacer le gouvernement de Paul Martin, alors que cette idée est aujourd'hui taxée d'infamie?

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, la situation en 2004 n'a rien à voir avec celle de 2008. Cette lettre ne visait qu'à demander à la Gouverneure générale d'envisager toutes les possibilités et de consulter qui de droit.

Soyons clairs. Hier, sur la Colline du Parlement, trois chefs de partis ont signé une entente pour indiquer à la Gouverneure générale qu'ils étaient prêts à former le gouvernement.

La lettre dont le député néo-démocrate a parlé était adressée à l'ancienne Gouverneure générale pour lui demander de consulter qui de droit et l'inviter à envisager toutes les possibilités.

Ce n'est pas la même chose qu'un pacte conclu par un chef de l'opposition rejeté par son parti, le chef d'un parti socialiste et le chef des séparatistes et expliquant à la Gouverneure générale que sa seule option est de leur permettre de former le gouvernement.

M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, nous savons maintenant que cette coalition séparatiste fourbit ses armes depuis plusieurs mois. Les Canadiens auxquels j'ai parlé m'ont dit qu'ils ne voulaient pas d'un gouvernement de coalition séparatiste. C'est troublant, et je suis certain que les autres députés ont entendu la même chose. Ils veulent que le Parlement respecte les résultats des dernières élections, qui ont eu lieu il y a quelques semaines seulement. Mais voilà qu'une intrigue sinistre se déroule dans les coulisses. Les intrigants veulent s'emparer du pouvoir et balayer du revers de la main la décision des Canadiens.

Il est malheureux que le député ait à vivre une pareille situation. J'étais député au cours des 38^e, 39^e et 40^e législatures, et je n'ai jamais vu un tel manque de respect pour la volonté des Canadiens. Il est antidémocratique et malheureux que notre nouveau collègue ait à subir cette situation.

Pourquoi, selon lui, la coalition séparatiste affiche-t-elle un manque de respect pareil pour la volonté des Canadiens? Pourquoi les députés de la coalition n'écoutent-ils pas les Canadiens?

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, je ne saurais dire quelles idées trottent dans la tête des députés de la coalition et du chef séparatiste du Bloc Québécois, qui en fait partie.

Tout ce que je sais, c'est que les gens d'Edmonton—St. Albert sont universellement opposés à cette coalition. Ils sont indignés. Mon bureau est absolument inondé d'appels téléphoniques et de courriels. Les gens qualifient la situation de crise nationale. Ils disent que le gouvernement de coalition ne serait pas légitime.

Initiatives ministérielles

Nous traversons une période difficile. Le pays est à la croisée des chemins. Je demande à tous les Canadiens de bien réfléchir et de se demander si c'est ce qu'ils veulent. Veulent-ils être gouvernés par un parti qui a été largement rejeté lors des dernières élections fédérales, qui se coalise avec les néo-démocrates et qui est appuyé par ceux qui veulent découper le Canada en morceaux?

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination.

Comment le député d'Edmonton—St. Albert peut-il parler de démocratie alors que le premier ministre ne tient son mandat que de 22 p. 100 des Canadiens? Il a effectivement obtenu 36 p. 100 des voix lors des élections, mais comme seulement 60 p. 100 des Canadiens ont voté, cela veut dire que 22 p. 100 des Canadiens ont voté pour le premier ministre.

Peut-il alors se permettre de parler de démocratie? Le premier ministre que le député appuie est-il ce même premier ministre qui avait l'intention de construire des pare-feux autour de sa province d'origine?

• (1800)

M. Brent Rathgeber: Monsieur le Président, le premier ministre dirige un caucus de 143 députés, soit pratiquement le double de celui du député. Nous avons un système uninominal à majorité simple selon lequel les députés sont élus à la pluralité des voix. En vertu du système actuel, le gouvernement est clairement sorti vainqueur des dernières élections avec un mandat élargi par rapport à celui de la 39^e législature. Le Parti conservateur devrait être en mesure de gouverner.

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre aujourd'hui la parole pour dire ce que je pense de l'énoncé économique.

Nous pouvons tous convenir que les événements ne se sont jamais succédé à une telle allure sur la Colline du Parlement. À ce stade, personne ne peut prédire comment tout cela va se terminer. C'est pourquoi je tiens à m'adresser aux électeurs de Don Valley-Est pour leur expliquer comment nous avons pu en arriver là.

De toute évidence, les événements des derniers jours ont été déclenchés par l'énoncé économique qui a été présenté par le ministre des Finances jeudi dernier. Comme le premier ministre avait participé aux rencontres internationales importantes du G20 et de l'APEC, qui avaient pour but de stabiliser l'économie mondiale, tous s'attendaient à ce que le gouvernement conservateur soit en mesure de mettre en place un train de mesures de stimulation économique semblable à ceux qui avaient été promis par les autres grandes économies. Malheureusement, l'énoncé économique ne contenait rien de tel.

Je vais maintenant chiffrer les engagements des autres pays du G20. La Chine s'est engagée à investir 700 milliards de dollars, le Japon, 65 milliards de dollars, l'Allemagne, 36 milliards de dollars, la France, 30 milliards de dollars et les États-Unis, 1,6 billion de dollars. À combien peuvent se chiffrer les mesures de stimulation économique des conservateurs? À zéro. Rien. Les conservateurs se sont contentés de sabrer 6 milliards, complètement à contre-courant. Cela n'est pas surprenant, car ils ont toujours navigué à contre-courant. Que pouvons-nous attendre de plus d'un ministre des Finances qui a mis l'Ontario en déficit. Il est en fait l'architecte du déficit ontarien.

Les conservateurs et leur ministre des Finances sont incompétents. Ils ne savent pas quoi faire.

Jamais en 141 ans, c'est à dire depuis la Confédération, le Canada n'a-t-il vu la destruction totale d'un gouvernement fédéral par son propre premier ministre. D'ailleurs, jamais dans notre histoire un ministre des Finances n'a été obligé de retirer les éléments principaux d'un énoncé économique 24 heures après l'avoir présenté. C'est humiliant. Cela a gravement nui à la réputation du gouvernement conservateur, et ce, en pleine crise financière mondiale.

Les Canadiens ne font pas confiance au gouvernement conservateur. Il va sans dire que l'énoncé économique de la semaine dernière a gravement miné le gouvernement conservateur minoritaire, dont l'avenir est maintenant incertain à cause de son comportement. Encore maintenant, les conservateurs font frénétiquement marche arrière, mais aucun d'entre eux ne semble comprendre qu'ils s'enlisent et ne vont nulle part.

Comment sommes-nous arrivés à la situation actuelle si rapidement? Laissez-moi vous résumer la chose.

Pendant la campagne, l'actuel premier ministre a induit les Canadiens en erreur en affirmant qu'il ne plongerait jamais le pays dans un déficit. Il a mené une campagne de la peur pendant toute la campagne. Il mène toujours la même campagne à la Chambre, tout comme les membres de son parti. Il prétendait que les bases de notre économie étaient solides.

Les élections étaient inutiles. Elles ont seulement été déclenchées parce que le premier ministre avait vu les livres. Il craignait la situation économique à venir. Les élections ont coûté 360 millions de dollars aux contribuables, plus le coût des élections partielles, soit 3,5 millions de dollars, bien que ce coût ait prétendument été éliminé par le déclenchement des élections générales. Pour cacher son échec sur le plan économique, le premier ministre a gaspillé 363,5 millions de dollars des contribuables. De plus, il a violé sa propre loi sur les élections à date fixe. La loi avait été adoptée, et les prochaines élections étaient censées avoir lieu en octobre 2009.

Le premier ministre n'a aucun scrupule à enfreindre la loi, à gaspiller l'argent des contribuables et à induire le public en erreur.

• (1805)

Le premier ministre n'avait même pas de plan économique lors des élections. Comme il n'en avait pas la moindre idée, dès qu'il a été élu, il a copié le plan libéral. Mais on ne peut pas copier un plan si on ne sait pas comment le réaliser. C'est comme un perroquet qui répète des mots sans les comprendre.

Le premier ministre, qui prétendait être économiste, est un incompétent comme son ministre des Finances. Voilà pourquoi nous en sommes là aujourd'hui. S'il avait été un bon économiste, quelqu'un l'aurait engagé. Malheureusement pour les Canadiens, il est devenu leur premier ministre et il pose un très grand risque. Non seulement il est incompétent, mais il est tellement borné sur le plan idéologique qu'il n'a aucune idée de la façon d'aider les Canadiens moyens qui ont perdu leur emploi.

Au lieu de présenter le train de mesures de relance sur lequel se sont entendus tous les pays du G20, le gouvernement dans son énoncé économique ne proposait aucun train de mesures, aucun plan de relance, rien pour le secteur manufacturier, rien pour le secteur forestier, rien pour le secteur de l'automobile, et j'en passe. Pour prendre une image, Rome est en train de brûler et le premier ministre demande: « Où est l'incendie? »

Que propose l'énoncé économique? Aucune stratégie d'ensemble pour piloter le pays à travers la récession économique mondiale. Ce n'est qu'une diatribe à la républicaine, mesquine et néo-conservatrice.

Initiatives ministérielles

L'énoncé économique s'en prend à la parité salariale, au droit à la négociation collective des fonctionnaires, et vise sans vergogne à démolir les fondements du financement électoral public. Souvenons-nous des raisons pour lesquelles on a mis en place ce régime de financement électoral public. C'était pour éviter l'ingérence des grandes sociétés. Pourtant, le premier ministre n'a toujours pas dévoilé les sources de financement qui l'ont porté au pouvoir. Envers qui a-t-il une dette?

Il faut rappeler aux Canadiens que la GRC a perquisitionné dans les bureaux du Parti conservateur. Pourquoi? À cause d'agissements illégaux. Les conservateurs ont essayé de bloquer les comités du Parlement pour étouffer le scandale des transferts, l'enquête Mulroney-Schreiber et bien d'autres controverses.

Il faut dire au public que les partis politiques doivent être à l'abri des influences de la grande finance et des grosses sociétés. Nous, nous pouvons le dire, mais personne ne peut le dire au sujet des conservateurs, car ils ont bloqué toutes les enquêtes et leur comptabilité aurait besoin d'être vérifiée.

Il y a sept semaines, les conservateurs ont publié leur programme électoral où il n'était nullement question de parité salariale, de financement des partis politiques ou de droit à la négociation collective. Pas plus tard qu'il y a 14 jours, les conservateurs ont présenté le discours du Trône dans lequel il n'en était toujours pas question. D'ailleurs, le premier ministre avait dit qu'il voulait tourner la page et coopérer avec l'opposition. Et pourtant, qu'a-t-il fait en six jours?

Dans l'énoncé économique, il s'est transformé en idéologue et en autocrate, et il a essayé de détruire la démocratie. Mais aux dépens de qui? Aux dépens des milliers de travailleurs de l'automobile qui se demandent si leur gouvernement fédéral les défendra pendant cette crise économique. C'est aussi aux dépens de notre secteur forestier où l'on voit des scieries être démontées et expédiées en Chine. C'est aux dépens du Canadien moyen qui travaille dans le secteur manufacturier et qui commence à perdre confiance dans son gouvernement fédéral.

Les anciens Grecs avaient un mot pour décrire ce genre de comportement: hubris. Dans la mythologie grecque, un excès de fierté et d'arrogance conduit inévitablement à l'autodestruction. Le premier ministre vient sans doute de découvrir son talon d'Achille. Il est obsédé, pour ne pas dire obnubilé, par ses propres visées politiques étroites qui consistent à éradiquer les partis de l'opposition à n'importe quel prix.

Et pourtant, qui dit démocratie, dit partis de l'opposition. Nous parcourons le monde pour enseigner notre démocratie aux autres, mais le premier ministre, lui, veut éliminer l'opposition. Quel genre de premier ministre est-il? Peut-être devrait-il aller gouverner en Iran.

Au dire de tous, le premier ministre a perdu non seulement la confiance de cette Chambre, mais aussi celle de son caucus conservateur. Le plus important, c'est qu'il a perdu la confiance des Canadiens, d'un océan à l'autre.

• (1810)

Le fait que des pro-conservateurs aillent faire la claque du côté de la résidence de la Gouverneure générale ou inondent les députés de courriels est non seulement une preuve de mauvais goût, mais trahit le manque de jugement et le désespoir des conservateurs ainsi que leur désir de s'accrocher au pouvoir.

Le premier ministre était censé s'attaquer à la crise économique, mais il a plutôt fabriqué une crise politique qui a amené son

gouvernement au bord de la défaite. À quel genre de leadership a-t-on affaire? Tout le monde est d'accord, le premier ministre ne peut blâmer personne d'autre que lui.

Que faut-il faire? Eh bien, dans notre démocratie parlementaire de type Westminster, c'est l'opposition qui est appelée à former le gouvernement quand celui qui est en place n'a plus la confiance de la Chambre des communes. Dans le cas qui nous concerne, l'opposition est déjà montée au créneau et elle a fait savoir à la Gouverneure générale qu'elle était prête à gouverner selon un régime collégial et à prendre la barre de notre économie pendant cette crise.

Si le premier ministre pensait avoir la confiance de la Chambre, pourquoi a-t-il éliminé ou repoussé la journée de l'opposition? Cela montre qu'il a peur. Dans notre démocratie, il incombe à l'opposition de tenir le gouvernement responsable et d'être prête à former un gouvernement advenant que les choses tournent mal. C'est précisément ce que font les partis de l'opposition: ils tiennent le gouvernement responsable.

Or, les conservateurs n'aiment pas qu'on les tienne responsables. Nous avons des exemples de ministres, comme celui de l'Agriculture, l'ancien ministre de l'Environnement, l'ancien ministre de la Santé et d'autres, qui, dès qu'il a été question de responsabilité et de transparence, ont cherché à dissimuler ce qu'ils faisaient ou ont bloqué le fonctionnement des comités parlementaires.

Quelle est la solution pour que le Canada sorte de la récession économique? Récemment, le président de la Fédération canadienne des municipalités a indiqué que les dépenses en infrastructure pourraient constituer l'un des plus intéressants stimulants économiques.

Il y a bien eu des rumeurs ou des murmures annonçant des investissements dans les infrastructures, mais les 33 milliards de dollars qui avaient été promis pour les deux dernières années n'ont toujours pas été débloqués et rien n'a été fait. Des centaines et des centaines de projets locaux sont prêts à être lancés partout au Canada. Nous avons besoin d'investissements concrets dans les routes, les ponts, les conduites d'eau et les logements.

Les maires des petites villes tirent la sonnette d'alarme au sujet des usines de traitement des eaux usées qui risquent de tomber en morceaux, ce qui serait catastrophique, parce que personne au gouvernement fédéral ne les écoute.

Le message est clair: ne rien faire ne permettra pas de créer des emplois ni d'atténuer les effets de la récession. Les Canadiens veulent savoir où est passé l'excédent budgétaire de 16 milliards de dollars dont ce gouvernement a hérité. Qu'est-il advenu de cet argent? Comment le gouvernement a-t-il pu gaspiller une telle somme?

Personne ne fait confiance au ministre des Finances, qui, je le rappelle, a été l'architecte d'un déficit de l'ordre de 5,6 milliards de dollars en Ontario. Voilà le ministre des Finances dont l'énoncé économique a été abandonné par le gouvernement après moins de six jours. Ses baratins à propos de déficits dits techniques et d'excédents imaginaires dans le prochain budget ne bernent personne.

La véritable question est: comment les conservateurs ont-ils fait pour flamber un excédent en moins de deux ans et demi? Maintenant, ils veulent se départir de biens publics. Cela me rappelle Mike Harris et la stratégie de son gouvernement qui voulait vendre la 407 à l'Espagne. Quelle fierté peut inspirer un gouvernement qui veut vendre ses biens? À qui appartiendront Radio-Canada et la tour du CN?

Initiatives ministérielles

C'est l'incapacité du gouvernement conservateur à agir avec compétence en matière d'économie qui nous a menés à cette situation.

• (1815)

À l'encontre de l'avis de presque tous les économistes du pays, les conservateurs ont appliqué diverses réductions fiscales imprudentes qui n'ont rien fait pour stimuler les dépenses à la consommation ou l'économie. Parallèlement à cela, le ministre des Finances a lancé la plus vaste campagne de dépenses de l'histoire du Canada, connue sous le nom de « Budget 2007 ». Ce n'est pas difficile à comprendre. Tous les Canadiens vous diront qu'on ne peut pas dépenser sans compter pendant que ses revenus diminuent constamment. Selon le directeur parlementaire du budget, le gouvernement actuel perçoit 40 milliards de dollars de moins que ce qu'il dépense.

Cependant, nous ne serions pas en situation déficitaire si le ministre des Finances avait écouté les bons conseils et n'avait pas consenti de réductions fiscales inutiles. Lorsque mes électeurs me demanderont comment nous en sommes arrivés là, je serai obligée de leur dire la vérité. C'est le gouvernement et le premier ministre qui ont détourné l'attention des difficultés que vivent les Canadiens en raison de la situation économique pour la concentrer entièrement sur un gouvernement qui ne pense qu'à faire de la politique et à garder le pouvoir coûte que coûte.

Le premier ministre oublie que 67 p. 100 des Canadiens n'ont pas voté pour lui ou son parti. Les beaux discours tenus à la Chambre aujourd'hui par les conservateurs montrent que la panique les a gagnés, se lever avec le chef de son parti pour ovationner le chef du Bloc séparatiste. Il y a quelques minutes, je l'ai entendu parler de laisser de côté la question de l'unité nationale pour défendre cette coalition séparatiste. C'est quand même renversant.

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, hier, j'ai trouvé que c'était un comble quand j'ai vu le député de Papineau, le fils de Pierre Trudeau, se lever avec le chef de son parti pour ovationner le chef du Bloc séparatiste. Il y a quelques minutes, je l'ai entendu parler de laisser de côté la question de l'unité nationale pour défendre cette coalition séparatiste. C'est quand même renversant.

Mais j'aimerais parler de l'économie. La députée vient d'en parler. J'ai noté que, lors de la campagne électorale, son chef, le chef de l'opposition, avait déclaré qu'il ne formerait jamais une coalition avec le NPD fédéral. Je le cite:

...parce qu'il élabore ses stratégies économiques avec de « l'argent de Monopoly ».

Ils ont un programme financé avec de l'argent de Monopoly complètement inexistant sauf si notre industrie est compétitive dans le monde, et qui fera perdre des emplois aux Canadiens.

Voilà ce qu'il a dit le 24 septembre 2008. La députée est-elle d'accord avec son chef?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, j'aimerais ramener le débat sur l'économie et sur le sujet de la manipulation délibérée des chiffres.

Je vais vous lire quelques courriels que m'ont envoyés les électeurs. En voici un: « Il est scandaleux de trafiquer délibérément la comptabilité de notre excédent ou de notre déficit. Le ministre des Finances va avoir besoin de 10,3 milliards de dollars pour équilibrer sa comptabilité et il considère ces 10,3 milliards de dollars comme acquis grâce à la vente d'on ne sait même pas quels actifs. Vous connaissez quelqu'un qui serait prêt à acheter la tour du CN pas cher? Le mot « tromperie », ça s'écrit comment?

Dans une lettre au premier ministre, je lis: « Je vous écris pour vous dire à quel point je suis interloqué par l'énoncé économique

présenté par le gouvernement à la Chambre le jeudi 27 novembre. Après ce que vous avez dit lors des réunions du G20 et de l'APEC sur la gravité de la situation économique internationale, j'ai été scandalisé, comme la plupart des Canadiens j'en suis certain, d'entendre votre ministre des Finances prétendre que le Canada n'était pas en déficit ».

Le vrai problème, c'est l'économie et l'absence de train de mesures de relance de la part du gouvernement. Ce qu'il faut abondamment dénoncer, c'est l'incompétence économique du gouvernement et son incapacité à travailler avec les partis de l'opposition.

• (1820)

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le très honorable Brian Mulroney, premier ministre conservateur au pouvoir pendant huit ans, a laissé le pays au bord de la faillite. Le premier ministre actuel est là depuis seulement trois ans et il mène déjà le pays sur la même voie.

Comme la députée est une comptable accréditée, peut-elle expliquer à la Chambre et à ses électeurs les ressemblances entre les deux premiers ministres?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, les conservateurs aiment faire croire aux gens qu'ils sont prudents sur le plan financier et responsables sur le plan économique, mais l'histoire prouve le contraire. En effet, aucun gouvernement conservateur depuis celui de Borden n'a réussi à présenter des budgets équilibrés. Quand le gouvernement libéral a hérité du bilan du dernier gouvernement conservateur en 1993, il a hérité d'un déficit de 42 milliards de dollars et d'une dette de 500 milliards de dollars assortie d'un taux d'intérêt sans précédent. Je faisais des mises sous séquestre à cette époque, et c'était vraiment sans précédent.

Qu'avons-nous fait? Dès 1997, nous étions parvenus à rétablir la situation financière. En 2000, nous avons accordé des réductions d'impôts de 100 milliards de dollars, ce qui a permis de stimuler l'économie. Nous avons investi dans les villes et l'infrastructure. Nous avons fait de nombreux investissements pour le public.

Les conservateurs doivent se rendre compte que, lorsqu'ils sont au pouvoir, ils se retrouvent en déficit. Ils ont hérité d'un excédent de 16 milliards de dollars. Pourquoi l'ont-ils gaspillé? Qu'ont-ils fait? Savent-ils faire preuve de jugement en matière économique? Je crois que ce sont des questions que nous devons nous poser.

[Français]

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté l'intervention de ma collègue du Parti libéral et celles des collègues conservateurs.

Encore une fois, on constate que recommence ce *Quebec bashing* si particulier aux réformistes. On s'attaque aux élus de la nation québécoise, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes, or ce sont tous des élus qui ont été démocratiquement et légitimement élus. On tente de s'attaquer aux séparatistes, je dirais même aux *evil* séparatistes tellement l'attaque est grossière, mais au fond, c'est aux élus de la nation québécoise qu'on s'attaque. Et ce qui est particulier, c'est que c'est seulement en anglais qu'on s'attaque aux séparatistes de cette manière. Par exemple, on accuse les libéraux de s'associer aux méchants séparatistes, mais quand on parle en français et qu'on s'adresse aux Québécois, on dit l'inverse. On reproche au Bloc québécois de s'associer aux méchants libéraux. C'est carrément ridicule et méprisant pour l'intelligence de la population.

J'aimerais savoir si ma collègue ne trouve pas que, quand un gouvernement fait cela, il confirme qu'il ne mérite pas la confiance de la population parce qu'il se moque d'elle.

[Traduction]

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, le député a mis en plein dans le mille lorsqu'il a parlé d'hypocrisie, car les conservateurs sont des hypocrites. Quand ce sont les conservateurs qui concluent des ententes avec le Bloc québécois ou avec le NPD, c'est correct. Mais si d'autres osent le faire, ce n'est pas correct. Du point de vue de la responsabilité, ce n'est pas un problème lorsque les conservateurs sont mêlés à des scandales. Je suis certaine que le public se rend compte que 12 ministres du cabinet Mulroney ont été emprisonnés. Ça, c'est acceptable, mais si c'était n'importe qui d'autre, cela serait inacceptable.

Les conservateurs tiennent un double discours. Ils sont hypocrites, et c'est ce qui leur a fait perdre la confiance de la Chambre. Les Canadiens ne font pas confiance au gouvernement conservateur, ils n'ont aucune confiance en lui.

• (1825)

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC): Monsieur le Président, on a mentionné quelques ex-premiers ministres, mais il y en a un autre dont la Chambre devrait se rappeler aujourd'hui, surtout dans le contexte de la discussion sur cette coalition de séparatistes. Je parle de Pierre Elliott Trudeau.

Je me demande si la députée d'en face pourrait nous dire ce qu'elle pense que Pierre Elliott Trudeau dirait de la coalition qui prend forme aujourd'hui et dont font partie les libéraux.

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, je ne pense pas que l'on devrait lire dans la pensée de qui que ce soit. Je crois par contre fermement en la réalité, et la réalité est que les conservateurs n'ont rien fait, ils n'ont pas levé le petit doigt pour soutenir l'économie. Au contraire, ils ont restreint les processus parlementaires en ne prévoyant rien dans l'énoncé économique, cherchant plutôt à faire disparaître la démocratie.

Que je sache, Pierre Elliott Trudeau serait horrifié si quelqu'un faisait disparaître la démocratie.

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, la députée parle de la disparition de la démocratie. Pourtant, nous parlons d'un énoncé financier qui a été présenté à la Chambre des communes. Je ne saisis pas du tout son propos.

Les partis de l'opposition prétendent que s'ils ont formé cette coalition de socialistes, de séparatistes et de libéraux, c'est parce que le gouvernement actuel ne gère pas bien l'économie. Prenons par exemple les réductions d'impôt que nous offrons aux Canadiens. Pour cette seule année, la présente année, nous prévoyons une réduction de 12 milliards de dollars de la TPS; une baisse de 10,5 milliards de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers; et une réduction de 6 milliards de dollars de l'impôt des sociétés. Cela donne au total 28 milliards de dollars en réductions d'impôt.

L'opposition se plaint de voir diminuer un excédent qui serait de l'ordre de 12 milliards de dollars. En réalité, nos budgets sont équilibrés. L'opposition n'a pas du tout raison de dire que nous sommes en situation de déficit.

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Lennox and Addington, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Plus tôt cet après-midi durant le débat j'ai cru entendre le député de Scarborough—Guildwood formuler certaines observations non parlementaires vers 16 h 07.

Motion d'ajournement

J'ai pu me pencher sur les bleus depuis ce temps-là. Après examen, monsieur le Président, vous conviendrez sûrement que ces observations sont extrêmement déplacées, inconvenantes et non parlementaires.

Pourriez-vous donc, monsieur le Président, examiner les bleus, prendre la question en délibéré et en faire rapport à la Chambre au moment opportun?

Le vice-président: Je remercie le député. Je vais certainement veiller à ce que les bleus soient examinés et, le cas échéant, je reviendrai sur ce sujet à la Chambre en temps opportun.

La députée de Don Valley-Est a la parole.

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, si le député d'en face ne savait pas de quoi je parlais, c'est vraisemblablement parce qu'il manque de jugement en matière économique ou qu'il n'est pas fort en mathématiques. Quant aux allègements fiscaux liés à la TPS, c'est justement ce qu'a mentionné le directeur parlementaire du budget. Le gouvernement réduit ses recettes de 40 milliards de dollars, et si les recettes ne correspondent pas aux dépenses, alors il y a déficit. Où le député a-t-il trouvé ses excédents?

Si c'est le genre de calcul économique...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît, le temps dont disposait la députée est écoulé.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA PÉRÉQUATION

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, Ind.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole à ce sujet.

J'ai posé une question au sujet de la contradiction apparente entre le discours du Trône et l'énoncé économique et la loi prévoyant que, chaque année, pendant 15 ans, la formule de péréquation de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve aurait une clause d'indexation de 3,5 p. 100.

Je n'ai pas vraiment obtenu de réponse. J'en ai obtenu une, mais elle ne portait pas précisément sur ce que j'avais demandé. Le ministre a dû mal comprendre ma question, mais je sais que ce ne sera pas le cas avec le secrétaire parlementaire.

J'aimerais souligner que, dans le discours du Trône, il est dit que nous ferions en sorte « que les paiements de péréquation augmentent, mais qu'ils n'excèdent pas le rythme de croissance de notre économie ».

On prévoit que l'année prochaine, notre économie aura un taux de croissance d'environ 0,3 ou 0,8 p. 100, mais en vertu de la loi prévoyant la formule de péréquation de la Nouvelle-Écosse, cette province devrait avoir une augmentation de 3,5 p. 100 par année pendant 15 ans. En réalité, il existe deux formules, mais la formule de 2005, qui a été bonifiée par la loi en question, doit être augmentée de 3,5 p. 100 par année pendant 15 ans.

Motion d'ajournement

Je répète que le discours du Trône et la mise à jour économique disent que les paiements seront plafonnés au taux de croissance de l'économie en général. Il s'agit d'une contradiction. Les deux libellés ne peuvent être vrais.

Je demande au secrétaire parlementaire de nous éclairer à ce sujet et de nous aider à comprendre. Est-ce que les paiements augmenteront de 3,5 p. 100 ou seront-ils plafonnés au taux de croissance de l'économie en général?

• (1830)

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est offerte de rassurer les habitants de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador avec cette réponse.

Comme le savent les députés, ces deux provinces peuvent être certaines que leur accord sur les ressources extracôtières n'est pas menacé.

La garantie concernant les avantages cumulatifs que leur a offerte le gouvernement conservateur ne sera nullement touchée par les changements annoncés en novembre qui rendent la péréquation plus viable à long terme. Comme cela a toujours été le cas, le montant que chaque province reçoit dans le cadre de la péréquation repose sur sa capacité fiscale par rapport aux autres provinces.

En règle générale, une province qui enregistre une croissance plus rapide que la moyenne nationale pourrait voir ses paiements de péréquation diminuer, alors qu'une province qui enregistre une croissance plus lente que la moyenne nationale pourrait voir ses paiements augmenter. En raison des accords sur les ressources extracôtières, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador reçoivent des paiements compensatoires additionnels calculés en fonction des paiements de péréquation qu'elles auraient reçus n'eût été des revenus extracôtiers qui leur permettent de hausser leur capacité fiscale respective. Ces paiements continueront à être versés comme avant.

Ces provinces profiteront également de la garantie concernant les avantages cumulatifs que leur a offerte le gouvernement conservateur. Elles sont ainsi assurées de recevoir autant en vertu du nouveau système basé sur la formule O'Brien qu'en vertu de l'ancien système de péréquation en vigueur lors de la signature de l'accord en 2005.

L'annonce faite en novembre n'aura aucune incidence sur la garantie concernant les avantages cumulatifs et le système de péréquation établi au moment de l'accord de 2005. Le ministre des Finances a garanti qu'il n'y aurait aucune réduction des paiements de péréquation versés l'an prochain aux provinces bénéficiaires, y compris des paiements compensatoires au titre de l'accord sur les ressources extracôtières, à la suite de l'annonce faite en novembre. Même les paiements versés en 2009-2010 à la Nouvelle-Écosse, qui aurait normalement dû être moins élevés parce que cette province s'en est relativement mieux tirée que les autres, seront identiques aux paiements de 2008-2009.

De plus, la Nouvelle-Écosse recevra un paiement garanti supplémentaire si les paiements cumulatifs totaux sont inférieurs à ce que cette province aurait dû recevoir en vertu du système de péréquation de 2005.

Je comprends que le député est déjà au courant de tout cela. Le *Telegram* de St. John's du 22 novembre 2008 indique que le député « salue le fait que la récente modification apportée au programme de péréquation n'aura aucune incidence sur l'Accord atlantique. » Le député sait aussi que le soutien accordé à la Nouvelle-Écosse par le gouvernement fédéral a augmenté, et qu'il continuera d'augmenter. Il

sait que le soutien total du gouvernement fédéral à l'endroit de sa province a atteint 2,7 milliards de dollars en 2008-2009, soit une hausse de 363 millions de dollars par rapport à 2005-2006.

Le député sait que la Nouvelle-Écosse recevra 1,5 milliard de dollars uniquement en paiements de péréquation et en paiements compensatoires l'année prochaine, soit 14 p. 100 de plus que ce que prévoyait le gouvernement libéral. Le député sait également que la Nouvelle-Écosse bénéficiera cette année d'un premier paiement de rajustement concernant la part de la Couronne, un paiement de 234 millions de dollars, ce que le gouvernement libéral précédent avait toujours refusé de faire.

J'espère que le député prendra la défense du Canada et qu'il s'opposera à la tentative de prise de pouvoir de cette coalition appuyée par des séparatistes.

M. Bill Casey: Monsieur le Président, cela n'a pas été un choc. J'attendais cette réponse depuis un bon moment. Le secrétaire parlementaire a bien compris ma question et il m'a donné la bonne réponse exacte, et c'est même celle que j'attendais.

J'ai reconnu que le gouvernement allait respecter l'entente originale conclue avec la Nouvelle-Écosse après le discours du Trône, car j'avais obtenu l'assurance que le tout serait réglé. Toutefois, la question a été reprise dans l'énoncé économique. Je croyais que cela ne se ferait pas, puis que cela se ferait, puis ne se ferait plus, puis ce soir j'ai la confirmation que cela se fera. J'en suis gré au secrétaire parlementaire.

J'aurais une autre question à poser.

On a fourni au *Herald* de Halifax des documents confirmant ce fait. Le secrétaire parlementaire pourrait-il déposer ces documents, car je suis convaincu que ce sont les documents qu'il lit maintenant. Je crois que c'est hier qu'on a fourni des documents au *Herald* de Halifax.

• (1835)

M. Ted Menzies: Monsieur le Président, je vais veiller à ce que ces documents puissent être fournis au député.

Le traitement exceptionnel accordé à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve en vertu des accords sur les ressources extracôtières est assuré.

Je rappelle au député que la garantie concernant les avantages cumulatifs demeure intouchée. Autrement dit, les deux provinces continueront à tout le moins de recevoir des paiements additionnels pour compenser la réduction des droits de péréquation associée aux revenus tirés des ressources extracôtières. Si, comme la Nouvelle-Écosse, elles avaient opté pour la formule O'Brien, elles continueraient de bénéficier des avantages cumulatifs.

Je rappelle à mon collègue ce que l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales, le nouveau chef de la coalition appuyée par les séparatistes, a dit, et je cite: « Le gouvernement fédéral croit qu'il serait peu judicieux d'accorder un tel traitement de faveur à la Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve ou à toute autre province ».

LES FINANCES

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir sur un sujet d'une grande pertinence pour les Canadiens ces jours-ci, soit le manque d'aide pour les familles canadiennes dans l'énoncé économique des conservateurs. Les sociétés de crédit exploitent les consommateurs, et le gouvernement ne veut rien y changer.

Les difficultés économiques actuelles ont un effet sur le compte bancaire d'un nombre croissant de familles canadiennes. Elles sont de plus en plus nombreuses à avoir recours à leur carte de crédit pour payer leurs dépenses courantes, comme le loyer et l'épicerie. Avec la période des Fêtes qui approche à grands pas, il faut être complètement sans cœur pour accepter que des familles déjà affligées par des niveaux records d'endettement se voient imposer une augmentation supplémentaire de 5 points de pourcentage sur le taux d'intérêt de leur carte de crédit. Vous avez bien entendu. Avec cette augmentation de 5 points de pourcentage, le taux d'intérêt incroyable que de nombreuses familles auront à payer atteindra près de 25 p. 100.

Des mesures doivent être prises pour protéger les consommateurs contre les sociétés de crédit, qui cherchent manifestement à les saigner à blanc. Ces sociétés ne devraient pas pouvoir exploiter les consommateurs et profiter de la situation économique actuelle pour gonfler leurs profits. Devant les circonstances difficiles auxquelles font face la majorité des Canadiens, la réponse du gouvernement a été de dire aux gens de cesser d'utiliser ces cartes ou encore, comme l'a dit le ministre des Finances, de chercher les meilleurs taux.

Ce ne sont pas là des solutions à un problème, mais plutôt la réaction d'un gouvernement qui préfère dépouiller les familles canadiennes pour voir à ce que ses amis des grandes banques et sociétés pétrolières réalisent des profits records. Il n'est pas étonnant que le gouvernement ait perdu la confiance de la Chambre. Il a également perdu l'appui des Canadiens.

Il y a quelques heures à peine, j'ai eu l'occasion de rencontrer des représentants de la Canadian Independent Petroleum Marketers Association. Ils m'ont parlé de tous ces propriétaires indépendants de postes d'essence, et il y en a un grand nombre à Sudbury et un peu partout dans le Nord de l'Ontario, qui doivent remettre un pourcentage de plus en plus important des revenus qu'ils tirent des cartes de crédit aux banques. Ce problème ne touche pas uniquement les entreprises familiales. Il touche également les petites entreprises. En fin de compte, les propriétaires d'entreprises refileront ces coûts supplémentaires aux consommateurs. Qui écoperera encore une fois? Les consommateurs. Ce sont eux qui seront le plus durement touchés par ces augmentations de coûts.

Alors que les coûts des transactions effectuées par les marchands restent stables, les compagnies émettrices de cartes de crédit exigent plus, jusqu'à 10 000 p. 100 de plus dans certains cas, des marchands. Les petites entreprises doivent avoir des limites. Il n'y a actuellement aucun cadre en place au pays pour protéger les consommateurs ou les petites entreprises contre la voracité des sociétés émettrices de cartes de crédit.

À la suite d'une question que j'ai posée la semaine dernière, les Canadiens ont appris que, si les banques pouvaient compter sur l'aide du gouvernement, les consommateurs sont laissés à eux-mêmes. C'était très évident dans l'énoncé économique présenté jeudi dernier. Le gouvernement ne comprend rien. Alors que les consommateurs et les entreprises connaissent des temps très durs, le gouvernement s'intéresse davantage aux jeux politiques qu'aux intérêts des Canadiens. Quand le gouvernement reconnaîtra-t-il qu'il a mal agi en n'appuyant pas les familles canadiennes et les petites entreprises indépendantes dans son énoncé économique?

● (1840)

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, les consommateurs se servent de cartes de crédit de leur propre gré. Le meilleur cadre pour les protéger comprend la concurrence, la divulgation complète des

Motion d'ajournement

frais et la possibilité de choisir. La loi fédérale exige que les sociétés émettrices de cartes de crédit divulguent leurs taux d'intérêt et leurs frais avant la conclusion d'accords. En outre, de nombreux produits de crédit dont les taux d'intérêt varient sont disponibles. Les consommateurs doivent faire des recherches pour trouver la solution qui répond le mieux à leurs besoins.

Le gouvernement fédéral joue un rôle pour faire en sorte que les Canadiens soient pleinement informés des possibilités qui s'offrent à eux. Par l'entremise de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, il aide les consommateurs à prendre des décisions éclairées lorsqu'ils doivent choisir une carte de crédit et publie notamment un rapport trimestriel. Ce rapport gratuit, *Les cartes de crédit: À vous de choisir*, présente aux consommateurs des tableaux comparatifs des taux et caractéristiques de plus de 200 cartes de crédit. La version en ligne comprend aussi un outil interactif sur le web pour aider les consommateurs à choisir une carte. J'invite les consommateurs à comparer les forfaits et services offerts en se rendant à l'adresse www.fcac.gc.ca ou en utilisant la ligne gratuite 866-461-3222. Voilà le comportement d'un gouvernement responsable.

Ce qui n'est pas responsable, pour l'avenir du Canada, c'est un gouvernement formé des libéraux, des néo-démocrates et des bloquistes qui devrait se plier aux caprices et aux vœux d'un parti séparatiste dont la seule raison d'être est la dislocation du Canada. C'est exactement la voie que, à sa grande honte, le député de Sudbury choisit.

Le chef du NPD a admis en privé que son parti avait depuis longtemps une entente secrète avec le Bloc séparatiste pour renverser le gouvernement, une entente antérieure au récent énoncé économique et financier du gouvernement. C'est une honte.

Nous veillerons à ce que tous les habitants de Sudbury soient au courant de ce qu'appuie leur représentant fédéral, le député d'en face. Il est favorable à une entente secrète conclue en catimini voulant que leur gouvernement soit cédé à un parti qui veut détruire le Canada.

Le député a-t-il fait campagne à ce sujet? Sa documentation de campagne comprenait-elle une petite note sur des ententes secrètes avec les séparatistes pour trahir le Canada? Je vais prendre le risque de dire que non, je ne pense pas que c'était signalé. Je me demande ce que pensent ce soir les gens qui ont voté pour lui. Je me demande ce que pense le journal local, le *Sudbury Star*, des nouveaux grands amis du député, les membres du Bloc, dont on a écrit dans un éditorial l'autre jour qu'il veut « détruire le Canada, comme nous le savons ».

Gerry Labelle, personnalité en vue de l'agglomération de Sudbury, a signalé publiquement que bien des électeurs du député sont scandalisés: « Je n'ai encore rencontré personne qui ne soit pas malheureux de ce qui se passe. » Cela, c'est à Sudbury.

Je crois comprendre également que tant de gens sont indignés qu'il y aura peut-être un grand rassemblement dans les jours à venir pour qu'ils puissent exprimer leur opposition à ce qu'on cède le Canada aux séparatistes. Je veux que le député aille à ce rassemblement. Je veux qu'il regarde dans les yeux ses électeurs et leurs enfants et leur dise: « Tout céder aux séparatistes est dans l'intérêt supérieur de l'avenir de notre pays. »

Un jour qui fait la fierté du NPD? Tommy Douglas doit se retourner dans sa tombe.

Motion d'ajournement

M. Glenn Thibeault: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député d'avoir parlé si gentiment de ma circonscription parce que, oui, beaucoup de gens qui y vivent m'ont fait savoir qu'ils appuient la coalition. Malheureusement, comme il l'a mentionné, M. Labelle y a perdu les élections et c'est la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui. Je demanderais au député de vérifier ses chiffres la prochaine fois.

Ce qui est honteux, c'est que le député n'a pas répondu à une question au sujet d'un problème qui touche des millions de familles canadiennes, mais l'a abordé, encore une fois, en se livrant plutôt à de petits jeux de partisanerie politique. Il est évident pourquoi la Chambre n'appuie pas le gouvernement conservateur. Les conservateurs oublient les familles canadiennes, accordent la priorité aux questions qui les intéressent et ne s'inquiètent jamais des répercussions sur les familles.

Le NPD, le Parti libéral et le Bloc accordent la priorité aux familles. L'énoncé économique n'a pas fait cela, alors voici ce que nous allons faire...

● (1845)

Le vice-président: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

M. Ted Menzies: Monsieur le Président, si vous voulez bien vérifier le compte rendu, vous verrez que j'ai bien répondu à la question.

Les députés néo-démocrates devraient avoir honte de manigancer et de conclure des ententes dans les coulisses pour vendre le Canada aux séparatistes, endommageant ainsi l'unité canadienne comme jamais auparavant. Se rendent-ils compte des conséquences que cela pourrait avoir pour notre économie, nos emplois et nos investissements?

Eric Lascelles de Valeurs mobilières TD l'a compris. Voici ce qu'il a dit:

La participation d'un parti explicitement séparatiste dans la coalition dirigeante, soit le Bloc québécois, causerait probablement de vives inquiétudes sur les marchés financiers, particulièrement parmi les investisseurs internationaux. L'émoi que susciterait cette incertitude combiné à l'inconnu que représenterait une nouvelle coalition tripartite pourrait mener à des mouvements vers des valeurs sûres au Canada.

Le vice-président: La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24 du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 46.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 2 décembre 2008

AFFAIRES COURANTES

Les comités de la Chambre

Procédure et affaires de la Chambre

M. Preston 493

Pétitions

Le pont interprovincial

M. Bélanger 493

L'assurance-emploi

M. Warawa 493

Questions au *Feuilleton*

M. Lukiwski 493

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

L'énoncé économique et financier

Motion 493

M. Calandra 493

M. Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte) 497

M. Vincent 497

M. Lake 497

M. Tonks 498

M. Paillé 498

M. Laframboise 498

M. Lake 501

M. Szabo 502

Mme Brunelle 502

M. Lunn 502

M. Shipley 503

M. Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe) 505

M. Pomerleau 505

Mme Ashton 505

M. Breitzkreuz 506

M. Kania 506

Mme Gallant 509

M. Andrews 509

M. Obhrai 509

M. Lake 509

M. McKay 510

M. Obhrai 510

M. Cannis 511

M. Lunn 511

M. Vincent 512

M. Gravelle 512

M. Murphy (Charlottetown) 512

Mme Folco 513

M. Lake 514

M. Ménard (Hochelaga) 514

M. McKay 515

M. Goldring 515

M. Hawn 515

M. Lake 515

M. Stoffer 515

M. Tilson 518

M. Pomerleau 519

M. Warawa 519

M. Szabo 519

M. Tweed 520

M. Scarpaleggia 522

M. Christopherson 522

M. Cannan 523

M. Pomerleau 523

M. Harris (St. John's-Est) 523

M. Cardin 523

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Ted Rogers

M. Rajotte 524

Le Parti conservateur du Canada

M. Valeriote 524

Le secteur manufacturier

M. Ouellet 525

La proposition de coalition de l'opposition

M. Watson 525

Robert Jones

M. Masse 525

Le Parti conservateur

M. Pacetti 525

La proposition de coalition de l'opposition

M. Reid 525

L'École secondaire Sophie-Barat

Mme Mourani 526

La proposition de coalition de l'opposition

M. Saxton 526

L'économie

Mme Crombie 526

La proposition de coalition de l'opposition

Mme Block 526

Andrew Grenon

M. Comartin 526

Le chef du Bloc québécois

M. Gourde 527

Louise Arbour

M. Ménard (Marc-Aurèle-Fortin) 527

Le gouvernement du Canada

M. Savage 527

Le Bloc québécois

M. Petit 527

QUESTIONS ORALES

Le gouvernement du Canada

M. Dion 528

M. Harper 528

M. Dion 528

M. Harper 528

M. Dion 528

M. Harper 528

L'économie	
M. McCallum	528
M. Flaherty	528
M. McCallum	528
M. Flaherty	528
Le gouvernement du Canada	
M. Duceppe	529
M. Harper	529
M. Duceppe	529
M. Paradis	529
M. Paquette	529
M. Flaherty	529
M. Paquette	529
M. Flaherty	529
M. Layton	529
M. Harper	530
M. Layton	530
M. Harper	530
M. Layton	530
M. Harper	530
M. Dion	530
M. Harper	530
M. Dion	530
M. Harper	530
M. Dion	530
M. Harper	530
M. Dion	531
M. Harper	531
L'assurance-emploi	
Mme Beaudin	531
Mme Finley	531
Les travailleurs âgés	
M. Lessard	531
Mme Finley	531
La condition féminine	
Mme Demers	531
M. Toews	531
Mme Deschamps	531
Mme Guergis	532
Le développement régional	
M. Garneau	532
M. Lebel	532
M. Garneau	532
M. Lebel	532
Les arts et la culture	
Mme Folco	532
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam) ..	532
Mme Folco	532
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam) ..	532
Le gouvernement du Canada	
M. Albrecht	532
M. Paradis	533
L'économie	
M. Martin (Sault Ste. Marie)	533
M. Flaherty	533
M. Martin (Sault Ste. Marie)	533
M. Flaherty	533

Les arts et la culture	
Mme Lavallée	533
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam) ..	533
L'environnement	
M. Bigras	533
M. Prentice	533
La Thaïlande	
M. McTeague	534
M. Cannon	534
M. McTeague	534
M. Cannon	534
L'économie	
M. Hyer	534
Mme Raitt	534
Mme Leslie	534
Mme Raitt	534
La proposition de coalition de l'opposition	
M. Calkins	534
Mme Ambrose	534
Présence à la tribune	
Le Président	535
Recours au Règlement	
Questions orales	
Mme Jennings	535
M. Mulcair	535
M. Plamondon	535
M. Casey	535

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

L'énoncé économique et financier	
Motion	535
M. Cardin	535
M. Lake	536
Mme Bourgeois	537
M. Dewar	538
M. Cannan	538
M. Cannon	538
M. Regan	540
M. Blais	541
M. Dewar	541
M. Casson	541
M. McKay	541
M. Menzies	544
M. St-Cyr	544
M. Hyer	544
M. Tonks	545
Mme Gallant	545
M. Scarpaleggia	548
Mme Thi Lac	548
Mme Hughes	548
M. Menzies	549
M. Breitzkreuz	549
M. Crête	549
M. Lake	552
M. Allen (Welland)	552
M. Trudeau	553
M. St-Cyr	553
M. Rathgeber	553

M. D'Amours.....	556
M. St-Cyr.....	557
M. Maloway.....	557
M. Warawa.....	557
M. Dhaliwal.....	558
Mme Ratansi.....	558
M. Lake.....	560
M. Dhaliwal.....	560
M. St-Cyr.....	560
M. Goldring.....	561
M. Benoit.....	561

M. Reid.....	561
--------------	-----

MOTION D'AJOURNEMENT

La péréquation

M. Casey.....	561
M. Menzies.....	562

Les finances

M. Thibeault.....	562
M. Menzies.....	563

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>**

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

**Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>**